

## Le drame du « Koursk »

■ La popularité du président Poutine reste élevée

■ Les plongeurs norvégiens critiquent le comportement des Russes

■ Notre envoyé spécial recueille le récit d'une mère de marin

■ La France refuse de lever le secret sur le naufrage de deux de ses sous-marins

Lire pages 2 et 3

## Essence : les prix flambent, la colère monte

- Routiers, pêcheurs et agriculteurs : face à la hausse des carburants, les professionnels protestent
- Vendu 7,27 francs, le litre de super sans plomb 95 vaut, hors taxes, 2,21 francs
- L'impôt sur les hydrocarbures est la quatrième ressource de l'Etat
- Fiscalité : arbitrages le 31 août

L'AUGMENTATION des prix des carburants provoque un mécontentement croissant chez les automobilistes, mais aussi dans les professions utilisatrices de gazole :

les routiers, les agriculteurs et les marins-pêcheurs. Même si la flambée des prix est provoquée par celle du pétrole brut, le gouvernement est tenu pour responsable en

raison du poids des taxes : par exemple, vendu 7,27 francs en moyenne à la pompe, le litre de super sans plomb 95 vaut, hors taxes, 2,21 francs. Atteignant

210 milliards de francs en 1999 dont 163 milliards pour la seule TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), l'impôt sur les carburants est la quatrième source de revenus de l'Etat derrière la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. Le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie préparerait, selon *Les Echos*, des mesures pour enrayer la hausse des carburants.

En annonçant d'autre part, dans *Le Monde* du 25 août, le « plan d'allègement et de réforme des impôts le plus ample des cinquante dernières années », Laurent Fabius a ouvert la période des arbitrages sur la fiscalité. Il propose un plan de trois ans - 2001, 2002, 2003 - qui comporterait entre 100 milliards et 120 milliards de francs de baisses d'impôts. Ce plan doit être discuté avec Lionel Jospin le 29 août, avec les dirigeants du PS le 30, enfin avec l'ensemble du gouvernement le 31 août.

Lire page 6



SOCIAL

## Un jour de vacances

### 50 000 enfants réunis par le Secours populaire

Le Secours populaire a rassemblé 50 000 enfants de six à douze ans, jeudi 24 août à Paris, pour sa Journée des « oubliés des vacances ». Au Stade de France, ils ont pu y approcher leurs héros, les footballeurs Zinedine Zidane et Ronaldo (photo), après avoir visité différents sites touristiques. Un jour de vacances pour ces enfants issus de familles qui ne peuvent s'en offrir, à l'instar de près de 40 % des Français. p. 8

## Pharmacie : course à l'innovation

L'INNOVATION est plus que jamais au cœur de la stratégie des groupes pharmaceutiques. En dix ans, les budgets de recherche sont passés de 14 à 17 % du chiffre d'affaires. Sous la pression des actionnaires, au moment où certains de leurs médicaments vedettes tombent dans le domaine public, les laboratoires doivent impérativement lancer deux ou trois molécules par an et renforcer leurs partenariats de recherche. Ils privilégient les alliances avec les toutes jeunes sociétés de biotechnologies. Les collaborations extérieures sont d'autant plus nécessaires que l'introduction de nouvelles technologies complique le processus de recherche de médicaments.

Lire page 13

## L'informatique peut-elle suppléer la justice humaine ?

LONDRES de notre correspondant

Un gigantesque ordinateur va-t-il remplacer le juge à perruque poudrée pour déterminer les peines en Angleterre et au pays de Galles ? Selon le plan du ministère de l'intérieur britannique, à partir de 2001, l'informatique pourrait prêter main-forte aux magistrats en les aidant à déterminer les risques de récidive des délinquants. Le coefficient est calculé par l'informatique en fonction de la situation familiale, du lieu du domicile, du niveau d'études, du cercle d'amis, du casier judiciaire, du rapport des travailleurs sociaux, et du comportement général de l'intéressé, en garde à vue comme en prison.

« Ce programme pourrait avoir un effet capital sur la justice en introduisant un degré de cohérence dans la fixation du risque de récidive », assure Sir Graham Smith, inspecteur général des mises en liberté surveillée en Angleterre et au pays de Galles - l'Ecosse a son propre droit - et architecte de ce projet baptisé Oasys (Offenders Assessment System, « système d'évaluation des délinquants »). « Aujourd'hui, la libération anticipée est basée sur

le bon sens et le feeling. Parfois ça marche, parfois ça ne marche pas », explique-t-il. Le ministère trouve aussi quelque mérite financier à ce programme actuellement à l'essai dans sept zones tests et dans une quinzaine de prisons puisque quelque 600 000 dossiers pourraient ainsi être traités par ordinateur.

En Grande-Bretagne, la hausse de la délinquance fait actuellement l'objet d'un débat passionné, remis à jour par deux événements : la forte progression des agressions dues à l'alcool et le meurtre non élucidé d'une fillette de huit ans. La réinsertion des pédophiles libérés avant la fin de leur peine a causé une vive émotion, comme le montrent les récentes protestations contre la présence de délinquants sexuels présumés dans un quartier de Portsmouth.

Le plan Oasys a été accueilli favorablement par le syndicat des travailleurs sociaux. « L'ordinateur, qui, j'insiste, ne remplace pas le jugement humain, va normaliser la décision, estime George Barlow, son secrétaire général. Actuellement, il y a trop de variations d'une région à l'autre. Par rapport à l'ordinateur, le juge a tendance à surestimer le risque de réci-

dive. » Selon un récent rapport du ministère de l'intérieur, le nombre de prisonniers bénéficiant d'une libération anticipée a chuté de 70 % à 50 % en dix ans en raison des pressions de l'opinion publique contre les libérations anticipées.

En revanche, cette réforme inquiète avocats, magistrats et défenseurs des droits civiques. « On supprime de facto le facteur humain dans la détermination de la durée de l'emprisonnement, s'insurge le juriste David Wilson. On va laisser en prison des gens non pas en raison de leurs actes, mais en fonction de ce que l'ordinateur conclura de leurs faits et gestes futurs, ce qui est injuste. » Selon l'association des avocats de droit criminel, une telle initiative pourrait contrevenir aux droits de l'homme, tels qu'ils sont définis dans le Human Rights Act, en privant la défense d'un récidiviste de toutes les informations nécessaires. Enfin, les opposants estiment que les erreurs judiciaires du passé récent (« les quatre de Guilford », « les six de Birmingham », etc.) devraient inciter à la prudence.

Marc Roche



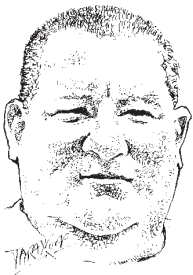
SCIENTES

## Tous les sens

### Le toucher

Parce qu'il permet de différencier le moi du non-moi, le toucher est le premier des sens, le seul aussi à ne pas mobiliser un organe unique, mais l'ensemble de la peau - 1,5 à 2 m<sup>2</sup> chez un adulte - ainsi que tous les muscles et tendons. Les spécialistes de la simulation tentent de recréer les sensations de contact et de résistance dans la réalité virtuelle. p. 18

## Violence en sons et lumières



CLAUDE LÉVÊQUE

LES INSTALLATIONS de Claude Lévêque jouent de la lumière, de la couleur et des sons pour rendre compte de la violence de notre société, même si, assure-t-il, « finalement, les artistes n'apportent rien aux gens ». Il expose cet été à Thiers, Paris et Marseille.

Lire page 20

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LES CLÉS DE L'INFO

Au sommaire du numéro de septembre

### Une mondialisation en quête de règles

Jamais le monde ne se sera aussi bien porté et pourtant jamais il n'aura été aussi contesté. De nombreuses voix s'élèvent et des mouvements s'organisent pour contrer les effets négatifs de la mondialisation. Inégalités, environnement, sécurité alimentaire... : le citoyen planétaire réclame plus de règles

Plus : LES CLÉS DE L'INFO 4 pages pour décoder l'actualité

Chez votre marchand de journaux 12F-1,83€

## POINT DE VUE

## La Corse et d'autres périls géopolitiques

par Yves Lacoste

Je pense que ce qui se passe actuellement au sujet de la Corse est très grave mais aussi, les choses étant devenues ce qu'elles sont, que le gouvernement de Lionel Jospin ne peut guère faire autrement, sous peine de se résigner à la passivité ; ce que l'on ne manquerait pas de lui reprocher. Je partage aussi nombre des réserves de Jean-Pierre Chevènement, car proposer de reconnaître par la loi des droits particuliers et des privilèges à une communauté ethnique sur une partie du territoire de la République ne peut qu'inciter d'autres ensembles culturels à revendiquer les mêmes prérogatives sur d'autres régions. Mais, dans un pays devenu à ce point démocratique (tant mieux) que le respect juridique des minorités tend à l'emporter sur l'avis de la majorité, comment s'opposer à la diffusion de thèses séparatistes et aux opérations des groupes terroristes ? Contre leurs « façades légales » et des complexités multiples, le gouvernement ne peut agir vraiment sans susciter des protestations, pour at-

teinte à la liberté d'expression comme aux droits de l'homme, et les menaces d'avocats de porter plainte en Cour européenne de justice.

Je doute donc qu'avec ou sans le « projet Jospin » une solution puisse être trouvée en Corse pour rétablir tant bien que mal une sorte de « paix civile », même si la population « insulaire » accepte de guerre lasse l'officialisation du pouvoir des nationalistes. Ils pourront ainsi encore mieux faire partir leurs opposants et les non-Corses. Cette « minorité agissante » que sont les nationalistes est, on le sait, divisée en nombre de groupes plus ou moins rivaux, qui se disputeront le contrôle de ce magnifique potentiel touristique presque encore inexploité qu'est le littoral de la Corse.

Lire la suite p. 12, notre série « L'effet Corse » p. 10 et nos informations p. 24

Yves Lacoste, géographe, est directeur de la revue de géopolitique « Hérodote ».



GLEN BAXTER

## LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

## Les folies d'Internet

### Hacker les hackers !

Daniel Schneidermann, notre explorateur des folies d'Internet, a voulu prendre les hackers, ces pirates du Réseau, à leur propre jeu et s'introduire sur un de leurs sites pour le détourner. Il n'y est pas parvenu et doit en convenir : n'est pas hacker qui veut. p. 11

International	2	Communication	14
France	6	Tableau de bord	14
Société	8	Aujourd'hui	17
Carnet	9	Météorologie	19
Abonnements	9	Jeux	19
Régions	10	Culture	20
Horizons	11	Guide culturel	22
Entreprises	13	Radio-Télévision	23

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.





**RUSSIE** Critiqué pour sa gestion de la crise du sous-marin nucléaire *Koursk* coulé le 12 août, le président russe Vladimir Poutine multiplie les mesures d'apaisement, après avoir

déclaré qu'il se sentait « responsable et coupable ». ● LE KREMLIN contre-attaque en dénonçant une récupération politique du drame par les « oligarques ». En dépit des critiques, des

sondages indiquent que la cote de confiance des Russes envers leur président n'a que peu reculé depuis la catastrophe. ● DANS LA RÉGION DE VOLOGDA, à Vojega à 700 km au

nord de Moscou, Tamara, 43 ans, pleure Dmitri, son fils, matelot sur le *Koursk*, disparu le 12 août à l'âge de dix-neuf ans et qualifié de « désastre » le comportement des auto-

rités. ● EN NORVÈGE, l'équipe de plongeurs ayant réussi à ouvrir le sas du *Koursk* dénonce les obstacles mis par les autorités russes à leurs opérations de sauvetage en mer.

## Le Kremlin tente de limiter les retombées du drame du « Koursk »

Le pouvoir s'engage à augmenter les soldes des militaires à compter du 1<sup>er</sup> décembre et critique ceux qui, dans les médias, ont voulu nuire à la réputation des forces armées. Les sondages n'indiquent qu'une faible chute de popularité du président Poutine

UNE SEMAINE après la flambée de critiques formulées contre lui dans les médias russes – la première depuis son arrivée au Kremlin –, Vladimir Poutine s'emploie à neutraliser les retombées de l'accident du *Koursk*. Il tente de rétablir son image de défenseur des forces armées et s'en prend aux oligarques, accusés d'avoir, ces dernières années, « mené l'armée, la flotte et l'Etat à la ruine ».

L'agence Interfax a annoncé, jeudi 24 août, que le président russe avait autorisé une hausse de 20 % des soldes et des salaires dans l'armée, la police, les douanes, l'administration pénitentiaire et la police fiscale. Depuis son accession au pouvoir, Vladimir Poutine a montré à plusieurs reprises – guerre en Tchétchénie, réforme régionale appuyée par les structures militaires, projet de budget 2001 accordant une large part au secteur de la défense – l'importance qu'il comptait accorder à

l'armée, élevée en symbole de la puissance russe à restaurer et de l'unité nationale. C'est cette image d'homme fort, écornée par son silence pendant cinq jours après le naufrage du *Koursk*, qu'il lui importe désormais de consolider. Le patriarche de l'Eglise orthodoxe, Alexis II, fidèle soutien du Kremlin, a parallèlement appelé les Russes à « éviter les divisions » après la catastrophe du *Koursk*.

### ENQUÊTE CRIMINELLE

En critiquant mercredi, lors de son allocution télévisée, les « oligarques », ces patrons de groupes financiers et médiatiques qui auraient, selon lui, « grossièrement essayé d'utiliser la situation », alors qu'ils devraient « vendre plutôt les villas qu'ils possèdent en Espagne et en France », Vladimir Poutine « joue de la corde populiste », note l'analyste Viatcheslav Nikonov, du Fonds Politika. « Il était sûr de marquer ainsi des points dans la grande

masse de la population. » Selon Iouri Korgoniouk, de l'institut d'études politiques Indem, le chef du Kremlin veut montrer « qu'il avait fait le choix de la défense sous azimuts de l'Etat et de l'armée ».

Le procureur général russe, Vladimir Oustinov, a ouvert jeudi une enquête criminelle sur le naufrage

du *Koursk*. Toutefois, selon Radio Svoboda, l'article du code pénal qui fondera cette enquête ne devrait être déterminé qu'une fois les causes de l'avarie établies, alors que les officiels ne prévoient pas de renflouage du sous-marin nucléaire avant le printemps 2001.

Une nouvelle théorie sur les cir-

### 180 000 francs et un appartement pour chaque famille

Une partie des familles des 118 victimes du naufrage du sous-marin *Koursk* ont assisté, jeudi 24 août, à une cérémonie funèbre puis se sont rendues en mer de Barents pour y jeter des couronnes de fleurs. Chaque famille recevra une aide de 720 000 roubles (26 000 dollars, soit environ 180 000 francs) ainsi qu'un appartement dans une autre région russe, si elle souhaite quitter la base militaire de Vidiaïevo, a annoncé le vice-premier ministre russe, Valentina Matvienko. Le fonds d'assurance du ministère de la défense versera, en outre, l'équivalent de dix ans de solde par famille, et de vingt-cinq mois de solde par membre de la famille, selon M<sup>me</sup> Matvienko. La solde d'un officier sous-marinier russe est d'environ 100 dollars par mois. Les autorités militaires ont par ailleurs annoncé que chaque marin du *Koursk* serait décoré à titre posthume. – (AFP.)

constances du drame a, en outre, été mise en circulation jeudi : le chef du FSB (ex-KGB), Nikolai Patrouchev, arrivé à Mourmansk, a évoqué la possibilité d'un acte terroriste. Il a affirmé que ses services enquêtaient sur deux Daghestanais censés avoir été à bord du *Koursk*, mais affirmait dans la foulée, cité par la chaîne NTV, qu'« aucun élément » ne permettait de « penser qu'ils sont impliqués dans l'accident ». Un expert de l'agence d'information militaire AVN, Iouri Gladkevitch, décrivait l'hypothèse d'un acte terroriste comme « de la contre-propagande ». Ajoutant à la confusion, le premier ministre russe, Mikhaïl Kassianov, annonçait le même jour, sans autres précisions, que des actes terroristes avaient été « déjoués » dans trente-six villes de Russie en dix jours.

Selon un sondage effectué par l'institut indépendant VTsIOM, la popularité de Vladimir Poutine reste relativement intacte après le

drame du *Koursk*. 65 % des personnes interrogées approuvent l'action du président, contre 73 % fin juillet. « C'est une baisse, mais pas aussi sérieuse qu'on aurait pu le croire au regard des critiques formulées dans les médias », a commenté le directeur de VTsIOM, Iouri Levada. Un sondage de l'agence Romir indiquait, par ailleurs, que 60 % des Moscovites n'avaient pas changé d'opinion (positive) sur M. Poutine à cause du *Koursk*.

Le quotidien *Izvestia* a subitement pris la défense, mardi, du président russe : « Les autorités sont coupables de beaucoup de choses, mais le nouveau président essaie de sortir le pays de la crise. Pourquoi miner la confiance que lui accorde la société en le désignant comme responsable d'un désastre qui n'était pas de sa faute ? »

Natalie Nougayrède  
(avec AFP, Reuters.)

## Tamara, mère d'un naufragé : « Je veux simplement voir mon fils et l'enterrer normalement »

### VOJEGA

de notre envoyé spécial

Dmitri Kotkov aurait eu dix-neuf ans le 28 octobre. Matelot sur le sous-marin nucléaire *Koursk*, il fut probablement parmi ces

### REPORTAGE

Dmitri Kotkov avait un rêve : devenir sous-marinier, rejoindre cette élite des forces armées russes

« deux-tiers de l'équipage » qui, selon l'état-major russe, « ont péri dès les deux premières minutes de la catastrophe », survenue le 12 août. Le jeune appelé, qui avait commencé ses deux ans de service militaire en novembre 1999, était affecté au troisième secteur du bâtiment, le poste de pilotage, juste derrière le compartiment des torpilles. Il travaillait aux transmissions et à l'appareillage électrique. « Le commandant est installé à côté de moi », avait-il écrit il y a quelques mois à ses parents.

Une photo du jeune homme est posée sur une table, près de la télévision, dans la salle à manger de la maison familiale. A 700 km au nord de Moscou, Vojega est un bourg agricole perdu au milieu des prairies et des forêts, et pour qui, à l'image de toute cette campagne russe, la fin de l'URSS n'a signifié

qu'un peu plus de misère. Dmitri Kotkov voulait voyager et avait un rêve : devenir sous-marinier, rejoindre cette élite des forces armées russes. « Je ne suis jamais parti d'ici, je veux voir le monde, voilà ce qu'il disait », raconte sa mère. Tamara, quarante-trois ans, ne parvient plus à sortir de chez elle depuis l'annonce de la catastrophe, lundi 14 août. Sa belle-sœur, Lydia, est venue la soutenir. A Vojega, Tamara travaille à l'usine de pain. Son mari, Tolia, est technicien-chauffagiste, « un métier prestigieux ici où il n'y a rien à faire, l'un des rares où l'on peut toucher un salaire en argent », s'efforce-t-elle de sourire.

« J'ai entendu dès lundi matin l'annonce de l'accident à la radio, j'ai aussitôt appelé mon mari, lui ai demandé de se renseigner, et puis je ne suis plus sortie, j'ai regardé la télé », dit-elle. Les Kotkov veulent avoir la confirmation que leur fils est bien à bord du sous-marin. Un long parcours commence. « Non, répète Tamara, la flotte du Nord ne nous a jamais appelé, jamais, ni l'état-major, ni les militaires de Vidiaïevo », port d'attache du sous-marin nucléaire. Depuis Vojega, les parents ne parviennent pas à joindre Severomorsk, siège de la flotte du Nord. Mais une de leurs cousines vit à Mourmansk, le frère de Tamara est à Moscou. « Eux ont appelé plusieurs fois les numéros d'urgence donnés à la télévision par la marine, cela a été long, mais ils ont pu avoir la confirmation, Dima était bien dans le *Koursk* ».

Le mardi, les Kotkov n'ont pas plus d'informations que ce que donnent les télévisions et radios. Le maire de Vojega et les autorités militaires de l'arrondissement visitent les parents, mais ne savent rien. Ils proposent de l'aide, des billets de trains pour Vidiaïevo, un soutien médical. La cousine de Mourmansk, qui connaît des gens dans les bases militaires alentour, n'en apprend pas plus. « Dima m'avait parlé des sous-marins, j'ai tout de suite compris que c'était très grave », dit Tamara, « mon mari voulait me rassurer, il m'a dit : "100 mètres de fond pour une telle machine, ce n'est rien, ne nous inquiétons pas" ».

### « TROP DE TEMPS PERDU »

Mais dès le lendemain, mercredi, Tolia Kotkov décide de partir pour Mourmansk. L'état-major ne peut être joint, Severomorsk n'a toujours pas appelé, le père du marin logera chez la cousine et tentera d'accéder à Vidiaïevo, base secrète et « ville fermée » aux non-résidents. Tamara n'est pas en état de le suivre. « Tolia alors nous a dit "Attendez-vous au pire, je ne le sortirai pas ou ce sera très très long" », se souvient sa sœur Lydia.

Ce mercredi, quatre jours après le naufrage du *Koursk*, le gouvernement russe accepte officiellement l'aide étrangère qui lui a été proposée. « Ma tête le savait, mon cœur le refusait, mais c'est là que j'ai compris, quand ils ont accepté l'aide, j'ai perdu toute

confiance, et nos sauveteurs qui ne cessaient d'échouer... », dit Tamara. La mère du marin tourne et retourne le film du drame dans tous les sens. Et chaque fois la même indignation revient : « Des gens normaux proposent de l'aide et qu'est-ce qu'on fait, on attend quatre jours ! Il ne fallait pas seulement accepter immédiatement ces secours, il fallait nous-mêmes tout de suite appeler partout à l'aide, crier, frapper à toutes les portes. Et cet état-major, qui ne dit pas, qui ne dit rien, c'est une honte, un désastre ».

Tamara Kotkova n'a pas écouté, le 23 août, l'intervention télévisée du président Vladimir Poutine, réaffirmant qu'aucune minute n'avait été perdue. « On a coupé la télé, non, je ne pouvais pas regarder cela », dit-elle, « à cause de l'entêtement de notre gouvernement, beaucoup, beaucoup trop de temps a été perdu, peut-être une partie de l'équipage aurait-elle pu être sauvée ».

Le vendredi, puis le samedi, Tolia Kotkov téléphone à son épouse quelques nouvelles. Il a pu pénétrer à Vidiaïevo, où il est logé avec d'autres familles de marins du *Koursk*. « Tout le monde promet, essaie de nous calmer, mais personne ne sait », a-t-il raconté », se souvient Lydia. Tolia raconte rapidement une rencontre avec la hiérarchie militaire et le vice-premier ministre Ilija Klebanov, chargé de superviser ce qui est encore présenté par les autorités russes comme une « opération de sauvetage de l'équipage ». « Il nous a

dit que le commandement avait beaucoup parlé, que la réunion était très tendue, il y avait beaucoup d'émotion et les parents ont exigé une seule chose "Rendez-nous nos enfants, nous voulons qu'ils soient sortis du bâtiment, que les opérations se poursuivent" », raconte Tamara.

La mère de Dmitri veut encore se souvenir de sa visite au jeune sous-marinier, en décembre 1999, au centre d'apprentissage de la flotte du Nord. « C'était un très bon équipage, les marins étaient sérieux, pacifiques, il n'y avait pas là de bizutage comme ailleurs dans l'armée, le commandant nous avait fait visiter toutes les installations. Mon fils était très fier, il venait de réussir des examens. » Tamara Kotkova ne veut pas s'en prendre aux militaires qui avaient pris en charge son fils. « Peut-être ont-ils fait tout ce qui a été possible... je ne peux pas dire si les militaires sont coupables, je n'ai pas besoin d'accuser, je n'ai pas besoin d'argent, je veux simplement voir mon fils et l'enterrer normalement ». Jeudi 24 août, Tolia Kotkov s'est rendu en mer de Barents, sur les lieux de la catastrophe, avec cent cinquante autres proches des marins du *Koursk*, pour un hommage funèbre à l'équipage. D'autres familles ont refusé de participer à cette cérémonie, exigeant que les opérations de récupération des corps se poursuivent.

François Bonnet

## Moscou désarme 179 sous-marins avec l'assistance des Américains

SELON des analyses des services de renseignement occidentaux, on compterait aujourd'hui pas moins de 179 sous-marins russes désarmés, dont certains ont été démantelés ou sont en voie de l'être grâce à un fonds d'aide américain attribué, néanmoins, au compte-gouttes si l'on en croit des critiques de Moscou. Cette assistance des Etats-Unis, qui ne dépasse pas les 150 millions de dollars par an, trouve sa justification dans la nécessité de limiter le risque d'une prolifération nucléaire anarchique dans le monde par une politique de désarmement progressif de la Russie.

En priorité, Washington s'est d'abord orienté vers le démantèlement des sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques. Cinq l'ont été avant 1997. Trente et un autres – parmi lesquels 17 appartiennent à la flotte du Nord comme le *Koursk* et le reste à la flotte du Pacifique – sont en cours de l'être, à commencer par les trois unités de la classe « Typhoon », qui sont parmi les plus modernes puisque leur mise en service remonte à moins de quinze ans.

Ensuite, les Russes, avec l'aide parcimonieuse des Américains sous le contrôle vigilant de leur Congrès, se sont lancés dans le démantèlement de 143 sous-ma-

rins nucléaires (d'attaque ou aptes au tir de missiles de croisière) pour en récupérer les matières fissiles. Les opérations ne concernent pas seulement la neutralisation des armements embarqués. Elles visent aussi les réacteurs nucléaires de propulsion, étant entendu que la plupart des sous-marins russes en ont deux à bord.

A l'heure actuelle, on recense-rait 56 sous-marins de la flotte du Nord à avoir été désarmés – ce qui signifie que tous sont encore loin d'avoir été totalement dénucléarisés – et 31 autres dans la flotte du Pacifique.

Selon un expert naval français, Bernard Prézelin, les Russes ont dû suspendre la construction du sous-marin stratégique du type « Borey », faute de crédits pour mener à bien le programme SS-N-28, qui est leur nouveau missile nucléaire à carburant solide et dont les trois premiers tirs d'essais ont échoué. Le « Borey » devait remplacer les « Typhoon », avec à son bord douze missiles stratégiques. De même, la Russie a reporté à 2005 la finition de son nouveau sous-marin nucléaire, le *Severodvinsk*, doté de missiles aérodynamiques SS-N-26 à poudre qui portent à 300 kilomètres.

J. I.

## Trente ans après, deux naufrages de sous-marins français restent inexplicables

LA MARINE russe n'est pas la seule à cacher ses échecs, comme elle l'a montré avec la disparition du *Koursk*. Trente-deux ans après la perte de la *Minerve*, puis de l'*Eurydice* en Méditerranée, la France n'a toujours pas rendu public le résultat de ses enquêtes sur ces deux naufrages qui provoquèrent la mort, au total, de 109 sous-mariniers, dont un officier pakistanais. A moins d'une décision gouvernementale d'ouvrir les archives avant l'heure, il faudra attendre 2018, soit cinquante ans après la perte de la *Minerve*, le 27 janvier 1968, au large de Toulon, pour connaître les raisons de cette disparition suivie, le 4 mars 1970, par celle de l'*Eurydice*, un sous-marin en tous points jumeau du premier.

Au sein de la marine nationale, la *Minerve* et l'*Eurydice* faisaient alors partie d'une série de onze sous-marins de la classe dite « Daphné », c'est-à-dire des bâtiments de 1 040 tonnes en plongée qui furent conçus, dans les années 1960-1970, pour la lutte anti-sous-marin et qui se sont inspirés de la technologie des « U Boot » allemands de la dernière guerre mondiale. A l'époque, la France du général de Gaulle était fière d'avoir récupéré son autonomie face à l'OTAN et d'aligner des sous-marins classiques de moyen tonnage à grande manœuvrabilité, à forte endurance en plongée et reconnus pour leur discrétion acoustique en immersion.

Hélas ! En Méditerranée occidentale, la *Minerve* coule par 1 000 mètres de profondeur, en 1968, implosant probablement à quelque 500 mètres, très au-delà des limites de sécurité, et l'*Eurydice* sombre, en 1970, après avoir permis au général de Gaulle, chef de l'Etat, de rendre hommage, au cours d'une plongée spectaculaire d'une quarantaine de minutes en février 1968, à l'équipage du premier sous-marin. L'épave de la *Minerve* n'a jamais été localisée avec précision. Celle de l'*Eurydice*, pas davantage, même si on a photographié quelques débris par 700 mètres de profondeur.

### SILENCE OPAQUE

La marine française a alors entouré ce double naufrage d'un silence opaque, qui dure encore. La raison d'Etat s'est imposée. Au motif – non avoué officiellement – que les sous-marins de la classe « Daphné », outre qu'ils équipaient la France en attendant la mise en service d'autres sous-marins des modèles « Narval », puis « Agosta », avant l'apparition des futurs sous-marins nucléaires d'attaque du type « Rubis », ont connu des succès commerciaux inespérés à l'exportation. Les « Daphné » ont été adoptés par le Portugal (quatre exemplaires), l'Afrique du Sud (trois), le Pakistan (quatre) et par l'Espagne (quatre) entre 1965 et 1975. Il était malvenu, en commentant les naufrages de la *Mi-*

nerve et de l'*Eurydice*, de décrier le produit. Mission réussie, puisque le Pakistan et l'Espagne sont restés fidèles à la technologie française en continuant à acheter, dans les années 1980, respectivement 4 et 4 sous-marins « Agosta ».

En attendant l'ouverture des archives, on est réduit, faute que la marine française ait joué franc-jeu, à des hypothèses sur les avatars tragiques de la *Minerve* et de l'*Eurydice*. Comme pour la marine russe.

Les scénarios risquent d'être d'autant plus crédibles qu'ils s'appuient sur la mésaventure survenue à un autre sous-marin de la même série, la *Flore*, sans avoir de conséquences aussi funestes. A l'époque, l'incident ne fit pas la « une » de la presse, sauf qu'on a pu apprendre, par des indiscretions tardives, que la navigation mouvementée du sous-marin avait donné lieu, entre le commandant et son second, à un sérieux affrontement que l'état-major de la marine crut habile de vouloir régler en famille.

### VICE DE CONSTRUCTION

En 1970, en effet, l'équipage de la *Flore* a failli être victime d'un simili-naufrage lors d'un exercice en Méditerranée. A ceci près que le sous-marin est parvenu à revenir à la surface, grâce à la maîtrise de son équipage. Il s'est agi de ce qu'on appellerait aujourd'hui un bug technique, d'aucuns disent un

vice de construction. Non seulement, croit pouvoir se souvenir après coup un expert, il y a eu un dysfonctionnement des clapets du schnorchel (le tube qui est chargé d'aspirer l'air frais et d'évacuer les gaz d'échappement en plongée) au point de laisser l'eau s'engouffrer. Ce qui n'était pas nouveau sur un tel sous-marin. Mais, croit-il, le pouvoir ajouter, les barres de plongée se sont bloquées de façon inopinée, rendant incontrôlable la conduite du bateau et l'attirant vers le fond comme « un fer à repasser ». D'autres incidents ont illustré la vie de deux sous-marins de la même catégorie, la *Galatée* et la *Psyché*. Durant tout ce temps-là, la France a gardé – et conserve encore – un silence prudent, sans cesser de vendre des sous-marins à l'étranger.

La Russie rencontre, elle aussi, depuis 1968, année pendant laquelle elle perdit pas moins de deux sous-marins nucléaires en Atlantique, puis dans le Pacifique, de graves problèmes de sécurité de plongée. En 1970, un troisième faisait naufrage, en Atlantique. Les experts se demandent si la disparition du *Koursk* aura ou non, pour Moscou, un impact direct sur ses exportations de sous-marins. Le précédent des « Daphné » français, durant ces deux mêmes années, incline à croire que c'est assez peu probable.

Jacques Isnard





## Les « fausses informations » russes ont compliqué la coopération norvégienne

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

Tout espoir de sauver des membres de l'équipage du *Koursk*, en perdition au fond de la mer de Barents, s'était pratiquement envolé, samedi 19 août, lorsque les plongeurs norvégiens et britanniques, dépêchés à la demande tardive de Moscou, arrivèrent sur les lieux de l'accident à bord du *Seaway-Eagle*. Il fallait agir au plus vite. Et pourtant, d'après les Norvégiens, la communication était pour le moins déficiente entre l'équipe occidentale et les officiers chargés des secours, côté russe.

« Le *Seaway-Eagle* avait des problèmes pour obtenir des informations correctes » sur l'état du sous-marin, a déclaré au *Monde*, jeudi 24 août, le porte-parole du commandant en chef des forces armées du nord de la Norvège, le vice-amiral Einar Skorgen. « Beaucoup de fausses nouvelles parvenaient à nos plongeurs en provenance des médias russes », ajoute un porte-parole, le lieutenant-colonel John Lien. A en croire ces sources, le sas d'évacuation que devaient débloquent les plongeurs aurait été trop endommagé pour fonctionner ; de très forts courants marins et l'absence de visibilité auraient empêché toute tentative d'ouverture du sas. Autant de contrevérités qui « risquaient de ralentir les opérations » et de mettre en danger la vie des plongeurs, s'offusque l'officier.

Vivement irrité par cette confusion, le vice-amiral Skorgen prit son téléphone spécial pour s'adresser directement à Viatcheslav – il appelle par son prénom le chef de la flotte du Nord de la Russie voisine, l'amiral Popov. Les deux hauts responsables militaires « sont de bons amis », assure le porte-parole. Le premier avait invité le second dans son QG de Bodoe il y a quelques mois et s'appretait à lui rendre visite la semaine prochaine, à Mourmansk. Il n'en aura pas l'occasion de sitôt, en raison de l'accident. Au risque de froisser leur « amitié », le Norvégien fit clairement comprendre à l'amiral Popov que toute l'opération de secours – financée par Oslo, membre de l'OTAN – risquait d'être interrompue si les choses ne s'amélioraient pas du côté russe.

« Je crois bien que cela a été interprété comme une menace de ma part », confiera plus tard le vice-amiral Skorgen à un quotidien régional norvégien, *Nordland*. L'intervention semble avoir porté ses fruits puisque l'amiral russe se chargea personnellement d'accompagner deux experts du *Seaway-Eagle* dans une base pour qu'ils y examinent un sous-marin similaire au *Koursk*. Leur objectif était de se faire une idée plus précise de la configuration du sas et des systèmes de valves et de manomètres disposés dans le premier espace intérieur. Des informations exploitées ensuite par les plongeurs civils, mis à la disposition de la défense norvégienne par une entreprise spécialisée, Stolt Offshore.

Enregistrée au Luxembourg et siégeant à Londres, cette compagnie à capitaux majoritairement norvégiens a tenté, jeudi, de minimiser les difficultés survenues entre son équipe et les Russes. « Nous sommes satisfaits du niveau de coopération qui a été établi, c'est un bon début », a même affirmé son porte-parole, Julian Thomson. L'entreprise étudie désormais la possibilité de remonter à la surface les corps des cent dix-huit marins, pour le

compte cette fois-ci des autorités russes, qui se sont dites prêtes à payer. « C'est un client comme n'importe quel autre : nous devons respecter la confidentialité des informations échangées, pour préserver confiance et compréhension », a indiqué le Britannique.

Il n'est dès lors pas question de savoir s'il considère l'opération de rapatriement faisable, selon quelle technique et dans quel délai – il avait auparavant évoqué une période d'au minimum un mois, d'autres experts parlent de l'été 2001. « Nous voulons, a-t-il dit, garder un profil bas. » Cela n'a pas empêché les six plongeurs de Stolt ayant inspecté le *Koursk* de se livrer à une conférence de presse d'un genre un peu particulier, diffusée dans le monde entier. Installés dans leur caisson de décompression, où ils devaient rester jusqu'à vendredi à la mi-journée, ils ont raconté comment ils avaient réussi là où les Russes avaient échoué pendant près d'une semaine, à 108 mètres de profondeur.

## Les contrevérités sur l'état du sous-marin auraient pu mettre en danger la vie des plongeurs

En résumé, l'ouverture du sas fut beaucoup moins difficile que ne l'avaient laissé entendre les Russes. « Le travail n'a pas été spécialement différent de celui que nous faisons habituellement », a constaté Jon Are Hvalbye, le plus expansif de l'équipe, ses collègues préférant lire les journaux ou boire le café qu'on leur avait transmis par une ouverture spéciale. « Si Stolt obtient le contrat [pour évacuer les corps], je suis prêt à redescendre », a-t-il annoncé de sa voix de Donald Duck, résultat de l'hélium injecté à dessein dans l'habitacle.

A Oslo, les autorités ont commencé à tirer les leçons du naufrage, survenu à moins de 200 km du littoral norvégien, et causé, selon ses renseignements, par deux explosions, dont l'une a atteint une magnitude de 3,5 sur l'échelle de Richter. « Bien que la gestion de cette affaire soit loin d'avoir été parfaite, il existe des points positifs, telle la décision russe de se tourner vers l'aide étrangère », a commenté un porte-parole du ministère des affaires étrangères, Tormod Endresen. Moscou n'aurait sans doute pas agi de la sorte il y a quelques années, estime-t-on à Oslo, qui voit dans la coopération lancée en mer de Barents « une bonne base » pour son renforcement à venir. La Norvège souhaiterait avant tout que les Russes, avec l'aide de la communauté internationale, s'attaquent à la bombe à retardement que constituent les réacteurs et autres composants nucléaires stockés négligemment dans la péninsule de Kola.

Le ministre norvégien de la défense, Bjørn Tore Godal, qui aurait « apprécié un coup de téléphone un peu plus précoce » de Moscou pour le prévenir de l'accident, enverra, dans deux semaines, une délégation à Mourmansk pour aborder une nouvelle fois le dossier nucléaire. D'ici là, les deux pays auront participé à des exercices civils communs de sauvetage en mer.

Antoine Jacob

# M. Kabila crée la surprise en autorisant le déploiement d'une force de l'ONU en RDC

La veille, son gouvernement annonçait son retrait du processus de paix

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Laurent-Désiré Kabila, a annoncé à l'envoyé spécial de l'ONU, jeudi 24 août, qu'il

autoriserait le déploiement d'une force de 5 500 soldats de la paix dans le pays. M. Kabila s'était jusqu'à présent vivement opposé à une

présence de militaires étrangers en RDC, et son gouvernement avait annoncé mercredi son retrait du processus de paix de Lusaka.

LE PRÉSIDENT Laurent-Désiré Kabila a autorisé, jeudi 24 août, avec effet immédiat, le déploiement des casques bleus de l'ONU dans les zones sous contrôle gouvernemental de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Le chef de l'Etat congolais s'opposait depuis plusieurs mois à l'arrivée d'une force de 5 500 casques bleus et n'avait permis à l'ONU que le déploiement de 500 observateurs internationaux.

Kinshasa a également assoupli les conditions de déplacement des avions de la Mission des Nations unies au Congo (Monuc), qui devaient désormais pouvoir voler librement dans le pays sur simple notification. Jusqu'à présent, l'ONU avait besoin d'une autorisation préalable pour tous ses vols, et ses avions décollant de zones rebelles devaient atterrir dans un aéroport « neutre » à l'extérieur de la RDC avant de poursuivre vers Kinshasa.

Le chef de la Monuc, Kamel Morjane, a déclaré que l'ONU peut « relancer les préparatifs nécessaires pour que le déploiement puisse in-

tervenir le plus tôt possible », sans avancer de date précise pour l'arrivée des soldats de la paix.

La guerre actuelle au Congo-Kinshasa dure depuis deux ans. Des mouvements rebelles soutenus par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi combattent le gouvernement et contrôlent une grande partie de l'est et du nord du pays. De son côté, Laurent-Désiré Kabila est appuyé militairement par le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie. Un cessez-le-feu entre les protagonistes du conflit a été signé en juillet 1999 à Lusaka (Zambie), mais aucun des belligérants ne l'a respecté et le gouvernement de M. Kabila en a officiellement suspendu mercredi l'application.

L'autorisation délivrée par le gouvernement congolais permet à la Monuc de préparer le déploiement des quatre bataillons prévus – deux pakistanais, un marocain et un sénégalais – respectivement à Kananga (Kasai occidental), Kisangani (nord-est), Kindu (Maniema) et Mbandaka (Equateur). En outre, une unité de sécurité composée de soldats tunisiens sera installée

auprès de l'état-major de la Monuc dans la capitale, a précisé M. Morjane.

La décision du président Kabila est intervenue au terme de la visite à Kinshasa de l'envoyé spécial de l'ONU, le général Abdulsalami Aboubakar, ancien président nigérien. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, va attendre d'avoir entendu le rapport de M. Aboubakar avant de se prononcer sur l'envoi des casques bleus, a précisé jeudi son porte-parole, Fred Eckhard.

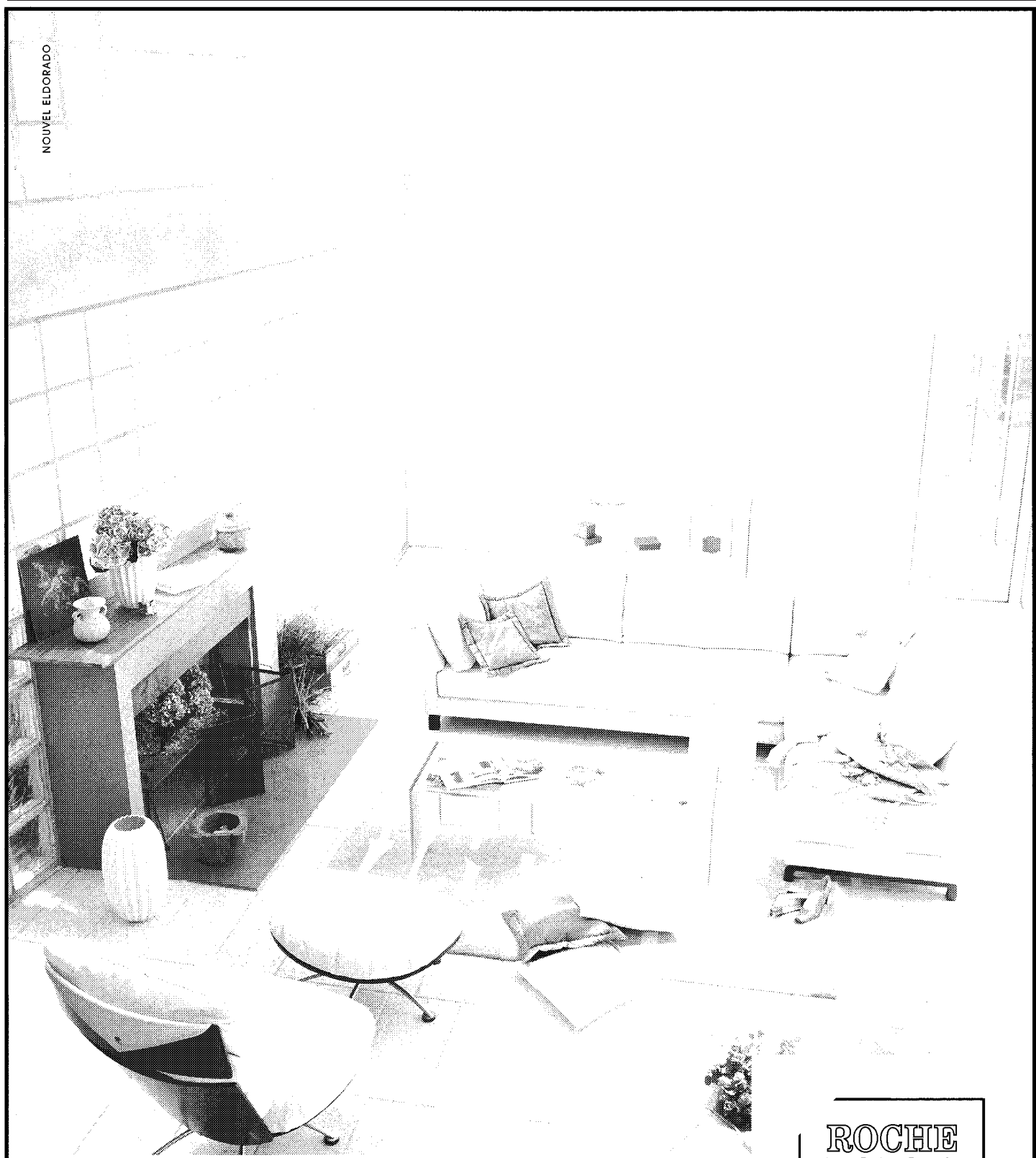
### POURPARLERS DIRECTS

« Ce sont à la fois de bonnes et de mauvaises nouvelles que nous recevons de RDC », a déclaré le porte-parole de l'ONU, soulignant que le gouvernement congolais avait par ailleurs suspendu l'application de l'accord de paix de Lusaka. Il avait en effet annoncé mercredi qu'il se retirait du « processus de Lusaka » et proposait des pourparlers directs aux trois pays qui soutiennent les forces rebelles.

Le Rwanda et l'Ouganda ont refusé jeudi cette proposition

congolaise. Pour le ministre rwandais des affaires étrangères, André Bumaya, l'accord de Lusaka constitue le seul moyen de sortir du conflit. « Il est grand temps que Kabila applique l'accord de Lusaka, comme cela lui a été demandé lors du dernier sommet régional, au lieu de demander sa révision », a-t-il déclaré. Et le ministre ougandais de la coopération régionale, Amama Mbabazi, est allé lui aussi dans ce sens. L'échec du processus de Lusaka serait, selon lui, « une autre façon de déclarer la guerre ». « L'Ouganda appelle Kinshasa à se réengager et à rejoindre les autres gouvernements de la région dans l'unique voie pacifique possible pour régler le conflit », a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont réagi aux informations venant de Kinshasa en précisant qu'ils attendaient des « clarifications » après les « déclarations contradictoires » du gouvernement congolais. Les Américains ne cachent pas qu'ils sont déçus par l'autorisation délivrée à l'ONU au lendemain du rejet du processus de paix par M. Kabila. – (AFP, Reuters.)



LA VRAIE VIE COMMENCE À L'INTÉRIEUR.

ROCHE BOBOIS

40 ans DE COLLECTIONS

L'ESPRIT ROCHE-BOBOIS DANS UNE EXCEPTIONNELLE COLLECTION ANNIVERSAIRE.

COLLECTION LES CONTEMPORAINS. CANAPÉ COMPOSABLE RIVAGE (CRÉATION H. HOPFER), HABILLÉ DE CUIR TENDRESSE, VACHETTE FLEUR CORRIGÉE ET PIGMENTÉE, TANNAGE MINÉRAL/CHROME, 11 COLORIS AU CHOIX. COUSSINS D'ASSISE CAPITONNÉS MOUSSE BI-DENSITÉ HAUTE RÉSILIENCE BULTEX®. COUSSINS DE DOSSIER PLUME (OIE/CANARD) ET DACRON®. STRUCTURE BOIS, SUSPENSION SANGLES ÉLASTIQUES ENTRE-CROISÉES. COMPOSITION PRÉSENTÉE L.222 X 215 X H.85 X P.94. MULTIPLES ÉLÉMENTS COMPOSABLES, EXISTE AUSSI EN CANAPÉ 3, 2 1/2, 2 PLACES, FAUTEUIL ET POUF. © MARQUES DÉPOSÉES. ARCHITECTE CATHERINE DE SÈZE, BIJOUX PHILIPPE FERRANDIS, FLEURS CHRISTIAN TORTU.

PARIS 12. 10 À 18, RUE DE LYON. 01 53 46 10 20 (NOCTURNE LE JEUDI) • PARIS 3. 92/98/105/109, BOULEVARD DE SÉBASTOPOUL. 01 42 78 10 50 (NOCTURNE LE JEUDI) • PARIS 7. 193/197/207/213, BD ST-GERMAIN. 01 49 54 01 70 • PARIS 17. 52, AV. DE LA GDE ARMÉE. 01 45 74 73 30 - 6, RUE DENIS POISSON. 01 45 74 48 72 • ATHIS-MONS. RN 7 - 37/53/55, AV. FRANÇOIS MITTERRAND. 01 69 38 28 18 • CHEVREUSE. 90, RUE PORTE DE PARIS. 01 30 52 49 71 • MELUN-PRINGY. RN 7 - 01 60 65 50 72 • MONTIGNY LES C. RN 14 - 17/21, BLD BORDIER. 01 34 50 73 16 • MONTLHÉRY. RN 20 - (LA VILLE DU BOIS). 01 69 80 70 57 • ORGEVAL. RN 13 - 01 39 75 43 14 • PAVILLONS 5/BOIS. RN 3 - 79 ET 296, AV. ARISTIDE BRIAND. 01 48 50 02 07 • ST-QUENTIN-EN-YVELINES. C. GIAL - 4, RUE COLBERT. 01 30 57 15 34 • SURESNES. 33/39 BOULEVARD HENRI SELLIER. 01 55 49 01 49 • VERSAILLES. 6, RUE AU PAIN (PLACE DU MARCHÉ). 01 39 51 59 61.

ET DANS TOUTES LES GRANDES VILLES DE FRANCE. LISTE DES MAGASINS ROCHE-BOBOIS EN FRANCE: N° VERT 0 800 39 52 45. www.roche-bobois.com

Nos trois collections "Les Contemporains", "Les Voyages" et "Les Provinciales" font maintenant chacune l'objet d'un catalogue. Ils sont disponibles gratuitement dans tous les magasins Roche-Bobois. Recevez chez vous celui qui vous intéresse, sur simple demande à votre magasin le plus proche ou à BP 126/75362 Paris cedex 12. Frais d'envoi 25 F (tous les jours à votre premier achat).



## Washington juge improbable un accord au Burundi le 28 août

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont estimé, jeudi 24 août, improbable la signature le 28 août à Arusha d'un accord de paix entre toutes les parties prenantes dans le conflit du Burundi. « Nous reconnaissons que ce problème ne sera pas réglé en un jour ou même en une semaine », a déclaré le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, Samuel Berger, en évoquant l'étape qu'effectuera, lundi, à Arusha le président Bill Clinton.

De son côté, le gouvernement burundais est prêt à signer le 28 août une partie au moins de l'accord de paix élaboré à Arusha (Tanzanie), à condition qu'il comprenne « des dispositions sur un cessez-le-feu », a déclaré, jeudi, le président burundais, Pierre Buyoya. Le médiateur du processus de paix inter-burundais, Nelson Mandela, rencontrera, samedi et dimanche à Arusha, les différentes délégations. — (AFP)

## L'OUA rejette l'accord entre Moroni et les séparatistes anjouanais

ADDIS ABEBA. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a rejeté, jeudi 24 août, l'accord qui doit être signé, samedi, entre dirigeants de Moroni et séparatistes anjouanais, selon un communiqué de l'organisation panafricaine. Cet accord est en « contradiction totale » avec celui d'Antananarivo, signé le 23 avril 1999 par la Grande Comore et Mohéli, mais pas par les séparatistes anjouanais qui ont déclaré unilatéralement leur indépendance en août 1997.

L'organe central de l'OUA pour la prévention, gestion et résolution des conflits a noté avec une « sérieuse préoccupation » que les négociations « secrètes » entre le régime de Moroni et les sécessionnistes anjouanais « excluent la grande majorité du peuple comorien et des acteurs politiques ». Le nouvel accord prévoit la création d'un « nouvel ensemble comorien » dont les institutions seront définies dans un délai maximum d'un an. Il doit être signé, samedi à Fomboni, dans l'île de Mohéli, par le chef de la junte au pouvoir à Moroni, le colonel Azali Assoumani, et le chef des séparatistes anjouanais, le lieutenant-colonel Said Abeid Abdérémane. — (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **BAHREÏN** : une équipe de trois experts américains de l'aviation civile était attendue, vendredi 25 août, à Bahreïn pour aider les autorités de l'émirat dans l'enquête sur les circonstances de l'accident de l'Airbus de la compagnie Gulf Air, qui s'est abîmé en mer, mercredi soir, près de l'aéroport de la capitale, Manama. A la demande du gouvernement bahreïni, le Bureau national américain de sûreté des transports (NTSB) envoie deux enquêteurs, et l'Administration de l'aviation civile américaine (FAA) un troisième.

■ **IRAN** : le président Mohammad Khatami a reçu, jeudi 24 août, les représentants de la communauté juive iranienne et a souhaité une coexistence pacifique entre les différentes communautés religieuses du pays. « Je suis sûr que les religions monothéistes peuvent coexister pacifiquement », a déclaré M. Khatami à Youssef Hamadani-Cohen, grand rabbin d'Iran. Le député juif Maurice Mottamed et le président de l'Association des juifs de Téhéran, Aaron Yashayaei, étaient également présents. A propos du jugement en appel, attendu début septembre, des dix Iraniens juifs condamnés pour espionnage, M. Khatami a estimé qu'il était « important qu'on se comporte avec eux dans le respect de la justice et de la loi ». « Nous savons tous que la religion des accusés n'a aucunement interféré dans ce dossier », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

■ **JORDANIE/PÉROU** : Amman a démenti des rapports officiels péruviens l'impliquant dans un trafic d'armes vers la guérilla colombienne via le Pérou et accusé des militaires péruviens d'être à l'origine de ce trafic. Dans un communiqué publié jeudi 24 août, le ministre jordanien des affaires étrangères a fait état « de ventes d'armes légales et officielles » conclues depuis quelques années entre la Jordanie et le Pérou, au terme de laquelle des armes étaient acheminées d'Amman à Lima. « Le gouvernement jordanien estime que le Pérou n'était pas en mesure de contrôler des activités illégales de certains militaires péruviens qui ont permis la livraison de ces armes à d'autres parties », allusion à la guérilla colombienne, a encore indiqué le ministre. — (AFP)

■ **ROUMANIE** : les élections législatives et le premier tour de la présidentielle auront lieu le dimanche 26 novembre. Le deuxième tour de la présidentielle, au cours duquel se confronteront les deux candidats les mieux placés à l'issue du premier tour, aura lieu deux semaines plus tard, soit le 10 décembre. — (AFP)

■ **INDE** : au moins douze soldats pakistanais et un militaire indien ont été tués, jeudi 24 août, dans l'attaque par une quarantaine de soldats pakistanais d'un poste-frontière au Cachemire, a annoncé l'armée indienne. Le Cachemire sous contrôle indien a connu une escalade dans la violence depuis que l'un des principaux groupes rebelles séparatistes, le Hizbul Mujahideen, a rompu le 8 août un cessez-le-feu. — (AFP)

■ **BIRMANIE** : la dirigeante de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, a été arrêtée par la police alors qu'elle tentait de quitter la capitale, Rangoun, pour la première fois depuis deux ans, a annoncé, vendredi 25 août, le gouvernement militaire. — (Reuters.)

■ **KOSOVO** : deux soldats émiratis de la Force multinationale de paix au Kosovo (KFOR) ont été légèrement blessés dans une attaque de représailles contre leur quartier général, deux jours après que leur unité eut tué deux Albanais lors d'une fusillade, a annoncé la KFOR, jeudi 24 août. — (AFP.)

■ **YUGOSLAVIE** : Mira Markovic, l'épouse du président yougoslave Slobodan Milosevic, est candidate pour les élections législatives yougoslaves, qui auront lieu le 24 septembre, a rapporté, jeudi 24 août, l'agence Tanjug. M. Milosevic est candidat à l'élection présidentielle, qui se déroulera le même jour et, pour la première fois, au suffrage direct, grâce à une récente réforme de la Constitution yougoslave. — (AFP.)

■ **MONTÉNÉGRO** : l'armée yougoslave a bloqué des routes menant de la ville de Pljevlja dans le nord du Monténégro à la République serbe de Bosnie, a rapporté, mercredi 23 août, la radio d'Etat monténégrine. Ce blocage intervient alors que la tension entre les dirigeants du Monténégro, partenaire rétive de la Serbie au sein de la Fédération yougoslave, et les unités armées yougoslaves ne cesse de croître à quelques semaines des élections présidentielles. — (AFP, Reuters.)

## Les corps de quatre pilotes de la RAF inhumés soixante ans plus tard

REYKJAVIK. Les corps de quatre pilotes de la seconde guerre mondiale, trois Britanniques et un Néo-Zélandais de la Royal Air Force, pris dans un glacier d'Islande depuis près de soixante ans et découverts par la fonte des glaces, doivent être inhumés, dimanche 27 août, au cimetière de Reykjavik. Ces hommes se trouvaient à bord du bombardier Fairey Battle, qui s'est abîmé dans la montagne en mai 1941. Ils servaient dans l'Escadron 98 qui patrouillait le long de la côte pour prévenir toute menace d'invasion allemande. Les hommes avaient décollé de l'aéroport dans le brouillard, le 26 mai 1941 au matin, pour finalement s'écraser 45 kilomètres plus loin dans la montagne. Deux mois plus tard, la RAF évacuait les lieux, laissant les corps sur place. — (AP)

# La faiblesse de son économie menace l'Argentine d'une grave crise sociale

### 4 millions de personnes ont des problèmes d'emploi, et les inégalités sont criantes

Le pays doit négocier un nouveau soutien avec le Fonds monétaire international, à cause de la persistance de l'atonie économique. Le PIB a reculé

de 3 % en 1999. Le gouvernement de centre-gauche du président Fernando de la Rúa, élu il y a huit mois, qui a dû prendre des mesures de ri-

gueur, notamment sur les salaires des fonctionnaires, affronte l'exaspération croissante de la population contre les inégalités et la corruption.

### BUENOS AIRES

de notre correspondant

L'état de grâce est terminé pour le gouvernement de centre-gauche du président Fernando de la Rúa, qui huit mois après sa prise de fonctions, affronte une difficile situation économique et sociale, aggravée par un retentissant scandale de corruption au sein du Sénat. Le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 3 % en 1999, et la sortie de la récession, prévue cette année, se révèle très lente.

La faiblesse des rentrées fiscales a obligé le ministre de l'économie, Jose Luis Machinea, à solliciter cette semaine auprès du Fonds monétaire international (FMI) une renégociation des engagements pris par l'Argentine de ne pas dépasser cette année 4,7 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros) de déficit budgétaire — soit 1,6 % du PIB — en

### Débat

sur la « dollarisation »

« Si on ne dollarise pas l'économie argentine, nous allons avoir une dévaluation qui va nous faire exploser. » Ces affirmations de l'ancien président péroniste Carlos Menem (1989-1999), grand artisan d'un rapprochement inconditionnel avec les Etats-Unis, ont fait l'effet d'une bombe à Buenos Aires. Un abandon de la monnaie nationale, dans les faits attachée au dollar en vertu de la loi de convertibilité de 1991 (1 peso = 1 dollar), est considéré par beaucoup comme une hérésie. Le gouvernement de M. De la Rúa a catégoriquement rejeté cette idée. « La compétitivité et l'équilibre fiscal sont les deux problèmes essentiels de l'Argentine et ils ne se résoudreont ni avec une dollarisation ni avec une dévaluation », a affirmé Guillermo Rozenwurcel, secrétaire des petites et moyennes entreprises. Certains analystes soulignent une excessive dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Les grandes banques, les services publics, les supermarchés et de nombreuses entreprises privées sont passés depuis ces dernières années entre les mains de groupes étrangers. — (Corresp.)

échange d'une enveloppe globale de crédits de soutien d'un montant de 7,3 milliards de dollars (8,1 milliards d'euros). Le FMI accepterait un écart de 300 millions à 600 millions de dollars, mais, en échange, exigerait une accélération des réformes visant à baisser les dépenses publiques et à encourager les investissements. Le FMI met notamment l'accent sur la dérégulation en cours des télécommunications et des services de santé.

Pour redynamiser l'économie et favoriser l'insertion de l'Argentine sur les marchés internationaux, le gouvernement se propose de corriger « les failles structurelles qui existent au sein de l'appareil de l'Etat », a expliqué, en début de semaine, Pablo Gerchunoff, membre de l'équipe de M. Machinea, qui espère que la croissance remontera cette année jusqu'à 3 %. Les grands industriels argentins, qui n'attendent toutefois pas de réactivation de l'économie avant 2001, ont renouvelé, le 23 août, leur soutien au ministre de l'économie, freinant les rumeurs sur une éventuelle démission de M. Machinea.

### RÉDUCTION DE SALAIRES

Le président De la Rúa a promis qu'il n'y aurait pas de nouveaux réajustements salariaux ni de nouvelles hausses d'impôts. En juin, le gouvernement a imposé une réduction de 12 % à 15 % sur les salaires de quelque 140 000 fonctionnaires et des retenues sur les avoirs de l'ensemble des salariés afin de réduire le déficit public. Il a également procédé à la fusion de divers organismes publics, qui a débouché sur le licenciement de 10 000 personnes.

Ces mesures sont d'autant plus impopulaires qu'elles touchent essentiellement une classe moyenne appauvrie par plus de deux années de récession, dans un pays où l'évasion fiscale est surtout le fait des grandes fortunes. Le quotidien *Clarín* a indiqué, le 21 août, que les riches Argentins ont plus de 80 milliards de dollars déposés à l'étranger, dans des banques, des propriétés à Miami ou en Europe, ou des actions à Wall Street. Des sommes vertigineuses — la dette extérieure de l'Argentine est de 140 milliards de dollars — qui échappent au fisc. L'homme de la rue est convaincu que ses impôts vont

dans les poches des fonctionnaires au lieu d'améliorer les systèmes de santé et d'éducation, qui se sont fortement dégradés depuis dix ans.

Il y a quelques semaines, le quotidien *La Nación* a calculé que, dans la province de Salta, où plus de 200 000 personnes vivent avec moins de 7 francs par jour, les frais assignés aux quarante-six législateurs provinciaux sont de 8 400 francs par jour, soit plus de 3 millions de francs par an et par législateur.

Parti radical (au pouvoir) et ancien président de la République (1983-1989). Il compare la situation de l'Argentine à celle de « l'Europe après la seconde guerre mondiale ». Dénonçant le modèle néolibéral mis en place par le président péroniste Carlos Menem (1989-1999), M. Alfonsín a accusé le gouvernement antérieur d'avoir « vendu les bijoux de la grand-mère et la grand-mère avec ». Pour sortir de la crise, l'ancien président radical propose un dialogue et des

### Achat de votes au Sénat

Le gouvernement de Fernando de la Rúa, qui avait conquis ses électeurs par son image d'austérité et sa transparence, est secoué par un scandale de corruption concernant le paiement présumé de dessous-de-table à des sénateurs de l'opposition pour qu'ils votent en faveur de la loi contestée sur la réforme du droit du travail, adoptée en avril. Le leader de la Confédération générale des travailleurs (CGT), le syndicat rebelle qui était farouchement opposé à cette réforme, a exigé que la loi soit annulée. Certains demandent une dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées.

Carlos Alvarez, vice-président de la République et président du Sénat, a dénoncé personnellement les faits devant la justice, le 23 août. Il a également convoqué une grande réunion de son parti, le Frepaso (gauche), qui gouverne avec le parti radical de M. De la Rúa. Le ministre du travail, Alberto Flamarique (Frepaso), s'est présenté devant le sénat et a démenti catégoriquement le versement de pots-de-vin.

Le taux de chômage national a grimpé officiellement à 15,4 %, auquel s'ajoute une « sous-occupation » qui touche 14,5 % de la population active, ce qui signifie des problèmes d'emploi pour plus de quatre millions d'Argentins. Le travail au noir est une pratique courante privant les travailleurs de toute sécurité sociale et de retraite. La dégradation sociale dans les provinces de l'intérieur ne cesse de s'aggraver. Des manifestations éclatent régulièrement dans le Nord-Est, à Salta et à Jujuy, où plus de 55 % de la population vivent dans la pauvreté, avec un taux de chômage de plus de 25 % et de maigres indices de développement. La province de Buenos Aires, qui regroupe plus du tiers de la population, est ébranlée par une violence due à une délinquance croissante et à une corruption au sein des forces de police qui occupent quotidiennement la « une » des journaux.

« La crise sociale est beaucoup plus grave que ce que l'on croit », a affirmé à la mi-août Raul Alfonsín, chef du

accords avec l'opposition péroniste.

Le gouvernement de l'Alliance (regroupant le Parti radical et le Frepaso — Front pour un pays solidaire —, de gauche) est depuis plusieurs jours ébranlé par un scandale de corruption au sein du Sénat. L'impact est d'autant plus fort au sein de l'opinion que l'Alliance est arrivée au pouvoir, en décembre, grâce à ses promesses électorales d'en finir avec cette corruption qui était le talon d'Achille de l'administration Menem.

A Buenos Aires, l'épiscopat dénonce la « grave corruption morale » de la société argentine, soulignant l'existence d'une « énorme situation d'inégalité sociale ». Il y a quelques semaines, dans un geste inédit, des évêques se sont réunis avec une mission du FMI pour demander un « allègement du poids » de la dette extérieure, soulignant que l'Argentine paie actuellement 25 millions de dollars (27,5 millions d'euros) par jour d'intérêts.

Christine Legrand

## L'Equateur aborde une nouvelle période d'instabilité politique

### Une mobilisation générale des mouvements sociaux et des indigènes est prévue pour la mi-septembre

### QUITO

de notre correspondante

Sept mois après le soulèvement pacifique des indigènes appuyé ouvertement, à la dernière heure, par un secteur de l'armée de terre et qui provoqua, le 21 janvier, le limogeage du président démocrate-chrétien Jamil Mahuad, le vent de fronde souffle à nouveau sur ce petit pays andin. Avec en toile de fond la pire crise économique depuis soixante — dix ans et un pouvoir législatif acéphale depuis le 1<sup>er</sup> août, l'agitation sociale reprend. Des consignes de grève ont été lancées dans les secteurs du pétrole (premier produit d'exportation) et de l'électricité. Une mobilisation générale des mouvements sociaux et des indigènes est prévue pour la mi-septembre.

Provocateur, Antonio Vargas, numéro un de la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (Conaie) répète à la presse : « Nous avons déjà jeté un président, nous pouvons le refaire. » L'analyste politique Jorge Vivanco renvoie, lui, dos à dos « l'oligarchie en cravate (la classe politique) et l'oligarchie en poncho (les dirigeants indigènes) ». Les premiers s'accrochent à leurs privilèges, les seconds rêvent de « fonder un autre pays ».

Depuis que les parlementaires du populiste Parti social-chrétien (conservateurs) et ceux de centre et centre-gauche en sont venus aux mains le 1<sup>er</sup> août, alors qu'ils devaient élire leurs présidences, le pouvoir législatif est dans les limbes. La minorité conservatrice appuie la politique économique gouvernementale et la majorité s'y oppose.

Momentanément, l'absence de présidence au Congrès a été une aubaine pour le président Gustavo Noboa qui a pu promulguer, sans débat parlementaire, une loi pour promouvoir les investissements et la participation sociale, connue populairement comme « loi Trolley 2 », qui donne en fait le feu vert au processus de privatisation du secteur public. Cette loi a attisé l'agitation sociale qui couvait depuis le printemps, après que la « dollarisation » de l'économie ait été mise en place.

« Je ne permettrai pas que l'anarchie règne dans le pays », a averti M. Noboa. Toutefois, il a annoncé qu'une « loi Trolley 3 » viendra corriger les déficiences du précédent texte en y intégrant les suggestions formulées par les différents groupes politiques et les syndicats.

### RÉDUCTION DE LA DETTE

Cette rectification vient-elle trop tard ? Elle n'a, en tous cas, pas empêché les représentants de la Conaie et des mouvements sociaux de signer, le 24 août, un manifeste contre « la dictature civile ».

Insensible à ces bruits de fond, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, en tournée dans cinq pays d'Amérique du Sud, la semaine dernière, n'a pas hésité à faire l'éloge des mesures adoptées par le chef de l'Etat, estimant que le pays « est sur le bon chemin (...) et commence à émerger d'une crise dévastatrice » (chute du produit intérieur brut de 7,5 %, taux d'inflation de 61 %, et indice de pauvreté de 65 % en 1999). Elle

a apporté 20 millions de dollars (22 millions d'euros) en aide alimentaire — la contribution la plus généreuse accordée cette année à un pays latino-américain. Elle a promis 15 millions de dollars pour compenser l'éventuelle arrivée massive de réfugiés colombiens fuyant leur pays par peur des retombés de l'offensive antidrogue, le plan Colombie mis au point avec les Etats-Unis. Calmer les craintes de l'opinion publique équatorienne, qui redoute une escalade belliqueuse due à l'application de ce plan, était d'ailleurs le principal motif de sa visite éclair.

Le Fonds monétaire international se montre aussi très satisfait par l'approbation des lois Trolley. Après une évaluation des nouvelles conditions macroéconomiques du pays, il devrait approuver, le 28 août, le second déboursement d'un accord *stand by*, d'un montant global de 300 millions de dollars.

En outre, le réaménagement de la dette extérieure semble sur la bonne voie, après les incertitudes créées par le moratoire décrété en 1999. Les créanciers privés internationaux ont récemment approuvé de façon presque unanime (85 %) la transformation de 6,6 milliards de dollars de leurs créances en nouveaux instruments financiers émis par l'Etat. Le président Noboa a affirmé que l'accord avec les créanciers permettra une réduction de 40 % du montant nominal de la dette extérieure du pays et une réduction des dépenses budgétaires. L'Equateur bénéficie ainsi d'une remise de dette externe de près de 2,6 milliards de dollars,

soit 20 % de son PIB, a-t-il ajouté.

Le négociateur de la dette, Jorge Gallardo, doit, de son côté, se rendre à partir du 14 septembre à Paris pour entamer des négociations sur le rééchelonnement de la dette à l'égard du Club de Paris (les créanciers publics) qui s'élève à un peu plus d'un milliard de dollars, dont près du dixième concerne la France.

Nicole Bonnet

**DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

**MATELAS • SOMMIERS VENTES PAR TÉL. POSSIBLE**

fixes ou relevables - toutes dimensions.  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...  
Garantie 5 et 10 ans

**Canapés - Salons - Clic-Clac...**

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA  
Steiner - Duvivier - Coulon - Sufren etc...  
5500 m2 d'exposition

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**

• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19ème - M° Télégraphe

• 50, avenue d'Italie  
Paris 13ème - M° Place d'Italie

**01.42.08.71.00**

7 jours sur 7







**BUDGET** Le gouvernement, réuni en séminaire jeudi 31 août, arrêtera les mesures fiscales du projet de loi de finances pour 2001. Un premier tour de table des ministres est organisé, ven-

dredi 25 août, à l'Hôtel Matignon, autour de Lionel Jospin. ● LA RÉFORME présentée par Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, repose sur un plan pluri-annuel de baisse des

impôts de 100 à 120 milliards de francs, étalé sur 2001, 2002 et 2003. Cet effort est beaucoup plus rapide que les 120 milliards de baisse des impôts, mais aussi des cotisations sociales, pré-

vus jusqu'à présent par le gouvernement. ● L'IMPÔT SUR LE REVENU est le dossier le plus symbolique : après une baisse de 11 milliards en 2000, c'est une nouvelle baisse de 20 à 25 mil-

liards qui devrait être annoncée pour 2001. ● LE GOUVERNEMENT envisage également d'adopter des mesures pour atténuer le poids de la hausse des prix des carburants.

## Laurent Fabius prépare une baisse des impôts sur trois ans

Le gouvernement prépare ses arbitrages pour le budget 2001. Le ministre des finances souhaite une baisse des impôts de 100 à 120 milliards de francs d'ici à 2003. Elle serait, notamment, dès 2001, de 20 à 25 milliards pour l'impôt sur le revenu

« JE PRÉSENTERAI un plan d'allègement et de réforme des impôts que j'ai préparé pour qu'il soit le plus ample des cinquante dernières années » : dans sa « tribune » publiée par *Le Monde* du 25 août, Laurent Fabius endosse les habits de chantage de la baisse des impôts qu'il aimait tant avant de participer au gouvernement. « La gauche ne court pas beaucoup de risques d'être battue par la droite, mais elle peut l'être par les impôts et par les charges », avait-il prévenu, un an auparavant, alors qu'il présidait l'Assemblée nationale. Maintenant qu'il tient les manettes de Bercy, l'ancien premier ministre a bien l'intention de prouver qu'il s'attaque frontalement – et structurellement – à ce problème.

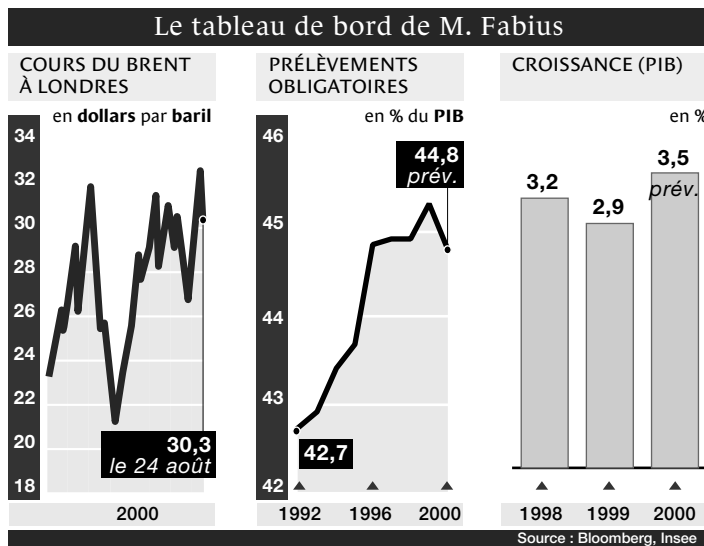
Les arbitrages fiscaux ne sont pas encore rendus. Le 29 août, M. Fabius doit rencontrer Lionel Jospin pour en discuter. Le lendemain, se tiendra une réunion entre le ministre de l'économie, celle de l'emploi, Martine Aubry, la secrétaire d'Etat au budget Florence Parly, le premier secrétaire du PS, François Hollande, et plusieurs parlementaires, dont Didier Migaud, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale. C'est le 31 août, à l'occasion d'un séminaire gouvernemental, que les derniers choix seront arrêtés.

Il est aujourd'hui acquis que M. Fabius présentera un plan plu-

riannuel de baisse des impôts, à l'image de ce que Gerhard Schröder a fait en Allemagne. La durée et le montant du paquet fiscal que M. Fabius s'approprie à présenter ne sont pas encore arrêtés, mais il semble acquis que celui-ci concernera les trois années 2001, 2002 et 2003 et représentera une baisse de 100 à 120 milliards de francs, dont plus de 50 milliards de francs seront consacrés au budget 2001. Ce chiffre représente une progression importante par rapport au programme pluriannuel de finances publiques présenté à Bruxelles, en janvier, et qui prévoyait une baisse de 120 milliards de francs des prélèvements obligatoires – c'est-à-dire impôts et cotisations sociales – sur la période 2001-2003.

### PLUSIEURS HYPOTHÈSES

Les réflexions du gouvernement sur les baisses d'impôts concernent d'abord l'impôt sur le revenu. Conformément à ce qu'avait annoncé Dominique Strauss-Kahn en août 1999, celui-ci va baisser. Les deux premières tranches ont d'ores et déjà vu leur taux baisser d'un point à l'occasion de la loi de finances rectificative pour 2000 adoptée en juin. Cette réforme qui avait coûté 11 milliards de francs devrait être poursuivie dès 2001, avec une nouvelle baisse de 20 à 25 milliards de francs. Plusieurs hypothèses sont à



l'étude, dont celle préconisée par Henri Emmanuelli. Le président de la commission des finances à l'Assemblée nationale préconise une baisse de 9,5 à 5 % du taux de la première tranche du barème, et un allègement des taux de ses deuxième et troisième tranches. M. Emmanuelli, contrairement à M. Fabius, exclut en revanche une baisse du taux marginal de 54 %.

Le gouvernement tient à faire un geste envers les ménages qui ne paient pas d'impôt sur le revenu,

soit la moitié des contribuables. Avec pour souci de privilégier le retour à l'emploi. A Bercy, on milite pour une baisse de la CSG pour les bas salaires, qui pourrait concerner ceux qui gagnent jusqu'à environ 1,3 fois le SMIC. Une mesure à laquelle s'oppose le ministre de l'emploi et de la solidarité, arguant qu'on « transformerait une trappe à inactivité supposée en trappe à pauvreté réelle ». Et de citer l'exemple de la ristourne Juppé sur les cotisations, qui concernait les salaires allant jusqu'à

1,3 fois le SMIC et que Martine Aubry a étendu jusqu'à 1,8 fois le SMIC afin de limiter les effets de seuil.

D'autres réflexions sont menées pour inciter au retour à l'emploi. Mais les possibilités ne sont pas légion. Une baisse des cotisations sur les bas salaires est aussi à l'étude, mais elle présente pour M<sup>me</sup> Aubry les mêmes problèmes qu'un allègement de la CSG. Par ailleurs, le gouvernement a déjà fait beaucoup pour limiter les effets négatifs que pouvait avoir la suppression de certaines exonérations fiscales en cas de reprise d'un travail. Par ailleurs, la mise en place d'un impôt négatif, qu'il a étudiée, serait coûteuse et complexe. De surcroît, elle se traduirait dans les comptes de l'Etat par une hausse des dépenses et non par une baisse des prélèvements obligatoires.

### UN SUJET COMPLIQUÉ

Le gouvernement fera par ailleurs un geste en matière de fiscalité des carburants, comme l'annoncent *Les Echos* vendredi. Le sujet est compliqué, compte tenu de la nature même de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et des engagements écologiques pris par la France à Bruxelles. La France pourrait à l'image de l'Italie ajuster ses taxes

sur les carburants en fonction des cours du pétrole de manière à stabiliser les prix à la pompe. Mais la volatilité des cours et la baisse relative de la part dans les prix à la pompe de la TIPP, qui est un impôt indexé sur le volume et non pas sur la valeur, risqueraient de rendre une telle opération coûteuse et difficilement perceptible. Le gouvernement pourrait donc choisir de mener des opérations plus ciblées, pour les secteurs, comme le transport routier, qui souffrent le plus de la hausse des prix du carburant par exemple. Pour les ménages, il pourrait se concentrer sur le fioul domestique et le sans-plomb. Les Verts verraient d'un mauvais œil tout allègement de la taxation du gazole, que la France s'est engagée à augmenter.

Enfin, pour les entreprises, le gouvernement pourrait décider de supprimer la surtaxe Juppé de 10 % sur l'impôt sur les sociétés et ramener ainsi le taux de cet impôt de 36,6 % à 33,3 %. Tout comme le gouvernement argue aujourd'hui qu'il a effacé la hausse de 2 points de la TVA décidée par Alain Juppé, il pourra alors se vanter d'avoir effacé le passage à Matignon du maire de Bordeaux pour les sociétés.

Virginie Malingre

## Bercy veut endiguer la flambée des prix des carburants

**BERCY** prépare des mesures destinées à endiguer la flambée des prix des carburants, comme l'ont indiqué *Les Echos* vendredi 25 août. Il s'agit de calmer la grogne des particuliers et celle, de plus en plus démonstrative, de nombreux professionnels. Durant les vacances, l'automobiliste n'a pu que subir la hausse régulière des prix de l'essence. Le 18 août, le super sans plomb 95 valait à la pompe, en moyenne, 7,27 francs. Le budget carburant qui avait déjà progressé de 17 % l'an dernier devrait croître cette année de 20 % selon M<sup>me</sup> Marie-José Nicoli, présidente de l'UFC-Que choisir (*Le Monde* du 22 août). La déconvenue est encore plus grande pour ceux qui ont attendu l'été pour remplir leur cuve de fioul espérant ainsi bénéficier de prix attractifs. Il ont payé 50 % plus cher qu'il y a un an. Le fioul domestique est à 3,12 francs par litre.

La situation affecte d'autres utilisateurs directs comme les transporteurs. Pour les routiers, le gazole, qui représente 20 à 25 % du coût de revient du transport de marchandises, a augmenté de 35 % depuis décembre 1998. Le 18 août, des transporteurs corréziens affiliés à la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) ont organisé des barrages filtrants à Brive-La-Gaillarde. La colère a gagné les pêcheurs et les agriculteurs. La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et le Centre départemental des jeunes

agriculteurs (CDJA) du Pas-de-Calais ont incité, jeudi 24 août, tous les agriculteurs à envoyer, dès ce week-end, au premier ministre la facture correspondant à leur consommation annuelle et au surcoût engendré par la hausse des prix.

Dans tous les pays, les pouvoirs publics tentent de réagir, avec plus ou moins de succès, à cette hausse des prix des carburants, liée avant tout à celle des prix du brut, qui dépasse les 30 dollars le baril, retrouvant ses plus hauts niveaux depuis novembre 1990. Aux Etats-Unis, en période de campagne présidentielle, ce sujet est devenu un enjeu entre les républicains et les démocrates. En Europe, le gouvernement espagnol veut intensifier la concurrence entre distributeurs. En Italie, après avoir baissé les taxes au printemps, le gouvernement a infligé des amendes à des compagnies pétrolières pour entente.

### PLUSIEURS TENTATIVES

En France, par deux fois, déjà, les pouvoirs publics avaient tenté de peser sur la situation. A la veille des départs de Pâques et de la Pentecôte, le ministre de l'économie, Laurent Fabius, avait convoqué les distributeurs pour leur demander de répercuter dans leur tarif les baisses du brut aussi rapidement qu'ils le font pour les hausses. Ce coup médiatique est tombé au plus mauvais moment, en pleine flambée des cours.

Cette initiative a eu d'autant moins d'impact pour l'opinion que c'est à l'Etat, s'il le veut vraiment, de donner le signal de la baisse : le prix d'un litre de carburant est composé de 70 à 80 % de taxes.

Ainsi, en France, le super sans plomb 95 vaut, hors taxes, 2,21 francs, ce qui le classe au troisième rang européen des essences les moins chères derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Avec les taxes, le litre vaut 7,27 francs et recule au douzième rang, devant la Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ces contributions sont au nombre de trois : la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), la taxe IFP (Institut français du pétrole) et la TVA de 19,6 %.

Atteignant 210 milliards de francs en 1999 dont 163 milliards pour la seule TIPP, ces taxes sont la quatrième source de revenus de l'Etat derrière la TVA (666 milliards de francs), l'impôt sur le revenu (326 milliards) et l'impôt sur les sociétés (258 milliards). Tout en étudiant une éventuelle baisse des taxes, le ministère de l'économie n'entend pas relâcher la pression sur les compagnies pétrolières. Au moment où elles annoncent de fortes progressions de leurs bénéfices, Bercy a décidé de saisir le conseil de la concurrence pour enquêter sur les pratiques tarifaires des distributeurs en France.

Dominique Gallois

## Il y a un an, le ministre d'aujourd'hui interpellait M. Strauss-Kahn

**C'ÉTAIT** il y a un an exactement. Dans les colonnes du *Monde*, le 25 août 1999, Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale, sortait de sa réserve et mettait en garde le premier ministre et son gouvernement : « La gauche ne court pas beaucoup de risques d'être battue par la droite, mais elle peut l'être par les impôts et par les charges. Il faut, dans un contexte désormais ouvert, diminuer les prélèvements qui pèsent sur notre société et sur notre économie. » A la veille des arbitrages que Lionel Jospin devait rendre sur le budget 2000, l'avertissement avait agacé Matignon. Mais il avait fait mouche. Dès le lendemain, le chef du gouvernement annonçait 38 milliards de baisse d'impôts pour cette année et son ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, allait plus loin et promettait une baisse de la fiscalité directe, et notamment de l'impôt sur le revenu, pour 2001.

Devenu ministre de l'économie au printemps, voilà aujourd'hui M. Fabius invité à répondre lui-même aux inquiétudes qu'il formulait alors. Le calendrier est identique : réunion des ministres, vendredi 25 août, pour caler les grands choix fiscaux pour 2001, université d'été du Parti socialiste du 1<sup>er</sup> au 3 septembre à La Rochelle, enfin conseil des ministres du 20 septembre où sera présenté le projet de loi de finances pour 2001. Mais à l'approche d'une séquence électorale décisive – municipales de 2001, législatives et présidentielle de 2002 –, l'impact des décisions qui vont être prises dans les prochains jours pèsera directement sur le bilan du gouvernement. Pour M. Fabius, le rendez-vous est donc capital.

Le ministre de l'économie le sait d'autant mieux qu'il n'a pas encore eu, depuis son installation à Bercy, toute latitude d'imprimer sa marque. Dès le début de l'année, le premier ministre avait fixé le cap : le 20 janvier, s'inscrivant dans le cadre du pacte de stabilité européen, il transmettait à la Commission européenne un plan triennal d'évolution des dépenses publiques prévoyant une baisse des prélèvements obligatoires de 120 milliards de francs sur la période 2001, 2002 et 2003. Bous-

culé, ensuite par l'affaire de la « cagnotte » fiscale – les rentrées fiscales supplémentaires dopées par la croissance retrouvée –, Lionel Jospin avait ensuite, le 16 mars, soit une dizaine de jours avant le remaniement gouvernemental et le retour aux affaires de M. Fabius, annoncé pour 2000 des baisses fiscales à hauteur de 40 milliards, sur la TVA, la taxe d'habitation et l'impôt sur le revenu. Trois jours après son installation, le nouveau ministre de l'économie ne pouvait guère que jouer les bons élèves, saluant l'orientation tracée par le chef du gouvernement, assurant de sa détermination à « aller dans cette direction », rappelant l'objectif de ramener, en 2002, les prélèvements obligatoires à leur niveau de 1995 et n'ajoutant qu'un faussement modeste : « J'espère aller un peu plus loin encore. »

### RESTE L'ESSENTIEL

Depuis, M. Fabius n'a pas chômé : compromis habile sur le dossier controversé des stock-options ; préparation d'un projet de loi prudent sur l'épargne salariale ; attribution des licences de téléphonie mobile de troisième génération préservant le rôle d'arbitrage de l'Etat ; affectation rapide et transparente au remboursement de la dette de l'Etat des 30 milliards de nouveaux surplus fiscaux dégagés au premier semestre ; enfin refus très ferme, au côté de Martine Aubry, d'agréer la nouvelle convention d'assurance-chômage signée par le patronat, la CFDT et la CFTC. Sans oublier les premiers arbitrages des enveloppes de dépenses du projet de budget 2001.

Reste l'essentiel, selon ses propres termes de l'été 1999 : les impôts et les charges, en particulier pour les ménages. Avec une question centrale : à qui devront bénéficier les baisses ? Sur ce point, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, et les députés socialistes ont répondu nettement, le 5 juillet, qu'ils entendent affecter les fruits de la croissance aux classes populaires et aux classes moyennes. M. Fabius sait donc à quoi s'en tenir.

Gérard Courtois

## La grogne monte chez les marins-pêcheurs

### VANNES et NÎMES

de nos correspondants

Deux gros armements de Concarneau, Dhellemmes et Nicot, ont décidé, vendredi 18 et samedi 19 août, d'immobiliser leurs quinze bateaux de pêche industrielle. Cette décision fait suite à la hausse des prix du carburant. « Les chalutiers coûtent moins cher le long des quais qu'en mer », souligne Hervé Jeantet, président du syndicat des armateurs de Concarneau et directeur général de Dhellemmes.

Avec un prix du gazole qui a plus que doublé en une année, non seulement les armements sont touchés mais aussi les marins, dont la rétribution s'effectue à la part, c'est-à-dire au pourcentage de la vente de la pêche déduite des frais du bateau, et donc du carburant. André Le Berre, président du comité régional des pêches, estime le prix de la perte pour chaque marin entre 1 000 et 3 000 francs.

Les pêcheurs artisans de Cornouaille, qui pratiquent actuellement la lotte ou la langoustine, ne sont pas encore entrés dans le mouvement, dans la mesure où les prix de leurs produits sont soute-

nus, mais ils jugent la situation inquiétante. Les marins dont les bateaux sont cloués au port ont été mis en chômage partiel avec une rémunération de 2 500 francs par mois. Une réunion est prévue lundi 28 août à Quimper entre le Conseil régional et le Comité régional des pêches. « L'Europe interdit à l'Etat de faire des ristournes sur le carburant, souligne André Le Berre. Nous demandons, pour compenser les fluctuations sur les prix, une réduction de la taxe portuaire sur les marchandises débarquées. »

### BLOQUAGE DE CAR-FERRIES

De leur côté, les pêcheurs du port de Sète (Hérault) ont, pour la deuxième fois en trois jours, bloqué jeudi le départ de deux car-ferrys pour les Baléares et Nador (Maroc), afin de protester contre la hausse du prix du gasoil. En un an, ce dernier a plus que doublé, passant de 85 centimes à 1,95 franc le litre. Cette augmentation, ajoutée à la chute des cours établis entre 3 et 5 francs le kilo, selon les experts, désespère les patrons qui, chaque matin, voient leur marge bénéficiaire s'évaporer à la pompe.

Comme en Bretagne, les hommes d'équipage sont eux aussi touchés au portefeuille puisqu'il leur est demandé, en échange d'une part du bénéfice, une participation aux frais qu'occasionnent les sorties en mer.

Ainsi pour Jean-Marc, quarante-huit ans, cette hausse du prix du carburant signifie chaque mois une retenue de 1 000 francs sur un salaire de 8 000 francs gagnés à raison de 15 heures de travail par jour. Nouvellement installé, son patron, Stéphane Cardone, trente ans, a, lui, dépensé à la pompe 350 000 francs en plus cette année. « Et j'ai 300 000 francs d'impayés sur le règlement de mon bateau, précise-t-il. Chaque jour, je dois mettre 2 700 litres. Pour s'en sortir, on raccourcit d'une heure la sortie et on ne prend même plus le temps de manger. » Il réclame de l'Etat des mesures compensatoires. « Si on ne fait pas d'action spectaculaire, si on ne bloque pas les ferries, qu'est-ce qu'on peut faire pour être entendus ? », commente Stéphane Cardone.

Gabriel Simon et Richard Benguigui



# Les Verts et le PS commencent à discuter des législatives

## Combien de députés écologistes en 2002 ?

LARNAS (Ardèche)  
de notre envoyée spéciale

Le calme après la tempête. Jeudi 24 août, à Larnas, alors que Dominique Voynet est repartie à Paris pour le conseil des ministres, chacun se remet de ses émotions. Guy Hascoët, grand perdant de ces journées d'été, où le retour de Marie-Christine Blandin a cassé son offensive contre le camp voynéte, affiche un air guilleret. « J'ai digéré le parpaing, assure-t-il en se massant l'estomac, et j'ai retiré les couteaux », dit-il en montrant son dos. Le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire ne veut plus revenir sur la question.

Jean-Luc Bennahmias, lui, ne peut dissimuler sa satisfaction après l'intervention énergique de la patronne des Verts devant les militants (*Le Monde* du 25 août). C'est avec une apparente sérénité que le secrétaire national envisage de voir fleurir cinq ou six motions au premier tour du congrès de novembre. Aux camps Voynet, Mère-Hascoët, Blandin-Pocrain, Autrement les Verts, Arditi-Pietrasanta (environnementalistes), pourrait s'ajouter une « contribution transcourants » sur la Troisième gauche verte. « Il y aura un second tour. Je serais évidemment heureux qu'il y ait un texte voté à 60 % », espère-t-il. Qui s'alliera avec qui et sur quelles bases ? C'est le jeu à la mode.

Revenant à une actualité plus immédiate, M. Bennahmias indique que les Verts « n'ont pas de revendication particulière en cas de remaniement, si Jean-Pierre Chevènement s'en va ». Son souci, comme celui des Verts, ce sont plutôt les élections et les relations avec le PS. Invité, jeudi à Larnas, François Rebsamen, chargé des fédérations au secrétariat national

du PS, s'emploie à rassurer. « L'alliance peut perdurer à condition que le PS comprenne qu'il est nécessaire de traiter électoralement les Verts comme des partenaires et de ne pas avoir de volonté hégémonique », déclare-t-il, vendredi, dans l'édition quotidienne de *Vert Contact*, le journal des Verts. Il admet que leur représentation n'est pas « juste et conforme à la réalité ». De là à concéder aux Verts, pour les élections législatives de 2002, soixante-dix circonscriptions, dont trente gagnables, comme le demande Yves Cochet... « Nous, on est plutôt sur quinze, vingt », confie en privé M. Rebsamen.

Pour l'émissaire du PS, toute la question est de savoir si les Verts laisseront une totale liberté de choix à leurs groupes locaux, en matière de stratégie électorale pour les législatives, comme ils l'ont fait pour les municipales. Ce qui est prévu par les statuts. Pour ce qui est du contenu d'un futur contrat commun de législature, il indique que la « question de la sortie progressive du nucléaire sera posée ».

En attendant, les municipales ont beaucoup occupé les « journédétistes ». Les Verts adopteront d'ailleurs, lors de la réunion de leur conseil national interrégional, samedi, une charte pour ces élections. Cela ne les a pas empêchés de fréquenter assidûment un nombre impressionnant d'ateliers, sur les OGM, le brevetabilité du vivant, la démocratie participative, la prostitution, les transports, l'immigration... Mais, comme le dit un participant, « pour être vraiment tranquille pendant ces journées d'été, il faut aller à la piscine... Il n'y a pas de courants ».

B. G.

## Daniel Le Bret, syndicaliste enseignant « La mobilisation de l'opinion publique passe par le parti »



DANIEL LE BRET

« Ancien secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), vous venez d'adhérer aux Verts. Pourquoi ?

— Pour trois raisons. En premier lieu, j'ai envie de participer à la construction d'un parti qui soit un outil de transformation sociale. Il me semble que nous arrivons à un moment où, au lieu de dire à Dominique Voynet qu'il faut hausser le ton par rapport à Lionel Jospin, il faut dire à la société d'avoir des exigences fortes. Une transformation qui ne s'appuierait pas sur l'opinion publique ne pourrait tout simplement pas se faire. Et cette mobilisation de l'opinion passe par le parti.

» Deuxièmement, je viens parce que je pense qu'un parti doit assumer la responsabilité de changements concrets, même s'ils sont partiels. Il faut être plus présent dans les exécutifs, mais ça ne peut pas être la politique du tout ou rien. Des élus politiques ne répondent pas de leurs actions seulement devant une tendance, ni même devant l'ensemble des Verts, mais devant l'ensemble de l'opinion, de la société. Cela change beaucoup de la posture de l'aiguillon, où l'on critique de l'extérieur mais où l'on n'est pas responsable des choix.

» La troisième raison est la plus importante. Je crois que les Verts n'ont même pas idée de la façon dont ils ont fait avancer certaines valeurs et certains principes depuis plusieurs années : les principes de précaution, de responsabilité, de

transparence, par exemple. C'est-à-dire tout ce qui construit un idéal dans les domaines qui bougent au sein de cette société. C'est ce que les gens attendent. Cela va de pair avec l'éthique et la morale dans le comportement politique. Il faut capitaliser tout cela.

— Que pensez-vous des querelles de courants qui ont agité les Verts ces derniers jours ?

— Longtemps leader syndical, j'ai changé d'avis sur le poids des individus dans une structure collective. Le méconnaître est une profonde erreur. Le problème des Verts, qui le font beaucoup plus que d'autres, c'est la surenchère des déclarations individuelles par rapport au collectif. Ce ne sont pas les déclarations individuelles en elles-mêmes qui sont gênantes, chacun peut légitimement exprimer ses idées.

— Pourquoi ne pas avoir adhéré plus tôt ?

— Les Verts présentent les pires aspects qu'ils dénoncent dans les autres partis. Ils sont cela et aussi autre chose. C'est ce devenir qui m'intéresse. Mon ambition est d'y contribuer, si c'est possible et à la place que les Verts voudront bien me donner. Le congrès en décidera. On n'est pas dans un champ où tout est fabriqué à l'avance et c'est cela qui me fascine chez eux.

— Pensez-vous qu'il y ait un risque pour les Verts de finir comme le PSU ?

— Nous sommes dans une situation paroxystique. Les Verts ne peuvent pas avoir pour seule ambition de faire la même chose, en mieux. Tout le monde sent bien qu'il faut passer un cap, une étape. Cette autre chose n'est pas encore définie et c'est cela qui rend les débats aussi tendus. Il n'y a qu'une alternative : soit les Verts ne deviennent qu'une force d'appoint et c'en sera fini, soit ce parti devient quelque chose de très fort dans la société française. »

Propos recueillis par  
Béatrice Gurrey

# Le patronat et la CFDT s'affirment prêts à des discussions avec le gouvernement

## Le Medef s'apprête toutefois à saisir le Conseil d'Etat au sujet de l'assurance-chômage

Nicole Notat et Ernest-Antoine Seillière ont affiché, jeudi 24 août, une attitude paisible dans leur conflit avec le gouvernement au sujet de l'Unedic, en indi-

quant qu'ils entendent s'en tenir pour le moment à la « suspension » de la participation de la CFDT et du Medef à la direction du régime d'assurance-chô-

mage. Le « patron des patrons » et la secrétaire générale de la CFDT s'affirment prêts à discuter, mais le Medef va néanmoins saisir le Conseil d'Etat.

AU MEDEF, comme à la CFDT, on veut éviter le pire : l'étatisation du régime d'assurance-chômage. Conscients que le blocage né du refus gouvernemental d'agréer la nouvelle convention de l'Unedic, signée par le patronat, la CFDT et la CFTEC, pouvait remettre en cause la nature même des organismes paritaires, Nicole Notat et Ernest-Antoine Seillière ont tous deux fait un premier geste pour calmer le jeu, jeudi 24 août.

Au siège de la CFDT, boulevard de La Villette à Paris, où elle avait invité la presse après la réunion, la veille, du bureau national de son organisation (*Le Monde* du 25 août), la secrétaire générale de la confédération syndicale a parlé clair. « Il n'est pas question que la CFDT déserte le terrain de la défense des chômeurs, a-t-elle dit. Ce serait un contresens par rapport à toute l'action et aux orientations de la CFDT. Nous entendons rester dans tout le jeu contractuel, dans tout le jeu des institutions, où il convient de porter la défense des salariés et des chômeurs. » Il n'est donc pas question pour la CFDT de pratiquer la politique de la

chaise vide à l'Unedic, même si, pour l'instant, sa participation aux organes de direction du régime reste suspendue. Invité à l'Université d'été de la communication, à Hourtin, en Gironde, M. Seillière a fait savoir que le Medef avait la même ligne de conduite. M<sup>me</sup> Notat ayant indiqué qu'elle « maintient la suspension temporaire, nous avons l'intention de proposer à notre conseil exécutif, le 1<sup>er</sup> septembre, une attitude similaire », a déclaré le président de la principale organisation patronale.

« PARLONS ENFIN, POUR DE VRAI »

Le 4 septembre, les signataires de l'accord du 14 juin sur l'Unedic se réuniront pour arrêter la marche à suivre. Il y aura alors « une position des signataires sur les propositions à faire au gouvernement, de nature à le rassurer sur un certain nombre des raisons qui l'ont conduit à refuser notre accord », a annoncé M. Seillière.

« Parlons, parlons enfin, pour de vrai ! », a lancé M<sup>me</sup> Notat, appelant ainsi le gouvernement à discuter. Jeudi soir, au journal de France 2, elle a réitéré cet appel, en indiquant

que ses tentatives pour joindre Martine Aubry étaient restées infructueuses. De son côté, M. Seillière, qui, à la fin du mois de juillet, n'envisageait pas de conciliation possible, se déclare maintenant « partisan d'ouvrir la discussion, pas sur la philosophie même de l'accord – à laquelle le gouvernement donne son appui –, mais sur un certain nombre de modalités extérieures à l'accord lui-même ». « Il n'y a pas de raison de ne pas arriver à rapprocher les points de vue », déclarait-t-il à Hourtin.

A la CFDT comme au Medef, on se dit donc prêt à discuter avec le gouvernement. M<sup>me</sup> Notat a affirmé elle aussi, sur France 2, que le gouvernement ne critique pas le principe d'un accompagnement personnalisé des chômeurs – ce que la convention présente sous le nom de plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) – et que la discussion devrait donc porter sur les objections faites à la convention par M<sup>me</sup> Aubry et Laurent Fabius, concernant le rôle de l'ANPE, les relations financières Etat-Unedic et l'articulation solidarité-assurance. En revanche,

M. Seillière et M<sup>me</sup> Notat refusent de rouvrir la discussion entre partenaires sociaux, c'est-à-dire avec les syndicats non signataires de la convention.

S'il a donc adopté, jeudi, une attitude plus conciliatrice, le Medef n'en a pas moins l'intention, parallèlement, de se montrer offensif vis-à-vis du gouvernement. Son président a confirmé, à Hourtin, une information parue dans *Le Point* (daté 25 août), selon laquelle le Medef va, dans les jours qui viennent, saisir le Conseil d'Etat d'une demande d'annulation du décret gouvernemental du 1<sup>er</sup> juillet qui prorogéait l'ancienne convention Unedic. Ce décret revenait à refuser l'agrément à la nouvelle convention. La loi donne deux mois pour déposer un recours devant le Conseil d'Etat, ce que l'organisation patronale se prépare donc à faire, afin de montrer à ses mandants qu'elle reste dans sa logique de « refondation » sociale : les partenaires sociaux contractent, le gouvernement donne acte.

Virginie Malingre



# À QUOI ÇA SERT UN FORFAIT INTERNET À 50 F QUI COÛTE 116... 214... 302,50 F ?

**AOL EST LE SEUL À VOUS PROPOSER INTERNET ILLIMITÉ POUR 99 F/MOIS. TÉLÉCOMMUNICATIONS COMPRIS.**

En vous abonnant avant le 31.10.00 pour une période de 24 mois, vous êtes sûr de ne pas avoir de mauvaise surprise en fin de mois. (Offre mono-poste strictement réservée aux particuliers, conditions disponibles au 0 825 12 12 12 - 0,99 F/min)

DBB

DEMANDEZ VOTRE KIT GRATUIT AOL : 0 825 12 12 12 (0,99 F/MIN) OU WWW.AOL.FR

**MAINTENANT VOUS ÊTES EFFICACE SUR INTERNET**



**EXCLUSION** 50 000 enfants de six à douze ans ont été accueillis, jeudi 24 août à Paris, par le Secours populaire. Ces « oubliés des vacances », issus pour la plupart de familles

pauvres, ont visité vingt-six sites de la région parisienne puis ont convergé vers le Stade de France pour une grande fête dont les footballeurs Zinedine Zidane et Ronaldo ont été les ve-

dettes. ● LES POLITIQUES, de retour de vacances, se sont bousculés pour accueillir les visiteurs. Jacques Chirac a pris un bain de foule au château présidentiel de Rambouillet tandis que

Lionel Jospin et six ministres recevaient dans les jardins de Matignon. ● DES STATISTIQUES de l'Insee font apparaître que le nombre de Français partant en vacances n'a pas augmenté

en dix ans : quatre sur dix continuent à ne pas quitter leur domicile, principalement pour des raisons financières. La tendance est aussi au raccourcissement de la durée des séjours.

## 50 000 « oubliés des vacances » passent une journée inoubliable à Paris

Le Secours populaire a réuni à Paris 50 000 enfants de six à douze ans issus de familles défavorisées, qui n'avaient pas quitté leur domicile de l'été. Après une matinée de tourisme en Ile-de-France, la journée s'est achevée par une grande fête au Stade de France en présence de Zidane et Ronaldo

IL EST LÀ, parmi eux. Il leur parle. Confesse même, au micro, leur ressembler. « Moi aussi, j'ai été enfant et j'ai vu ce que c'est de ne pas partir en vacances. Je suis

### REPORTAGE

Deux ans après, les enfants n'ont rien perdu de leurs rites de Coupe du monde

heureux d'être ici avec vous. » Le vœu le plus cher des 50 000 enfants défavorisés réunis, jeudi 24 août, par le Secours populaire, est exaucé : il leur est donné de vénérer leur dieu vivant, Zinedine Zidane, dans le lieu même où il accomplit ses miracles, le Stade de France. Ils le font avec une ferveur de supporters anglais. Le stade, presque comble, s'emplit d'une clameur impressionnante lorsque le joueur brésilien Ronaldo, en mission d'ambassadeur pour le Programme des Nations unies pour le développement, présente en riant à la foule son « ami champion du monde et champion d'Europe, Zinedine Zidane ! ».

Depuis vingt ans, les 6-12 ans qui n'ont pas la chance de partir en vacances vont passer une journée à la mer, grâce au Secours populaire. C'est la « Journée des oubliés ». Mais celle de l'an 2000 se devait d'être inoubliable, a-t-on pensé au Secours populaire, « pour que les enfants puissent dire, eux aussi, qu'ils ont participé en l'an 2000 à un grand événement ». Il y a quelques mois, un sondage fut donc réalisé pour savoir quel était le rêve le mieux partagé par ces enfants. D'où il ressortit on ne peut plus clairement que la Coupe du monde avait fait des ravages dans cette génération, comme dans les autres.

Deux ans après l'événement, les enfants, et les bénévoles du Secours populaire qui, tant bien que mal, tentent de les encadrer, n'ont rien perdu de leurs rites de Coupe du monde. Ils portent le maillot bleu, se sont badigeonnés les joues aux couleurs nationales, ont inscrit « Zizou » ou « Barthez » sur leur front. Les plus chanceux ont même pu dérober une photo de leur idole, pourtant inaccessible dans la tribune présidentielle où seuls les ministres ont la chance

de le côtoyer. Akhim, petit Marseillais de onze ans, a réussi à convaincre un officiel de la tribune de photographe pour lui le champion du monde. « J'ai Zizou dans l'appareil ! C'est le plus beau moment de la journée ! »

### UN DÉCOR AFRICAÏN

L'arrivée au stade se poursuit tout l'après-midi. Les retardataires, perdus dans le RER ou coincés dans les embouteillages, arriveront après la partie de foot opposant des enfants de chaque région à des footballeurs de vingt ans leurs aînés, parmi lesquels des joueurs de l'équipe de Calais. Après la victoire (5-2) des jeunes, musiciens, chanteurs et danseurs investissent tour à tour la pelouse. En maître d'orchestre du spectacle, le présentateur de télévision Nagui incite les enfants, plutôt placides en début d'après-midi, à manifester leur enthousiasme. Peine perdue au passage de Plastic Bertrand - star éphémère des années 80 - dont le « Ça plane pour moi les laisse froids. Mais l'ambiance se réchauffe avec l'arrivée du groupe Organiz ou du chanteur Yannick, véritables idoles des préadolescents. Fans, Djamilia et Donia, venues de Marseille, se

trémoussent et hurlent les paroles apprises par cœur.

L'entrée de percussions et de girafes géantes plante un décor africain. C'est le moment pour les enfants de remettre à Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, un chèque de 608 883 francs, destiné aux enfants d'Afrique malades du sida. « On a vendu des bracelets pour réunir cette somme. Je suis content d'avoir pu les aider », lance Fathi, douze ans, originaire de Grasse (Alpes-Maritimes), avant de pousser, avec tous les autres enfants du stade, « un grand cri de solidarité pour les copains d'Afrique » qui résonne dans toute l'enceinte... moins fort que les hurlements qui ont salué la présence de Zidane.

En fin d'après-midi, les premiers signes de fatigue se font sentir. Le regard perdu, un enfant écoute, assis, les décibels déversés par la sono du stade. Ses jambes ne suivent plus. La journée a été longue et a commencé bien avant l'arrivée au Stade de France. Par groupes, les 50 000 enfants ont visité Paris et ses environs.

C'est au château de Versailles qu'ils ont été les plus nombreux - près de 10 000, selon les organisa-

teurs. Le château, qui aurait dû leur être réservé, a finalement accueilli son lot de touristes quotidiens, ce qui a donné lieu à des rencontres insolites. « Sayonara », lancent, moqueurs, Mohammed et Wallid à un touriste asiatique. Pas déconten-

d'ou ? », lance un banlieusard coiffé de rouge. Des bénévoles postés en divers points du site dirigent le ballet des enfants, récupèrent les égarés. Les organisateurs jouent contre le temps, les groupes doivent se succéder toutes les dix

### 10 000 bénévoles, 26 sites touristiques

Selon la Mairie de Paris, personne ne s'était jusqu'à présent risqué à réunir autant d'enfants en un seul lieu. Ils étaient environ 50 000, jeudi 24 août, au Stade de France. Ces enfants de six à douze ans privés de vacances pour des raisons financières étaient originaires de toute la France, territoires d'outre-mer compris. Ils étaient encadrés par 10 000 bénévoles du Secours populaire, qui a dû, pour l'occasion, faire appel à 1 200 bénévoles extraordinaires. Un tel rassemblement a nécessité une logistique énorme : 700 bus, 6 trains spéciaux, 200 000 litres d'eau, 10 kilomètres de nappe de l'« Incroyable pique-nique » recyclée. Les enfants ont visité 26 sites touristiques dans la capitale ou en Ile-de-France : l'Assemblée nationale, le château de Fontainebleau, la fête foraine des Tuileries, le zoo de Vincennes, les Invalides...

nancé, celui-ci leur répond poliment, en anglais, qu'il n'est pas « japonais, mais chinois ».

Dans les allées du parc du château se croisent des dizaines de groupes, que seule la couleur de leur casquette identifie. « Eh, les casquettes jaunes, vous venez

minutes. Mohammed et Wallid sont venus avec d'autres enfants de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). A quatorze ans, ce sont les plus vieux du groupe. Ils sont arrivés à 11 heures et, depuis, leur parcours est minuté. « Jusqu'à 12 h 30, on visite les jardins. A 12 h 45, on rejoint les autres pour manger. Le départ vers le stade est prévu à 13 h 30 », leur explique Servan Dulac, la responsable du groupe. Manque de chance, ils ne sont pas parmi ceux qui ont pu visiter les appartements du roi. Leur promenade se limitera aux jardins.

### BATAILLE D'EAU

Elodie, huit ans, regarde avec envie les touristes en calèche et en petit train. « Ce n'est pas pour vous », tente de lui expliquer Mikael, l'un des animateurs. Sous la chaleur de midi, le groupe fatigue. L'arrêt devant une des fontaines du jardin se transforme en bataille d'eau. « Bien sûr, c'est beau. Mais je suis venu pour aller au Stade de France », s'impatiente Mesny, treize ans. Muriel, petite blonde de huit ans, regrette seulement d'avoir oublié son appareil photo. « Maman n'est jamais venue au château de Versailles et je lui avais promis de lui ramener des photos. » Après le spectacle au Stade de France, Fathi reprendra le train pour Grasse. Ce sera la deuxième fois de sa vie.

Pascal Krémer et Stéphanie Pichon

## De retour de villégiature, les politiques rivalisent d'attentions envers leurs visiteurs d'un jour

LE PRÉSIDENT de la République, le premier ministre, six ministres (Martine Aubry, Marie-George Buffet, Michèle Demessine, Jack Lang, Dominique Gillot, Ségolène Royal), le président de l'Assemblée nationale et le maire de Paris. Jamais la journée des « oubliés des vacances » n'avait bénéficié de tels parrainages...

Un quart d'heure après la fin du conseil des ministres, Jacques Chirac descend déjà d'hélicoptère dans le parc du château présidentiel de Rambouillet, dans les Yvelines, où l'attendent 3 500 enfants, dont les familles sont aidées par le Secours populaire. De retour de l'île Maurice, où il a passé trois semaines de vacances « excellentes » dans un hôtel de luxe (Le Monde des 5 et 11 août), il s'offre son premier bain de foule de la rentrée. « C'est qui, lui ? », demande une petite fille à son amie, qui lui explique posément : « C'est le président de la France. » « Je croyais qu'il était mort ? », s'étonne la première.

Après s'être frayé un chemin parmi la foule, un jeune garçon questionne très directement le président : « Monsieur, mon frère est un clandestin. C'est possible d'avoir un petit visa ? » Le président ne répond pas, continue de serrer des mains, de distribuer

des autographes, des bises et autres « Salut ! ». « Dans ce château, déclare-t-il plus tard, je reçois en général des ambassadeurs, des ministres et des présidents, souvent pour parler de problèmes touchant à la paix dans le monde. Aujourd'hui, je reçois 3 500 jeunes. C'est un moment important pour l'histoire du château, qui restera comme un sourire. »

### UN QUIZZ SUR LES MINISTRES

L'hôtel Matignon, c'est « pour dormir », explique, à qui veut l'entendre, Séverine, une petite puce de neuf ans venue de Toulouse, « en train couchette ! Pour la première fois ! ». Deux cent cinquante enfants des Hautes-Alpes, de Haute-Garonne, de la Somme, de la Manche, ainsi que leurs accompagnateurs, sont conviés à un déjeuner dans les jardins de Matignon. De splendides buffets sont dressés. Des mets délicatement présentés dans des casseroles de cuivre qui brillent au soleil, et servis par des cuisiniers en toque. « C'est du luxe. Chez nous, on mange pas comme ça. En plus, ici, on nous parle bien », s'extasient Amin, Redouane et Jérémy, douze ans chacun. « Ça continue, derrière ? », interroge le dernier, fixant son regard sur l'hôtel particulier.

Lionel Jospin apparaît, entouré d'une poignée de ministres. Il tente, pour engager la conversation, un quizz sur ses ministres (« Elle est ministre de quoi, Ségolène Royal ? »), mais comprend vite qu'il s'est fourvoyé. Les présentations en bonne et due forme sont plus simples : « Et voici Jack Lang, le ministre de l'éducation. » Cri d'admiration d'une fillette : « C'est un Américain ! ». Sourire du premier ministre : « Je trouve en effet qu'il a un style assez américain, bien qu'il soit très francophile. » « C'est vous qui avez fait à manger ? », lui demande un petit garçon.

Des télévisions géantes, que personne ne regarde, diffusent en boucle un vidéo très pédagogique sur Matignon. Les buffets raffinés sont déserts. Aux roulottes de barbe-à-papa, glaces, crêpes et gaufres, en revanche, il y a la queue. Soudain, un vent de panique chez les cuisiniers : « Il n'y a plus de frites... » M<sup>me</sup> Royal, ministre déléguée à la famille, tente infructueusement de convaincre une petite fille de goûter les courgettes et poivrons grillés à l'italienne, et explique qu'une journée comme ça, « ça forge des souvenirs, ça valorise l'enfant dans son milieu familial,

mais ça ne suffit pas ». « Il faut développer un vrai droit à partir en vacances en famille », dit-elle. M<sup>me</sup> Aubry photographie les enfants qui lui confient leur appareil, à côté de M. Jospin. « Quand on a, depuis trois ans, 900 000 chômeurs de moins, on a 900 000 chances de plus, pour des familles qui ont retrouvé un revenu, de retrouver aussi la possibilité de vacances », réussit à glisser le premier ministre.

Jean-Marie, bénévole de Granville (Manche), directeur d'un centre d'action sociale, joue suffisamment des coudes pour interpeller M. Jospin sur l'accès au logement des plus démunis, et M<sup>me</sup> Aubry sur la couverture maladie universelle. « Révée, comme occasion, mais Martine Aubry, elle n'a pas vraiment écouté... » C'est l'heure de la photo géante sur le per-

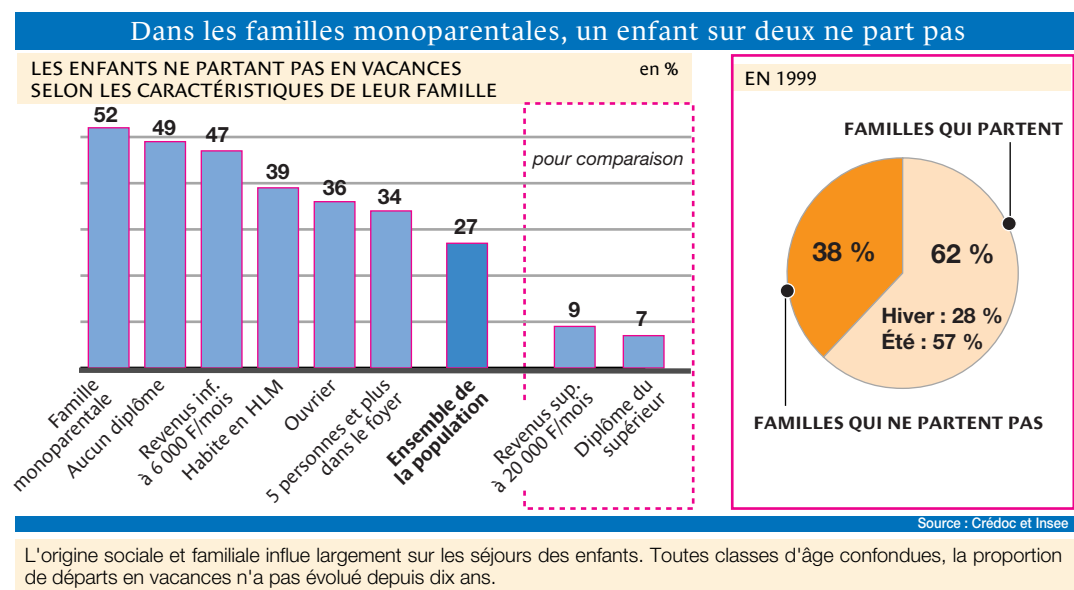
ron. Au même moment, Jean Tiberi, le maire de Paris, et son épouse, Xavière, se font aussi photographe, au Champs-de-Mars, avec les enfants du Secours populaire. Ils partageront même leur pique-nique. Des pâtes à la tomate.

P. Kr et R. M.

## Quatre Français sur dix n'ont pas quitté leur domicile en 1999, comme dix ans plus tôt

EN DIX ANS, le nombre de départs en vacances des Français a stagné. Selon une enquête de l'Insee publiée jeudi 24 août, quatre Français sur dix n'ont pas quitté leur domicile en 1999, soit la même proportion qu'en 1989. Principal obstacle : la contrainte financière, qui est évoquée dans 37 % des cas, pour la plupart des Français à revenus modestes. « Moins de 40 % des personnes appartenant à un ménage gagnant moins de 6 600 francs par mois ont pris des congés hors de leur domicile en 1998-1999 », précise Céline Rouquette, auteur de l'enquête. On constate même une diminution du taux de départ des employés et des ouvriers entre 1994 et 1998, contrairement aux cadres et professions intellectuelles supérieures, dont le taux, en augmentation, a atteint 87 % en 1999.

Les enfants et les adolescents sont de loin les plus nombreux à bénéficier de séjours éloignés de chez eux. Selon l'Insee, 70 % des moins de 20 ans ont fait au moins un voyage au cours de la saison touristique 1998-1999. Ce chiffre rejoint celui d'une étude publiée par le Credoc en janvier 2000, qui avançait qu'en 1998, 73 % des enfants de 5 à 18 ans étaient partis en vacances. Autrement dit, plus d'un quart des enfants de cette tranche d'âge a été privé de départ. Quand les parents bénéficient de faibles revenus, cette proportion s'élève à



L'origine sociale et familiale influe largement sur les séjours des enfants. Toutes classes d'âge confondues, la proportion de départs en vacances n'a pas évolué depuis dix ans.

47 % et, dans le cas de familles monoparentales, c'est plus d'un enfant sur deux qui passe ses vacances chez lui.

### TENDANCE AU SÉJOUR COURT

Parmi ces jeunes qui ne partent pas, « presque les deux tiers n'étaient jamais partis, ou une seule fois seulement, au cours des quatre étés précédents », selon le Credoc. Si ces enfants ne peuvent voyager c'est que, dans 36 % des cas, les parents n'en ont pas les moyens. En re-

vanche, 45 % des enfants dont les parents n'ont pas eu de vacances ont pu bénéficier d'un séjour, preuve que ces derniers sont prêts à se restreindre au profit de leurs enfants. Quand il part sans ses parents, l'enfant est la plupart du temps accompagné de sa famille ou d'amis proches. Cette importance du cercle familial se retrouve également dans les séjours organisés avec les parents, qui se font dans 38 % des cas avec des proches.

Des différences apparaissent sui-

vant les tranches d'âge. Ainsi, les plus petits (de 5 à 8 ans) partent un peu plus que les autres. En revanche, les jeunes de 20 à 24 ans sont parmi ceux qui partent le moins. Les petits boulots d'été, les stages et le manque d'argent expliquent sans doute que seulement 58 % d'entre eux aient pu s'offrir des vacances en 1999, selon l'Insee. Les moins mobiles restent cependant les personnes âgées de plus de 60 ans. Contrairement aux autres catégories d'âge, qui invoquent des

raisons financières, elles renoncent souvent à des séjours à cause de problèmes de santé. Ce taux de départ, qui se situe autour de 50 %, est cependant en nette augmentation sur dix ans grâce, notamment, à l'augmentation du niveau et de l'espérance de vie.

S'ils ne sont pas plus partis en vacances, les Français ont modifié leur façon de voyager. Aujourd'hui, la tendance est au séjour court, fragmenté, renouvelé plus souvent dans l'année. De 64 millions de séjours d'au moins quatre nuits en 1989, on est passé à 76 millions en 1999, soit une augmentation de 20 %. Plus courts, ces voyages durent en moyenne douze jours. L'été, les départs pour un mois au soleil ne font plus recette ; en dix ans, leur proportion a été divisée par deux (8 % des séjours aujourd'hui).

Les destinations françaises ont toujours la cote puisque 8 séjours sur 10 y ont lieu. Au premier rang des régions préférées des Français, on retrouve, comme en 1994, les littoraux méditerranéen et atlantique en été, et les massifs montagneux l'hiver. Les séjours en station de sports d'hiver sont en nette augmentation sur dix ans. L'été, la part des vacances à la mer s'éffrite au profit des séjours à la campagne et à la ville.

S. Pi.

### DÉPÊCHES

■ **POLICE** : le portrait de Maurice Papon, préfet de police de Paris de 1958 à 1967, condamné à dix ans de réclusion pour « compli-cité d'arrestations illégales et de séquestrations arbitraires dans la déportation de quatre convois de juifs » pendant la seconde guerre mondiale, a été retiré, mercredi 23 août, du Musée de la préfecture de police (Le Monde du 24 août). Un visiteur avait demandé, dans une lettre adressée le 17 août à l'actuel préfet Philippe Massoni, que soit fait mention de la condamnation de M. Papon sous sa photographie. Le portrait a été enlevé « à titre conservatoire », selon la préfecture, qui fait procéder à « une étude juridique approfondie de la question ».

■ **INCENDIES** : un violent incendie continuait de ravager, vendredi matin 25 août, la vallée de la Restonica, près de Corte (Haute-Corse). En trois jours, le feu a détruit 450 hectares de forêt dans ce site classé. Plusieurs départs de feu seraient d'origine criminelle.

■ **SANTÉ** : le seuil de 50 % des généralistes utilisant la carte Vitale pour télétransmettre les feuilles de soins de leurs patients aux caisses primaires de Sécurité sociale a été franchi, selon un décompte arrêté mercredi 23 août par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). En revanche, seuls 17,35 % des spécialistes sont actuellement utilisateurs de cette carte.







# Territoires d'outre-mer : plus loin que la Corse

La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française sont déjà autonomes. Les Polynésiens ne s'intéressent guère au processus de Matignon. En revanche, ces discussions trouvent un écho à Nouméa. La référence au dossier calédonien est parfois jugée malvenue

## NOUMÉA

de notre correspondante

« Pour moi, les Corses sont des Français, je ne les considère pas comme des Kanaks. » Sans cette petite phrase de Jean-Pierre Chevènement, prononcée le 14 juillet sur la chaîne télévisée du Sénat, le processus de Matignon n'aurait soulevé aucune réaction officielle en Nouvelle-Calédonie, dotée depuis 1998 d'un statut de large autonomie, inédit au sein de la République et ouvrant la voie d'ici quinze ou vingt ans à l'autodétermination.

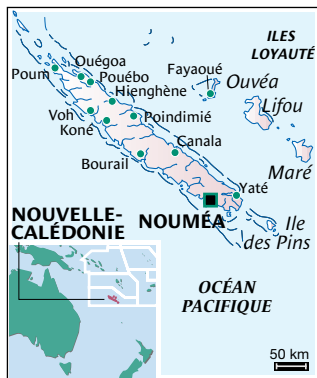
Les propos du ministre de l'intérieur ne visaient pas seulement Alain Christnacht, chargé du dossier corse à Matignon, après avoir été l'un des principaux négociateurs des accords sur la Nouvelle-Calédonie. Ils étaient aussi l'expression d'une seule et même réticence aux deux processus. Interrogé sur l'accord de Nouméa, dans son entretien au Monde du 19 juillet, le ministre de l'intérieur indiquait :

« Je l'ai accepté sans enthousiasme, il est vrai, mais comme une exception, eu égard à la distance et à la réalité canaque dont le droit coutumier résiste au modèle de la citoyenneté républicaine. S'agissant de la Corse, je crains l'effet de contagion. » Exprimer des craintes similaires, peu après le vote intervenu à l'Assemblée de Corse, le 28 juillet, l'ancien ministre radical de gauche Emile Zuccarelli dénonçait une « porte ouverte à toutes les aventures », en ajoutant : « Faut-il rappeler qu'il y a dix ans un référendum national tenu dans l'indifférence générale (20 % de participation) a envoyé la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance ? »

## SITUATIONS INCOMPARABLES

Les propos du ministre de l'intérieur ont irrité Simon Loueckhote, élu du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), sénateur RPR de l'archipel, lui-même kanak, qui a écrit à M. Chevènement en lui signifiant « que les citoyens de Calédonie sont des citoyens français à part entière » et non des « sous-citoyens français ». L'occasion aussi pour cet élu anti-indépendantiste de rappeler qu'en matière d'unité de la République française il faut « prendre en compte la Nouvelle-Calédonie ».

Sans condamner les réticences de la place Beauvau vis-à-vis du compromis corse, Pierre Maresca



**POPULATION** 196 836 habitants

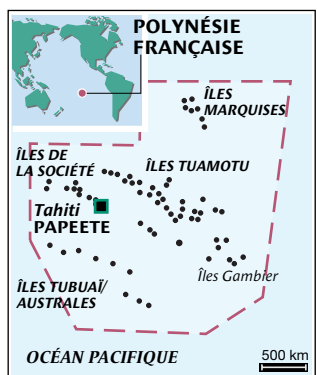
• Langues locales : env. 30 langues mélanésiennes, dont le drehu, paici et nengone.

### STATUT ADMINISTRATIF

- La loi de 1999 octroie à la N.-C., qui a cessé d'être un territoire d'outre-mer, de larges compétences, peu à peu transférées de l'Etat aux institutions locales, sur 15 ans.
- Le Congrès de N.-C. peut adopter des lois de pays soumises au contrôle du Conseil constitutionnel.
- La loi institue une citoyenneté calédonienne dont bénéficient, sous certaines conditions, ceux de nationalité française.
- L'exécutif est exercé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

### MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES

- **FLNKS** : Front de libération nationale kanak socialiste. Regroupe l'Union calédonienne, le Parti de libération kanak, l'Union progressiste mélanésienne, le Parti socialiste de Kanaky et le Rassemblement démocratique océanien. -18 élus sur 54 au Congrès. Dirige la province Nord et celle des Iles Loyauté. - Participe au gouvernement au sein duquel il compte quatre représentants.
- **LKS** : Libération Kanak Socialiste. 12 conseillers municipaux aux Iles Loyauté.
- **FCCI** : Fédération des comités de coordination indépendantistes.
- **FULK** : Front uni de libération Kanak, hostile aux accords de Matignon et de Nouméa.



**POPULATION** 219 521 habitants

• Langue : la loi de 1996 dispose que « le français étant la langue officielle, la langue tahitienne et les autres langues polynésiennes peuvent être utilisées ».

### STATUT ADMINISTRATIF

- Territoire d'outre-mer avec large autonomie (loi du 12 avril 1996).
- L'Assemblée nationale et le Sénat ont voté en 1999 un projet de Loi constitutionnelle visant à faire de la Polynésie un « pays d'outre-mer » et instituant une citoyenneté polynésienne bénéficiant, sous certaines conditions, aux personnes de nationalité française. (Doit être adopté par le Congrès.)

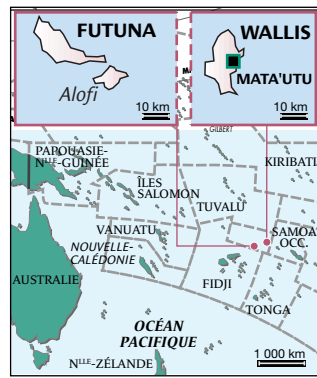
### MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES ... ET AUTONOMISTES

- **Tavini Huiraatira** (Au service du peuple) : - Mairie de Faa'a ; 11 conseillers à l'Assemblée de Polynésie française
- **la Mana Te Nunaa** (Que le pouvoir soit au peuple). 1 conseiller à l'Assemblée de Polynésie française.

- **Tahoera'a Huiraatira** (Le Rassemblement du peuple) ; présidé par G. Flosse, président du gouvernement de Polynésie française 1 député, 1 sénateur, 27 conseillers territoriaux ou apparentés et 39 maires.
- **Ai'a Api** (La Patrie nouvelle) : 1 député, 4 maires, 1 conseiller à l'Assemblée de Polynésie française.
- **Te Fetia Api** (L'Etoile nouvelle) : 1 élu, maire d'Arue et conseiller territorial.

(RPCR), chargé des transports au sein du gouvernement local, estime pour sa part « malvenues » les références à la Nouvelle-Calédonie dans le dossier corse. Pour lui, les situations ne sont en rien comparables, car la Corse « n'a jamais été une colonie ». Il reconnaît, en revanche, que la Nouvelle-Calédonie n'est pas étrangère à l'évolution institutionnelle de la Corse, car « elle a ouvert une piste en obtenant un pouvoir législatif », lors de la signature de l'accord de Nouméa en mai 1998. Pas vraiment convaincu du bien-fondé du processus de Matignon, cet ami du président (DL) de l'Assemblée de

Corse, José Rossi, affilié en métropole au même parti, estime toutefois, comme en Nouvelle-Calédonie, « il faut laisser aux gens qui sont sur place le soin de décider ce qui est bon pour eux ». Farouche partisan de la décentralisation, Jacques Lafleur, qui a démissionné de son mandat de député RPR le



**POPULATION** 14 166 habitants

### STATUT ADMINISTRATIF

- Territoire d'outre-mer

### LES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES (TAAF)

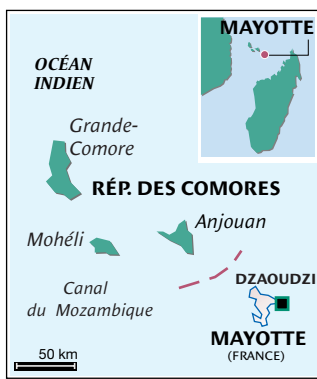
- Territoire d'outre-mer
- Au sud du Pacifique, ensemble d'îles et secteur de la Terre-Adélie, quasi désertique, mais importante activité scientifique.



**POPULATION** 6 316 habitants

### STATUT ADMINISTRATIF

- Collectivité territoriale composée de deux communes et dotée d'un conseil général.
- Dispose de compétences propres en matière fiscale, douanière, de logement et d'urbanisme.



**POPULATION** 131 320 habitants

- Langues locales : shimaoré et shibushi

### STATUT ADMINISTRATIF

- Collectivité territoriale en voie de transformation en « collectivité départementale ». (Accord du 27 janvier approuvé par la population le 2 juillet).
- La loi statutaire sera soumise au Parlement avant la fin 2000. Elle prévoit de transférer l'exécutif du préfet au président du conseil général.

### MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES

- **Front démocratique** : favorable au rattachement de Mayotte à la République fédérale islamique des Comores.

## « Les spécificités insulaires transgressent les ethnies »

### NOUMÉA

de notre correspondante

Les Corses de Nouvelle-Calédonie forment une communauté d'environ 1 500 personnes, où les opinions oscillent entre optimisme et inquiétude. Originaire du petit village de Calenzana (Haute-Corse), Jean-Pierre Chambas est installé sur le Caillou depuis trente ans. Il se réjouit de la nouvelle approche du problème corse de la part du gouvernement Jospin : « Ça fait cinquante ans qu'on laisse pourrir la situation en Corse et qu'on la gère avec des valises de billets. Maintenant, comme cela a été fait en Nouvelle-Calédonie, il y a un effort pour s'intéresser aux spécificités et aux réalités locales. »

« J'ai appris à parler corse avant d'apprendre le français, mais mon instituteur m'interdisait de m'exprimer en corse. Maintenant, on reconnaît cette langue, c'est une très bonne chose, car il

faut préserver notre culture », observe M. Chambas, « autonomiste en Nouvelle-Calédonie comme en Corse », tout en espérant ne jamais voir l'une de ces îles « indépendantes ».

### SABOTER LA PAIX

Pour Alexandre Catanéo, né à Ajaccio et conseiller d'un groupe d'élus locaux en Nouvelle-Calédonie depuis quelques années, c'est « la méthode », qui a prévalu sur le Caillou comme dans l'île de Beauté, qu'il faut d'abord saluer. « C'est le même homme, Alain Christnacht [conseiller de Lionel Jospin], qui a géré les deux processus. En Corse, c'est la première fois qu'on a pris du temps pour s'écouter et se parler », confie-t-il, en refusant l'opposition des spécificités ethniques des deux îles : « Ici, il y a des Noirs et des Blancs, pas en Corse. Et alors ? On s'aperçoit que, de la même façon, en Corse et

en Calédonie, les indépendantistes et les non-indépendantistes ont des aspirations communes, et qu'ils ont pu s'entendre sur un projet. Les spécificités insulaires transgressent les ethnies. »

Président de l'Amicale des Corses, Antoine Baldovini s'offusque, lui, qu'on puisse faire « un amalgame entre la Corse et la Nouvelle-Calédonie, dont les contextes historique, culturel et ethnique n'ont rien à voir ». En accord avec le processus en cours dans son île d'origine, où il retourne chaque année, Antoine Baldovini redoute cependant l'action des « mafieux et des barbouzes » déjà entrés en piste, selon lui, pour saboter la paix. « Croyez-vous vraiment que ce sont des nationalistes qui ont assassiné Jean-Michel Rossi ? », interroge-t-il avec amertume.

C. W.

23 août (*Le Monde* du 24 août), a récemment déclaré, lors d'un entretien, que « le peuple corse restera d'autant plus français qu'on le laissera s'occuper de ses affaires de détail », pour « échapper à la dictature de la technocratie ». Dans un livre publié en mai (*L'Assiégé*, Plon, 118 francs, 270 p.), où il retrace son parcours politique, M. Lafleur affirmait que « le seul moyen de désamorcer les revendications des particularismes régionaux, c'est de donner à ce que certains ont appelé "le pays réel", par les institutions, un bol d'air et une liberté de gestion ».

### « ÉMANCIPATION INSTITUTIONNELLE »

Au sein des indépendantistes du FLNKS, certains qualifient carrément l'accord de Nouméa « d'occasion en or pour les Corses ». « C'est bien que la Calédonie serve d'exemple parce que, contrairement à ce que dit M. Chevènement, les Corses sont comme les Kanaks. Ce sont des colonisés », affirme Nicole Waia, élue indépendantiste, qui considère qu'en Corse comme en Nouvelle-Calédonie « il ne peut y avoir de solution pacifique sans reconnaissance des spécificités

insulaires ». Selon elle, cette reconnaissance passe obligatoirement « par une émancipation institutionnelle » à condition que « l'Etat joue son rôle de partenaire et de garde-fou ». « Ici, on a l'impression qu'il laisse carte blanche au RPCR et il y a une dérive des institutions », déplore-t-elle, sans toutefois remettre en question le statut calédonien.

Moins tranché, Richard Kaloi, autre élu indépendantiste « qui a de nombreux amis en Corse », estime que « les Kanaks ne peuvent pas donner de leçon aux Corses ». Mais il ajoute qu'il « se sent néanmoins proche d'eux ». « Nous sommes des insulaires et la France, par le passé, nous a fait du mal. Nous, on a trouvé un compromis et nous en sommes satisfaits. C'est aux Corses d'apprécier les relations qu'ils veulent avoir avec le gouvernement français. L'essentiel, c'est qu'il y ait une considération mutuelle même si on est petit. Ici, depuis les accords de Matignon en

## Les « lois de pays »

Le nouveau concept juridique de « loi de pays » a été introduit par la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie. Les lois de pays sont des délibérations particulières du Congrès – émanation des trois assemblées de province – portant sur les compétences exercées par la Nouvelle-Calédonie (impôts, droit du travail, etc.) Les projets de lois de pays sont soumis pour avis au Conseil d'Etat avant leur adoption par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Une fois adoptées par le Congrès, les lois de pays peuvent faire l'objet d'une nouvelle délibération à la demande du haut-commissaire de la République, du gouvernement local, du président du Congrès, du président d'une assemblée de province ou d'une partie des membres du Congrès. Les mêmes peuvent ensuite déférer la loi de pays au contrôle du Conseil constitutionnel.

Des lois de pays pourront également être votées en Polynésie, lorsque le projet de loi constitutionnelle relatif à ce territoire aura été définitivement adopté.

1988, la France a beaucoup plus de considération pour les Kanaks, petit peuple du Pacifique », explique M. Kaloi.

Chef d'un petit parti non indépendantiste ennemi du RPCR de M. Lafleur, Didier Leroux estime en revanche que la décentralisation est mère de bien des maux. « Il y a en Corse la même tentation insulaire qu'ici à vouloir obtenir une reconnaissance des particularismes par la décentralisation. Mais elle n'est pas la panacée, car elle aboutit à la mainmise d'un clan ou d'un parti sur tous les pouvoirs », assure cet élu, qui s'était prononcé contre l'accord de Nouméa.

Claudine Wéry

FIN

## La Polynésie attend l'adoption définitive de son nouveau statut

### PAPEETE

de notre correspondant

La Polynésie française, 220 000 habitants, a son drapeau, son hymne, et un jour férié, le 29 juin, qui célèbre l'autonomie. Pas de monnaie propre – le franc Pacifique est accroché au franc français avec une parité fixe –, mais une fiscalité originale. Pas de pouvoirs régaliens (armée, justice, police) ni de compétence éducative spécifique, mais des langues bien vivantes, au premier rang desquelles on trouve le tahitien ou le reo maohi. Ajoutons une Assemblée unique, qui rêve de voter des « lois de pays » pour se substituer aux lois métropolitaines, notamment dans le domaine foncier. Mais ce dossier-là, qui avait été malencontreusement joint à la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature, piétine,

faute de réunion du Parlement au Congrès à Versailles. Les îles lointaines du Pacifique risquent de voir leur évolution statutaire suspendue à celle de la Corse, au sujet de laquelle elles affichent, par ailleurs, une totale indifférence.

Autonomie-indépendance : la vie politique locale se nourrit de l'opposition des deux concepts depuis deux décennies. Les autonomistes ont creusé l'écart dans les urnes. Le parti majoritaire, le Tahoeraa de Gaston Flosse, domine l'Assemblée de Polynésie française ainsi que la très grande majorité des communes. Trois bastions d'opposition (autonomistes, mais en désaccord avec Gaston Flosse ou indépendantistes) persistent derrière des maires à forte personnalité. Boris Léontieff (Arue), Emile Vernaudo (Mahina) et Oscar Temaru (Faa'a), dirigeant du

parti Tavini, qui maintient ses positions et tente, avec des résultats inégaux, d'éviter la marginalisation en nouant des contacts avec la majorité plurielle de métropole. Mais, la fièvre antinucléaire retombée, les partisans de la rupture avec la France semblent en recul. D'autant plus que le territoire – qui pourrait devenir à terme un pays d'outre-mer – jouit d'une incontestable embellie économique.

### CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Défisicalisation, lois Pons et Flosse, incitations à la création d'entreprises : rien ne manque à la panoplie des aides. Les Tahitiens sont habiles pour faire monter les dossiers vers la métropole et même à Bruxelles. Ici, rien ne se perd et tout tente de se créer. Les Chantiers navals du Pacifique et d'autres constructeurs dans les îles

Sous-le-Vent commencent à assoir leur notoriété sur les marchés extérieurs : la Nouvelle-Calédonie passe commande de thoniers, et la Guyane de crevetiers. Le tourisme, malgré les prix élevés de l'hébergement, des services et des transports inter-îles, connaît un nouvel essor. Les fermes perlières des Tuamotu assurent la richesse des atolls les plus démunis.

Même si elle reste fragile, en raison des grandes disparités sociales qui subsistent, cette croissance économique fournit des arguments de tribune aux indépendantistes comme aux autonomistes. Pour les premiers, l'exploitation des ressources naturelles, associée à l'autosuffisance alimentaire en produits locaux, pourrait garantir une autarcie du peuple maohi. Pendant une période transitoire à durée indéterminée, la France ai-

derait au décollage économique d'une Polynésie indépendante mais associée. Une assistance de surcroît justifiée, aux yeux des indépendantistes, par la dette nucléaire de la France.

### FIDÈLES AU MAINTIEN DES LIENS

Pour les autonomistes, le discours est proche mais les finalités différentes... Le développement économique garantit la paix sociale ; l'aide de la France – 6,5 milliards de francs français par an – assure la prospérité, dans un océan Pacifique où l'échec des micro-Etats indépendants (Fidji, Salomon) est patent.

La gauche française, appuyée par des relais locaux, n'a pas d'a priori idéologique anti-indépendantiste. Mais les électeurs polynésiens restent aujourd'hui fidèles au maintien des liens avec la métro-

pole. Décentralisatrice, la gauche plurielle ne saurait se déjuger en contestant aux Polynésiens le choix de leur avenir. Papeete jouit des avantages de l'autonomie et limite les inconvénients de la tutelle de Paris. « A Tahiti, on est français le 30 de chaque mois » : la citation, attribuée à Jacques Chirac, propose un résumé trivial du réalisme polynésien.

Mais la formule ne saurait être éternelle en raison de la réaction de fierté des Polynésiens. Ou de la lassitude des contribuables métropolitains. L'urgence est bien à l'autonomie économique : le milliard de francs français spécialement affecté pour compenser le départ du Centre d'essais nucléaires du Pacifique doit être mis au service du « développement durable ».

Claude Régent



# Le jour où j'ai voulu hacker les hackers

**Q**UEL est le petit plaisir du matin de l'internaumane ? Déguster avec le café sa gazette virtuelle, déposée en ligne à domicile à l'heure du laitier, pour prendre connaissance, clic, clic, clic, des faits divers de la veille. Des faits divers du Net, bien sûr, seuls intéressants. En est-il désormais d'autres ? Ce matin-là, donc, *Le Journal du Net* relatait un épouvantable forfait. Quelques lignes, pas davantage, qui jamais n'eurent les honneurs de la grande presse. « C'est le dernier hacking dont on parle. Ze Bank, la banque virtuelle d'Europaweb, aurait été visitée par les pirates citoyens de Kitetoa, capturés d'écran à l'appui. » Bigre ! Sous les formulations absconses, j'avais assez avancé dans mon voyage pour percevoir l'ampleur du drame dans l'e-économie ! A l'aide ! Au guet ! A la garde ! Les pirates virtuels ont cassé une banque, ou plutôt le chantier d'une banque. Ils ont pris des écrans en otage ! Tagada, tagada, voici les hackers ! Ils frappent partout.

Quelques mois plus tard, au détour d'une paisible exploration, je fus personnellement témoin d'un drame identique chez les cyberpokémaniaques. Le 28 juin à 13 h 58 min 24 s – les infâmes avaient laissé la trace horaire de leur forfait –, on déplorait une attaque sur le forum Pokémon. Dans un message signé Yay et déposé vingt-deux fois de suite, on pouvait lire, sous le titre « Pikalam sale fils de pute » : « Enculé de fils de pute de ta mère la salope. Gros PD de chieur à la con. » Et on passe la suite. Immédiatement, Saph, tenancière du forum, consolait Yay : « Je sais bien que ce n'est pas toi. Ça ne te ressemble pas. » Un pirate pokémaniaque avait frappé. On ne devrait pas rire. Les hackers sèment la désolation dans le cyberspace. Qu'ils s'introduisent dans une banque virtuelle ou viennent taguer un innocent forum Pokémon, ils terrorisent les populations. Diable ! Les entrepreneurs rêvaient d'un monde de sécurité absolue et d'hygiène maximale, vos achats sécurisés sur le Net, des cadenas partout, donnez votre numéro de carte bancaire en toute tranquillité, une sorte de cyberSuisse, un Monaco planétaire, et voilà des bandes de voyous qui cassent, taguent, et essaient des virus sur leur passage ! Ce n'est pas rien, Ze Bank. C'était – c'est toujours – le projet pharaonique conduit par

## Comment notre explorateur a tenté de se faufiler dans les rangs bien gardés de ceux qui déjouent les systèmes de sécurité des plus grands sites mondiaux

Bernard Arnault en personne, plus de 600 millions de francs investis, la banque de demain, qui vous offrira tous les services dont vous rêvez, etc. Ouverture prévue courant mars 2000. Puis reportée. Puis reportée encore. Sans doute nos innocents « pirates-citoyens » ne sont-ils pas pour rien dans ces reports. Ce jour-là, le fait divers faisait donc la « une » de toute la presse spécialisée.

Sous le nom de *hacking* se dissimulent des pratiques très différentes. Heureusement pour l'histoire, le Net garde plus ou moins la mémoire de toutes. Plusieurs sites, français ou étrangers, répondant

au doux nom de *paranos.com* ou de *attrition* (celui-là est américain) sont devenus de véritables musées du *hacking*, conservant des traces des coups les plus fumants, des intrusions les plus drôles. Sans remonter aux exploits désormais légendaires, que sont la paralysie de Yahoo ! et des plus grands sites américains, ou le piratage de la page d'accueil du *New York Times*, saviez-vous que le site de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), chez nous, en France, a été bel et bien piraté, et sa page d'accueil occupée quelques heures par un mystérieux groupe ? Saviez-vous que le forum de l'association Familles de France, créé pour nourrir un débat contre les jeux vidéo violents, est harcelé depuis sa création par un groupe de hackers, qui l'ont contraint à la fermeture provisoire pour mieux assurer sa sécurité ? Aujourd'hui encore, depuis la réouverture, les Familles de France croient nécessaire de s'excuser par avance « pour tous ceux qui ont été victimes de personnes malintentionnées qui ne trouvent rien de mieux que de modifier ou supprimer régulièrement les messages ou les forums ». Aujourd'hui encore, l'essentiel du forum est nourri par un débat, assez vif d'ailleurs, sur le point de savoir si l'on aimerait mieux que sa fille ou sa sœur tourne dans un film porno, question qui paraît devoir davantage à la volonté provocatrice qu'au désir sincère de débattre des fondements de la famille.

Rencontrer des hackers, établir un contact, telle était donc la mission. Pas facile, chef. Première tentative, j'ai donc écumé les bars louches, je veux dire les forums de cryptologie. La cryptologie est la science des codes. C'est précisément dans un forum de cryptologie, avais-je entendu au 20 Heures, que fut livrée au public la clé mathématique permettant de forcer le code de la Carte bleue. Derechef, je me dirige donc vers un forum de cryptologie réputé. L'établissement, à l'enseigne Voila, affiche en menu du jour : « Discussions sur le chiffrement, histoire, usages,

techniques et réglementation. » Le parfait mauvais lieu. Pas peu fier, je m'assois dans un coin sombre. Pour causer, ça causait. Ça cause à toute heure du jour et de la nuit.

Aux tables voisines, imperméables et fausses moustaches, je soupçonne la présence en nombre d'enquêteurs de la Sûreté anticryptologique de brigades concurrentes mais peu importe, je tends l'oreille. Il était question, chef, d'un certain BBS, dont j'ai cru comprendre qu'il s'agissait d'une nouvelle arme des truands. « BBS semble être un algorithme pour générer des nombres aléatoires très puissants. Existe-t-il une implémentation en C que l'on peut réutiliser dans ses programmes gratuitement ? », demandait innocemment un certain Sylvain Martinez. « BBS est surtout un générateur qu'il est délicat d'utiliser (pas au sens juridique) », répliquait, énigmatique, un de ses camarades de table. « BBS a été publié dans *SIAM Journal of Computing* en 1986 », intervint alors à voix basse Lin Ke-fong. A la table voisine, le mot « Mobicarte ? », demandait Ballantines 46. « Une base de données avec des numéros aléatoires comme index me semble plus plausible, non ? », répliqua un dénommé Patrick. Hélas ! je dus battre en retraite. Je n'étais pas au niveau.

C'EST d'ailleurs tout l'avantage du hacker sur le voyou traditionnel. Le hacker a fait des études. DEA ou thèse d'Etat dans une main, pince-moignon dans l'autre. Sans avoir jamais psychanalysé un hacker, je peux deviner le type de folie qui les anime. Le défi de se colleter aux « gros », aux systèmes de défense les plus pointus, la jouissance de déjouer, à l'abri de l'anonymat, les plus orgueilleux dispositifs de sécurité. Ainsi des « pirates citoyens » de Kitetoa, par exemple, j'y reviens. Donc, ayant appris que Kitetoa avait hacké Ze Bank, et subitement ayant fait chou blanc dans les bas-fonds de la cryptologie, je me précipitai sur Kitetoa.

Aucun problème. Rien à voir avec les bars louches. Le site a pignon sur rue, et on y parle français. Il a opté pour un sobre design gris, et poursuit semaine après semaine ses effractions sympathiques. Nul ne semble plus civil, d'un abord plus facile, que ces singuliers visiteurs. Pourtant, on sent d'emblée que l'on touche ici au sacré. On est ici au cœur du repère qui fait trembler les propriétaires de milliards. Les persécuteurs de Bernard Arnault détestent être appelés hackers, ou pirates. Jamais ils ne forcent un système. Jamais ils n'utilisent un mot de passe frauduleusement acquis. Ils se contentent, avec un matériel à la portée de tous, affirment-ils, de s'introduire dans des pièces confidentielles, mais mal fermées. Le site se veut certes justicier du « monde étrange des administrateurs réseau et système », mais un justicier sans armes.

L'affaire, donc, commence le 3 avril. Kitetoa ne se fait pas prier pour en offrir, en ligne, le récit à ses visiteurs. « Comme vous le savez, commençons les gentils cambrioleurs, Kitetoa envoie toujours un mail aux administrateurs des serveurs qui nous semblent mal installés. Histoire de les prévenir gentiment. Nous n'obtenons pratiquement jamais de réponse. Ni merci ni merde... En revanche dans les heures qui suivent – en tout cas pour les banques – le problème est réparé. Cette fois, nous avons découvert un bogue d'installation dans l'opération la plus médiatique de ces derniers mois : ZeBank.com, alias Ze Project... Une vraie caricature de "nouvelle économie", que les lecteurs de Kitetoa connaissent mieux sous le qualificatif de "e-connerie"... »

## Les persécuteurs de Bernard Arnault détestent être appelés hackers, ou pirates. Ils se contentent de s'introduire dans des pièces confidentielles, mais mal fermées

Pourquoi Ze Bank ? Kitetoa répond sans réticence. Ce qui leur a fait voir rouge, c'est un entretien dans le *Journal du Net* (le monde est petit) du patron de l'Internet chez Bernard Arnault, Chahram Becharat. Il est vrai que l'interview du « bras armé » éclate de sûreté de soi et de suffisance. Accompagné du « directeur général incubation France », le « bras armé » Becharat claironnait, dans la langue de bois des nouveaux maîtres du monde, sa volonté « de créer un groupe avec une vision très globale, de bâtir un groupe industriel avec des participations stratégiques dans des secteurs à fort potentiel. Nous sommes présents en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, au Brésil, au Japon, aux USA sur la Côte est et ouest surtout, et bientôt en Chine. Notre renforcement dans ces zones géographiques se fait simultanément et nous recrutons parallèlement, dans neuf pays, de vrais talents. Notre vision, celle qui a inspiré nos activités depuis l'été, c'est de constituer un acteur industriel de premier plan ». La belle proclamation ! Tout à garder, rien à jeter, Kitetoa s'en pourlèche d'avance.

Quelques repérages, quelques tâtonnements, et voici une brèche dans la palissade du chantier, par laquelle s'engouffre Kitetoa, se faisant un plaisir de rapporter à ses lecteurs un fameux butin. D'abord, en hors-d'œuvre, la page type d'ouverture du compte chez l'« acteur industriel de premier plan », les tarifs, ou bien le formulaire indiquant aux futurs clients comment résilier leur police d'assurance, pour... en ouvrir une dans la nouvelle Ze Bank. Toutes ces pages encore secrètes sont offertes par Kitetoa aux visiteurs. Enfin, plat de résistance, Kitetoa dévoile la page dans laquelle la future banque se vante de la haute fiabilité

de... son système de sécurité, afin, explique Ze Bank à ses futurs clients, « de garantir la sécurité de vos transactions ». Accès restreint aux serveurs, locaux sécurisés, personnel habilité, le carnet d'ordre protégé par « trois niveaux de firewalls » : tout ce fier argumentaire publicitaire tombe aux mains des « pirates-citoyens ». Un raid dont ZD Net, observateur impartial, tirait la morale : « Ze Bank semble avoir développé son site sans aucun filet. Cette banque à distance n'est pas encore ouverte, mais le choix des serrures et des cadenas est à revoir. » Avant de conclure : « Pour une société capitalisée à hauteur de 100 millions d'euros, c'est plutôt une très mauvaise surprise : une banque est-elle crédible si elle pêche quant à l'ingrédient numéro un du e-commerce, la confiance ? »

LES exploits de Kitetoa sont d'ailleurs loin d'être terminés. Un petit tour sur le forum ouvert par les gentlemen hackers permet de prévoir que tous les aventuriers du e-commerce, ceux qui dressent leurs étalages avant d'avoir blindé les systèmes de sécurité, ont bien du souci à se faire. Ce ne sont, de la part du public, que suggestions et invitations vengeresses. Intéressez-vous donc au site du Crédit agricole ! Allez donc visiter la loterie Koodpo ! Il y a un bogue dans leur message de bienvenue. Vous devriez aller voir la messagerie Caramail ! Allez donc voir ici ! Faites donc un tour là ! On dénonce ferme, dans la nouvelle économie. On dénonce ses concurrents, ou parfois sa propre entreprise, et tant pis pour les stock-options. Il n'en reste pas moins que les failles relevées ne sont pas inventées, et qu'un petit tour chez les hackers est de nature à dissuader de livrer son numéro de carte bancaire au premier milliardaire venu.

Reste une question, mais pas la moindre. Et eux, au fond, qui sont-ils ? Leur site n'est guère prolix. Des « gens du Sud », assurent-ils, qui aiment le jus de pomme et les gentils chiens. Nous aimons, assurent-ils, « le soleil, la

mer, les muffins et la confiture de framboise dessus le dimanche matin, la plongée en apnée, le ski, les enfants qui ne crient pas tout le temps, la vie à la campagne (c'est pour cela qu'on vit en ville), les chiens qui ne mordent pas, les chats qui ne font pas pipi sur nos affaires, les gens gentils, la franchise, le jus de pomme, et plein d'autres choses... ». Nous n'aimons pas du tout « les gens méchants. La droite extrême qui nous fait chier. Les idées reçues, la pensée unique qui consiste à dénoncer la pensée unique, les ordinateurs qui tombent en panne, les gens condescendants et plein d'autres choses... ».

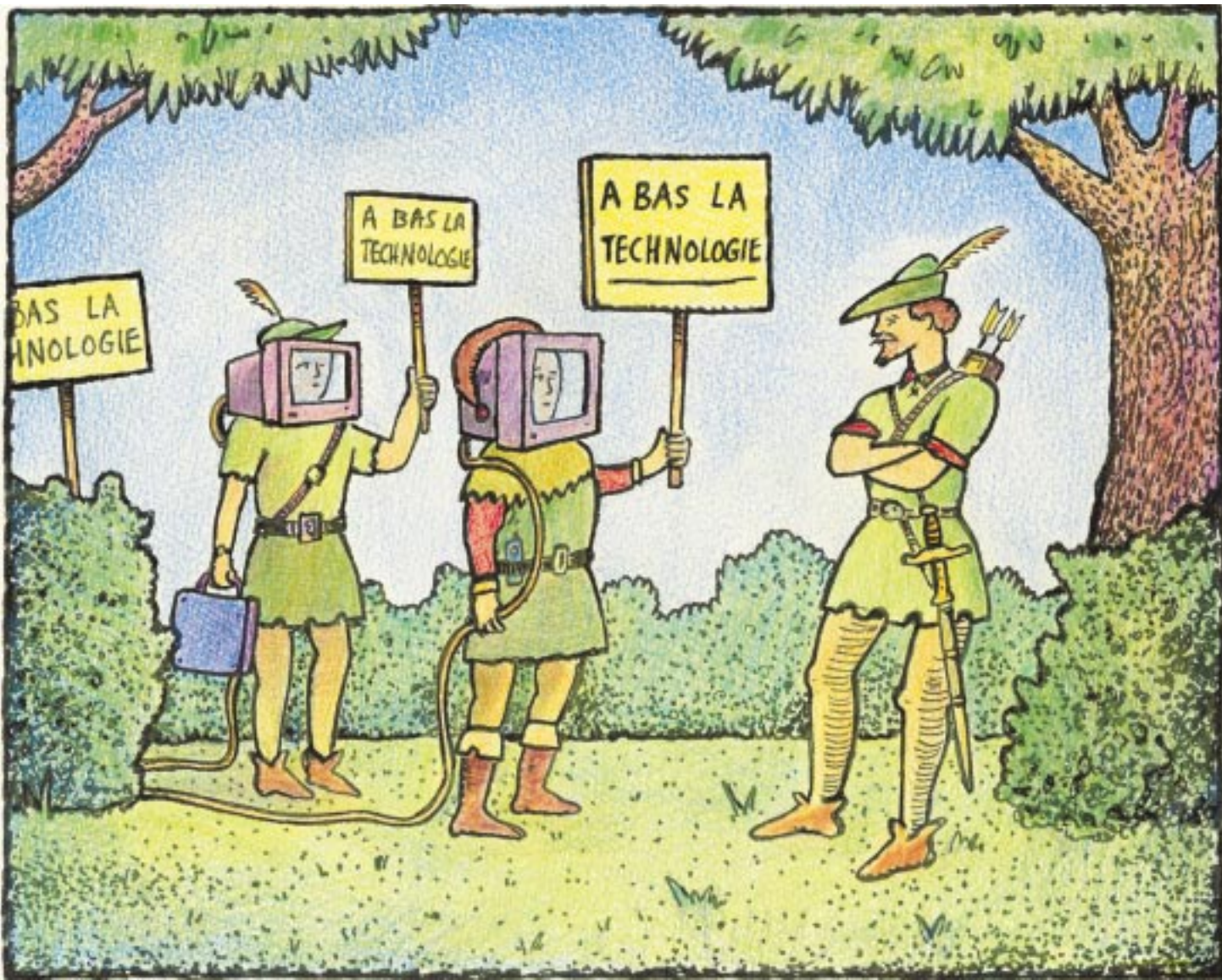
Hum ! Chiens, chats et confiture ? Nos cambrioleurs en gants blancs ne sont-ils pas un peu trop polis pour être plausibles ? Faut-il les croire sur parole ? A qui profite le piratage ? Facile à deviner. Aux concurrents éventuels. Aux vendeurs de dispositifs de sécurité. Peut-être aussi parfois, à l'intérieur même des sociétés piratées, à des « petites mains » qui se sentent ainsi vengées de l'arrogance des chefs. Comment jurer que, derrière la façade facétieuse, ne se cachent pas des maîtres chanteurs, ou une petite bande de naïfs disponibles pour toutes les manipulations ? Je ne jurerais rien, chef.

Nous n'en saurons pas davantage, tant que personne n'aura réussi à hacker les hackers. J'ai essayé. J'ai tourné dans tous les sens autour de Kitetoa : je n'ai pas la moindre petite page volée à vous rapporter. Pas la moindre brèche. N'est pas hacker qui veut.

Daniel Schneidermann  
Dessin : Glen Baxter pour « Le Monde »

PROCHAIN ARTICLE :  
Le jour où je me suis  
webcamé

## LE VOYAGE DE GLEN BAXTER





# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Les moyens de la paix

**T**OUS ceux qui, à tort et à travers, dénoncent volontiers l'irresponsabilité de l'ONU et son incapacité à remplir sa mission de maintien de la paix devraient prendre le temps d'une petite visite à New York. Là, dans le vénérable immeuble de verre ancré au bord de l'East River, qui abrite les Nations unies, ils découvriraient avec stupeur l'état de dénuement avancé des bureaux hébergeant celui qui devrait être le mieux équipé des services de l'ONU. Trente-deux officiers pour gérer, jour et nuit, les 35 000 casques bleus de l'Organisation - record historique - déployés dans pas moins de quatorze pays ; neuf personnes - pas dix ! - pour s'occuper des 9 000 policiers internationaux en mission pour l'ONU de par le monde... Cela, dans d'humbles bureaux, pour de maigres traitements - contrairement à une idée démagogiquement entretenue, on est mal payé à l'ONU -, avec des contrats qui doivent être renouvelés tous les ans. Pas un état-major européen ou américain ne fonctionnerait dans ces conditions.

Le service des opérations de la paix de l'ONU, le SAMU de la planète, est en faillite. Il faut le savoir avant d'imputer à l'ONU la série d'échecs qui ont gravement, dramatiquement, marqué ses opérations de maintien de la paix ces dix dernières années : du génocide au Rwanda à la guerre qui ravage la République démocratique du Congo aujourd'hui, en passant par l'horreur du massacre de Srebrenica en Bosnie. Et c'est le grand mérite du rapport d'un groupe d'experts chargés par l'ONU d'un audit de ses opérations de main-

tien de la paix que de dire sans fard à quel point le roi est nu. Une situation « *inacceptable* » et scandaleuse, tonnait dans *Le Monde* du 25 août, Lakhdar Brahimi, ancien ministre algérien des affaires étrangères, à l'occasion de la publication du document. M. Brahimi, un sage, a dirigé le groupe d'experts internationaux indépendants qui, à la demande même du secrétaire général, Kofi Annan, a rédigé ce rapport.

Il formule des recommandations essentielles. Les mandats des casques bleus sont trop souvent flous et hypocrites : loin de devoir traiter toutes les parties d'un conflit sur un pied d'égalité, les casques bleus devraient pouvoir lancer des contre-attaques brutales contre les auteurs de troubles. « *Rien n'a plus nuit à la crédibilité et au statut des opérations de maintien de la paix de l'ONU durant les années 90 que la réticence de l'Organisation à distinguer entre victimes et agresseurs* », dit à juste titre le rapport. Le secrétaire général devrait refuser d'engager une force de casques bleus tant que celle-ci ne dispose pas des moyens financiers et matériels nécessaires. Si les riches et les puissants parmi les Etats ne veulent pas envoyer leurs hommes aux quatre coins de la planète, à tout le moins devraient-ils accepter d'équiper les forces onusiennes composées de soldats venant de pays pauvres (c'est le cas pour près de 80 % des opérations de maintien de la paix).

Un sommet spécial du Conseil de sécurité doit réunir chefs d'Etat et de gouvernement le 7 septembre à New York. Ils ne doivent pas ignorer le document Brahimi.

DEUX catastrophes ont joué un rôle majeur dans la vie politique de la Russie soviétique au cours des quinze dernières années. La première est l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en avril 1986 ; la deuxième est le tremblement de terre en Arménie, en décembre 1988. Le naufrage du sous-marin nucléaire *Koursk* dans la mer de Barents est un événement plus circonscrit, moins dévastateur par le nombre de victimes et les effets immédiats. Par sa portée symbolique, il pourrait cependant avoir des conséquences politiques tout aussi considérables. Même si celles-ci sont encore difficiles à entrevoir, il n'est pas trop tôt pour s'interroger sur leur nature.

Il y a d'abord cette évidence que, dix ans après la chute du communisme, la façon de penser, presque le mode d'être, soviétique continue d'imprégner la société russe - au moins une partie d'entre elle - bien au-delà des cercles militaires. Le goût du secret, l'espionnage, la mise en cause spontanée, bien que voilée, de « l'ennemi » de la guerre froide (l'hypothèse d'une collision avec un bâtiment « espion » américain comme cause de l'accident), le refus de l'aide de l'étranger, le mépris de la vie humaine, celle des victimes comme celle de leur famille, tout cela appartient au passé/présent soviétique, quand ce n'est pas à l'histoire plus lointaine de la Russie pré-révolutionnaire. Dix ans de « *marche vers la démocratie* », comme se plaisent à le dire ceux des Occidentaux qui ont pris leurs désirs pour des réalités, n'y ont rien changé. On découvre qu'il existe encore en Russie des villes interdites (et pas seulement aux étrangers), entourées de barbelés, des villes inconnues sur les cartes, des villes sans-nom, désignées par de simples chiffres, parce qu'elles relèvent du plus haut secret militaire, qui n'est bien souvent qu'un secret de Polichinelle.

### LES VIEILLES HABITUDES

On constate aussi combien le droit à l'information est une idée encore étrangère aux dirigeants russes d'aujourd'hui. Un petit avant-goût en avait été donné, depuis l'élection de Vladimir Poutine à la présidence, par diverses mesures d'intimidation directe ou indirecte des médias critiques vis-à-vis du pouvoir. Mais la manière dont la machine de désin-

## Russie : catastrophes et politique

formation s'est remise à fonctionner (comme à propos d'ailleurs de la guerre en Tchétchénie) montre à tout le moins que les vieilles habitudes ne se perdent pas facilement. Il y a cependant une différence avec le passé et la référence à Tchernobyl est ici éclairante.

En 1986, le premier réflexe des autorités avait été classiquement soviétique : démentis, demi-vérités, faux aveux avant que, face à l'étendue du drame, la vigueur des réactions de l'étranger et la force de l'évidence, Mikhaïl Gorbatchev ne décide un changement de politique. Arrivé un an plus tôt à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique, le secrétaire général a utilisé la terrible occasion de Tchernobyl pour donner un coup d'accélérateur à la glasnost, cette « transparence » qui devait libérer les énergies critiques et permettre d'appeler par leur nom les plaies du système avant de contribuer à sa chute. Aujourd'hui, la désinformation officielle fait face à une presse russe qui, pour ne pas être un parangon de déontologie journalistique, ose soulever les questions gênantes que seuls, jadis, posaient les médias étrangers.

La deuxième conséquence du naufrage du *Koursk* est le coup de projecteur brutal jeté sur l'état des forces armées russes, de la marine en particulier. Tout a été dit sur les soldes modiques payées avec des mois de retard, sur les défauts d'entretien des plus beaux fleurons de l'ancien arsenal soviétique, sur l'incapacité à maintenir à flot une infime partie de ce qui fut une des plus fortes marines du monde. L'accident du *Koursk* va être exploité dans la querelle qui oppose depuis des mois le ministre de la défense, Igor Sergueïev, et le chef d'état-major, le général Kravchine. Il va contraindre les

dirigeants russes à revoir leur doctrine militaire (ce ne sera jamais que la quatrième fois depuis la fin de l'URSS...) et à redimensionner leurs forces. Plusieurs choix s'offrent schématiquement à eux : modérer leurs ambitions en fonction de leurs possibilités, concentrer des ressources limitées sur quelques objectifs prioritaires ou dégager les moyens de rester une puissance globale voulant faire jeu égal avec les Etats-Unis, avec toutes les conséquences politiques intérieures qu'un tel choix comporterait.

### DES CONCLUSIONS OPPOSÉES

Quelles sont les intentions et la marge de manœuvre de Vladimir Poutine ? Le drame du *Koursk* ne restera pas sans effets sur sa présidence, au-delà de la chute de sa popularité dans les sondages. Sa stature d'homme d'Etat, qu'il avait si soigneusement polie au milieu de ses pairs du G 8 au Japon, est écornée par cette épreuve inattendue. Son comportement rappelle plus le fonctionnaire du KGB que le dirigeant politique conscient de la mesure de l'événement.

Au moment du tremblement de terre en Arménie, en décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev avait interrompu une visite à New York pour rentrer en URSS ; il n'avait pas hésité longtemps à accepter l'aide étrangère, à faciliter la délivrance des visas et même à les supprimer complètement pour les équipes de secours. Comme Tchernobyl avait été un accélérateur de la glasnost, le tremblement de terre en Arménie a marqué une ouverture de l'URSS vers l'extérieur, une intensification de la coopération internationale, une prise de conscience que des épreuves et des valeurs communes pou-

vaient dépasser les divergences idéologiques.

De l'accident du *Koursk*, les dirigeants de Moscou peuvent tirer des conclusions opposées : soit ils le comprennent comme le signe tragique que les rodontades de grande puissance ne sont plus de saison et que l'avenir de la Russie se trouve dans le démantèlement du complexe militaro-industriel (et non dans son renforcement comme Vladimir Poutine l'a dit avant son élection), dans l'ouverture à la coopération internationale, dans la construction d'une véritable économie de marché appuyée sur des institutions démocratiques, plutôt que sur la tentative de remettre en place des structures autoritaires. Dans cette hypothèse, l'armée et l'arsenal nucléaire doivent être réduits, avec l'aide occidentale, à des dimensions compatibles avec les objectifs économiques et sociaux plus généraux. Soit Poutine et les « ministères de force » (armée, intérieur, organes de sécurité), qui ont soutenu son accession au pouvoir, tirent la conclusion inverse, veulent mettre un terme à la paupérisation de l'armée, donnent la priorité à la restauration de l'ordre et de la puissance, et le système anarcho-autocratique légué par Boris Eltsine céderait la place à un nouveau régime autoritaire.

Dans la biographie de Poutine, on chercherait vainement les arguments plaçant en faveur du premier choix. En revanche, les représentants de l'ordre n'ont sans doute pas la force d'imposer leur loi d'un bout à l'autre du pays. La voie moyenne, qui semble avoir été privilégiée jusqu'à maintenant, conduit à de nouveaux désastres.

Daniel Vernet

### RECTIFICATIFS

#### LAURENT FABUIS

Le point de vue de Laurent Fabius dans *Le Monde* du 25 août comportait deux fautes. Il fallait lire :

« *Dans quelques jours je présenterai un plan d'allègement et de réforme des impôts que j'ai préparé pour qu'il soit le plus ample des cinquante dernières années* », et non « *le plus simple* », comme indiqué par erreur ;

« *A la stagflation du passé [et non à la stagnation du passé] doit durablement succéder ce que j'ap-*

*pelle la stabcroissance* », écrivait M. Fabius.

#### GÉRARD MORTIER

Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg, est belge et non français, contrairement à ce que nous avons écrit, en première page de nos éditions du 24 août. Il ne partira, d'autre part, qu'à l'issue de son mandat, en septembre 2001, pour laisser sa place à l'Allemand Peter Ruzicka. C'est donc la programmation du Festival 2002 qui a été approuvée, par la direction du festival autrichien, le 31 juillet.

### PRÉCISION

#### L'HYDROPTÈRE

Les légendes des photos de l'*Hydroptère*, qui illustraient notre série « *Nouvelles glisses* » (*Le Monde* daté 20-21 août) ont pu laisser croire que ce trimaran à foils, en cours de mise au point chez Aérospatiale-Matra et aux Chantiers de l'Atlantique, n'atteignait qu'une vitesse de 30 nœuds, alors qu'il a déjà dépassé les 40 nœuds. 30 nœuds est bien la vitesse atteinte par les hydroptères de série grand public qui faisaient l'objet de l'article.

## La Corse et d'autres périls géopolitiques

Suite de la première page

Sur ce littoral très faiblement peuplé autrefois, l'appropriation est encore floue. Une fois abolies les lois sur le littoral, ces groupes pourront s'emparer du rivage pour le compte de la Mafia.

Même si des causes de cette crise, qui s'aggrave depuis vingt-cinq ans, sont très spécifiques, comme le sont certaines caractéristiques de la société corse (il est grotesque de comparer, comme le font certains, avec la Nouvelle-Calédonie), et bien qu'il ne s'agisse que de 250 000 personnes, soit l'équivalent d'une ville moyenne, la question corse a atteint une telle notoriété qu'elle suscite ou renforce, dans d'autres régions, des ambitions autonomistes ou nationalistes. Pour certains groupes politiques marginaux (on découvre que leurs membres sont souvent, comme en Corse, issus de l'extrême droite), c'est un moyen de développer leur audience et d'essayer de supplanter des formations politiques traditionnelles.

On sait que l'argument majeur de ces revendications est culturel, comme en Corse, et, dans le cas du Pays basque « Nord » (déjà infiltré par l'ETA), de la Catalogne septentrionale ou d'une partie de la Bretagne ou de la Flandre, il s'agit de défendre une culture et surtout une langue - autre que le français - qui est encore parlée par une partie de la population. Il en est de même en Alsace, mais pour le moment les mouvements autonomistes s'y font moins entendre, à cause du souvenir de leur ralliement au nazisme en 1940. Après la publication du « projet Jospin » sur la Corse, cer-

tains hommes politiques, chauds partisans de « l'Europe des régions », ont demandé, sans plus attendre, qu'il soit aussi appliqué au profit de ces autres aires culturelles régionales, la Corse étant même présentée comme le laboratoire d'une nouvelle régionalisation.

En cette époque où l'on célèbre à l'envi les particularismes identitaires et les droits des minorités, on passe sous silence - ce n'est pas « politiquement correct » - le fait que la plus importante minorité culturelle en France est formée, en vérité, par les quatre millions de musulmans. Déjà plus de la moitié d'entre eux sont nés en France et sont citoyens français. Certes, on ne manquera pas d'ob-

textant des avantages accordés aux Corses, peuvent, à moyen terme, apparaître. Le peuplement de nombreuses communes urbaines peut devenir, par pressions migratoires, majoritairement musulman (c'est déjà le cas à Roubaix, comme en Grande-Bretagne), et elles pourraient d'ores et déjà tirer argument des fameuses « zones franches » accordées aux municipalités (l'ensemble de la Corse en bénéficie aussi depuis 1996) pour revendiquer la reconnaissance officielle d'un statut juridique particulier. L'idée de territoire en confettis pour des « autonomies » musulmanes très peuplées n'est pas plus absurde que celle qui a été décidée pour l'« Autorité » palestinienne par

### La Corse périphérique et soi-disant sous-développée devait se libérer pour se développer.

### La thèse d'une Corse colonisée a pu se propager sans être fortement réfutée, malgré son invraisemblance

jecter qu'ils ne constituent pas une minorité culturelle « comme les autres », qui se fondent sur la langue. Mais la religion, surtout s'il s'agit de l'islam combiné à la langue arabe, est un bien plus puissant facteur de cohésion identitaire d'une forte minorité.

On objectera aussi que, à la différence des Corses, des Basques, des Catalans, etc., les musulmans n'ont pas « une région ». C'est juste, mais ils se trouvent en très grand nombre sur des territoires précis - à telle enseigne que l'on parle même de ghettos -, dans les banlieues des grandes agglomérations. Pour le moment, on n'entend pas parler chez les musulmans de revendications territoriales identitaires, mais celles-ci, pré-

### La Corse périphérique et soi-disant sous-développée devait se libérer pour se développer.

### La thèse d'une Corse colonisée a pu se propager sans être fortement réfutée, malgré son invraisemblance

textant des avantages accordés aux Corses, peuvent, à moyen terme, apparaître. Le peuplement de nombreuses communes urbaines peut devenir, par pressions migratoires, majoritairement musulman (c'est déjà le cas à Roubaix, comme en Grande-Bretagne), et elles pourraient d'ores et déjà tirer argument des fameuses « zones franches » accordées aux municipalités (l'ensemble de la Corse en bénéficie aussi depuis 1996) pour revendiquer la reconnaissance officielle d'un statut juridique particulier. L'idée de territoire en confettis pour des « autonomies » musulmanes très peuplées n'est pas plus absurde que celle qui a été décidée pour l'« Autorité » palestinienne par

les accords d'Oslo. Ceux-ci constituent une sorte de précédent géopolitique.

Je ne dis pas qu'une telle évolution est proche ni qu'elle soit possible, ni surtout qu'elle soit souhaitable, car ces revendications d'autonomie musulmane risquent de provoquer en milieu urbain des problèmes et des violences infiniment plus graves qu'en Corse. Pour tenter d'éviter cela, il faut réfléchir aux origines géopolitiques de la crise corse. Elle est tout d'abord la conséquence d'idées politiques très générales, qui ont été lancées au plan international et national, il y a quarante ans, et qui, en Corse, ont eu des effets inattendus. D'abord l'idée du « sous-développe-

ment ». Dans le cas de la Corse, l'Etat et toutes les tendances politiques continuent de s'y référer, bien que la situation y soit l'inverse de celle des pays du tiers-monde où la croissance démographique est plus rapide que la croissance économique. A l'inverse, sur le long terme, la Corse s'est dépeuplée.

Pour expliquer le sous-développement du tiers-monde, on a invoqué, à juste titre, les dominations coloniales, l'impérialisme, selon un schéma centre dominant/périphérie dominée. Ce « modèle », certaines tendances marxistes et parisiennes l'ont appliqué au rapport Paris/province : ainsi, la Corse périphérique et soi-disant sous-développée devait se libérer pour se développer. La thèse d'une Corse colonisée a pu se propager sans être fortement réfutée, malgré son invraisemblance. Les deux tiers des Corses vivent sur le « continent » et bon nombre d'entre eux, comme depuis cent cinquante ans, ont d'importantes fonctions d'autorité (armée, police) dans cet appareil d'Etat dont les nationalistes corses dénoncent l'oppression.

Depuis des décennies, il a été de bon ton d'éviter de parler de la nation. Ce serait, dit-on, une idée « dépassée ». Du coup, on l'a laissée à l'extrême droite et à des groupes qui veulent le pouvoir et s'opposent à l'évolution d'ensemble de la France en proclamant le droit à la sécession d'autres nations - même quand elles n'ont, comme en Corse, que 250 000 habitants. Pour leur répondre, certains invoquent la République, qui fut proclamée « une et indivisible ». Mais une République peut devenir fédérale, il suffit de changer la Constitution. Pour faire face aux périls géopolitiques et pour soutenir ceux qui ne veulent pas céder aux pressions séparatistes, il faut aussi parler de la nation.

Yves Lacoste

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Un anniversaire oublié : Albert Samain

DANS la nuit du 17 au 18 août 1850, Balzac, terrassé, succombait. Le centenaire d'une telle mort n'a pas manqué d'être célébré, en France et au-delà des frontières. L'ombre du géant des lettres nous a-t-elle dérobé un autre anniversaire ? Qui s'est rappelé que le 18 août 1900, il y a un demi-siècle tout juste, un tendre et délicat poète, Albert Samain, finissait à quarante-deux ans une vie « sans histoire » dans l'effacement d'une maison de campagne de l'Île-de-France ? Miné par la phtisie, il s'était, dans le courant de juin, pour refaire ses forces, établi à Magny-les-Hameaux, chez son ami, le compositeur Raymond Bonheur. Depuis longtemps, treize ou quatorze ans au moins, il connaissait le chemin de ce village, où le neveu de Rosa Bonheur réunissait écrivains et artistes : Eugène Carrière, Gabriel Fauré, Francis Jammes.

Ses lettres souvent font allusion au « *joli vallon de Magny* », où furent vécues « *des heures charmantes* ». Ces expressions rendent mal ce qu'il dut éprouver à Magny, où, plus que la nature, une intime communion d'âmes versait un baume à son cœur malade. C'est l'amitié surtout qu'il a cultivée là, dans une même exaltation littéraire. A la fin de sa vie, Albert Samain a eu l'intuition de la poésie vraie. Il n'est pas éloigné de regretter lui-même, avant Emile Henriot, tout le « *toc* » du *Jardin de l'infante*, qui l'avait révélé au public. Les chefs-d'œuvre d'*Aux flancs du vase*, ces petits quatrains dignes de l'anthologie, indiquent à quels sommets peut atteindre le poète débarrassé des influences suspectes et « *rentré enfin dans la vérité de son cœur* ».

Pierre Breillat  
(26 août 1950.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



**SANTÉ** Les critères de valorisation pour les principaux groupes pharmaceutiques qui entendent suivre la croissance du marché mondial des médicaments, estimée à 8 %

par an, impliquent le lancement, chaque année, de deux ou trois molécules au potentiel de vente supérieur à 1 milliard de dollars. ● **AU MOMENT** où leurs produits phares

tombent dans le domaine public et sont remplacés par des génériques, les laboratoires doivent trouver de nouvelles sources de profits. ● **L'INTRODUCTION** de nouvelles techno-

logies (génomique, bioinformatique...) rend le processus de recherche plus complexe. Ce qui conduit les grands groupes à rechercher des partenariats extérieurs.

● **LES ALLIANCES** avec les jeunes sociétés de biotechnologies prennent de l'ampleur, à l'image de l'accord entre l'américain Millennium et le franco-allemand Aventis.

# Les alliances entre grands laboratoires et start-up dynamisent la recherche

Les groupes pharmaceutiques doivent lancer, chaque année, deux ou trois molécules à fort potentiel de vente, pour remplacer leurs médicaments vedettes concurrencés par les génériques. La course à l'innovation et les nouvelles technologies les poussent à multiplier les partenariats

**PLUS QUE JAMAIS** l'innovation est au cœur des stratégies des laboratoires pharmaceutiques. Les critères de valorisation des principaux groupes qui entendent suivre la croissance du marché mondial des médicaments, estimée à 8 % par an, impliquent le lancement, chaque année, de deux ou trois molécules d'un potentiel de vente supérieur à 1 milliard de dollars. Alors que nombre de leurs produits sont en passe de tomber dans le domaine public - c'est-à-dire qu'ils pourront être copiés et vendus par des concurrents à des prix inférieurs en moyenne de 30 % à leur prix actuel -, il leur est impérieux de les remplacer, afin de conserver des sources de profit. Car, habitués à des taux de rentabilité moyens de 20 %, 30 % voire 40 %, les actionnaires de cette industrie sont exigeants. « Or depuis 1990, seulement 1,3 molécule, en moyenne, a été lancée chaque année par laboratoire, si l'on exclut les extensions de brevets », observe un analyste, qui poursuit : « De plus, les nouveaux médicaments sont seulement marginalement innovants si bien qu'ils rencontrent de la compétition avec une rapidité croissante. »

Accélérer l'identification des cibles thérapeutiques (protéines sur lesquelles agissent les médicaments) et améliorer la productivité du processus de découverte, de ma-

nière à réduire le taux d'échec de molécules en phase de développement - qui compte pour 75 % des coûts de mise au point des médicaments, estimés en moyenne à 600 millions de dollars -, sont des enjeux majeurs pour l'industrie pharmaceutique.

L'émergence d'un véritable arsenal de nouvelles technologies (génomique, protéomique, bioinformatique...), tout en multipliant par 10 ou par 20 les potentialités de découverte de médicaments, rend la recherche infiniment complexe. Elles entraînent une révision à la hausse des coûts de recherche et de développement - qui représentent en moyenne 17 % des ventes des laboratoires, contre 14 % en 1990 - sans toutefois générer de ventes immédiates.

## LES CLÉS DE LA RÉVOLUTION

« Avant, la recherche était entre les mains de scientifiques qui procédaient par expérimentation, essentiellement sur des animaux, analyse Philippe Guy, vice-président du Boston Consulting Group. Avec les nouvelles technologies, on passe à une science beaucoup plus modélisée. Le champ de la recherche s'élargit considérablement. » Grâce aux découvertes de la génomique et de la protéomique, le nombre de cibles thérapeutiques passerait de 500 à 5 000, voire 10 000. La chimie

L'hégémonie américaine	
CLASSEMENT DES 15 PREMIÈRES CAPITALISATIONS BOURSIÈRES DES SOCIÉTÉS DE BIOTECHNOLOGIE au 23 AOÛT 2000	
en milliards de dollars	
1	AMGEN (É.-U.) 72,6
2	GENENTECH (É.-U.) 44,9
3	IMMUNEX (É.-U.) 22,3
4	SERONO (SUISSE) 19,4
5	ELAN (IRLANDE) 16,3
6	MEDIMMUNE (É.-U.) 15
7	MILLENNIUM (É.-U.) 11,7
8	BIOGEN (É.-U.) 10,5
9	CHIRON (É.-U.) 8,7
10	HUMAN GENOME SCIENCES (É.-U.) 7,5

Source : Close Brothers  
Les brevets de 22 médicaments tomberont dans le domaine public aux États-Unis d'ici deux ans, provoquant une perte de chiffre d'affaires de 25 milliards de dollars pour les laboratoires.

combinatoire crée des centaines de milliers de nouvelles substances actives en quelques jours. Le criblage à haut débit permet de les tester sur les cibles précédemment détectées à des rythmes de plusieurs milliers par jour. La bioinformatique gère des millions de données.

Les petits acteurs indépendants tiennent les clés de cette révolution technologique. Hors d'eux, quel-

ques rares groupes ont les moyens d'intégrer les techniques nécessaires. L'expansion rapide des champs d'investigation favorise l'externalisation de la recherche, estimée à 30 % des budgets totaux. Les laboratoires nouent des alliances ou rachètent des groupes qui ont une expérience forte sur un domaine particulier. « Etablir des collaborations extérieures est un

moyen de gérer le risque et d'accéder à des technologies pour lesquelles il n'existe pas de compétences en interne », indique-t-on chez le suisse Novartis. L'externalisation de la recherche autorise, en cas d'échec, une fin de collaboration sans heurts, sans avoir à réorienter les équipes de chercheurs.

Toutefois, « la taille de ces alliances est un phénomène nouveau », observe Philippe Cramer, directeur de recherche sciences de la vie dans le cabinet d'analyse financière Close Brothers. « La tendance actuelle, poursuit-il, est d'établir des partenariats davantage orientés sur les produits que sur les technologies. » A l'image de l'accord conclu en juin par Novartis avec la société américaine de biotechnologie Vertex, pour la fourniture à terme de huit médicaments, pour un montant de 850 millions de dollars.

## DANGER TOXICITÉ

« La grande problématique depuis trois ou cinq ans est de faire un choix parmi une multitude de projets au stade de l'interface entre recherche et développement », indique François Hyafil, directeur scientifique de Glaxo-Wellcome. L'évaluation des chances de succès des molécules et le retour sur investissement sont des critères déterminants, bien que difficiles à estimer à des stades précoces. Selon Michael Pavia, chargé de la recherche de la société de biotechnologie américaine Millennium, l'échec des molécules en phase de développement est dû pour 31 % à leur inefficacité, pour 41 % à des propriétés insatisfaisantes (biodisponibilité, stabilité, solubilité...), et pour 22 % à leur toxicité. L'un des termes de l'alliance de 450 millions de dollars, conclue en juin entre le franco-allemand Aventis et Millennium, est d'augmenter la productivité de la recherche de 100 % en se focalisant sur ces deux derniers points.

Si cet accord est remarqué pour son ampleur, nombreuses sont les petites start up qui offrent des multitudes de services aux grands groupes, à l'image des deux sociétés de biotechnologie françaises Cerep et Exonhit, la première travaille plus particulièrement sur la biodisponibilité des cibles, la deuxième sur leur toxicité. « Durant les douze derniers mois, sept molécules ont été retirées du marché pour des problèmes de toxicité aiguë, notamment hépatique », explique Bruno Tocqué, PDG d'Exonhit. Pouvoir détecter ces effets secondaires indésirables en amont génère des économies substantielles. »

La recherche est souvent plus efficace au sein des sociétés de bio-

technologie qu'au sein des grands groupes. La créativité de l'industrie pharmaceutique trouve aujourd'hui sa source surtout dans les start up. Plus petites, elles ont un fonctionnement moins bureaucratique qui leur permet de réagir beaucoup plus vite. Elles accueillent plus facilement les idées nouvelles. Enfin, leurs chercheurs savent que s'ils échouent, l'avenir même de leur société est souvent remis en cause. « Nous encourageons nos équipes à entretenir de nombreuses collaborations avec des instituts de recherche académiques, un moyen de maintenir leur potentiel scientifique et de

## Les sociétés

### informatiques misent

### sur les sciences de la vie

Automates, biopuces, gestion de gigantesques bases de données... L'informatique fait depuis quelques années une entrée en force dans le domaine de la recherche et développement pharmaceutique. Les chercheurs effectuent de plus en plus de simulations sur ordinateur. Les programmes qui permettent d'extraire des résultats sur les génomes exigent des puissances de calcul phénoménales : Celera, la société américaine qui a séquencé le génome humain, possède la plus grande capacité informatique civile. Les grands constructeurs informatiques le comprennent bien. IBM a annoncé mercredi 16 août la création d'un fonds d'investissement de 100 millions de dollars pour aider les entreprises à rassembler les multiples données sur le génome. Le constructeur informatique envisage également la création d'une filiale consacrée aux sciences de la vie.

rester à la pointe de la recherche par la stimulation d'une certaine concurrence », précise Franck Douglas, directeur de l'innovation chez Aventis, qui entend instaurer une culture « biotech » au sein de ses équipes.

Tout l'art pour les directeurs de recherche devient de bien gérer les collaborations externes et la recherche interne. Les informations sont achetées à la société X, validées par l'entreprise Y, testées par la firme Z, avant d'être exploitées par le groupe pharmaceutique. « Les chercheurs deviennent des acheteurs et des assembleurs de savoir-faire », observe Philippe Guy.

Florence Bal

## Les ambitions planétaires de Millennium, jeune société de biotechnologies

**C'EST L'HISTOIRE** d'un succès. La toute jeune société de biotechnologie américaine Millennium, créée à Cambridge (Massachusetts) en 1993 et introduite en Bourse trois ans plus tard, figure aujourd'hui parmi les cinq premières firmes de biotechnologie cotées aux États-Unis. Sa capitalisation boursière atteint 11,7 milliards de dollars.

Cette réussite rapide s'est bâtie à partir d'une plate-forme scientifique de pointe, qui combine les dernières technologies comme la chimie, le criblage à haut débit de molécules, la génomique, le séquençage de gènes, la bio-informatique... Cette panoplie de « techniques intégrées » permet d'identifier les gènes impliqués dans les maladies, de trouver leur rôle, de valider des cibles thérapeutiques (les protéines sur lesquels les médicaments agissent). Ensuite sont sélectionnées les molécules « candidats » qui pourront devenir des médicaments. Afin de diluer les risques d'échec, Millennium mène des programmes de recherche sur treize champs thérapeutiques, alors qu'en général les sociétés de biotechnologies se concentrent sur trois ou quatre domaines au maximum.

Avec cet arsenal, la société américaine a su séduire les grands groupes pharmaceutiques. Les alliances conclues ces dernières années avec des partenaires d'envergure tels les américains Pfizer, Bristol-Myers-Squibb, Monsanto, Eli Lilly, Wyeth-Ayerst Research (filiale d'American Home Products), le suisse Hoffmann-La Roche, ou, dernière-

ment, l'allemand Bayer et le franco-allemand Aventis... en témoignent. Elles atteignent à ce jour la somme de 1,8 milliard de dollars. Par exemple, l'accord signé avec Bayer en 1998 pour 465 millions de dollars, le premier de cette importance, prévoit la fourniture de cibles thérapeutiques impliquées dans les infections virales, le cancer, les maladies cardiovasculaires, celles du foie ou du sang. A ce jour, 36 gènes ont été identifiés, avec un an d'avance sur le planning établi.

## UNE ALLIANCE AVEC AVENTIS

Les revenus générés par le succès de ces collaborations de recherche ont permis à la société de s'orienter progressivement vers le développement et la mise en marché de produits. Avec l'acquisition de la société américaine Leukosite en 1999, Millennium intègre un portefeuille de six molécules en développement et franchit un pas vers la commercialisation de médicaments. En janvier 2000, la société a annoncé un accord de marketing avec la firme japonaise Taisho pour un traitement contre l'asthme chronique, en Asie et en Europe. La dernière alliance en date, conclue avec Aventis, « va dans le sens de l'histoire », observe un consultant du secteur. Il confirme la nécessité pour les grands groupes pharmaceutiques de renforcer leurs capacités techniques et le virage de cette société de biotechnologie vers la pharmacie. Outre un transfert de technologie et un accord de recherche, il comprend une collaboration pour découvrir, déve-

lopper et mettre en marché conjointement des molécules thérapeutiques pour le traitement de maladies inflammatoires comme l'asthme, l'arthrose rhumatoïde, la sclérose multiple... Aux yeux des deux protagonistes, cette collaboration « intégrale » entre une société de biotechnologie et un grand groupe pharmaceutique est une première. « Les investissements financiers, les prises de décision et de risque ainsi que les profits sont partagés à parts égales », souligne Steven Holtzman, directeur général de Millennium.

Fier du chemin parcouru, Marck Levin, P-DG fondateur de la société américaine, ne compte pas s'arrêter en si bonne voie et envisage de mettre les bouchées doubles pour « devenir d'ici dix ans, l'un des dix premiers acteurs mondiaux de la pharmacie ». Alan Crane, jeune manager de 36 ans, chargé du développement des affaires chez Millennium, confie au Monde, « travailler déjà d'arrache-pied sur d'autres alliances, notamment en Europe ». L'acquisition, le 27 juillet, de la société de biotechnologie britannique Cambridge Discovery Chemistry, spécialisée dans la chimie, représente une première tête de pont sur le Vieux Continent.

L'ouverture d'un bureau au Japon, le 9 août, confirme la volonté de Millennium de s'implanter sur les trois marchés significatifs de la pharmacie - États-Unis, Europe, Japon -, à l'image des plus grands acteurs du secteur.

Fl. B.

## L'affaire Egg, ou la banque en ligne à l'heure du crime

### LONDRES

de notre correspondant à la City

Un peu de *War Games*, un peu de Sherlock Holmes, un peu du *Wall Street* d'Oliver Stone pour ce qui est de l'intrigue. De monotonies arrière-plans avec, côté jardin, les pavillons sans charme de Milton Keynes, l'indécise cité-dortoir du Buckinghamshire prise dans le grand jeu du vice et de la vertu des internautes. Et, côté cour, avec un soupçon de casse, les banques en ligne des géants de la finance et de l'assurance britanniques. Vous ajoutez trois petits bourgeois âgés d'une trentaine d'années, arrêtés le 22 août et relâchés sous caution le lendemain. Vous passez le tout au mixer d'une City prise de folie pour la Toile. Et vous avez l'affaire Egg, du nom de la banque anglaise sur Internet victime de ce que beaucoup considèrent comme le premier cyber-cambriolage en Grande-Bretagne.

Pourtant la distribution, pour les amateurs de feuilletons d'été, est bien plus banale. La victime d'abord. Créée en 1998 par l'assureur Prudential, comptant aujourd'hui 1,2 million de clients sur

Internet, la banque en ligne est afublée du drôle de nom d'Egg. Traduction : l'œuf à la coque que l'on coiffe d'un petit bonnet pour éviter qu'il refroidisse... Ensuite, des banques britanniques hautement rentables qui se livrent une concurrence de rapaces sur le Web. Enfin, les trois petits malfrats, un peu hâtivement baptisés « pirates informatiques », qui sont en fait accusés d'avoir ouvert un compte sous un faux nom auprès de Egg pour obtenir frauduleusement des cartes de crédit et des prêts. Rien de bien machiavélique. C'est le type d'escroquerie que l'on peut tout aussi bien perpétrer au guichet, par voie postale ou par téléphone.

Il y a six mois, des achats importants du trio dans des lieux inhabituels attirèrent l'attention de responsables de la sécurité d'Egg qui prévenaient aussitôt le National Crime Squad (NCS), l'anti-gang de Scotland Yard. L'opération « Skoda » est alors lancée, sous la supervision de la cellule « crime Internet » récemment mise en place par le ministère de l'intérieur. Outre le NCS, cet organisme de coordina-

tion regroupe des représentants du National Criminal Intelligence Service, le service de renseignement de la police, des douanes et du bureau des fraudes graves. La traque ne donne aucun résultat jusqu'en juin, quand l'installation par Egg d'un nouveau logiciel permet d'identifier les loubards opiniâtres. Mais ces derniers n'ont pas eu accès aux comptes individuels. Au total, la banque s'est fait dérober... quelques milliers de livres.

Il reste bien des zones d'ombre dans cette affaire. Comment expliquer par exemple qu'un semestre se soit écoulé avant l'arrestation des trois hommes ? « Il s'agit d'une enquête très difficile, impliquant le crime organisé, qui aurait utilisé Internet comme moyen d'extorsion. D'autres banques du même type pourraient avoir été victimes de fraude similaire », se contente de déclarer un porte-parole du NCS. Une méchante rumeur veut que les enquêteurs aient dans leurs cartons une réserve suffisante de dossiers pour plomber le cours en Bourse de tout le secteur de la banque virtuelle. La mésaventure d'Egg vient s'ajouter à une série

d'incidents du même acabit. Le 31 juillet, Barclays interrompt temporairement son service bancaire en ligne à la suite d'une défaillance de sécurité (Le Monde du 2 août). Des problèmes techniques similaires contraignent Intelligence Finance, la nouvelle filiale internet de Halifax, de reporter le lancement prévu en juillet de sa gamme de produits financiers.

## La sécurité des transactions sur le Web est un grand sujet d'inquiétude

Dans d'autres banques virtuelles, des pirates seraient parvenus à infiltrer des PC et obtenir ainsi le code d'entrée de comptes. Devant ces alertes à répétition, le responsable de la réglementation du secteur bancaire, Howard Davies, s'est inquiété publiquement de l'état des procédures internes de sécurité sur Internet. Selon une

récente étude de l'Association des consommateurs, la confiance dans la sécurité des transactions financières sur le Web est un grand sujet d'inquiétude pour les clients.

« Avec de plus en plus de banques opérant sur le Net, la probabilité d'un piratage informatique augmente. Ce genre d'histoire inspire la méfiance des clients. Actuellement, toutes les banques se lancent dans la course à la banque en ligne et le consommateur s'y perd. Utiliser une banque sur Internet présente un risque certain », insiste l'avocat Anthony Riem. Ce spécialiste de la législation de la Toile auprès du cabinet londonien Philippsohn Crawfords Berwald réclame le développement de systèmes étanches de protection.

Du côté des banques, l'heure est plus que jamais à la vigilance. « La menace évolue constamment et avec elle le risque couru par l'entreprise en ligne. La complaisance est dangereuse. Sans s'en rendre compte, une banque peut devenir vulnérable, par exemple quand elle change son matériel informatique », explique Robin Moses, chargé de la sécurité du Net chez British Te-

lecom. A ses yeux, la menace interne n'est pas à prendre à la légère : « L'acte d'un employé mécontent ou l'imprudence de cadres qui accèdent au système en ligne de l'entreprise à partir de leur chambre d'hôtel ou de leur domicile peut avoir de graves conséquences. » L'accès à Internet plus facile, des prix plus bas pour les ordinateurs et des tarifs téléphoniques concurrentiels facilitent la tâche des voleurs du clic.

Le prix à payer en termes de réputation en cas d'incident est à la hauteur de l'enjeu d'Internet : considérable. Le titre Egg a dégringolé en Bourse en raison du coup porté à l'image de sérieux et de prudence de l'établissement. La presse ne manque pas de faire ses choux gras de cette déconvenue. A l'instar de l'*Evening Standard* dans un éditorial ironique : « Mais où est donc passée l'excitation du bon vieux braquage de banque ? Où sont les cagoules et les fusils ? Ce n'est pas très excitant d'apprendre que l'auteur du forfait n'a pas cassé un coffre-fort mais un mot de passe. »

Marc Roche



# Les networks américains gagnent aux jeux télévisés

L'engouement des téléspectateurs américains pour les émissions de jeux fait le bonheur des grandes chaînes. ABC dope les bénéfices du groupe Disney grâce au « Millionaire » et CBS bat des records d'audience avec le jeu-réalité « Survivor »

## LOS ANGELES

correspondance

Le succès dépasse toutes les espérances. Selon les chiffres publiés jeudi 24 août par l'institut de mesure d'audience Nielsen, ce sont quelque 51 millions d'Américains qui ont suivi le dernier épisode du jeu-vérité « Survivor », diffusé mercredi 23 août, en prime time par CBS. Jusque-là, les estimations les plus optimistes de la chaîne et des experts tablaient sur le chiffre déjà considérable de 40 millions de personnes devant leur petit écran pour cette soirée spéciale, au cours de laquelle le gagnant de ce jeu-réalité a été révélé (*Le Monde* du 25 août).

Une telle audience fait de la finale de « Survivor » le programme le plus regardé de l'année, après la finale du championnat de football américain, le Superbowl, fin janvier. Un Américain sur cinq a assisté au triomphe de Richard Hatch, un homme de trente-neuf ans qui, au terme de plusieurs semaines de suspense, a empoché le million de dollars promis.

Mais il n'est pas le seul gagnant de ce jeu. Selon les milieux publicitaires, cités jeudi 24 août par la presse américaine, la seule soirée spéciale de mercredi aurait rapporté à CBS une vingtaine de millions de dollars, la diffusion d'un spot de trente secondes ayant été facturée 600 000 dollars (4,3 millions de francs).

L'engouement considérable pour cette émission, qui a surpris tout le monde et en premier lieu les dirigeants de CBS, pourrait faire de « Survivor » l'une des émissions les plus rentables de l'histoire de la télévision américaine, estiment les experts. « La télévision des networks jubile », résume l'*International Herald Tribune* du 25 juillet, en rappe-

lant les soucis d'audience de ces réseaux face aux chaînes du câble comme TBS, USA ou HBO. Au triomphe estival du jeu de CBS, s'ajoute en effet celui d'ABC « Who Wants to Be a Millionaire ? ». « *Survivor et Millionaire prouvent tous deux que les networks peuvent encore rassembler d'énormes audiences*, conclut le journal, et pas seulement pour des événements annuels comme le Superbowl ».

« Survivor » est le programme le plus regardé de l'année, après la finale du championnat de football américain, le Superbowl

Pour Walt Disney Company, le « Millionaire », qui assure le succès de ABC, la chaîne de télévision hertzienne du groupe (acquise en 1996), est une manne importante. Début août, la société de Burbank annonçait pour le groupe un chiffre d'affaires consolidé pour les trois derniers trimestres de 19 milliards de dollars, soit une augmentation de 9 %. Celui du secteur télévisé affiche une croissance de 23 %, alors que le cinéma perd 2 % et le merchandising 6 % (les parcs d'attraction gagnent 11 %).

Grâce à « Qui veut devenir un millionnaire ? », ABC est devenue la chaîne hertzienne la plus regardée par les foyers américains, et est

numéro un dans la tranche démographique convoitée des 18-49 ans. D'autres programmes ont participé à cette victoire – comme la nouvelle série dramatique *Once and Again*, avec Sela Ward, ainsi que *Spin City*, *Dharma and Greg*, *The Practice*, ou même des valeurs plus anciennes comme *NYPD Blue* –, mais c'est « Millionaire » qui amène à la chaîne ses 83 millions de spectateurs chaque semaine.

La chaîne de Disney a trouvé la formule cathodique qui gagne. Depuis bientôt un an, les chiffres d'audimat se lisent comme une longue succession de premières places pour le *game-show* animé par Regis Philbin. Alors que les jeux ou *quizz-shows*, très populaires autrefois à la télévision américaine, semblaient une formule du passé, « Millionaire », adapté d'une idée du producteur britannique Paul Smith, a débuté en août 1999 comme un ballon d'essai, mais a été un succès d'audience immédiat et la réussite incontestée

de l'été dernier. Le budget de production d'un jeu télévisé est faible si on le compare au coût d'une série dramatique ou même d'une sitcom, qui emploient des scénaristes et des acteurs. Dans un contexte économique difficile pour les networks, ABC a exploité le filon du jeu autant que possible, et depuis novembre 1999, « Millionaire » est programmé plusieurs fois par semaine – trois soirs actuellement.

## CLASSE MOYENNE

D'après Larry Hyams, vice-président de ABC, qui étudie le profil des téléspectateurs, celui de « Millionaire » est issu d'une famille de la classe moyenne, vivant en banlieue, avec des revenus modestes, environ deux enfants, et un chien pour la moitié d'entre eux. Mais surtout, le jeu est regardé par une moyenne de quatre personnes par foyer. « Millionaire » est donc l'émission « *family-friendly* » idéale pour des responsables de chaîne,

## La télé-réalité pour reconquérir un public jeune

On annonçait la débâcle des six chaînes hertziennes – ou *networks* –, dont les taux d'audience chutaient régulièrement en faveur du câble. Mais la télévision-réalité leur a donné un nouveau souffle, avec un gain de 9 % d'audience par rapport à l'été dernier, dans la tranche des 18-49 ans. Pendant la même période, l'Audimat des quatre principales chaînes câblées a diminué de 6 %.

ABC mène la danse avec « Millionaire », suivie par CBS, qui attire 26 millions de téléspectateurs grâce au prototype du *reality-show* à l'américaine, « Survivor », et à « Big Brother », deux programmes venus d'Europe. NBC, qui reconnaît avoir raté le train de la télé-réalité, occupe la troisième place. La *reality-TV* séduit particulièrement les jeunes téléspectateurs, qui sont une cible prisée des annonceurs. CBS a ainsi rajeuni son audience de cinq ans !

Jusqu'alors, en été, les *networks* multipliaient les rediffusions de leurs séries. « Millionaire » et « Survivor » les approvisionnent désormais avec un peu de programmation fraîche.

Claudine Mulard

## TABLEAU DE BORD

### AFFAIRES

● **FORD/BRIDGESTONE** : le dirigeant du constructeur automobile, Jacques Nasser, et celui du fabricant de pneumatiques, John Lampe, ont été convoqués le 6 septembre par la Commission du commerce du Sénat, pour s'expliquer sur le rappel des pneumatiques à l'origine d'accidents mortels (*Le Monde* du 24 août).

● **CAISSE DES DÉPÔTS** : l'institution, par le biais de sa filiale C3D, a lancé jeudi une offre, à 650 pence l'action, sur la compagnie de transport britannique Go-Ahead.

● **THOMSON-CSF** : le groupe français d'électronique a été contraint de retirer sa candidature à la reprise du système britannique de contrôle aérien, après « une infraction aux règles de la procédure d'offre », a annoncé jeudi 25 août, le ministère des transports britannique.

● **MITSUBISHI MOTORS** : Katuhiko Kawase, directeur général du groupe japonais, pourrait, selon la presse niponne, démissionner après les sanctions que devrait prendre le ministère des transports contre le groupe. En Europe, 120 000 véhicules environ sont concernés par le rappel de certaines pièces.

● **ING** : le banquier néerlandais a annoncé, jeudi, un bénéfice net de 5,584 milliards d'euros, en hausse de 65,6 %, au premier semestre.

● **BAUSCH AND LOMB** : le groupe américain de produits ophtalmologiques a revu fortement à la baisse jeudi ses prévisions de résultats pour 2000-2001, entraînant l'effondrement du titre en Bourse. Le conseil d'administration a décidé de licencier son président, Carl Sassano.

● **9 Telecom** : l'opérateur téléphonique français a créé une

société commune de contenu Internet avec le canadien Netgraph.

● **VERIZON** : l'opérateur téléphonique américain, qui vient de connaître une grève de son personnel (*lire page 24*), a annoncé, jeudi 24 août, son intention d'introduire en Bourse sa filiale mobile Verizon Wireless qui regroupe les abonnés de Verizon et de Vodafone, soit 25 millions de clients.

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : les commandes de biens durables ont baissé de 12,4 % en juillet par rapport à juin. Il s'agit du plus fort recul mensuel jamais enregistré, imputable, en grande partie, à une baisse des commandes d'avions.

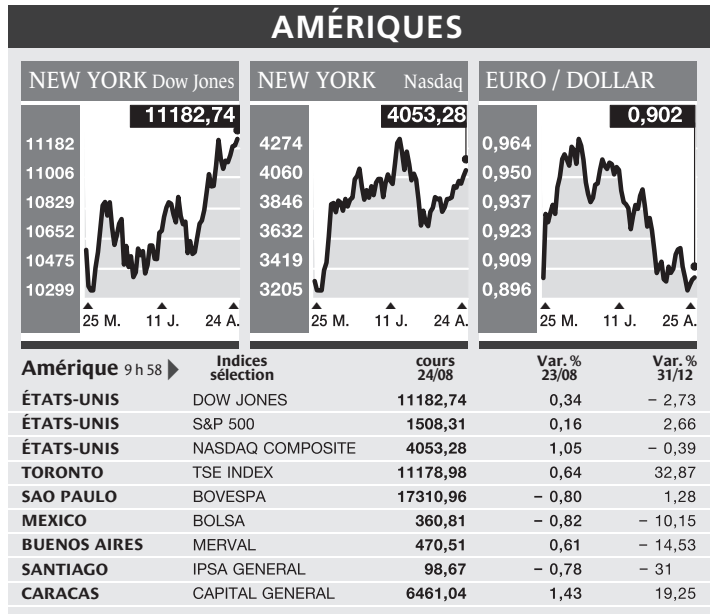
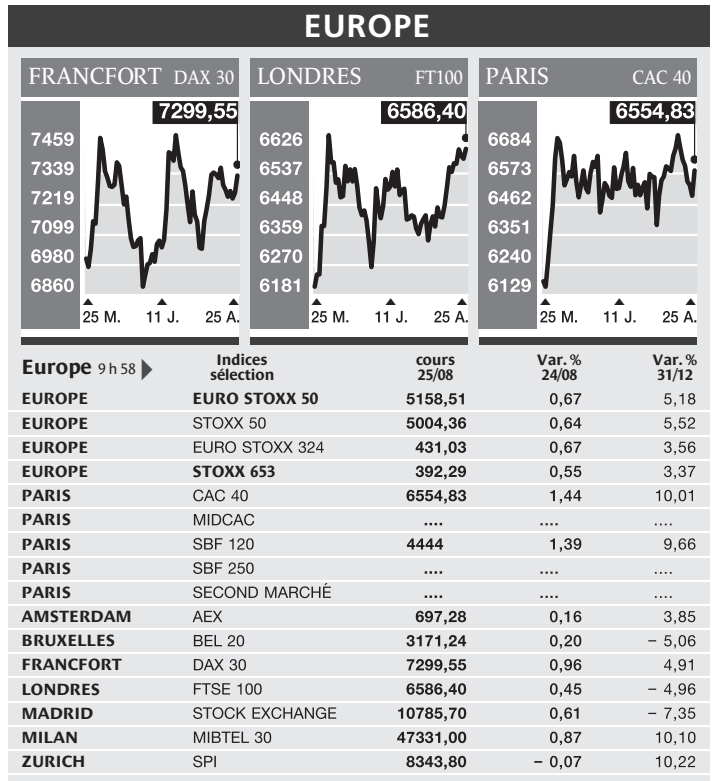
■ **ZONE EURO** : la balance des comptes courants a enregistré un déficit de 100 millions d'euros en juin, contre un excédent de 5,4 milliards d'euros en juin 1999, selon la Banque centrale européenne.

■ **FRANCE** : l'indice (hors énergie) des prix des matières premières importées est resté stable en devises en juillet, selon l'Insee.

■ **ALLEMAGNE** : les prix à l'importation ont augmenté de 0,4 % en juillet par rapport à juin et de 10,9 % en glissement annuel, a indiqué vendredi l'Office fédéral des statistiques.

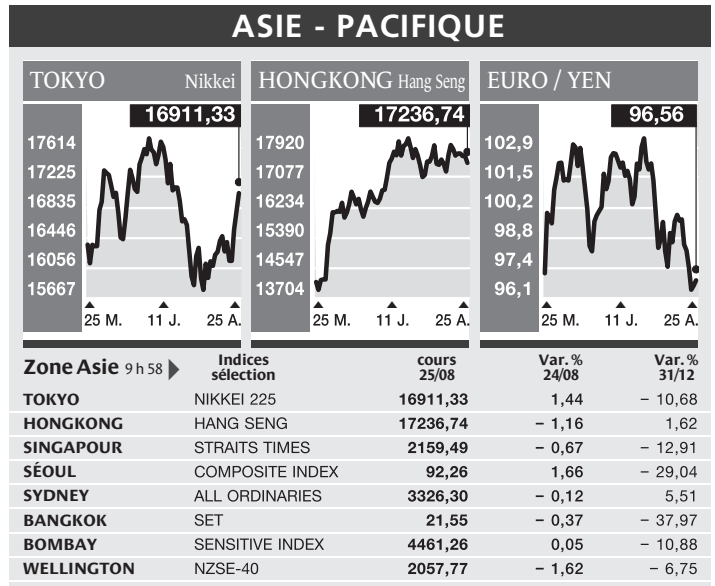
■ **PAYS-BAS** : la croissance du PIB a atteint 4,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2000 en glissement annuel, selon des chiffres provisoires de l'Office néerlandais des statistiques.

■ **JAPON** : les prix à la consommation ont baissé de 0,5 % sur un an en juillet, a annoncé vendredi l'Agence de coordination et de gestion, et de 0,2 % par rapport à juin. Le ministre japonais du Plan, Taichi Sakaiya, estime vendredi que la déflation persistante est considérable et qu'elle doit être surveillée.



### Cours de change croisés

25/08 9 h 58	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. 5.
DOLLAR	.....	0,93423	0,90215	0,13756	1,47995	0,58387
YEN	107,04000	.....	96,56500	14,72000	158,40000	62,45500
EURO	1,10846	1,03557	.....	0,15245	1,64005	0,64680
FRANC	7,26980	6,79185	6,55957	.....	10,75600	4,24210
LIVRE	0,67570	0,63130	0,60975	0,09295	.....	0,39445
FRANC SUISSE	1,71270	1,60025	1,54605	0,23560	2,53510	.....



### Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

### Hors zone Euro

Euro contre	24/08
COURONNE DANOISE	7,4580
COUR. NORVÉGIENNE	8,1015
COUR. SUÉDOISE	8,3640
COURONNE TCHÈQUE	35,3650
DOLLAR AUSTRALIEN	1,5742
DOLLAR CANADIEN	1,3375
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0729
DRACHME GRECQUE	337,4500
FLORINT HONGROIS	261,1000
ZLOTY POLONAIS	3,9345

### Taux d'intérêt (%)

Taux 24/08	Taux j.-j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,08	4,64	5,38	5,48
ALLEMAGNE	4,65	4,86	5,22	5,35
GDE-BRETAG.	6	6,02	5,27	4,80
ITALIE	4,65	4,83	5,58	5,80
JAPON	0,28	0,32	1,82	2,47
ÉTATS-UNIS	6,53	6,29	5,72	5,87
SUISSE	2,75	3,47	3,93	4,24
PAYS-BAS	4,60	4,83	5,38	5,47

### Matif

Cours 9 h 58	Volume 25/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	13407	86,93	86,83
Euribor 3 mois	NC	NC	NC

Retrouvez ces cotations sur le site Web : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

### TAUX ET CHANGES

L'EURO rechutait vendredi 25 août, lors des premiers échanges, après son bref et léger rebond de jeudi. Il s'échangeait à 0,8989 dollar. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français émise à 10 ans s'inscrivait à 5,38 % vendredi, lors des premiers échanges, tandis que celui du bund allemand de même échéance se situait à 5,22 %. Jeudi, outre-Atlantique, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 10 ans s'était détendu à 5,71 %, contre 5,72 % mercredi soir, et celui des bons à 30 ans à 5,65 %, contre 5,67 %. Le rendement d'une obligation évolue en sens inverse de son prix.



VALEURS EUROPÉENNES

● Le secteur de la distribution a connu, jeudi 24 août, d'importantes prises de bénéfice après la mise en garde émise par la chaîne de supermarchés américaine Albertson's en raison de la faiblesse de son chiffre d'affaires, la hausse de ses dépenses d'exploitation et ses dépenses de fusion. Le titre du néerlandais **Ahold**, à 32,22 euros, a chuté de 5,93 %. SG Securities a revu à la baisse sa recommandation sur le titre, en invoquant les inquiétudes suscitées par le secteur de la distribution aux Etats-Unis.

● Le néerlandais **KPN** a terminé jeudi en hausse de 3,95 %, à 30,51 euros. Il est vrai que le titre avait fortement chuté les séances précédentes (25 % depuis le 31 juil-

let, date du début des enchères UMTS en Allemagne), comme l'ensemble des valeurs de télécoms.

● Les valeurs pétrolières ont pâti jeudi du reflux des prix pétroliers, en baisse par rapport à leur plus haut en près de dix ans. D'après la banque d'affaires J. P. Morgan, le secteur est maintenant correctement évalué en Bourse, après sa vigoureuse et récente hausse, et les prix pétroliers ne peuvent être maintenus à leur niveau actuel. Tandis qu'à Londres le baril de Brent cédait 27 cents, à 30,42 dollars, l'action **Royal Dutch** chutait de 3,93 %, à 68,75 euros, et **BP Amoco** (sur laquelle J. P. Morgan a réduit sa recommandation) de 1,62 %, à 636 pence.

25/08 10h10

AUTOMOBILE			
Code pays	Cours en euros	% Var.	24/08
AUTOLIV SDR	SE	27,26	+ 0,44
BASF AG	BE	42,30	+ 0,48
BMW	DE	37,10	- 0,25
CONTINENTAL AG	DE	20,20	- 0,27
DAIMLERCHRYSLER	DE	60,70	+ 0,75
FIAT	IT	28,65	+ 0,53
FIAT PRIV.	IT	17,77	- 1,17
MICHELIN /RM	FR	33,35	- 0,45
PEUGEOT	FR	218,80	+ 1,67
PIRELLI	IT	2,93	+ 0,69
DR ING PORSCHE	DE	4075	+ 5,71
RENAULT	FR	50,35	+ 3,28
VALEO /RM	FR	57,95	+ 0,52
VOLKSWAGEN	DE	50,70	+ 0,40
▶ DJ E STOXX AUTO P 239,09 + 0,51			

BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	13,70	- 0,71
ABN AMRO HOLDIN	NL	29,09	- 0,34
ALL & LEICS	GB	9,58	- 0,68
ALLIED IRISH BA	GB	15,51	+ 0,21
ALPHA BANK	GR	35,35	- 0,17
B PINTO MAYOR R	PT	24,85	....
BANK AUSTRIA AG	AT	59,65	- 0,58
BANK OF IRELAND	GB	11,01	- 0,15
BANK OF PIRAEUS	GR	17,71	- 0,25
BK OF SCOTLAND	GB	9,84	+ 0,50
BANKINTER R	ES	46,21	+ 0,46
BARCLAYS PLC	GB	28,93	+ 0,11
BAYR.HYPO-UVER	DE	65,90	+ 0,30
BCA AG.MANTOVAN	IT	9,10	- 0,44
BCA FIDEURAM	IT	16,77	+ 0,66
BCA INTESA	IT	4,98	- 0,40
BCA LOMBARDA	IT	9,90	+ 0,20
MONTE PASCHI SI	IT	4,70	- 0,84
BCA P.BERG-CV	IT	20,15	+ 0,05
BCA P.MILANO	IT	8	- 0,25
B.P.VERONA E S.	IT	12,77	- 1,01
BCA ROMA	IT	1,39	- 0,71
BBVA R	ES	16,70	....
ESPIRITO SANTO	PT	18,64	....
BCO POPULAR ESP	ES	33,94	+ 0,27
BCO PORT ATLANT	PT	4,20	....
BCP R	PT	5,85	....
BIPOP CARIRE	IT	101,50	....
BNL	IT	4,09	- 0,49
BNP PARIBAS /RM	FR	108,40	+ 0,18
BSCH R	ES	12,01	+ 0,50
CHRISTIANIA BK	NO	5,85	....
COMIT	IT	6,02	- 0,33
COMM.BANK OF GR	GR	45,99	- 4,11
COMMERZBANK	DE	37,50	- 0,40
CREDIT LYONNAIS	FR	47,23	+ 0,49
DEN DANSKE BK	DK	140,79	- 0,47
DNB HOLDING -A-	NO	4,93	....
DEUTSCHE BANK N	DE	99,10	- 0,40
DEXIA	BE	159,20	+ 0,06
DRESDNER BANK N	DE	51,85	+ 0,29
CFG EUROBANK	GR	26,23	....
ERGO BANK	GR	18,89	+ 0,08
ERSTE BANK	AT	49	- 0,81
FOERENINGSSB A	SE	16,68	....
HALIFAX GROUP	GB	9,28	+ 0,71
HSBC HLDG	GB	16,05	- 0,81
IKB	DE	16,75	- 0,59
KBC BANCASSURAN	BE	52,10	- 0,38
LLOYDS TSB	GB	10,61	+ 0,94
NAT BANK GREECE	GR	39,87	- 0,33
NATEXIS BQ POP.	FR	84,95	+ 0,83
NORDIC BALTIC H	SE	7,41	+ 0,81
ROLO BANCA 1473	IT	21,42	+ 0,23
ROYAL BK SCOTL	GB	21,82	+ 0,91
SAN PAOLO IMI	IT	19,77	+ 0,61
S-E-BANKEN -A-	SE	13,27	....
STANDARD CHARTE	GB	16,66	+ 0,30
STE GENERAL-A/	FR	66,95	+ 1,06
SV HANDBK -A-	SE	17,99	+ 1,01
SWEDISH MATCH	SE	3,52	....
UBS N	CH	164,63	- 0,20
UNICREDITO ITAL	IT	5,62	+ 0,18
UNIDANMARK -A-	DK	85,81	....
XIOMBANK	GR	20,15	....
▶ DJ E STOXX BANK P 358,98 + 0,07			

CONGLOMÉRATS

CGIP /RM	FR	48,50	+ 1,04
CHRISTIAN DIOR	FR	66,30	+ 0,91
D'ETEREN SA	BE	272	+ 1,49
AZEO	FR	70,75	- 1,74
GBL	BE	293	+ 0,07
GEVAERT	BE	48,10	+ 0,21
HAGEMEYER NV	NL	32,01	....
INCHCAPE	GB	4,81	....
INVESTOR -A-	SE	15,48	....
INVESTOR -B-	SE	15,78	....
MYTILINEOS	GR	8,39	....
NORSK HYDRO	NO	48,14	....
UNAXIS HLDG N	CH	281,17	- 0,57
ORKLA	NO	20	....
SONAE SGPS	PT	1,61	....
TOMKINS	GB	3,58	....
E.ON AG	DE	57,10	- 0,52
▶ DJ E STOXX CONG P 329,98 ....			

TÉLÉCOMMUNICATIONS

EIRCOM	IR	2,55	+ 6,25
BRITISH TELECOM	GB	13,72	+ 1,95
CABLE & WIRELES	GB	19,63	+ 0,76
DEUTSCHE TELEKO	DE	44,40	+ 2,35
E.BISCOM	IT	170,35	+ 0,80
ENERGIS	GB	45,18	....
EQUANT NV	DE	43,20	+ 1,89
EUROPOLITAN HLD	SE	11,24	....
FRANCE TELECOM	FR	130	+ 2,36
HELLENIC TELE (	GR	21,43	- 0,96
HEL.STELEPH E	FI	102,60	....
KONINKLIJKE KPN	NL	105,70	....
LIBERTEL NV	NL	15,55	+ 0,65
MANNESMANN N	DE	234,50	+ 0,21
MOBILCOM	DE	111,18	+ 0,24
PANAFON HELLENI	GR	10,96	- 0,67
PORTUGAL TELECO	PT	11,37	....
SONERA	FI	35,94	+ 0,87
SWISSCOM N	CH	340,24	+ 1,74
TELE DANMARK -B	DK	66,24	+ 1,02
TELECEL	PT	14,20	....
TELECOM ITALIA	IT	13,42	+ 2,21
TELECOM ITALIA	IT	6,62	+ 0,61
TELEFONICA	ES	21,40	+ 2,15
T.I.M.	IT	9,50	+ 2,15
TISCALI	IT	46,45	+ 0,87
VERSATEL TELECO	NL	29,30	+ 1,38
VODAFONE GROUP	GB	4,42	+ 2,67
▶ DJ E STOXX TCOM P 911,99 + 1,71			

CONSTRUCTION

ACCIONA	ES	38,50	+ 0,39
AKTOR SA	GR	6,16	- 0,48
UPONOR -A-	FI	20,30	....
AUMAR R	ES	16	....
ACESA R	ES	8,79	+ 1,50
BLUE CIRCLE IND	GB	6,87	- 0,49
BOUYGUES /RM	FR	64,85	+ 1,97
BPB	GB	5,32	....
BUZZI UNICEM	IT	9,61	- 0,10
CRH PLC	GB	31,05	+ 0,27
CIMPOR R	PT	25	....
COLAS /RM	FR	62,40	- 1,73
GRUPO DRAGADOS	ES	9,48	- 1,76
FCC	ES	17,75	+ 1,66
GROUPE GTM	FR	132	- 3,30
GRUPO FERROVIAL	ES	14,10	+ 0,36
HANSON PLC	GB	6,67	+ 1,25
HEIDELBERG ZE	DE	61,80	+ 0,49
HELL.TECHNODOR	GR	21,34	- 1,23
HERACLIES GENL R	GR	19,26	+ 1,56
HOCHTIEF ESSEN	DE	27,27	+ 1,09
HOLDERBANK FINA	CH	1331,20	+ 0,19
IMERYS /RM	FR	133,60	+ 1,75
ITALCEMENTI	IT	10,22	....
LAFARGE /RM	FR	85,40	+ 1,07
MICHANIKI REG.	GR	5,99	....
PILKINGTON PLC	GB	1,54	- 1,05
RMC GROUP PLC	GB	11,04	+ 0,30
SAINT COBAIN /R	FR	155,50	+ 0,91
SKANSKA -B-	SE	38,14	- 0,31
TAYLOR WOODROW	GB	2,58	+ 0,64
TECHNIP /RM	FR	140,30	+ 0,21
TITAN CEMENT RE	GR	38,14	- 1,15
WIENERB BAUSTOF	AT	23,98	- 0,08
WILLIAMS	GB	6,26	- 0,52
▶ DJ E STOXX CNST P 227,93 + 0,91			

PRODUITS DE BASE

ACERALLA	ES	9,45	+ 1,29
ACERINOX R	ES	34	....
ALUMINIUM GREEK	GR	41,35	+ 0,79
ANGLO AMERICAN	GB	63,51	- 0,51
ASSIDOMAEN AB	SE	16,50	- 1,08
BEKAERT	BE	52,10	- 1,51
BILLITON	GB	4,99	- 1,94
BOEHLER-UDDEHOL	AT	37,10	- 0,54
BUNZL PLC	GB	6,28	....
CORUS GROUP	GB	1,13	+ 1,47
ELVAL	GR	4,37	- 1,01
ISPAT INTERNATI	NL	7,25	....
JOHNSON MATTHEY	GB	17,68	- 2,09
MAYR-MELNHOF KA	AT	51,50	+ 0,21
METSAE-SERLA -B	FI	8,20	....
HOLMEN -B-	SE	25,29	+ 0,95
OUTOKUMPU	FI	11	....
PECHINEY-A-	FR	48,45	+ 0,31
RAUTARUUKKI K	FI	4,68	+ 0,86
RIO TINTO	GB	20,12	+ 0,16
SIDENOR	GR	5,10	+ 2,38
SILVER & BARYTE	GR	31,38	- 0,09
SMURFIT JEFFERS	GB	2,22	....
STORA ENSO -A-	FI	10,30	....
STORA ENSO -R-	FI	10,25	+ 0,79
SVENSKA CELLULO	SE	22,36	+ 0,54
THYSSENKRUPP	DE	17,05	+ 0,29
UNION MINIERE	BE	39,70	+ 0,13
UPM-KYMMENE COR	FI	30,30	....
USINOR	FR	11,84	+ 2,07
VIOHALCO	GR	10,58	+ 0,56
VOEST-ALPINE ST	AT	30,01	....
▶ DJ E STOXX BASI P 166,63 + 0,25			

CHIMIE

AKZO LIQUIDE /RM	FR	139,90	- 0,14
AIR NOBEL NV	NL	48,25	+ 1,15
BASF AG	DE	42,30	+ 0,48

BAYER AG	DE	47,70	+ 0,85
BOC GROUP PLC	GB	16,40	+ 1,11
CELANESE N	DE	18,05	- 0,82
CIBA SPEC CHEM	CH	67,14	- 0,24
CLARIANT N	CH	399,64	+ 0,81
DEGUSSA-HUELS	DE	32	- 0,16
NL	DE	34,39	- 0,03
EMS-CHEM HOLD A	CH	4887,34	+ 0,13
ICI	GB	7,70	- 0,42
KEMIRA	FI	6	....
LAPORTE	GB	7,80	- 0,63
LONZA GRP N	CH	548,13	+ 0,47
RHODIA	FR	15,75	+ 2,61
SOLVAY	BE	74,50	+ 0,27
TESSENDERLO CHE	BE	41	+ 0,99
▶ DJ E STOXX CHEM P 364,45 + 0,30			

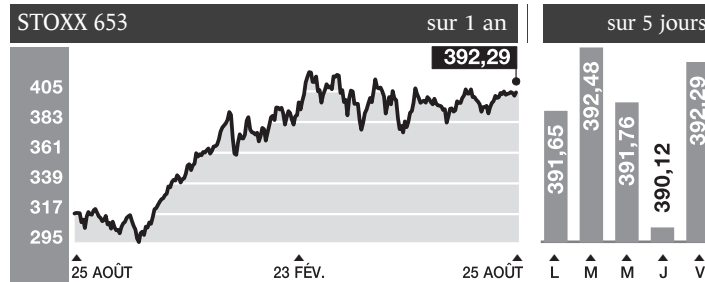
PHARMACIE

ALTANA AG	DE	113,95	+ 1,29
ASTRAZENECA	GB	51,50	+ 0,55
AVENTIS /RM	FR	81,90	....
BB BIOTECH	CH	1223,45	+ 3,27
GLAXO WELLCOME	GB	32,89	+ 0,30
NOVARTIS N	CH	1721,87	- 0,19
NOVO NORDISK B	DK	230,62	....
ORION B	FI	20,54	+ 0,20
QIAGEN NV	NL	53,70	- 1,38
ROCHE HOLDING	CH	11811,61	....
ROCHE HOLDING G	CH	10329,91	+ 0,31
SANOFI SYNTHELA	FR	56,65	+ 1,61
GEVAERT	DE	61,80	- 0,32
SMITHKLINE BEEC	GB	14,87	....
UCB	BE	42,55	....
▶ DJ E STOXX HEAL 545,34 + 0,19			

ÉNERGIE

BG GROUP	GB	6,09	....
BP AMOCO	GB	10,46	+ 0,16
CEPSA	ES	9,60	- 0,52
COFLEXIP /RM	FR	145	+ 0,62
DORDTSCH PETRO	NL	57	....

(Publicité)



HERMES INTL	FR	145,80	+ 0,34
HPI	IT	1,60	....
KLM	NL	28,95	- 0,17
HILTON GROUP	GB	3,93	+ 1,27
LMVM /RM	FR	89,50	....
MEDION	DE	111	- 0,63
MOULINEX /RM	FR	4,58	+ 4,81
PERSIMMON PLC	GB	3,43	....
PREUSSAG AG	DE	36,35	- 1,76
RANK GROUP	GB	2,84	- 2,26
RYANAIR HLDGS	IE	8,75	....
SAGROUP N	CH	176,90	+ 0,18
SAS DANMARK AS	DK	9,39	....
SEB /RM	FR	59,10	+ 1,90
SODEXHO ALLIANC	FR	181,20	+ 2,28
TELE PIZZA	ES	6,17	+ 2,66
THE SWATCH GRP	CH	1639,87	+ 0,20
THE SWATCH GRP	CH	333,79	- 0,58
VOLVO -A-	SE	18,29	+ 2
VOLVO -B-	SE	18,77	+ 0,96
WWW UK UNITS	IR	1,28	....
WILSON BOWDEN	GB	10,19	....
WM-DATA -B-	SE	5,20	+ 0,93
DSM	NL	34,39	- 0,03
WOLFORD AG	AT	29,75	....
▶ DJ E STOXX CYC GO P 197,16 + 0,62			

BIENS D'ÉQUIPEMENT

ABB N	CH	128,96	+ 0,38
ADECCO N	CH	834,79	+ 1,57
ALSTOM	FR	24,78	+ 3,25
ALUSUISSE GRP N	CH	748,92	- 0,43
ASSA ABLOY-B-	SE	20,92	....
ASSOC BR PORTS	SE	5,34	....
ATLAS COPCO -A-	SE	23,31	-







**TECHNOLOGIE** L'implantation sauvage des décharges sur l'ensemble du territoire a souvent donné lieu à des dérives inadmissibles. ● **CE SECTEUR** aujourd'hui réglementé stimule

l'imagination des ingénieurs et des exploitants de ces dépôts de déchets, qui tentent d'en valoriser le contenu. ● **S'APPUYANT** sur des outils mis en œuvre pour éprouver les têtes de mis-

siles balistiques, un chercheur bordelais a fait appel aux très hautes températures des torches à plasma pour fabriquer des verres à partir des cendres fournies par les usines d'inci-

nération. ● **DANS UN AUTRE DOMAINE**, l'exploitant d'une décharge de la Mayenne s'est inspiré d'une technique utilisée par les Suisses pour produire du méthane à partir de la

fermentation des ordures et utiliser le gaz produit pour déshydrater la luzerne. Preuve qu'il est possible de traiter les déchets d'une manière plus respectueuse de l'environnement.

# Le recyclage à haute température des cendres toxiques des ordures ménagères

S'appuyant sur les travaux d'Aérospatiale concernant la résistance des têtes des missiles balistiques à leur entrée dans l'atmosphère, un chercheur de la région de Bordeaux a mis à profit les capacités des torches à plasma pour vitrifier des déchets et valoriser ainsi une partie de leurs composants

## BORDEAUX

de notre correspondante

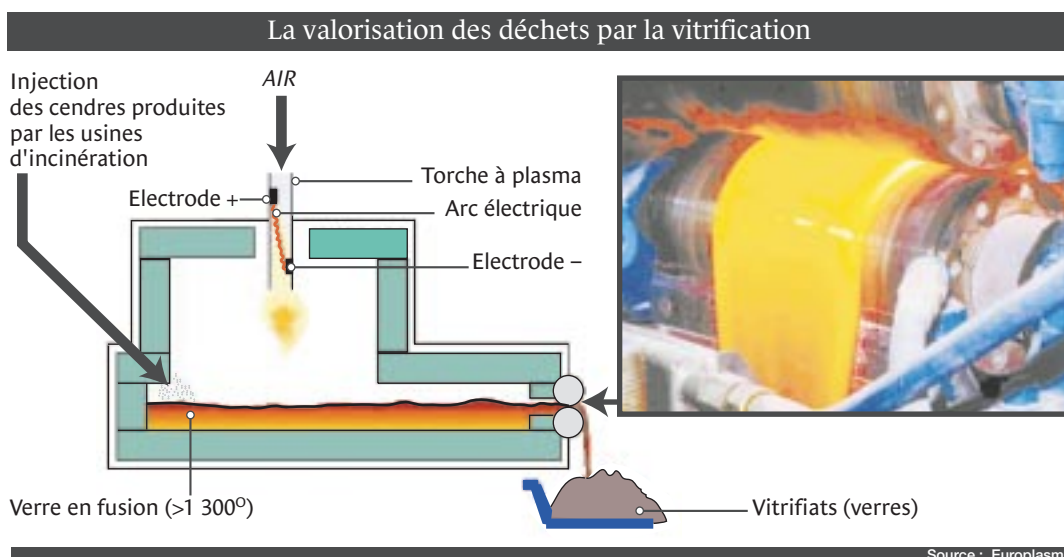
Depuis trois ans, à Cenon, dans l'agglomération bordelaise, une expérience unique est menée dans une usine d'incinération d'ordures ménagères : un four à fusion équipé d'une torche à plasma transforme les cendres volantes obtenues après incinération des déchets ménagers, les « Refiom », en lames de verre. L'objectif n'est pas de capturer et de confiner ces cendres hautement toxiques – contenant notamment des métaux lourds et des dioxines – dans une gangue de verre. D'autres sociétés le font déjà. Ce procédé de vitrification permet de faire fondre à très haute température ces Refiom et de les transformer en poudre de verre valorisable et de grande qualité. Les polluants sont ainsi piégés, les dioxines détruites et le vitrifiat recyclé au lieu d'être stocké dans le Gard, dans des décharges de classe 1 dédiées aux matériaux dangereux dits « déchets ultimes ».

Tout a commencé à Aérospatiale, à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), dans la banlieue nord-ouest de Bordeaux. L'établissement est spécialisé dans la conception de missiles et de systèmes spatiaux. Didier Pineau, ingénieur aéronautique, y a consacré douze années, sur ses quinze ans de carrière, à mettre au point une torche à plasma destinée à tester la résistance des missiles balistiques à leur entrée dans l'atmosphère. « J'étais persuadé des applications technologiques de cette énergie, notamment dans le traitement des déchets ménagers », explique-t-il. En 1992, il quitte Aérospatiale pour créer Europlasma et s'enquiert d'un partenaire prêt à financer ce projet inédit.

## BOUCLER LA BOUCLE

La communauté urbaine de Bordeaux (CUB), présidée à l'époque par Jacques Chaban-Delmas, maire RPR, lance en 1993 Trivac, un plan de traitement et de valorisation des déchets ménagers. Si le plan réussit, la torche à plasma permettra de « boucler la boucle ». La collectivité récupère, trie et recycle les déchets, incinère ce qui n'est pas valorisable et vitrifie les résidus réutilisables.

« Au départ, c'était un pari, on ne savait pas où on allait », se souvient Didier Cazabonne, l'actuel vice-président de la CUB, chargé de l'environnement. « Il a fallu convaincre les élus », confirme Thierry Guichard, directeur général des



services techniques de la CUB et président du comité scientifique du programme Vivaldi, chargé de vérifier le comportement du verre et d'étudier ses utilisations possibles, ils souhaitaient participer à la valorisation d'une innovation bordelaise. »

Cette technologie permettrait également de régler le problème des décharges de classe 1, inexistantes en Aquitaine et très impopulaires. Seule crainte : à l'époque, personne ne pouvait affirmer que le procédé allait fonctionner.

En dépit de leurs interrogations, en 1995, les élus votent près de

25 millions de francs (3,8 millions d'euros) pour la construction et l'expérimentation de la torche à plasma à l'usine d'incinération de Cenon, propriété de la CUB. Si le projet échouait, Novergie, filiale de Suez-Lyonnaise des eaux, s'engageait à rembourser la moitié de l'investissement. Mais il fallait lever d'autres risques.

## DALLES OU FAÇADES D'IMMEUBLES

D'abord, le risque technologique : condition *sine qua non* d'un vitrifiat non dangereux, le four en fusion devait produire en continu un verre qui intègre les métaux

lourds dans sa matrice, avec moins de 1 % d'infondus. La tenue des réfractaires devait résister dans le temps à l'agressivité du bain et des fumées à l'intérieur du four. Enfin, les coûts d'exploitation en phase industrielle ne devaient pas dépasser le coût du stockage des cendres en décharge de classe 1, à savoir moins de 2 500 francs la tonne.

Un premier bilan complet est fait en 1999 par l'Institut national de l'environnement et des risques (Ineris) : conclusions positives. Restait à étudier les voies possibles de valorisation du vitrifiat. En 1997, le programme Vitrifica-

## Quand le gaz des ordures permet de déshydrater la luzerne

**LORSQU'ELLES** sont enfouies dans le sol, les ordures ménagères fermentent pendant quinze à vingt-cinq ans avant de retourner à l'état minéral. Elles dégagent du biogaz inflammable à forte teneur en méthane. C'est un phénomène naturel que l'on connaît dans les zones marécageuses... et les cimetières sous le nom de feux follets. L'énergie totale dégagée par la fermentation est presque équivalente en pouvoir calorifique à l'énergie qui serait fournie par l'incinération des mêmes ordures.

Fort de ces observations confirmées de longue date par les scientifiques et d'une expérience industrielle menée en Suisse, un exploitant de la région de Laval (Mayenne) a monté, en association avec une coopérative agricole, une unité de déshydratation du fourrage alimentée en combustible par du méthane issu de la fermentation d'ordures ménagères. Cette initiative a permis aux éleveurs d'étendre la culture de la luzerne et des graminées tout en abandonnant la technique controversée de l'ensilage. Ils produisent ainsi du lait de meilleure qualité, avec une teneur élevée en protéines. Pour Joël Séché, l'exploitant de la décharge de Changé, « c'est la preuve qu'il est possible de traiter les déchets d'une manière respectueuse de l'environnement ».

C'est en 1994. Joël Séché est parti en Suisse avec quatorze agriculteurs pour visiter une installation de déshydratation de la luzerne fonctionnant avec le biogaz d'une décharge. Quelques mois plus tard est née la Codema (Coopérative de déshydratation de la Mayenne). « Nous avons trouvé un matériel de seconde main, ce qui nous a permis de monter notre installation avec une mise limitée à 12 millions de francs », explique Marcel Blanchet, président de la coopérative et agriculteur de son métier.

## DE PETITS BOUCHONS

Sur cette décharge, le biogaz est capté par des drains enfouis sous les ordures et récupéré dans des citernes. En hiver, sa combustion fait fonctionner un turboalternateur et produit de l'électricité qui est vendue à EDF. En dehors de la période hivernale, les tarifs de rachat par EDF ne justifient pas la production d'électricité, et l'exploitant a donc choisi de mettre le biogaz à la disposition de ses voisins agriculteurs.

Dans un creux du bocage, un hangar abrite le brûleur de biogaz et un réacteur cylindrique horizontal (17 mètres de long et 6,7 mètres de diamètre). Le réacteur broie la luzerne et abaisse à 10 % son taux d'humidité en tournant pendant une dizaine de minutes à la tempé-

rature de 600 °C (20 000 litres d'eau peuvent s'évaporer en une heure). La luzerne est alors compressée sous forme de petits bouchons et conditionnée dans des sachets ou des sacs.

## Une décharge respectueuse de l'environnement

Après un tri sommaire et un contrôle du contenu et de la radioactivité, les déchets sont enfouis dans des alvéoles de plusieurs hectares qui sont rendues à la végétation après comblement. Chaque alvéole repose sur 5 mètres d'argile au minimum pour éviter les infiltrations de polluants dans les nappes phréatiques. Le fond est recouvert d'une géomembrane en polyéthylène haute densité (PEHD) qui renforce l'étanchéité, ainsi que d'une membrane géotextile antiperforation. Une couche de gravier assure le drainage des jus de fermentation vers une station d'épuration cependant que des canalisations récupèrent le biogaz de fermentation. L'aménagement de chaque alvéole dure environ deux mois sous le contrôle d'un organisme canadien.

tion, valorisations diverses (VIVALDI) est lancé. Un comité scientifique, composé d'universitaires, de chercheurs au CEA, au BRGM, de spécialistes des déchets et de l'environnement (Ademe, Dreire, Ineris, Adec. tox, Insa-Lyon,...), doit prouver les possibilités de réutilisation du verre et son innocuité sur l'environnement.

Cette unité expérimentale devrait bientôt passer en phase industrielle. La CUB a voté récemment la mise en exploitation industrielle du procédé à l'usine de Cenon et son installation dans le complexe d'incinération de Bègles, propriété de filiales du groupe Suez-Lyonnaise des eaux. Didier Pineau espère maintenant

## Une température de 4 000 degrés

Les cendres toxiques provenant des fumées dégagées par l'incinération des ordures ménagères, sont introduites dans un four dans lequel est installée la torche à plasma. Cette torche produit de très hautes températures (4 000 degrés Celsius). Le plasma est le quatrième état de la matière, en plus des états solide, liquide et gazeux.

Ce plasma thermique artificiel est obtenu en chauffant un gaz par un arc électrique entretenu entre deux électrodes. A son contact, les déchets subissent des réactions thermochimiques, vont fondre et se transformer. Après un passage dans une zone de tranquillisation, le produit en fusion est évacué vers un dispositif de refroidissement et de conditionnement. Il en ressort de fines lames de verre, appelées aussi vitrifiats.

Les résultats définitifs, récemment rendus publics, ont montré que le verre produit à l'usine de Cenon pouvait être stocké dans des décharges ordinaires dites de classe 3. Mais ils ont montré surtout qu'il pouvait aussi être recyclé en accessoires de voirie ou de travaux publics pour des bordures de trottoirs, par exemple, des dalles ou des façades d'immeubles.

trouver de nouveaux marchés. Il a déjà vendu une licence au groupe industriel japonais Kobelco, pour la vitrification de 30 tonnes de cendres par jour, et négocie actuellement deux autres licences, l'une toujours pour Kobelco, l'autre pour un conglomérat japonais qui garde pour le moment l'anonymat.

Claudia Courtois

des dégradations diverses du fait de nombreux pesticides.

La Codema emploie aujourd'hui une dizaine de personnes, dont cinq à plein temps, et réunit deux cent dix agriculteurs coopérants. Elle s'occupe de faucher la luzerne et de la déshydrater avant de la restituer à son propriétaire. De mai à l'automne, l'opération se renouvelle tous les quarante jours, après chaque repousse. L'installation de déshydratation est aussi utilisée pour le trèfle, les graminées et le maïs !

## « AUTONOMIE »

« En apportant une solution au stockage de l'herbe, nous avons relancé la culture de la luzerne ainsi que des graminées d'hiver comme le raygrass, souligne Marcel Blanchet. Ces graminées sont utiles pour couvrir le sol et le protéger après les labours. » Le résultat est visible dans les chiffres. La Codema traite environ 750 hectares d'herbe et 150 hectares de maïs. Après la première année de fonctionnement, les adhérents ont en moyenne diminué de 25 % les surfaces plantées en maïs et soumises, de ce fait, à

L'alimentation du bétail avec le fourrage local garantit une parfaite traçabilité : les clients ont les moyens de vérifier la manière dont le lait a été produit. Cette traçabilité a permis à plusieurs agriculteurs de la coopérative d'obtenir un label « Agriculture biologique ». Ce n'est pas un mince paradoxe que d'en attribuer le mérite à un traitement raisonné des ordures ménagères.

André Larané

## Le Monde

A LA TELEVISION ET A LA RADIO

### Le Monde des idées

LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10  
Le lundi à 15 h 10

### Le Grand Jury

RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

### La rumeur du monde

FRANCE-CULTURE  
Le samedi à 12 heures

### Ideaux et débats

FRANCE MUSIQUES  
Le dimanche à 17 heures

### Festivals en Muzzik

MUZZIK  
Tous les jours à 9 heures, 12 heures, 19 heures, 20 h 45, 22 h 30

### Libertés de presse

FRANCE-CULTURE  
Le premier dimanche de chaque mois

### A la « une » du Monde

RFI  
Du lundi au vendredi à 12 h 45 et 1 h 10 (heures de Paris)

### La « une » du Monde

BFM  
Du lundi au vendredi 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Chaque lundi avec

Le Monde  
DATÉ MARDI

retrouvez

LE MONDE  
ECONOMIE

et les offres d'emploi

LE MONDE TELEVISION

avec Le Monde  
DATÉ DIM./LUNDI

## Radioactivité : suspicion sur les mesures des dosimètres

LES DOSIMÈTRES portés par les travailleurs soumis à des rayonnements ionisants pourraient minimiser les doses reçues par leurs porteurs. Une étude comparative des différents appareils utilisés en Europe rapportée par l'hebdomadaire britannique *New Scientist* du 26 août l'affirme. Paru dans la revue *Radiation Protection Dosimetry*, ce travail a été mené par les experts de sept agences nationales de radioprotection dans le but d'harmoniser ces instruments. Leurs performances étaient correctes pour les rayons gamma et les rayons X, mais laissaient à désirer pour les rayonnements bêta (très faiblement pénétrants) et surtout pour les neutrons.

En France, environ deux mille personnes pourraient être concernées par ces imprécisions, qui peuvent induire, selon l'Office pour la protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), des erreurs de mesure allant du simple au double. Un dosimètre plus fiable, conçu par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), d'un coût de plusieurs milliers de francs, contre quelques centaines pour les gammamètres classiques, pourrait être commercialisé prochainement par la société Safimo.

Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

## L'Histoire, style roman

D'Alexandre Dumas à Marguerite Yourcenar, de Walter Scott à Umberto Eco, de l'Antiquité aux soubresauts du XX<sup>e</sup> siècle, les grands auteurs et les grandes périodes du roman historique. Un genre populaire, réservoir inépuisable d'aventures, qui permet aussi la mise à distance d'enjeux, contemporains ou intimes. Pour l'été, un voyage romanesque dans le temps et dans l'espace...



UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## TOUS LES SENS. 5

# Le toucher, une affaire de peau et de rites

Le premier des cinq sens permet à l'homme de distinguer le moi du non-moi. Associé au développement des facultés de préhension, il est aussi le sens de la socialisation

« *SI je ne vois pas dans ses mains la marque des clous, et si je ne mets mon doigt dans la place des clous, et si je ne mets ma main dans son côté, je ne croirai pas* », dit l'apôtre Thomas, dans l'Évangile selon saint Jean. Pour croire à la résurrection de Jésus, il a besoin de voir, mais aussi de toucher ses plaies. Étonnant crédit accordé à un sens dont le philosophe Michel Serres note combien il est volontiers déprécié : « *Beaucoup de philosophes se réfèrent à la vue ; peu à l'ouïe ; moins encore donnent leur confiance au tactile, comme à l'odorat* » (*Les Cinq Sens*, de Michel Serres, Hachette Littératures, 1998). Déprécié, il est même souvent occulté dans la tradition judéo-chrétienne.

Rien de plus humain, pourtant, que la réaction de Thomas. Humaine son incrédulité. Humain, surtout, son recours à une modalité sensorielle dont beaucoup de scientifiques pensent qu'elle est une marque de l'évolution. Infirme du nez, handicapé des papilles, dur d'oreille, l'homme est un animal visuel et tactile.

Un trait distinctif qu'il partage avec tous les primates, souligne

confirme le paléontologue Yves Coppens, professeur au Collège de France. Lucy, la célèbre australopithèque, vieille de plus de 3 millions d'années, dont il fut le codécouvreur et qui a longtemps été tenue pour la grand-mère de l'humanité, était-elle, déjà, une tactile ? « *Sa main était davantage faite pour la saisie des branches et pour la locomotion que pour le toucher proprement dit.* » Mais, est-il persuadé, l'invention des premiers outils de pierre taillée, voilà 2 à 3 millions d'années, « *nécessitait une bonne appréciation de la qualité de la matière première, dans laquelle intervenait sans doute, au côté de la vision, le toucher* ».

Sens premier, donc, comme on le dit des arts. Sens singulier aussi, le seul à ne pas mettre en jeu un organe particulier, mais l'ensemble de l'enveloppe corporelle, ces 1,5 à 2 m<sup>2</sup> de peau de l'individu adulte où, dit Michel Serres, s'inscrit le rapport de l'homme au monde : « *La peau est une variété de contingence : en elle, par elle, avec elle se touchent le monde et mon corps, le sentant et le senti, elle définit leur bord commun (...)* Monde et corps se coupent en elle,

mité des doigts ne compte pas moins de 250 récepteurs au centimètre carré, ce qui explique comment les non-voyants peuvent déchiffrer un alphabet en relief à l'aide d'une plage digitale dont la taille n'excède pas 12 à 15 mm.

Mais le toucher n'est pas qu'affaire de peau. Il est aussi affaire de muscles. Dans son *Traité des sensations* (Fayard, 1984), Etienne Bonnot de Condillac imaginait de doter une statue des cinq sens ; mais, figée dans le marbre, celle-ci n'accédait à la connaissance du monde qu'une fois nantie également du mouvement. Cette fable philosophique disait déjà que le sens du mouvement et de la position dans l'espace – la proprioception – est indispensable à la perception par le sujet de son corps et de son environnement.

« *Le sens du toucher est associé à la mobilité digitale, manuelle ou brachiale*, explique Jean-Pierre Roll. *La sensibilité cutanée et la sensibilité musculaire sont inséparables.* » Muscles et tendons, pourvus eux aussi de récepteurs très subtils, constituent donc des organes sensoriels à part entière, dont les messages contribuent à modeler « l'image corporelle ». Pour preuve, cette surprenante illusion créée par la stimulation du biceps d'un sujet se pinçant le nez entre le pouce et l'index, qui croit sentir son bras s'étirer et son appendice nasal s'allonger comme celui de Pinocchio.

## SENSIBILITÉ SOMATIQUE

Les neurobiologistes n'ignorent plus grand-chose de la sensibilité somatique, des réseaux neuronaux qui acheminent les messages tactiles vers le cerveau et des aires – très développées – du cortex qui traitent ces messages. Mais ils savent aussi que la valeur et la signification données aux informations sensorielles varient avec le contexte. « *Nous sentons dix fois plus le coup de rasoir du chirurgien que dix blessures d'épée au combat* », observait déjà Montaigne. L'anthropologue David Le Breton, professeur à l'université des sciences humaines de Strasbourg, ne dit pas

autre chose : « *Les perceptions sensorielles paraissent l'émanation de l'intimité la plus secrète du sujet, mais n'en sont pas moins socialement et culturellement modelées.* » (*Les Passions ordinaires, anthropologie des émotions*, de David Le Breton, Armand Colin, 1998).

Tact et contact ont en effet une fonction sociale majeure, mais une fonction très codifiée. « *Le toucher n'existe pas en tant que tel ; il est en permanence ritualisé dans les interactions sociales* », relève le chercheur. La gestuelle déployée pour engager ou clore une rencontre – sans même parler du cérémonial amoureux – est exemplaire de cette ritualisation : on se presse la main, on échange des baisers plus ou moins appuyés

(en nombre variable selon les régions) sur la joue ou la bouche, on se tape l'épaule, on se donne l'accolade, on s'étreint, on se frotte le nez chez les Lapons, les Esquimaux ou les Maoris, on baise le nez de son supérieur au Koweït et l'épaule gauche de son ami chez les Druzes, tandis que l'Inde garde ses « intouchables »... « *Les mimiques, les gestes, les postures, la distance à l'autre, la manière de le toucher ou de l'éviter (...)* participent d'un ordre symbolique. »

Sens de l'individuation – la conscience de son corps et du milieu physique où il évolue – en même temps que de la socialisation, donc, le toucher est pourtant menacé de régresser chez l'homme, pense Marie-Claude

Bomsel, professeur au Laboratoire de conservation des espèces animales du Muséum national d'histoire naturelle de Paris : « *Les réseaux sensitifs se forment dans les premières années. Or, tandis que les singes portent leurs petits, les caressent, les épouillent, leur apprentissage à s'agripper et stimulent en permanence leur sensibilité tactile, nous mettons nos bébés dans des berceaux... L'homme a sans doute déjà perdu une partie de ses facultés tactiles primordiales et elles vont encore s'appauvrir.* »

Pierre Le Hir

PROCHAIN ARTICLE  
L'intuition

## La taupe au nez étoilé, une surdouée

S'il est plus aiguë chez les primates, le sens du toucher est présent dans tout le règne animal. Bien que l'odorat joue un rôle prépondérant chez les insectes sociaux comme la fourmi, le tact intervient lui aussi chez la mouche ou chez l'araignée, dont le mâle prépare la femelle à l'accouplement en faisant vibrer sa toile. Le goût des dauphins pour les jeux physiques est bien connu, et la trompe de l'éléphant constitue un merveilleux instrument tactile, en même temps qu'olfactif et préhensile. Mais la palme revient peut-être à une taupe d'Amérique du Nord, *Condylura cristata*, baptisée « taupe au nez étoilé » en raison de la vingtaine de courtes tentacules qui ornent son museau. Ces appendices, dénués de toute fonction olfactive, sont pourvus de plus de 25 000 récepteurs sensoriels qui en font l'organe tactile le plus performant que l'on connaisse chez les mammifères.

Bertrand Deputle, directeur de recherche au Laboratoire d'éthologie, évolution et écologie (CNRS-Université de Rennes-1) : « *La fonction de préhension assurée par l'extrémité des membres – mains ou pieds – des primates a donné davantage d'importance au toucher et a contribué au développement de ce sens.* » Un processus d'adaptation qu'illustrent certains singes des forêts d'Amérique du Sud, les platyrrhiniens : ces voltigeurs hors pair sont pourvus d'une queue préhensile dont le bout, très innervé, constitue un véritable organe tactile qui réduit leur risque de lâcher prise et d'être la proie de prédateurs.

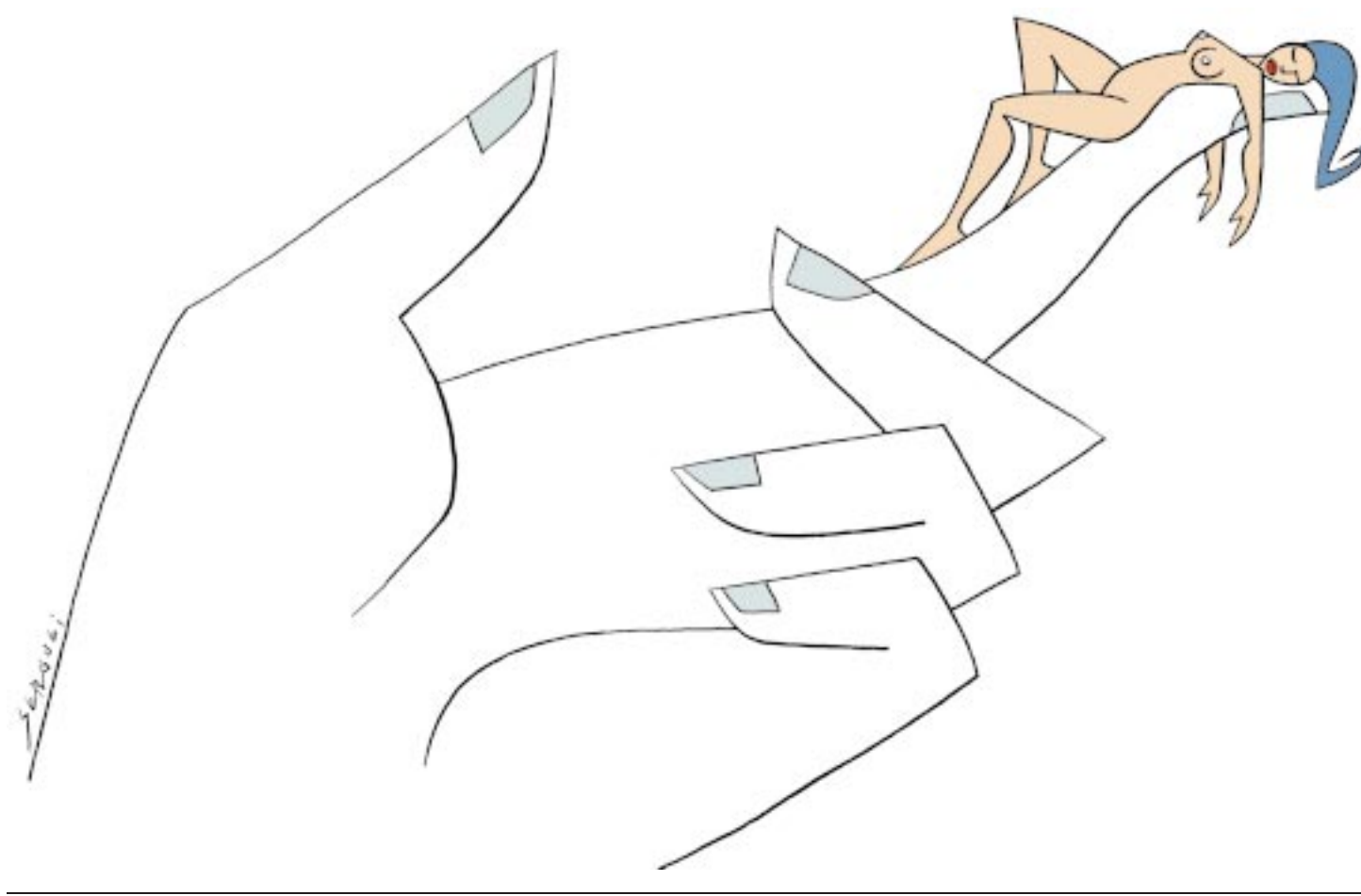
## 250 RÉCEPTEURS/CM<sup>2</sup>

« *On observe un développement du sens du toucher sur l'échelle des êtres : il est plus affûté chez les singes supérieurs, chimpanzés, gorilles ou bonobos, que chez le macaque par exemple, et il l'est davantage encore chez l'homme* »,

en elle se caressent (...). Je me mélange au monde qui se mélange à moi. »

C'est à la peau qu'il revient de séparer le « moi » du « non-moi », en même temps que d'unifier pour le sujet ces deux espaces, décrit un spécialiste des sciences cognitives, Jean-Pierre Roll, du Laboratoire de neurobiologie humaine (Université de Provence-CNRS) : « *Paradoxalement, la peau, qui enferme et délimite le corps, est aussi par la richesse de son innervation sensorielle l'une des ouvertures majeures de celui-ci au monde.* »

Les tissus cutanés sont, à cet égard, admirablement pourvus. Les couches superficielles ou profondes de la peau recèlent un très grand nombre de capteurs sensoriels, particulièrement denses dans les zones glabres (les 10 % d'épiderme non recouverts de poils) comme la paume de la main, dotée d'une sensibilité à fleur de peau. La pulpe de l'extré-



## Soigner, sculpter, voir avec les doigts

BEAUCOUP ont découvert Ousmane Sow au printemps 1999, à travers les sculptures géantes installées sur le pont des Arts, à Paris, franchi par 3 millions de visiteurs. Tous ont été saisis par la force expressive des corps musculeux, comme pétris dans une glaise primitive, des lutteurs noubas, guerriers massifs, pasteurs peuls, Indiens cheyennes et tuniqueuses bleues américaines, dressés dans une sorte de gigantomachie.

L'une des clés de cet « hyperréalisme » réside dans une connaissance parfaite de l'anatomie humaine, acquise au fil d'une longue pratique de la kinésithérapie. Ce fut le premier métier d'Ousmane Sow, né en 1935 à Dakar et arrivé à l'âge de vingt ans à Paris, où, après avoir renoncé aux Beaux-Arts, il embrasse cette profession médicale, qu'il exerce jusqu'en 1989, dans la capitale ou au Sénégal. Durant toutes ces années, son cabinet et son appartement se transforment, la nuit tombée, en ateliers de sculpture, à laquelle il finit par se consacrer totalement, dans la maison en forme de sphinx où il vit aujourd'hui, près de Dakar.

## DEUX SENS COMPLÉMENTAIRES

« *Le toucher, c'est ce qui est premier chez l'homme* », dit-il. Qu'il s'agisse de soigner les corps ou de les modeler. « *Un kiné ne voit pas les douleurs et les contractures. Il les sent aux doigts. Voilà pourquoi beaucoup d'aveugles font ce métier. De la même façon, quand je sculpte et que j'ai conscience d'un défaut que je n'arrive pas à détecter à l'œil – un relief trop important, un sillon mal placé –, je ferme les yeux et je parcours la figure avec la main pour rétablir la symétrie.* » Les deux sens ne s'opposent pas

pour autant : « *Toucher et vision vont ensemble, sont complémentaires, mais il arrive que l'un prenne le pas sur l'autre. Là où mes yeux se trompent, ma main prend le relais.* »

Avoir travaillé sur le corps humain, comme on travaille une pâte, avoir manipulé des membres, massé des muscles, palpé des articulations, exploré des creux et des bosses, loin de l'asservir à des modèles, lui a au contraire donné, explique-t-il, une « liberté » créatrice qui lui permet de s'affranchir des canons académiques. A-t-il conscience de posséder un don ? « *L'artiste qui croit cela est sur le déclin* », pense-t-il. Mais « *un sens tactile plus développé* », oui, sans aucun doute.

Jusque dans l'élaboration de sa matière première, l'artiste se fie d'abord à son toucher. Tout le secret est dans la préparation – il refuse d'en divulguer les ingrédients – dont il enduit les ossatures de fer, de paille et de jute de ses sculptures : « *Une matière, faite d'une vingtaine de produits, que j'ai composée par tâtonnements, en ajoutant des éléments, en retranchant d'autres, et qui macère et décante pendant quatre ans. Au départ, il y a des grains, des aspérités, des grumeaux ; le mélange est prêt quand je sens qu'il glisse entre les mains comme une pâte pâtissière et qu'il ne reste plus que la partie noble.* »

Parce que la chair de ses créatures, couleur de terre d'Afrique, est à toucher autant qu'à voir, Ousmane Sow demande aux organisateurs de ses expositions que les aveugles puissent y porter la main.

P. L. H.

## Des gants, manettes et souris à retour d'effort pour saisir la réalité virtuelle

INSENSIBLEMENT, les frontières du réel et du virtuel s'estompent. Pour parfaire l'illusion des images et des bruits de synthèse, les spécialistes de la simulation travaillent à la mise au point de systèmes « haptiques » recréant, artificiellement, les sensations tactiles et les sensations d'effort (ou kinesthésiques). L'une des équipes françaises les plus avancées dans ce domaine est celle du Laboratoire de robotique de Paris (LRP, CNRS-université Pierre-et-Marie-Curie-université de Versailles).

Cette équipe a conçu l'un des premiers gants de données (en anglais *dataglove*) à retour d'effort, destiné à commander un robot à distance. L'une des limites des systèmes classiques de télémanipulation, dans lesquels un opérateur humain pilote un robot par l'intermédiaire d'un système de commandes, est en effet l'insuffisance des informations senso-

rielles retournées vers l'opérateur. Pour remédier à cette carence, décrit Philippe Coiffet, directeur de recherche au LRP, les experts font appel à la réalité virtuelle. Entre l'homme et la machine s'intercale une représentation numérique, sur ordinateur, de la main, du robot et de l'objet manipulé.

L'intérêt d'une telle interface est

## Des récepteurs spécialisés

La sensibilité cutanée fait intervenir des terminaisons nerveuses spécialisées, qui répondent de façon différenciée aux stimuli mécaniques. Les corpuscules de Meissner et ceux de Pacini réagissent rapidement aux vibrations et aux mouvements de la peau, tandis que les récepteurs de Merkel et les corpuscules de Ruffini, plus lents à être excités, signalent de façon durable ses déformations. Des récepteurs spécifiques sont dédiés aux sensations de douleur, piqure, pincement ou torsion. D'autres encore détectent le chaud ou le froid.

Les tissus musculaires abritent aussi un grand nombre de récepteurs sensoriels (fuseaux neuromusculaires, récepteurs tendineux de Golgi) qui fournissent au cerveau des informations sur la longueur et la tension des muscles. Des récepteurs disséminés dans les articulations complètent ce maillage.

de faire intervenir des logiciels qui calculent les forces exercées, à tout moment, sur tous les points de contact avec l'objet. Il reste alors à renvoyer ces informations vers la main réelle de l'opérateur, afin qu'il ressente les mêmes forces que s'il manipulait un véritable objet. C'est le rôle du gant à retour d'effort : une structure métallique qui

s'enfile comme un vrai gant et qui, dotée de quatorze degrés de liberté – pour les quatorze articulations des doigts de la main –, est asservie à un moteur et à un jeu de câbles contrôlant la flexion de chaque phalange.

## AVEVENTURES FICTIVES

De nombreux laboratoires, aux Etats-Unis (notamment au Massachusetts Institute of Technology) et au Japon, travaillent sur des appendices du même type. Mais, si la sensation kinesthésique est relativement simple à recréer, il en va autrement pour la sensation tactile, qui doit rendre compte de paramètres aussi complexes que la texture de l'objet, rugueux ou lisse, sa forme ou sa température.

Les recherches sont stimulées par les perspectives prometteuses qui s'ouvrent à la simulation du toucher. Le télépilotage de robots dans des milieux extrêmes ou hostiles, comme les centrales nu-

cléaires – le LRP collabore avec le Service de téléopération et de robotique du CEA –, les grands fonds marins ou l'espace, représente l'une des applications les plus riches.

Plus largement, le télétravail offre d'immenses débouchés potentiels. Le LRP a ainsi participé, en 1996, à une première mondiale consistant à l'assemblage de pièces de puzzle par des robots actionnés depuis plusieurs villes de France et du Japon. On peut imaginer d'adapter le même principe à des fabrications industrielles. Des expériences spectaculaires de téléchirurgie ont également permis à des étudiants de se « faire la main » sur des cadavres virtuels. Dans un registre plus culturel, la visite virtuelle d'un musée gagnerait à être agrémentée d'un palpeur de sculptures artificiel.

Les amateurs de jeux vidéo sont déjà familiers des joysticks, volants et autres périphériques à retour de

force, qui augmentent le réalisme de leurs aventures fictives. Cette technologie gagne les ordinateurs domestiques, avec l'apparition de souris tactiles, dotées de capteurs générant des forces de résistance aux mouvements horizontaux ou verticaux de la main. La navigation sur la Toile, en particulier, pourrait en être rendue plus interactive et donc plus attractive, l'internaute ayant la sensation de toucher – de façon encore grossière – des objets ou des lieux jusqu'alors seulement visualisés. Cette technologie pourrait aussi venir en aide aux malvoyants.

Déjà, certains rêvent d'aller plus loin. Ils imaginent d'exploiter les illusions sensorielles somatiques pour exciter certains muscles et donner ainsi l'impression du mouvement. La limite du virtuel et du réel deviendrait alors vraiment intangible.

P. L. H.



# Forts orages

**SAMEDI.** Une zone d'orages forts va se déplacer dans la nuit du Sud-Ouest vers l'est et le nord pour toucher le Languedoc-Roussillon puis les régions Ile-de-France, Nord-Picardie, Nord-Est et Rhône-Alpes. A l'arrière, la baisse des températures sera sensible.

**Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie.** - Après des orages parfois forts sur les pays de Loire dans la nuit, un temps de traîne s'installe dès le matin avec parfois du tonnerre. Le vent d'ouest sera modéré. Températures entre 20 et 24 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le ciel se couvre et les orages arrivent par le Centre et la Haute-Normandie pour gagner les autres régions. C'est sur le Centre que les orages risquent d'être forts. Le temps de traîne s'installe ensuite sur le Centre et l'Ile-de-France. De 23 à 26 degrés.

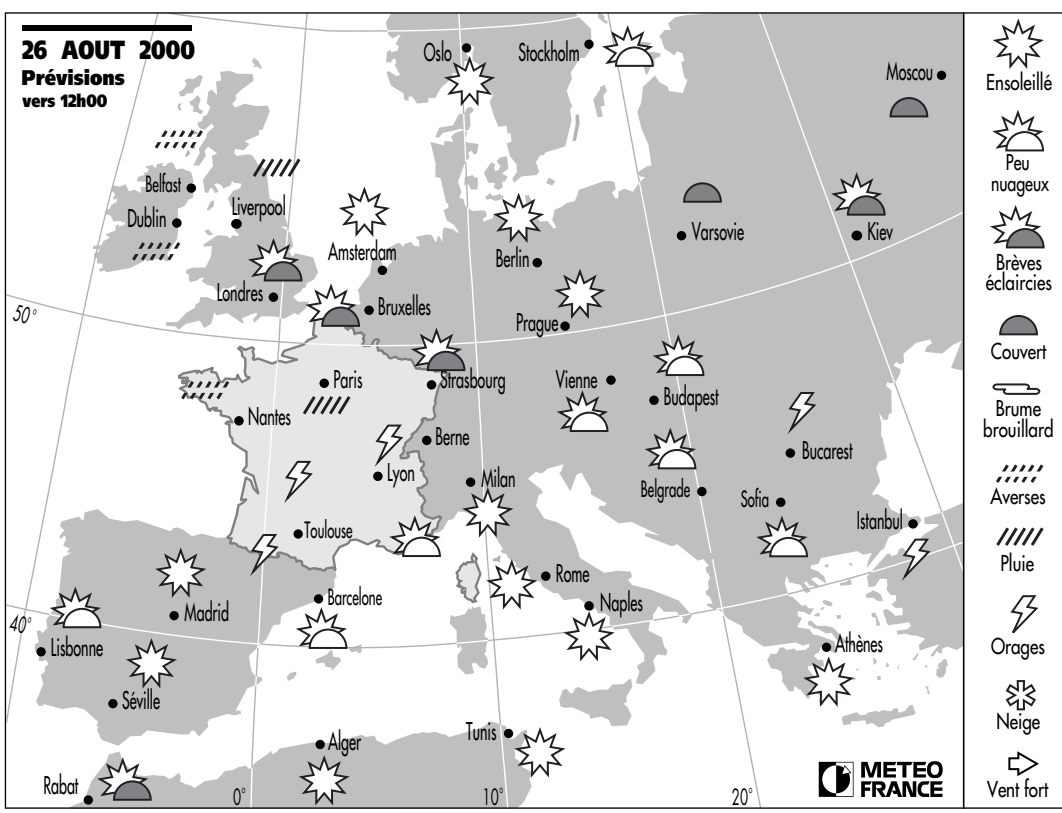
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - La matinée est ensoleillée. Les orages

arrivent sur la Bourgogne et gagnent les autres régions. Températures élevées de 28 à 31 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les orages seront forts dans la nuit et le matin parfois accompagnés de grêle et de rafales de vent. Ils s'attarderont sur le Midi-Pyrénées et les Pyrénées. Nuages, éclaircies et averses alterneront sur le Poitou-Charentes et l'Aquitaine parfois accompagnés de tonnerre. Températures entre 22 et 26 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Des orages forts éclatent sur le Limousin puis se décalent vers l'Auvergne et Rhône-Alpes. Températures entre 25 degrés sur le Limousin et 30 sur Rhône-Alpes.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le Languedoc-Roussillon sera touché en matinée par les forts orages puis la tramontane se lèvera. Nuages et éclaircies alterneront. Il fera encore très chaud, 28 à 30 degrés près des côtes, 30 à 37 degrés dans l'intérieur.



(Publicité)

<http://www.ebookers.fr>

**Vous passez l'été 2000 en ville? Partez en Septembre avec ebookers.fr**

**ebookers.fr**  
Vous êtes déjà là-bas

AGL met clé-ebookers  
© 2000 ebookers.com snc. Licence L077000047

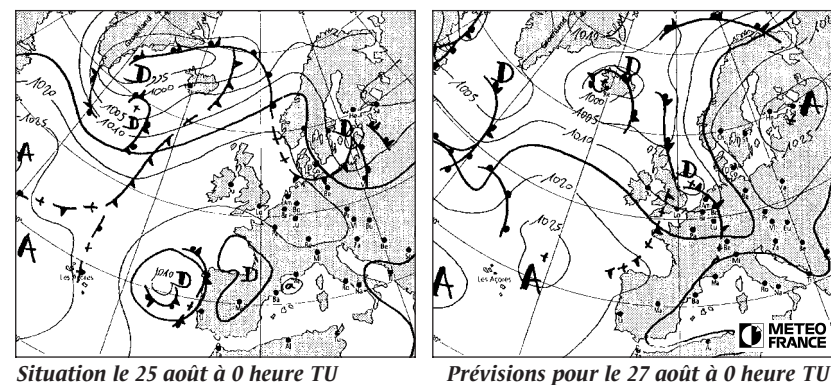
## PRÉVISIONS POUR LE 26 AOÛT 2000

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	20/32 N	NANCY	15/30 N
BIARRITZ	18/22 P	NANTES	16/22 P
BORDEAUX	17/24 P	NICE	23/29 N
BOURGES	18/27 P	PARIS	18/28 C
BREST	14/20 P	PAU	14/22 P
CAEN	18/21 P	PERPIGNAN	21/27 C
CHERBOURG	14/20 P	RENNES	16/22 N
CLERMONT-F.	17/28 P	ST-ETIENNE	20/31 P
DIJON	18/32 C	STRASBOURG	14/29 N
GRENOBLE	17/32 P	TOULOUSE	18/27 P
LILLE	17/28 C	TOURS	16/23 P
LIMOGES	16/25 P		
LYON	20/33 P		
MARSEILLE	23/33 N		

PAPEETE	19/27 P	KIEV	14/16 N	VENISE	19/28 S	LE CAIRE	25/35 S
POINTE-A-PIT.	25/31 P	LISBONNE	18/24 S	VIENNE	12/23 S	NAIROBI	16/25 C
ST-DENIS-RÉ.	19/24 S	LIVERPOOL	15/20 P	AMÉRIQUES	12/23 S	PRETORIA	13/25 S
		LONDRES	17/21 N	BRASILIA	22/34 S	RABAT	17/25 N
		LUXEMBOURG	13/26 S	BUENOS AIR.	8/16 S	TUNIS	27/40 S
		ATHENES	24/33 S	CARACAS	25/34 S		
		BARCELONE	22/28 S	CHICAGO	19/29 C		
		BELFAST	13/20 P	LIMA	14/19 C		
		BELGRADE	15/25 S	LOS ANGELES	17/24 S		
		BERLIN	12/24 S	MEXICO	12/23 S		
		BERNE	10/31 S	MONTREAL	17/26 S		
		BRUXELLES	13/29 S	NEW YORK	19/25 C		
		BUCAREST	12/20 P	SAN FRANCISCO	13/19 S		
		BUDAPEST	13/24 S	SANTIAGO/CHI	-1/11 S		
		COPENHAGUE	13/20 S	TORONTO	16/26 S		
		DUBLIN	12/19 P	WASHINGTON	17/28 S		
		FRANCFORT	12/19 P	AFRIQUE			
		GENEVE	17/28 S	ALGER	24/34 S		
		HELSINKI	9/18 S	DAKAR	27/30 S		
		ISTANBUL	18/26 P	VARSOVIE	21/29 S		

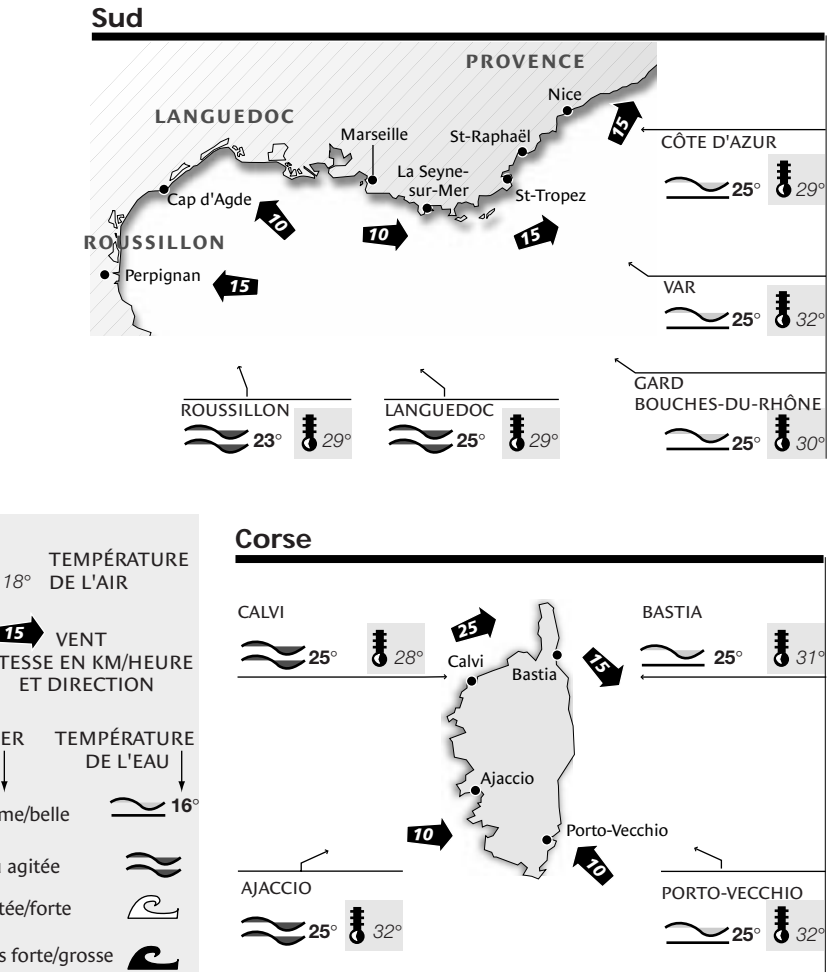
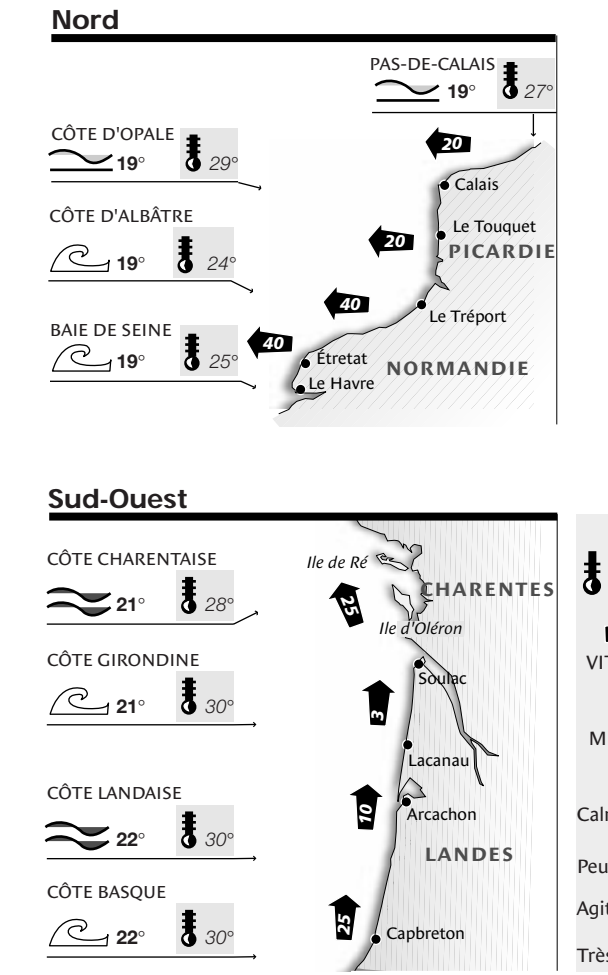
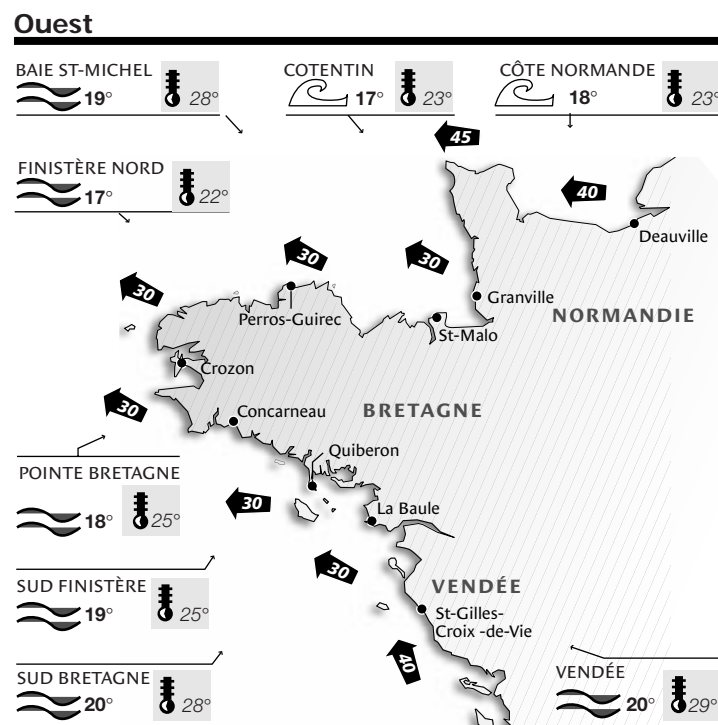
14/16 N	VENISE	19/28 S	LE CAIRE	25/35 S
18/24 S	VIENNE	12/23 S	NAIROBI	16/25 C
15/20 P	AMÉRIQUES	12/23 S	PRETORIA	13/25 S
17/21 N	BRASILIA	22/34 S	RABAT	17/25 N
14/28 S	BUENOS AIR.	8/16 S	TUNIS	27/40 S
12/25 S	CARACAS	25/34 S		
21/31 S	CHICAGO	19/29 C		
10/17 C	LIMA	14/19 C		
7/24 S	LOS ANGELES	17/24 S		
22/34 S	MEXICO	12/23 S		
13/22 S	MONTREAL	17/26 S		
23/32 S	NEW YORK	19/25 C		
8/21 S	SAN FRANCISCO	13/19 S		
22/32 S	SANTIAGO/CHI	-1/11 S		
18/29 S	TORONTO	16/26 S		
15/23 S	WASHINGTON	17/28 S		
12/19 S	AFRIQUE			
10/19 S	ALGER	24/34 S		
17/25 S	DAKAR	27/30 S		
10/18 C	KINSHASA	21/29 S		



# Sur les plages

Le 25 août 2000 vers 12 heures

De la côte d'Opale aux plages du Cotentin, la journée est agréable avec du soleil. Sur les plages bretonnes ainsi que le long de la façade atlantique, le ciel s'ennuage et des ondées orageuses peuvent se produire. Autour de la Grande bleue, le soleil brille généreusement.



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 204

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTALEMENT

I. Quelques centimètres sur les ondes. - II. Plat énergétique... ou personnes sans énergie. Rivière éthiopienne. - III. A la fin de l'office. Se tient par la queue. Fatale sur la pellicule. - IV. Sans l'autre moitié, ou avec sa moitié en cage. Approcher de très près. - V. Dramatiques si elles sont judiciaires. Ce n'est pas demain qu'il arrêtera de fumer. - VI. Economiste contemporain. Repère pour le marcheur. Réposition. - VII. Points. Protège le consommateur.

teur. A la pointe de l'ogive. Gai participe. - VIII. Reporterai à plus tard. - IX. Personnel. Le traître parfait depuis William Shakespeare. Vient d'avoir. - X. Elle pourrait nous séduire, alors méfions-nous.

### VERTICALEMENT

I. En été chaque parti ouvre la sienne. - 2. Le sort décide pour elle. Evite la personnalisation. - 3. Payés dans la descente. Encore plus mauvais. - 4. A moitié ridé. Habiller été comme hiver. - 5. Terre de liberté au Moyen Age. Couleur de roman.

- 6. Sur la portée. Tout juste. - 7. Brouillés au petit déjeuner. Dans les songes. - 8. Habitudes. Ses âmes sont mortes. - 9. Pas encore touchée. - 10. Invitation à boire. Une entente internationale sans suite. - 11. Conduirais. - 12. S'élève sans difficulté dans les airs.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 203

### HORIZONTALEMENT

I. Décapitation. - II. Ecimeras. Fou. - III. Béret. Tifs. - IV. Ore. Réale. Dé. - V. UV. Bonnetier. - VI. Létal. Elsa. - VII. Oliver. PS. Pi. - VIII. Néré. Usa. Cor. - IX. Née. Sapidité. - X. Essentielles.

### VERTICALEMENT

1. Déboullonné. - 2. Ecervellées. - 3. Cire. Tirés. - 4. Ame. Bave. - 5. Pétole. Sn. - 6. Ir. En. Ruât. - 7. Tatane. Spi. - 8. Asile. Paie. - 9. Fêtes. Dl. - 10. Ifs. Il. Cil. - 11. Oo. Despote. - 12. Numéraires.

## PHILATÉLIE

### Les Jeux olympiques de Sydney

**UN DIPTYQUE** - deux timbres à 3 francs (0,46 euro) - sera mis en vente dans les bureaux de poste lundi 11 septembre, cinq jours avant le début des épreuves des Jeux olympiques de Sydney, en Australie. Il symbolise plusieurs disciplines : cyclisme sur piste, sabre, relais, judo et plongeon.

La thématique olympique dépasse aujourd'hui les dix mille références. La France possède une longue tradition dans ce domaine puisque, dès 1924, les Jeux olympiques de Paris suscitent l'émission de quatre timbres. Suivront, à l'occasion des JO d'hiver ou d'été, de nombreuses autres parutions : en 1956 (à l'effigie de Pierre de Coubertin), 1960, 1964, 1967, 1968, 1972, 1976, 1984, 1992, 1994 (centenaire du Comité international olympique), 1996. Sans oublier un timbre pour les Jeux paralympiques de Tignes en 1991.

Un feuillet, composé de cinq diptyques disposés en forme de



podium et d'une vignette sans valeur d'affranchissement à l'effigie du Père Henri Didon (1840-1900), sera aussi émis le 11 septembre au prix de 30 francs. Dominicain, influencé par Lacordaire, le Père Didon est directeur, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, du collège Albert-le-Grand à Arcueil, où il rencontre Pierre de Coubertin, il fait participer son établissement à des championnats interscolaires et interconfessionnels en 1891. A la clôture de cette compétition, il proclame la devise « Citius, altius, fortius », qui, peu de temps après, deviendra celle de l'olympisme.

Les timbres, au format horizontal 40 x 26 mm, dessinés par Marc Taraskoff, mis en page par Aurélie Baras, sont imprimés en feuilles de trente et en feuillets de cinq diptyques. Leur vente anticipée se déroulera les 9 et 10 septembre, à l'hôtel de ville d'Arcueil (Val-de-Marne).

Pierre Jullien

★ Souvenirs philatéliques : Association française des collectionneurs olympiques et sportifs, Jean-Pierre Picquot, 172, boulevard Berthier, 75017 Paris.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gunsbourg  
94852 Ivry cedex

Le Monde  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre  
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE



**EXPOSITIONS** L'artiste plasticien Claude Lévêque est très présent cet été en France, avec plusieurs installations : à Paris, Thiers et Marseille. Elles sont toutes différentes, selon les

lieux où l'artiste intervient : un musée d'art moderne, une usine devenue centre d'art, un ancien cinéma pornographique de la Canebière. ● LA VIOLENCE grandissante de son travail ré-

pond à celle du monde où nous vivons, même si l'artiste se refuse à l'illustration de cette violence. ● PARTI d'un travail autobiographique sur l'enfance, Lévêque s'est dégagé de

son imagerie des années 80. Aujourd'hui, il traite de l'espace pour lui-même, par la lumière et les sons, les rythmes stroboscopiques qui sont autant de coups portés au corps.

● DANS UN ENTRETIEN au Monde, Claude Lévêque, qui a travaillé dans des HLM de banlieues dures, reconnaît le peu d'impact que peut avoir un artiste sur la vie des gens.

## De Paris à Thiers, Claude Lévêque repense l'espace

L'artiste, qui crève les plafonds et les planchers avec ses installations lumineuses et sonores, expose différents aspects de son œuvre dans la capitale et dans la ville de la coutellerie, mais aussi dans un ancien cinéma porno marseillais

**HERR MONDE, Le Creux de l'enfer, Centre d'art contemporain, Vallée des usines, 63 300 Thiers. Tél. : 04-73-80-26-56. Fermé le mardi. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Samedi et dimanche, de 14 heures à 19 heures. Gratuit. Jusqu'au 17 septembre.**

**VOILA, LE MONDE DANS LA TÊTE, Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Tél. : 01-53-67-40-00. Fermé le lundi. De 10 heures à 17 h 30. 30 F (4,57 €). Jusqu'au 29 octobre.**

**SCARFACE, cinéma les Variétés, sur la Canebière, Marseille FRAC-PACA. Tél. : 04-91-91-27-55. Ouvert l'après-midi. Gratuit. Jusqu'au 15 septembre.**

### THIERS

de notre envoyée spéciale

Thiers, au fond de l'Auvergne : la ville de tous les couteaux. Aujourd'hui on les fabrique en bas, dans la vallée. A l'origine, au XIX<sup>e</sup> et encore au XX<sup>e</sup> siècle, on les fabriquait dans les ateliers accrochés aux parois de la montagne,

### Repères biographiques

● Claude Lévêque est né en 1953, à Nevers. Il vit et travaille aux portes de Paris, à Montreuil. Il a suivi des études artistiques à l'école d'art de Bourges. Sa première apparition sur la scène artistique était en 1982, à la XII<sup>e</sup> Biennale de Paris. L'année suivante, il était invité à celle de Tours, et en 1984 il participait à l'exposition des Ateliers de l'ARC. La même année il exposait individuellement à la Galerie Eric-Fabre, qui sera son marchand. Depuis 1996, Lévêque expose chez Agnès B.

● Parmi ses expositions les plus marquantes, mentionnons celle du Centre d'art de Meymac en 1990 ; « *Appartement occupé* », à Bourges, en 1993 et 1994 ; « *My Way* » à l'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1996 ; « *Plus de Lumière* » à la Villa Arson, à Nice, en 1998.

● Depuis 1984, il est enseignant à l'École d'architecture du quai Malaquais, à Paris. Cela joue sur le cours de son œuvre, son attitude vis-à-vis du marché, mais aussi sur son approche des problématiques de l'espace vécu, à vivre.

au-dessus du cours impétueux de la Duroolle, notamment dans ce Creux de l'enfer où, dans les années 80, a été créé un centre d'art qui s'est taillé une réputation en invitant de bons artistes à produire des pièces sur place. C'est, par exemple, au Creux de l'enfer que Mona Hatoum a eu l'idée de fabriquer des ustensiles ménagers de femmes, moins évidemment agressifs que les couteaux, comme cette mouli-julienne que la Tate Gallery de Londres a fait agrandir pour ses fêtes inaugurales.

### NOIR, TRÈS NOIR

Au printemps, le Creux de l'enfer a changé de direction sans changer ses principes. Malgré les problèmes habituels de financement (la ville, le département et l'Etat le subventionnent, mais pas la région, pour des raisons politiques), le centre s'est offert un nouvel invité de marque : Claude Lévêque, un artiste très demandé qui, depuis quelques années, crève les plafonds et les planchers avec ses installations lumineuses et sonores d'une intensité parfois insoutenable. Il était présent jusqu'à la fin de juillet au Centre Pompidou, avec une salle torride, qui tranchait dans l'ambiance cool de l'exposition « *Elysian Fields* ». Il est encore à Paris avec une installation dans « *Voilà* » au Musée d'art moderne de la Ville. Il est à Marseille dans un ancien cinéma porno en passe de devenir un cinéma d'art et d'essai. Et il est à Thiers. De quoi mesurer les différents aspects d'une œuvre qui se fait sans a priori, selon le temps, le moment, la nature des lieux.

Au Musée d'art moderne, l'artiste, paradoxalement, court-circuite le thème général de l'exposition « *Voilà* » - qui porte sur la mémoire - en proposant un instant de la violence d'aujourd'hui : un film noir, très noir, d'une fraction de seconde, le temps d'un coup de feu assourdissant, qui vous tue, encore et encore si vous tenez plus de quelques secondes dans l'installation. Où Lévêque a retravaillé un vrai coup de feu dont le son est amplifié par le dispositif de tôle qui couvre les murs de la pièce. Mise à l'épreuve aveuglante, qui vous cogne le cœur, l'œil et l'oreille, agite le corps et perturbe l'esprit. Secoue, peut jouer sur une prise de conscience du monde, comme, en d'autres temps, ont pu le faire les installations d'un Bruce Nauman,



JOEL DAMASE

« *Herr Monde* », l'installation de Claude Lévêque exposée au Creux de l'enfer, à Thiers.

mais sans le discours. Au Creux de l'enfer, le travail est très différent puisqu'il n'y avait pas d'espace à créer, que le lieu d'intervention était déjà prenant, chargé d'une histoire que l'artiste ne nie pas, il en tient compte pour faire raisonner le lieu, partant de son architecture anguleuse suspendue à la roche. Pour la première fois, Lévêque, qui n'aime pas se répéter, essaie de faire jouer ensemble la lumière du dehors et la lumière artificielle : en occultant en partie les ouvertures avec des grandes feuilles d'acier froissées, aux bords coupants comme des lames. Ce n'est pas grand-chose et c'est beaucoup. Le dispositif provoque une multitude d'effets, selon la lumière du jour qui entre et s'égare dans les plis de métal. Et c'est sur ce chaos de reflets mouvants que

viennent aussi agir les flashes d'une lumière stroboscopique. Celle-ci prend de l'importance au fur et à mesure que tombe le jour et finit, seule, par rythmer les ombres des froissages aux allures de plus en plus dramatique de capitonnage ou d'étau.

D'une exposition à l'autre, de Paris à Thiers, mais aussi à Marseille, où Lévêque signe la salle de cinéma en écrivant le nom de Scarface en lettres de laiton serties d'ampoules électriques, la lumière est l'élément-clé du travail actuel de l'artiste. Elle est partout, révélation. Son emploi par Lévêque, sous forme d'ampoules, de néons et de spots, n'est pas nouveau puisque, dès son apparition sur la scène artistique, au début des années 80, celui-ci se servait de la lumière artificielle pour éclairer ses images.

Mais aujourd'hui, ses lumières ne portent plus exactement sur les mêmes choses. Avec le temps, l'artiste a grandi, et le champ de son œuvre s'est singulièrement élargi, à distance de son histoire personnelle, de son enfance, au-delà de la narration et de l'anecdote. Son évolution est marquée par un symptôme glissement du particulier au général, comme si, tout naturellement, l'œuvre évoluait selon les âges de la vie. Aujourd'hui serait le temps de la maturité.

L'œuvre de jeunesse de Lévêque était centrée sur le monde et les images de l'enfance. L'œuvre de la maturité prend la lumière, toujours plus de lumière, une lumière qui aveugle, étouffe, noie, peut faire peur. Elle a commencé, cette lumière, à ponctuer et souligner des images, à leur faire une aura,

comme on en fait aux figures de clowns dans les foires, ou aux saints et à la croix dans les églises modestes. Elle a aussi servi à illuminer des mots manuscrits, des noms propres, des phrases : « *Nous sommes heureux* », peut-être. Puis les spots et les néons ont cessé d'éclairer des mots, des meubles et des objets perdus, trouvés. Ils ont cessé de souligner des instants de vie, d'être dans le sillage d'histoires bio et autobiographiques ordinaires, qui s'oublent, un peu à la Boltanski. A cette différence près que ce n'est pas de la banalité d'une enfance bourgeoise qu'il est parti, mais de la réalité des quartiers durs de banlieue, et que sa mémoire de l'enfance n'est pas fatalement liée à l'image de la mort. Aux Ateliers de l'ARC, en 1984, son installation de portraits de jeunes garçons et de tentes d'Indiens ne dramatisait pas la disparition de l'enfance. Ils étaient-là, bien vivants, les garçons, auréolés de lumière.

### VERS L'ABSTRACTION

Dans les années 90, le travail de Lévêque a pris une tournure différente, plus objective, plus abstraite pourrait-on dire. On l'a vu, par exemple, travailler dans des HLM ou opérer dans des complexes scolaires, non plus avec des images et des objets venus de son propre environnement, mais en prenant ce qu'il trouvait autour de lui : du mobilier scolaire, des équipements de collectivités, des chaises, des tables de réfectoire, des éléments de douches. C'est à ce moment-là qu'il a commencé à substituer aux petites ampoules des lumières plus dures, à employer le néon, du mobilier métallique, des objets standards. Le thème de la déshumanisation et de la perte d'identité emplissait ses « *lieux communs* ».

Puis l'artiste s'est désintéressé de l'objet. Il a cessé de faire image en éparpillant des choses, en oubliant ici et là des chemises ou des Caddies, pour ne plus prendre en compte que les lieux en tant que tels et ce qui les constitue. C'est le Lévêque d'après l'exposition de 1996 à l'ARC, qui n'a plus besoin de recourir aux cages et aux agrès pour instaurer une relation physique à l'espace. Un artiste passé maître dans la manipulation des sons et des lumières, en écho à la violence du monde dans lequel nous vivons.

G. B.

### Claude Lévêque, plasticien

## « Finalement, les artistes n'apportent pas grand-chose aux gens »

« Dans quels lieux aimez-vous travailler ?

- Dans ceux où je peux établir un dialogue. Il y en a qui m'intéressent plus que d'autres. En général, on me propose des lieux qui me vont bien, des lieux qui ont une mémoire : c'est important pour moi, mais je ne veux pas jouer de la redondance, de l'anecdote. La-dessus, je procède à un repérage, et j'entreprends de révéler des éléments qui ne seront pas seulement des éléments d'architecture. C'est une somme globale de choses qui entre en jeu, et je tiens à préciser que je ne suis pas le spécialiste de l'architecture des friches industrielles ou des espaces collectifs...

- Vous n'aimez pas que cette image vous colle à la peau, et vous insistez toujours sur vos choix : plutôt Buren que l'esthétique relationnelle ?

- L'esthétique relationnelle, je ne sais plus trop ce qu'il y a là-dedans. C'est une espèce de dynamique ludique dans des expositions collectives. Ça peut être rigolo, mais ça peut aussi faire boy-scout. Faire intervenir les gens, vouloir une convivialité, c'est une belle idée à laquelle il faut penser, mais il faut que ça se fasse avec des choses qui en valent la peine. Des gens comme Joseph Beuys ont travaillé

sur des choses comme ça, d'une manière extraordinaire.

- Vous donnez l'impression d'être toujours dans plus de violence, au point de refouler le visiteur.

- Parfois, c'est le côté obscur qui les arrête, pas la violence. Dans l'installation de Paris, oui, c'est dur. Il y a vraiment le bruit d'un impact de balle que j'ai amplifié. Ce que l'on vit est de plus en plus dur. Il y a dans le monde un état de violence qui est de plus en plus révélé. Cela m'affecte sûrement, mais je ne veux pas en faire mon fonds de commerce. Je ne tiens pas trop à illustrer ça. Mais c'est vrai que l'année dernière, je suis allé plusieurs fois à Chicago. On m'a raconté là-bas qu'il y avait énormément de gamins qui se faisaient tuer parce qu'ils séjournaient sur les escaliers des immeubles. Ils étaient tués par les balles perdues de gens qui tirent des voitures. J'ai été très impressionné par ça.

- Y a-t-il un rapport avec d'autres pièces récentes, celle de Marseille, par exemple ?

- Elles se complètent. A Marseille, le Frac m'a proposé de travailler dans les friches de La Belle de Mai. Ça ne m'a pas intéressé ; je connaissais déjà ce type d'espace. Et dans un ancien cinéma porno

sur la Canebière, qui va devenir un cinéma d'art et d'essai. J'ai trouvé ça assez génial et j'y ai fait mon intervention : Scarface, écrit en lettres de laiton, avec les ampoules à l'intérieur, fait comme une sorte de gros bijou serti de diamants. J'ai représenté l'image des jeunes des cités qui se réfèrent à Al Pacino, dans le film de de Brian de Palma. C'est comme une figure emblématique de cette espèce de ratage de vie. Ce que j'ai aussi aimé dans la salle, ce sont les murs qui étaient recouverts de crépi sur lequel on a mis une couche de peinture rouge, quand les interstices restent blancs. C'est vraiment comme s'il y avait du sang qui dégoûlait. L'ambiance assez glauque marche bien.

- Dans les années 80, vos œuvres étaient pleines d'images de l'enfance. Aujourd'hui, vous travaillez avec de la lumière et des sons : depuis quand ?

- Les espaces que j'ai réalisés dans des HLM sont, je crois, à l'origine de mon inscription dans certains types de lieux, avec l'idée de révéler une réalité de ces lieux. C'était en 1993-1994. Ça s'appelait « *Appartements occupés* ». Je travaillais vraiment dans des HLM, dans des quartiers assez durs, où ma présence n'était pas programmée. Les rencontres se faisaient

comme ça, parce que je vivais là. Après, j'ai ouvert l'appartement où je travaillais. Les gens sont venus. Dans toutes les pièces, j'avais tapissé les murs de matelas. C'était vraiment fait par rapport à la perception des lieux. On était dans un isolement sensoriel total. D'où le choc en retour, lorsqu'on sortait. Là, je me suis vraiment posé le problème de ces lieux vécus.

- La demande des institutions ne risque-t-elle pas de vous couper de ce genre de lieux ?

- Je ne sais pas si ce sont des expériences qu'on peut vraiment continuer. Comment jouer avec ces lieux ? Finalement, les artistes n'apportent pas grand-chose aux gens. Il ne faut pas se faire d'illusions : les gens sont dans une réalité quotidienne terrible qui ne leur permet pas une distanciation nécessaire pour accéder à ce que nous faisons. Le rôle qu'on peut avoir là, c'est par rapport à des petits trucs décalés du quotidien. Je ne pourrais pas de vouloir agir dans cette réalité en permanence. Il se peut qu'un jour je puisse être coupé de cette réalité. Pour l'instant, je crois que je perçois encore assez bien la réalité. Ça va. »

Propos recueillis par Geneviève Breerette

**22astonnvilla**  
Septembre 2000  
en concert

1ère partie :  
**amok**  
**skirt**  
Guest :  
**Rukmini**  
**Chatterjee**

**Elysée Montmartre**  
72, Bd Rochechouart à 18h30  
75018 Paris

Tél : 01 53 07 06 09  
Prix des places : 100/120 frs  
Locations points de vente habituels.

Zildjian  
Survival  
Guitars  
Garance  
www.elyseemontmartre.com

fonds soutien  
subventionné par la Mairie de Paris



# Le Musée Miho, « folie » de M<sup>me</sup> Koyama

Japon 2000. La fondatrice du groupe religieux Shinji Shumeikai a commandé à l'architecte Ieoh Ming Pei un écrin luxueux

SHIGARAKI

de notre envoyée spéciale

Les prospectus du Musée d'art asiatique, construit par l'architecte Ieoh Ming Pei à une heure de Kyoto, inauguré en 1997, ne lésinent pas : « Bienvenue au spectaculaire Musée Miho » ; « Le design novateur d'I. M. Pei est un triomphe architectural » ; « chaque œuvre est un exemple des plus hautes prouesses artistiques et célèbre le potentiel illimité de l'esprit humain. » Pour exposer leurs mille objets d'art, la collectionneuse Mihoko Koyama et sa fille Hiroko ont commandé à l'architecte sino-américain, auteur de la pyramide du Louvre, un écrin dont le luxe confine quelquefois au pompeux. Dans cette zone de montagne boisée, classée parc naturel, la famille Koyama a arraché l'autorisation de construire un musée de 17 000 mètres carrés, à condition toutefois d'en enterrer plus des trois quarts. Pour la même raison, les 200 mètres du chemin d'accès ont été creusés dans le sol. A la sortie du tunnel, un pont suspendu de 120 mètres de long conduit à l'entrée monumentale du bâtiment.

M<sup>me</sup> Koyama, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-dix ans, avait réuni au fil des ans une collection d'objets anciens japonais, des pièces rares. La plupart sont liées au rituel de la cérémonie du thé : calligraphies, peintures sur soie, masques, céramiques, laques, statues bouddhistes... Sur les conseils de Ieoh Ming Pei, elle a décidé d'y ajouter des œuvres du reste du monde. Elle

a ainsi acquis, à la même période où elle finançait la construction du « triomphe architectural », des antiquités égyptiennes, assyriennes, romaines ou chinoises d'une beauté exceptionnelle.

Le Musée Miho possède par exemple une figure égyptienne de culte du dieu faucon, du XIII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, en argent, or et lapis-lazuli, et un bas-relief assyrien de Nimrod (IX<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ). Le style gandhara – rencontre entre les statuaires grecque et indienne – est superbement représenté, notamment avec une autre pièce des plus rares, un bouddha debout de grande taille, datant du II<sup>e</sup> siècle. Des stèles votives bouddhistes et une statue de Bodhisattva debout, originaires de la région chinoise de Xianxiang, des V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles, ainsi que des objets de cultes chamaniques sont exposés.

« ÉLEVER LA CONSCIENCE »

Rien n'est trop beau pour « élever la conscience », aux yeux de M<sup>me</sup> Koyama, qui a créé sa religion. Son groupe, Shinji Shumeikai, revendique 300 000 membres, possède comme il se doit des succursales à Los Angeles, New York et Hongkong et décore les couvertures de ses brochures avec des photos de couchers de soleil. Les buts semblent relever d'une théologie simple : cultiver la beauté, promouvoir l'agriculture biologique, développer le bien-être physique, mental et spirituel. Au Japon, les communautés religieuses béné-



TIMOTHY HURSLEY

Le Musée Miho : 17 000 mètres carrés pour abriter mille objets d'art.

ficiant d'importants avantages fiscaux, et de nouvelles « religions » se créent fréquemment.

Tous les musées japonais ne bénéficient pas de telles mannes financières. Avec la récession, les crédits régressent, déplorent bien des responsables d'institutions publiques ou privées. Conservatrice du Musée de Tokyo, Yoko Hayashi se plaint que la ville, qui finance cette institution, « a réduit cette année ses subventions de 50 % ». Son musée a donc programmé l'exposition sur les créations du couturier Issey Miyake, créée à la Fondation Cartier, à Paris, en 1998 : « C'est une manifestation qui ne coûte pas cher et qui amène du public. » Au Musée national de Tokyo, le « Louvre » japonais, qui abrite une extraordinaire collection d'art ancien asiatique, les responsables craignent de nouveaux statuts qui entraîneraient une baisse des ressources. Le

musée a pu cependant ouvrir en 1999 un nouveau bâtiment, clair et élégant, qui abrite les trésors du Temple Horyuji.

« C'est une période très déprimante pour les gens qui travaillent dans le domaine des arts », affirme Fumio Nanjo, l'un des commissaires de la Triennale prévue à Yokohama en 2001. Selon lui, les entreprises revendent les œuvres d'art qu'elles avaient achetées dans l'euphorie des années 80. Les musées ouverts à la même période par les chaînes de grands magasins ferment peu à peu. « Dans ce contexte, il faut éduquer le public, qui connaît peu l'art actuel. » Fumio Nanjo veut convaincre les Japonais que « l'art ne s'est pas arrêté après les impressionnistes français ». La première édition de la Triennale devrait servir de formation, espère-t-il. « Notre difficulté vient de ce que, pour éduquer le public japonais, il

faut faire venir les grands maîtres de l'art contemporain, alors que pour attirer le milieu spécialisé international il faut exposer des œuvres nouvelles. »

Les commissaires ont choisi de mettre un certain accent sur les artistes asiatiques. Ils ont prévu d'exposer la Japonaise Yayoi Kusama (elle sera invitée au festival Nouvelles scènes, à Dijon, cet automne), le Chinois Cai Guo Qiang, le Thaïlandais Navin Rawanchaikul... Ils se sont opportunément rappelé qu'avant d'épouser l'un des Beatles une certaine Yoko Ono était une artiste japonaise, et qu'elle avait rencontré John Lennon dans une galerie. Une de ses œuvres sera exposée à Yokohama.

Catherine Bédarida

FIN

## SÉLECTION DISQUES

BRITTEN À ALDEBURGH

Mozart : Sonate pour piano à quatre mains KV 521 ; Sonate pour deux pianos KV 448 – Schubert : Andante varié D 823 – Debussy : En blanc et noir (1) Schubert : Fantaisie en fa mineur pour piano à quatre mains ; Variations sur un thème original D 813 ; Grand Duo pour piano à quatre mains D 812 (2)

Le compositeur britannique Benjamin Britten était un pianiste et un chef d'orchestre accomplis. Dans sa jeunesse, il s'était écrit un grand concerto pour piano en cinq mouvements dont la coupe, la verve rythmique, le climat, la couleur harmonique et mélodiques font irrésistiblement penser au Prokofiev de l'extrême fin des années 20 et du début des années 30. Ce concerto, trop délaissé de nos jours, encore qu'un artiste de la trempe de Ralf Gothoni le joue régulièrement, fut un cheval de bataille du pianiste russe Sviatoslav Richter, qui entretenait une amitié féconde avec Britten. A Aldeburgh, face à face ou coude à coude, les deux musiciens ont souvent joué Mozart et Schubert. Par chance, les micros de la BBC étaient là, qui captèrent les interprétations qui sont publiées aujourd'hui par Decca. Il y a là, condensé, un art de la fraternité musicale, de la connivence, de la fusion entre deux forts tempéraments qui s'oublient au profit du pur bonheur de jouer.

Alain Lompech

★ 2 CD Decca/BBC 466 821-2 (1) et 466 822-2 (2).

ROBERT SCHUMANN

Carnaval op. 9 – Scènes d'enfants op. 15 – Sonate op. 22 Ruth Slenczynska (piano)

A soixante-quinze ans, la pianiste américaine Ruth Slenczynska revient au disque pour un programme Schumann enregistré de façon splendide. Elève d'Egon Petri, Arthur Schnabel, Alfred Cortot et Serge Rachmaninov, cette artiste, qui a joué à peu près partout sauf en France, n'a certes pas les réflexes d'un jeune, mais ses doigts sont encore agiles et sa sonorité, ses idées musicales, son raffinement sans afféterie sont un bonheur de chaque instant. Au XIX<sup>e</sup> siècle, un critique se serait exclamé : « Quelle belle âme ! » Et l'on ne voit pas quoi dire d'appeler devant une telle révélation. Ratteler peut-être que Josef Hoffmann, le roi

des pianistes, s'était exclamé en écoutant les débuts de Slenczynska, en 1933 : « Elle sait ce qu'elle fait à chaque instant. C'est incroyable ! » Elle avait huit ans. Et cela n'a pas changé.

A. Lo.

★ 1 CD Ivory Classics CD-71004. Distribué par Abeille Musique.

GOFFREDO PETRASSI

Frammento – Concerto pour flûte – Poema – Kyrie – Ritratto di Don Chisciotte. Giampaolo Pretto (flûte), Andrea Dell'Ira, Pierluigi Puzolo, Armaid Ugolini, Marco Nesi (trompettes), Chœur et Orchestre du Mai musical florentin, Arturo Tamayo (direction).

Pédagogue estimé et compositeur respecté par ses pairs (comme en témoigne le texte du jeune Alessandro Solbiati reproduit dans la notice), Goffredo Petrassi (né en 1904) ne semble aujourd'hui connu que des spécialistes. On regrettera cette situation à l'écoute du CD monographique publié par le label transalpin Stradivarius, qui, de plage en plage, révèle l'habileté d'un créateur capable d'évoluer avec l'air du temps sans donner l'impression d'être un suiveur. Néoclassique au ton décalé dans les années 40 (comme en atteste le divertissant ballet *Ritratto di Don Chisciotte*), Petrassi devient pointilliste deux décennies plus tard (superbe *Concerto pour flûte* dédié à Severino Gazzelloni) avec un grain toujours personnel. D'apparence expérimentale (*Poema* pour quarante-huit cordes et quatre trompettes) ou conventionnelle (*Frammento* pour orchestre ; *Kyrie* pour chœur et cordes), sa musique ne reste jamais en l'état et traduit la quête inlassable d'un authentique indépendant. Pierre Gervasoni

★ 1 CD Stradivarius STR 33552. Distribué par Intégral.

JEAN-MICHEL PILC TRIO

Together, Live at Sweet Basil vol. 1 Ce trio détonnant dirigé par le pianiste Jean-Michel Pilc est né à New York avec François Moutin à la contrebasse et Ari Hoenig à la batterie. Au répertoire de la formation, on trouve des standards (un *Tea for Two* radical, *Bye Bye Blackbird*, ludique...), des improvisations collectives, des thèmes de Pilc (*Jean-Louis*, tornade rythmique, *Muriel*, ballade à énigmes...) où son sens du contraste, des rapports des masses, des effets confirment un compo-

teur inspiré – à quand la possibilité qu'il reprenne la direction d'un big band ? Ici, dans la formule la plus décryptée du jazz, où les références abondent, la musique fuse en permanence sur le fil de la surprise mutuelle, renforcée par le danger du concert. Ce trio avance vers un point où les intentions et leur aboutissement se confondent, où le collectif devient unité, jaillissement, bloc. Soit l'un des états du jazz les plus désirables et enthousiasmants.

Sylvain Siclier

★ 1 CD A-Records AL 73195, distribué par Night & Day.

GIANLUIGI TROVESI NONET  
Round About a Midsummer's Dream

Les personnages féériques qui peuplent la forêt enchantée du *Songe d'une nuit d'été*, de William Shakespeare, ont trouvé leurs doubles au travers des musiciens réunis par le clarinetiste et saxophoniste italien Gianluigi Trovesi, qui autour de ce songe littéraire a conçu une fantaisie musicale en treize tableaux. Pour donner vie à ces imaginations, trois trios : l'un d'inspiration baroque, deux violons et un violoncelle, pour ancrer cette suite au temps de son inspirateur ; l'autre contemporain, avec, outre Trovesi, une guitare et une batterie, pour aller du jazz au rock ; le troisième, dit populaire avec accordéon, contrebasse et tambourin (Carlo Rizzo, en maître de l'instrument), fait le lien entre le savant et l'improvisé. Séparément, à l'occasion considéré comme un instrument à part entière, ou regroupés par deux ou trois, les formations se fauillent dans l'écriture mélodique de Trovesi, qui dose les effets, évite le systématisme du collage. Ainsi savoure-t-on l'utilisation fine des cordes, les mariages des genres comme cette bergamasque, danse traditionnelle de la région de Bergamo qui devient un thème de rhythm'n'blues, ou *Canzonetta*, qui a des envies de jazz manouche, le sens du détail travaillé, la clarté dans l'interprétation. Trovesi combine les expressions musicales et les époques, et surtout laisse ouverte toute une part de surprises qui ajoute à l'attrait pour cet enregistrement.

S. Si.

★ 1 CD Enja Records ENJ 9384-2. Distribué par Harmonia Mundi.

WILLEM BREUKER KOLEKTIEF

Celebration, 25 Years on the Road  
Vingt-cinq ans que cela dure, et au vu du récent concert en France du Willem Breuker Kollektief à La

Seyne-sur-Mer, fin juillet, ce n'est pas près de s'arrêter. Lieu de réflexion sur les moyens de sa diffusion et de son indépendance, collectif artistique où musique et spectacle ne se conçoivent pas séparés, moyenne formation un jour, big band un autre, assemblée de virtuoses risque-tout, cercle activiste où le débat sur la société et la politique est toujours en pointe, le Kollektief du saxophoniste et compositeur néerlandais Willem Breuker est tout cela et encore plus. *Celebration* donne une idée de ce parcours unique, de ce foisonnement, de cette bonne humeur qui a le sens du tragique. Ce recueil de photographies prises lors des concerts, dans les loges, sur les places de village, en répétition, à la maison ou dans l'avion est aussi une compilation de titres enregistrés en public un peu partout depuis 1975. Breuker, esprit curieux, a amené son orchestre à jouer des fanfares de cirque, de l'opéra sans ou avec paroles, du jazz, très très free comme très très classique, de la musique de cabaret et de music-hall, des parodies, des bluettes idiotes comme de grandes œuvres complexes, des valse à sept temps et des rock pour tanguer. Soit une multitude de déchaînements et enchaînements puisés aux portes de toutes les chapelles musicales. Cet état des lieux permet de remonter le temps en ayant toujours à l'esprit que le Kollektief a toujours la volonté de penser au lendemain. S. Si. ★ 1 livre-disque (128 p., 2 CD) BVHAAS 9914/15. Commande possible chez BVHAAS Prinseneiland 99, 1013 LN Amsterdam, Holland.

STEVE EARLE

Transcendental Blues

Il y a un an, Steve Earle faisait équipe avec le Del McCoury Band pour enregistrer un pur album de bluegrass, *The Mountain*, passé injustement inaperçu. Ce n'est pas le cas de *Transcendental Blues*, onzième enregistrement studio du desperado de Nashville, qui devrait enfin lui permettre d'accéder à la reconnaissance qu'il mérite. Ex-zonard et ex-taulard, Steve Earle est le meilleur argument que l'on puisse trouver aujourd'hui pour une campagne anti-drogue : depuis qu'il a décroché de l'héroïne au milieu des années 90, ses albums se bonifient. Après avoir lutté désespérément contre le *mainstream* – la tendance dominante, policée et calibrée pour les radios FM – en revitalisant tous les genres de la musique populaire américaine dont il

s'emparait (rockabilly, country, folk, blues), le rebelle tourmenté a découvert le bonheur et s'est assagi sans mollir ni perdre sa voix de teigne.

Cette bonne nouvelle s'exprime par les deux pépites pop en ouverture de *Transcendental Blues*. Plutôt que de copier stérilement les Beatles comme tout le monde, Earle se souvient des Byrds de *Fifth Dimension* : le mantra de *Transcendental Blues* happe l'auditeur dans une spirale psychédélique, puis *Everyone's in Love With You* le dépose sur un nuage, avant de se consumer dans des bandes inversées. Retour sur terre avec *Another Town*, rock du terroir, qui confirme que Steve Earle est l'un des meilleurs chroniqueurs de la petite Amérique depuis Bruce Springsteen. Entre ballades poignantes (*The Boy Who Never Cried*), rock garage (*All My Life*) et continuité bluegrass (*The Galway Girl, Until The Day I Die*), tous les titres de cet album caméléon mériteraient d'être cités. Humble et chaleureux, énergique et mélodique, *Transcendental Blues* est le disque idéal pour expliquer à un enfant qui n'en aurait jamais entendu ce que doit être le rock'n'roll.

Bruno Lesprit

★ 1 CD Artemis. Distribué par Epic.

k. d. LANG

Invincible summer

Comme Steve Earle, Kathryn Dawn Lang n'a jamais été acceptée par l'establishment de Nashville, surtout depuis qu'elle a révélé son homosexualité. Obsédée par Patsy Cline, la plus grande voix de l'histoire de la country, cette chanteuse androgyne a bousculé les catégories établies en mêlant honky-tonk, pop pour adulte et emprunts (pas toujours heureux) à la grande variété internationale. Elle a quitté récemment sa cabane au Canada pour répondre à l'appel de l'océan Pacifique. *Invincible Summer*, dont le titre est un hommage au Camus de *L'Été*, est un disque californien et solaire, enregistré sur la plage des Beach Boys et dans les canyons de The Mamas and The Papas, avec une armée de violons, des langoureux de bossa-nova et quelques bruitages électroniques pour rester moderne. Si la voix magnifique, grave et suave de la chanteuse lui permet de ne pas se prendre les pieds dans les impressionnants tapis de cordes déployés ici, son idée du bonheur, d'abord envoi (les somptueuses *Consequences of Falling* et *Summer Fling*), finit par devenir légèrement ennuyeuse.

B. Lt

★ 1 CD Warner.

## Gaumont lance à son tour un abonnement sur Nantes

NANTES

de notre correspondant régional

Les cinéphiles de l'agglomération nantaise ont désormais trois possibilités d'abonnement ouvrant droit à une fréquentation illimitée. Après Pathé, Gaumont a emboîté le pas d'UGC en lançant sa carte, le 23 août, aux mêmes conditions que ses concurrents : 98 F (14,94 €) par mois avec un engagement d'un an. Nantes confirme ainsi sa place singulière de laboratoire des prix d'une place de cinéma (*Le Monde* du 19 août).

Pathé avait réagi le premier en août, car son complexe n'est situé qu'à deux cents mètres de celui d'UGC, sur la zone commerciale Atlantis, au nord-ouest de l'agglomération. Gaumont n'a donc pas tardé non plus, même s'il est installé place du Commerce, en plein centre-ville. Son directeur, Jean-François Porcher, avance des raisons similaires à sa consœur de Pathé : « Nous ne pouvions pas rester sans réagir avant la rentrée. D'autant que nous sommes leader et que nous entendons bien le rester. »

Avec 750 000 entrées en 1999, contre 680 000 à Pathé et 606 000 à UGC, Gaumont affirme détenir 27 % de parts du marché local et fait état d'une progression de 20 % supérieure à celle de ses concurrents en 2000. Assurant qu'il n'a pas ressenti les effets des cartes mises en vente par UGC et Pathé, Jean-François Porcher explique que la décision ne pouvait toutefois pas attendre : « Une fois qu'un client a pris une carte d'abonnement chez un concurrent, il est trop tard. Cette carte ne s'adresse qu'à une partie du public, les clients fidèles, qui nous la demandaient. Elle n'intéresse pas tout le monde. » D'où la réaction très mitigée que lui inspire la décision concomitante du Katorza, lui aussi situé en centre-ville, de baisser le prix de ses entrées à 29 F (4,42 €), quelle que soit l'heure et le jour, en réaction à l'offensive sur les abonnements : « Cette décision est un peu rapide et ne me paraît pas répondre au problème posé. Nous, nous n'avons pas baissé nos prix mais nous proposons une formule adaptée à une clientèle fidèle. Ce n'est pas la même chose » Et, affirme Jean-François Porcher, Gaumont n'a pas l'intention d'étendre la formule au-delà de l'agglomération nantaise.

Dominique Luneau

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : BMG Entertainment, la branche phonographique du groupe allemand Bertelsmann AG, lance en septembre son propre service de distribution par téléchargement avec une première sélection de 50 titres disponibles séparément et de 50 albums. Cette sélection, dans laquelle figurent notamment Whitney Houston, Toni Braxton et Santana, sera proposée en version numérique sur différents sites de ventes en ligne. Les tarifs s'étaleront de 1,98 à 3,49 dollars pour les morceaux vendus à l'unité et de 9,98 à 16,98 dollars pour les albums.

■ **THÉÂTRE** : le Centre national du Théâtre publie son *Guide annuaire du spectacle vivant 2000-2001* qui recense plus de 2 700 organismes et 7 800 professionnels des milieux théâtral et chorégraphique en France. Cette publication vendue 350 francs (53,36 euros) est disponible au Centre national du théâtre, 6 rue de Braque, 75003 Paris. Elle est aussi un guide juridique et pratique. Destiné en premier lieu à la profession, le guide-annuaire fournit, dans un ordre chronologique, les indications sur les différentes étapes à suivre en vue de la réalisation d'un projet artistique. Il donne aussi la liste des festivals, les adresses des DRAC (directions régionales à l'action culturelle), de la presse spécialisée et aussi des centres de formation artistique.



# Nawfel, quatorze ans et guitariste, en « vedette américaine » de Johnny Hallyday

De passage à l'Olympia, la star présente le gosse à la Strato bleue

Depuis quelques mois, Nawfel, quatorze ans, guitariste, défraie la chronique musicale. Si les jeunes instrumentistes prodiges sont monnaie

courante dans le milieu de la musique classique, ils le sont beaucoup moins dans le domaine de la musique populaire. Johnny Hallyday s'est en-

tiché de Nawfel depuis qu'il a été propulsé sur le devant de la scène au Printemps de Bourges. Non sans raisons.

**JOHNNY HALLYDAY ET NAWFEL, Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 24. Prochain concert : le 25. Complet.**

Depuis qu'il a rencontré Nawfel, quatorze ans, guitariste né à Soissons, Johnny Hallyday le fait monter sur sa scène. Bref passage à la tour Eiffel, plus les trois derniers récitals du marathon à l'Olympia (deux mois et demi). C'est dire. Nawfel joue depuis six ans. Il en sait énormément. Son père, Ali Hermi, épiciier à Soissons, est fils d'un musicien de l'Orchestre national de Tunisie. Il a quitté la Tunisie en 1972, gratte un peu lui-même, laisse faire le petit qui a de la feuille, l'entend doubler les riffs de Santana, de B.B. King et les choros du grand Jimi. Le conduit vers Django et Wes Montgomery.

Comme dans toutes les épiceries, on ne parle que de musique, vidéos et CD à l'appui. Un groupe local, les Youngbloods, propulse le gosse au Printemps de Bourges. Philippe Le Bras, producteur, le fait enregistrer pour Universal, à Los Angeles. Nawfel se retrouve le plus naturellement du monde avec des peintures qu'il impressionne. Succès immédiat. Nawfel met les vacances à profit pour se produire à Montreux, Juan-les-Pins, Marciac. Plus Johnny. En temps de paix, tout ce beau monde (enfin, Nawfel et son frère Ryad) va au collège.

« Bonjour l'Olympia ! » lance-t-il gaïement. Il n'a pas encore mué. S'entoure de gaillards à peine plus âgés que lui. Ils jouent à jouer et le font sans questions. Tous impeccables, bourrés de plans et de mémoires, préoccupés de bien balancer l'affaire, heureux de le faire. Ça roule, ça tourne, sans prendre de gants. Une corde cassée ne désarme

pas le collégien. Il se promène. Puisqu'il sait jouer dans toutes les positions, il apprend la vie en public. C'est généreux, réjouissant, tonique. Nawfel, sa bonne bouille et la Strato bleue en mains descend dans la salle, grimpe jusqu'aux cintres.

## ENTRÉE PRINCIPÈRE

Place au vétéran, superbe allure, beau visage, « *Je n'ai pas changé* », un show réglé au millimètre, beaucoup d'échanges privés avec un public parfait. Histoire de France. Bizarre qu'on s'escrime à voir Hallyday comme une bête de scène. Ce qui frappe, c'est le geste, la perfection, la conscience à tout instant de ce qu'il doit. Sous un film de ses débuts avec Bruno Coquatrix (1961), « *J'y étais !* » crie la foule), Johnny fait son entrée princière en style de « *l'ai-je bien descendu ?* ». Escaliers, dispositif de premier ordre, lumières et sono d'algébristes, esthé-

tique de théâtre, de music-hall et de fête foraine, choristes à souhait, plus les cuivres et un ensemble féminin de violons et violoncelles.

Essentiel. Le reste est la touchante autobiographie que l'on sait, centrée sur le père, la rue et « *toi* » (femme ou public). Le tout, connu par cœur, renouvelé à chaque acte. Johnny chante le cri et l'amour. Il dit l'« *amûr* », comme Lacan. Met souvent sa main devant le triangle de Scarpa. Attaque avec le public « *Tuute la meusiqueue que j'aimeue...* ». Donne des plus connues (*Gabrielle*) une version assez brechtienne avant de retrouver le galop. Termine par du rock and roll en série avec postures d'époque. Et lance au rappel le « *Non rien de rien...* » que Michel de Certeau fit pour ses funérailles. Piaf, Certeau, Johnny, Nawfel. Creusons.

Francis Marmande

## Envolée de gazon et de photographies de Nils Udo au Musée Zadkine

**Nils Udo au Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris-VI<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-91-90. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 24 septembre. 27 F (4,12 €).**

Nils Udo a choisi le petit jardin du Musée Zadkine pour exposer ses « travaux en herbe ». Il y a élevé trois panneaux recouverts de pelouse, mesurant chacun trois à cinq mètres de hauteur sur un mètre vingt de largeur. Une disposition en miroir qui a été l'occasion d'expérimenter un atelier de création *in situ* avec les membres de la Société des amis du Musée d'art moderne. L'œuvre, intitulée *Gazon vole*, s'accompagne d'une exposition photographique des aménagements végétaux de l'artiste et d'un film qui le montre à l'ouvrage.

Après avoir pensé à une unique rampe appuyée au mur du fond – ce qui aurait peut-être trop rappelé *Le Chemin*, une œuvre similaire réalisée aux Pays-Bas en 1984 – Udo a opté pour une paroi frontale et deux parois latérales qui jouent avec l'exigüité du lieu. Noëlle Chabert, conservatrice du musée, avoue avoir d'abord été surprise par la taille de la sculpture, avant d'être séduite « *par le fait que cette installation,*

*avec son côté brutal et plus ou moins précaire, pousse à une réflexion sur le regard contemporain et invite à la pause* ».

Déjà convié, en 1998, par le musée lors de l'exposition *Jardin d'artiste : de mémoire d'arbre*, le photographe et sculpteur d'éphémère propose ici une nouvelle approche de la nature, dénuée de nostalgie. Il s'agit cette fois de « *laisser l'utopie devenir réalité* », de faire dialoguer la verdure et le béton. Un projet que le jardinier de l'ancienne maison d'Ossip Zadkine, enclavé au milieu du tissu urbain, sert particulièrement bien.

## INSTALLATIONS ÉPHÉMÈRES

Originaire de Bavière, le sculpteur et photographe était peintre avant d'être hanté par l'idée fixe de « *faire des plantations* ». Cette idée première l'a conduit à réaliser de nombreuses installations éphémères dont seule la photographie peut encore témoigner. Des fleurs de liers emportées par le courant, l'empreinte des neiges tardives bordée de pissenlits sur une prairie, un nid de roseau déposé sur un bassin dans un parc : l'objectif de Nils Udo fixe la non-permanence avec poésie. Sa participation aux agencements naturels peut être minime comme

elle peut être gigantesque : la forêt volante qu'il a conçue en 1984 pour le parc de la Tête d'Or, à Lyon, en témoigne. Lorsque ses œuvres sont achevées, Udo les photographie et comme il le dit lui-même : « *Je redeviens alors un artiste classique qui finit sur de la surface plane.* »

Que des œuvres d'art se mêlent à la végétation du jardin Zadkine n'est pas une nouveauté. Dès 1920, Ossip Zadkine y a installé ses statues, désireux de les voir « *pousser et pourrir comme des arbres* ». Depuis, les essais de réconciliation de l'homme avec la nature s'y sont succédés : en 1995, Giuseppe Penone plantait un bouleau en hommage à Jacques Prévert ; en 1999, David Bueno faisait jouer la lumière sur l'eau de petits aquariums, et François Morellot reliait par des néons les mains des statues de Zadkine aux branches des érables. La sculpture de Nils Udo s'inscrit dans la continuité de ce travail sur la nature.

Sous la pelouse de cette envolée de gazon, d'autres travaux se préparent, c'est ici que sera bientôt construite la nouvelle salle d'archives du musée Zadkine.

Vinca Van Eecke

## Au plaisir des acteurs et du cinéma britannique

The Last September. Sortie à la sauvette du joli premier film d'une grande dame du théâtre

**Film britannique de Deborah Warner. Avec Maggie Smith, Jane Birkin, Michael Gambon, Lambert Wilson, Keeley Hawes. (1 h 40.)**

On trouve dans le spectacle d'une grande actrice britannique assumant les travers de l'aristocratie un plaisir inégalable. *The Last September* nous donne Maggie Smith en Lady Myra Naylor, dame du domaine de Danielstown. Une femme nue et immobilisée par ses préjugés de classe, qui lui sont d'autant moins utiles qu'elle vit en Irlande du Sud, à l'automne 1920, au moment où l'Armée républicaine irlandaise s'apprête à chasser les Anglais.

Tout au long du film, Maggie Smith parade dans son armure de privilèges, exerce avec un naturel inconscient sa cruauté sur son entourage. En un moment fugace, placé à la fin du film, elle infléchit à peine son registre en énonçant d'un ton exaspéré « *toutes ces allées et venues, c'est trop* ». Mais c'est assez pour laisser entrevoir des abîmes de désarroi, pour faire de sa caricature

somptueuse un personnage. Deborah Warner, qui signe ici son premier film après une éblouissante carrière de metteur en scène de théâtre, n'est bien sûr pas étrangère au triomphe des acteurs de *The Last September*. Leur finesse, la complexité des interactions sont celles d'une compagnie théâtrale. Le scénario et les dialogues de John Banville, qui a adapté un roman d'Elizabeth Bowen (traduit en français sous le titre de *Dernier Automne*, et paru chez Rivages en 1995), leur permettent toutes les virtuosités.

Le point de départ du film est pourtant propice aux lieux communs : dans un grand château appartenant à une famille d'origine anglaise, les occupants (du château et du pays) observent d'aussi loin qu'ils le peuvent les convulsions qui agitent l'Irlande. Autour du couple de propriétaires (Maggie Smith trouve en Michael Gambon un partenaire idéal, faux bonhomme, vrai seigneur cruel) viennent s'agréger un couple de parasites, les Montmorency (Lambert Wilson, aussi répugnant que séduisant, et Jane

Birkin, enlaidie, dépressive, exquise), quelques officiers britanniques stationnés aux alentours, Marda, une célibataire de mauvaise réputation (l'immense actrice Fiona Shaw, partenaire privilégiée de Deborah Warner au théâtre) et, au centre de cette agitation un peu vaine, Lois, l'inévitable jeune fille au seuil de la découverte de la vie.

## TROUVAILLES

La catastrophe finale, les incidents qui y conduisent ne surprennent jamais. Ils sont simplement utilisés comme le cadre dans lequel s'organisent les confrontations entre les personnages. Le jeune capitaine britannique, amoureux de Lois, est humilié par Lady Myra, qui lui reproche son impécuniosité. Une scène qui renvoie à l'humiliation d'un sous-officier britannique, torturé par les indépendantistes irlandais avant d'être exécuté, tout comme le parasitisme des Montmorency renvoie à celui des Anglais installés depuis des siècles en Irlande pour le plus grand malheur du pays.

La mise en scène de Deborah Warner déborde de trouvailles. Ce n'est pas la première fois que l'on constate le phénomène chez un metteur en scène de théâtre qui fait ses débuts au cinéma. On la sent comme étourdie par l'immensité des choix qui lui sont tout d'un coup permis. Enfin autorisée à maîtriser et à diriger le regard du spectateur, Deborah Warner fait grand usage des cadrages baroques, à travers le feuillage, une longue vue, un trou dans le plancher. Ces idées, ces fantasmes tombent souvent juste, il manque une idée centrale, qui donnerait au film une identité mieux définie.

Ces défauts empêchent *The Last September* d'être un grand premier film. Quand même : il n'y a pas, ces jours-ci, surproduction de films britanniques attirants, séduisants, offrant pareille distribution, pareille intelligence. Rien ne justifie les conditions calamiteuses dans lesquelles ce film – sorti dans une seule salle d'un multiplexe parisien – est présenté au public.

Thomas Sotinel

## SORTIR

### RUN AR PUNS

**Festival Entre terres et ciels** La première édition du festival Entre terres et ciels a l'ambition raisonnable d'accueillir environ cinq mille spectateurs en deux jours à Run ar Puns, près de Châteaulin, dans le Finistère, un site où sont régulièrement organisés des concerts. Ce souci de conserver un aspect convivial en ne visant pas un afflux trop massif de spectateurs et une programmation futée qui touche à divers aspect des musiques actuelles devraient être des atouts. Après une ouverture avec le Steel Band Calypso, un ensemble de percussions, le samedi 26 août, le festival sera plutôt électronique et pop avec le groupe Kohann, le chanteur suédois Jay Jay Johanson, les duos Grand Popo Football Club et DJ's

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**L'Étoffe des héros** de Philip Kaufman (États-Unis, 1983, 3 h 10).

**Grand Action, 5, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-44-40 ; Publicis Champs-Élysées, 129, avenue des Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-30-30-31.**

**Un tramway nommé Désir** d'Elia Kazan (Etats-unis, 1952, 2 h 10).

**Action Ecoles, 23, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.**

**Infidèlement votre** de Preston Sturges (Etats-Unis, 1948, 1 h 45).

**Reflet Médicis, 3, rue Champollion, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-54-42-34.**

**Le Roi des roses** de Werner Schroeter (Allemagne, 1984, 1 h 30).

**Racine Odéon, 6, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-19-68.**

### FESTIVALS CINÉMA

**Cinéma en pleir air : les grands espaces**

**Le Bonheur d'Assia** (Andreï Mikhal'kov-Kontchalovsky, 1969) : le 26, 22 heures.

**Parc de la Villette, prairie du triangle, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 08-03-30-63-06.**

**Cinémathèque française**  
**Barbe bleue** (Edgar G. Ulmer, 1944) : le 26, 19 heures. **Les Pirates de Capri** (Edgar G. Ulmer, 1949) : le 26, 21 heures.

**Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-56-26-01-01.**

**Édipe Roi** (Pier Paolo Pasolini, 1967) : le 26, 19 heures. **Antonio Das Mortes** (Glauber Rocha, 1969) : le 26, 21 h 30.

**Cinémathèque française, salle des Grands Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 01-56-26-01-01.**

**L'Étrange Festival**

Le 26 août : **Toto qui vécut deux fois** (Daniele Cipri et Franco Maresco, 1998) : 17 heures. **Le Rat** (Christophe Ali et Nicolas Bonilauri, 1997) et **Dementia** (John Parker, 1955) : 19 heures. **Gemini** (Shinya Tsukamoto, 1999) : 21 h 15. **Jeune fille sous le ciel bleu** (Yasuzo Masumura, 1957) : 20 heures.

**Forum des halles, porte Saint-Eustache, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. Jusqu'au 5 septembre. De 20 F à 40 F la séance ; carte cinq films : 120 F.**

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

**Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.**

**Le Concert de l'Hôtel-Dieu**

Œuvres de Bach, Pradas, Haendel, Vivaldi. Stéphanie Révidat (soprano), Franck-Emmanuel Comte (direction).

**Parc floral de Paris, Bois de Vincennes, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 26. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.**

**Trío Sol**

Schumann : *Adagio et Allegro pour*

Headz Evolution. Ce qui ne devrait pas empêcher l'Américain André Williams, en pervers pépère légendaire du rock et de la soul, d'imposer sa présence, comme un avant-programme de la journée du dimanche.

Ainsi après Loupous System Fonk, plutôt groove, et Dun Leïa, formation pop rock, le chanteur Daran et son rock écorché, le bluesman américain Calvin Russell et les Commitments, Irlandais nourris au rhythm'n'blues rappelleront que les riffs tranchants des guitares et les sections de cuivres ont encore un bel avenir.

*Run ar Puns, Châteaulin (29). Le 26, à partir de 16 heures ; le 27, à partir de 13 heures. Tél. : 02-98-86-16-16. 120 F par jour ou forfait deux jours 190 F.*

**piano et cor. Ligeti : Trio pour piano, violon et cor. Brahms : Trio pour piano, violon et cor.**

**Orangerie, parc de Sceaux, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 26. Tél. : 01-46-60-07-79. Location Fnac. De 100 F à 140 F.**

**Dysfonctionnel Beats**

**Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 20 h 30, le 26. Tél. : 01-56-29-10-00. 50 F.**

**United Soundsystem, King Siloh New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-d'Eau. 21 heures, le 26. Tél. : 01-45-23-51-41.**

**Ailleurs**  
**Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 20 heures, le 26. Tél. : 01-56-29-10-20. 40 F.**

### RÉGIONS

**Festival de musique sacrée**

The Gabrieli Consort and Players : Bach (*La Passion selon saint Jean*). Susan Hemington Jones (soprano), Robin Blake (alto), Mark Padmore (ténor), Stephan Loges (basse), Paul McCreesh (direction).

**Abbatiale, 43 La Chaise-Dieu. 14 h 30, le 26. Tél. : 04-71-00-01-16. De 60 F à 480 F.**

**Festival Berlioz**

Orchestre symphonique de Prague : Tchaïkovski (*Roméo et Juliette, ouverture*). Dvorak (*Dances slaves n<sup>o</sup> 1, 2, 3 et 7*). Berlioz (*Harold en Italie*). Gérard Caussé (alto), Serge Baudo (direction).

**Festival Berlioz, 69, rue de la République, La Côte Saint-André (38). Du 25 août au 2 septembre. De 60 F à 210 F. Tél. : 04-74-20-20-79.**

**22<sup>e</sup> Festival de Sablé**  
La Capella della pietà de Turchini : Piccinni (*Giove piacevole nella reggia di Partenope*). Jommelli (*Serenata per le felicissime nozze del duca di Casamassima*). Maria Ercolano (soprano), Lucia Naviglio (mezzo-soprano), Giuseppe de Vittorio, Rosario Totaro (ténors), Giuseppe Naviglio (baryton), Antonio Florio (direction).

**Centre culturel Joël-Le-Theule, 16, rue Saint-Denis, 72 Sablé. 21 heures, le 26. Tél. : 02-43-62-22-22. De 80 F à 165 F.**

**Derniers Jours**

**28 août : Wim Delvoye**

**Centre Georges-Pompidou, grand foyer, 1, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-78-12-33. De 11 heures à 21 heures. Entrée libre.**

**3 septembre : L'Art copte en Egypte**

**Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. De 45 F à 35 F.**

**Les Donations Volland**

**Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 01-45-49-11-11. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. 30 F et 40 F.**

**Sebastiao Salgado**

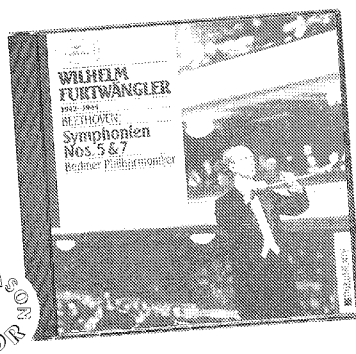
**Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. 15 F et 30 F.**

**Jacques Villeglé, Pierre Henry**

**Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-84-45-45. Du mardi au jeudi, de 12 heures à 18 heures ; vendredi et samedi, de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche, de 10 heures à 18 heures. Entrée libre.**

## RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter, la Fnac et Universal 55 chefs-d'œuvre de la musique classique.



## Beethoven. symphonies n<sup>o</sup>5 et 7.

**L'enfer de Dante.** Nous sommes en 1943 et Furtwängler dirige sa Philharmonie de Berlin dans les 5e et 7e Symphonies de Beethoven. On sait le public qui assiste à ce concert, mais on ne saura jamais quelle fut l'influence des événements extérieurs qui poussent ces interprétations à la limite de la folie. Alors que le Reich va bientôt s'effondrer, l'humanisme et la violence désespérés de la direction de Furtwängler martèlent leurs accords comme un ultime message d'espoir. Captées par la radio allemande, saisies par les troupes soviétiques, puis rendues à l'Allemagne, ces bandes sorties de l'enfer sont de bouleversants témoignages.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann, "Musique Maestro !".

Le Monde



VENDREDI 25 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Quand les murs ont la parole. Forum  
22.00 Bugatti, du rêve à la légende. Forum

MAGAZINES

18.10 et 0.10 Musiques. LCI  
19.00 Best of NPA. Canal +  
19.00 Tracks. Tracks on Tour : Les vingt-cinq ans du Paléo Festival de Nyon. Arte  
19.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première  
19.55 et 23.55 TV 5 l'Invité. Richard Cocciante. TV 5  
21.00 Recto Verso. Avec Claude Nougaro. Paris Première  
21.05 Top bab. Canal Jimmy  
22.10 Science été. LCI  
23.10 Les Dossiers de « Sans aucun doute ». Les caméras cachées de Pascal Sellem. TF 1  
0.15 P.I.N.K. France 2

DOCUMENTAIRES

20.15 Reportage. Mort aux rats. Arte  
20.25 et 23.00 Palettes, Vincent Van Gogh. La haute note jaune : « La Chambre d'Arles », 1888-1889. Histoire

20.30 «Rashomon», la pièce. Planète  
21.00 Les Anneaux de la mémoire. Histoire  
21.50 Paul McCartney. In the World Tonight. Canal Jimmy  
22.05 El Niño, l'enfant du diable. Odyssee  
22.10 Les Grandes Expositions. Hier pour demain, arts, traditions et patrimoines. Planète  
22.15 Grand format. Vaudou. Les illuminations de madame Nerval. Arte  
22.15 Parlez-moi d'amour. [3/5]. TV 5  
22.35 L'Œil des cyclones. [2/3]. Planète  
0.40 Embarquement porte n° 1. Bordeaux. TF 1

SPORTS EN DIRECT

20.35 Football. Supercoupe. Real Madrid (Esp.) - Galatasaray Istanbul (Turq.). France 3

DANSE

21.00 « La Veuve joyeuse ». Ballet. Chorégraphie de Ronald Hynd. Musique de Lehár. Par le ballet national du Canada. Avec Karen Kain (Hanna Glawari). Mezzo

MUSIQUE

20.30 « Rondo pour piano et orchestre », de Bach. Dir. Christopher Hogwood. Mezzo  
21.55 Simple Minds. A l'Olympia, en 1995. Paris Première  
22.10 Jazz à Antibes 1990. Muzik

22.30 « Burlesque », de Strauss. Avec Volker Banfield, piano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Elgar Howarth. Mezzo  
22.45 Paul McCartney. En 1993. Canal Jimmy  
23.30 « Rigoletto ». Opéra de Verdi. Par l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la Monnaie, dir. Vladimir Jurowski. Paris Première

THÉÂTRE

0.00 Le Faiseur. Pièce de Honoré de Balzac. Mise en scène de Jean Galabru. France 3

TÉLÉFILMS

20.45 Pas d'amour sans mensonge. Konrad Sabrautzky. Arte  
22.15 Le Diable au corps. Gérard Vergez. Festival  
22.30 Témoin en danger. Charles Robert Carner. Téva

SÉRIES

20.45 Twin Peaks. Episode 27. Série Club  
20.45 First Wave. Futur annoncé. 13<sup>ème</sup> RUE  
20.50 Maître Da Costa. Le Doigt de Dieu. France 2  
20.50 Le Clown. [1 et 2/2]. Vacances d'enfer. M 6  
22.05 Ally McBeal. Surprise, surprise. Branle-bas de combat. RTBF 1  
22.30 Suspect n° 1. Cadavres obscurs. France 2

FILMS

15.55 Lenny. Bob Fosse (Etats-Unis, 1971, N., 110 min). Cinéfaz  
20.10 L'Affaire Chelsea Deardon. Ivan Reitman (Etats-Unis, 1986, 115 min). RTBF 1  
21.05 Jour de chance. Frank Capra (Etats-Unis, 1950, v.o., 115 min). Cinétoile

22.30 Les Soleils de l'île de Pâques. Pierre Kast (France - Brésil, 1971, 90 min). Canal + Vert  
22.35 Les Copains d'abord. Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1983, 105 min). Cinéstar 1

22.35 Innocent Victim. Giles Foster (Grande-Bretagne, 1990, v.o., 90 min). Ciné Cinémas 3

22.40 Une leçon d'amour. Ingmar Bergman (Suède, 1954, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

22.50 Nocturne indien. Alain Corneau (France, 1989, 110 min). Cinéfaz



23.35 Chien enragé. Akira Kurosawa. Avec Toshiro Mifune, Takashi Shimura (Japon, 1949, N., v.o., 120 min). Arte

0.15 Héros à vendre. William A. Wellman (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 75 min). Ciné Classics

0.20 La Conquête de la planète des singes. Jack Lee Thompson (Etats-Unis, 1972, v.o., 90 min). Ciné Cinémas 1

0.20 Les Ailes de l'enfer. Simon West (Etats-Unis, 1997, 110 min). Cinéstar 1

0.40 Le monde tremblera. Richard Pottier (France, 1939, N., 105 min). Canal +

0.55 Catch 22. Mike Nichols (Etats-Unis, 1970, v.o., 120 min). Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
17.35 Sunset Beach.  
18.05 Sous le soleil.  
19.05 Walker, Texas Ranger.  
19.55 J'ai deux métiers.  
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.  
20.55 Nos meilleurs moments.  
23.10 Les Dossiers de « Sans aucun doute ». Les caméras cachées de Pascal Sellem.  
0.40 Embarquement porte n° 1.  
1.05 TF 1 nuit, Météo.  
1.20 Affaires familiales.

FRANCE 2

17.35 Brigade des mers.  
18.25 JAG.  
19.15 et 0.10 Un livre, des livres.  
19.20 Qui est qui ?  
19.50 Un gars, une fille.  
20.00 Journal, Météo, Point route.  
20.50 Maître Da Costa. Le Doigt de Dieu.  
22.30 Suspect n° 1. Cadavres obscurs. Téléfilm. Paul Marcus.  
0.15 P.I.N.K.

FRANCE 3

16.05 Va savoir.  
16.40 C'est l'été.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.48 La Météo des plages.  
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.  
20.05 C'est mon choix pour l'été.  
20.35 Football. Supercoupe d'Europe. Real Madrid - Galatasaray.  
22.45 Météo, Soir 3.  
23.10 Mike Hammer. Et que ça saute !  
0.00 Le Faiseur. Pièce de théâtre.

CANAL +

17.50 Micro ciné.  
► En clair jusqu'à 21.00  
18.25 Drôles de vies.  
19.00 Best of Nulle part ailleurs.  
19.50 Flash infos, Le Zapping.  
20.05 Les Simpson.  
20.30 Les Griffin.  
21.00 Lettres à un tueur. Film. David Carson.  
22.40 Athlétisme. Meeting de Bruxelles.  
0.40 Le monde tremblera. Film. Richard Pottier.

Le Monde TELEVISION

FRANCE-CULTURE

21.00 La Musique de Nietzsche. Le philosophe allemand avait composé dès son adolescence des pièces pour piano et même les fragments d'un Oratorio de Noël. Mais il fut déçu par l'accueil que leur réserva Wagner, qui exerçait une forte fascination sur lui. L'audition des musiques de Nietzsche, que présente Danielle Cohen-Levinas, laisse toutefois percevoir davantage l'influence de Schumann que celle du compositeur de Siegfried.

ARTE

22.15 Les Illuminations de Mme Nerval. Documentaire sur une mambo, prêtresse vaudou d'Haïti, ses rituels et ses transes. Par bonheur, le réalisateur, Charles Najman, ne recherche pas le spectaculaire et laisse parler ceux et celles qu'il filme. Mais le mystère reste entier et le fait de rester enfermé dans la cour du temple laisse en suspens toute une part, voire l'essentiel, de la réalité haïtienne.

ARTE

23.35 Chien enragé. Un film d'Akira Kurosawa qui tranche sur ses précédentes réalisations. Le cinéaste japonais a dit s'être inspiré de Simenon pour filmer cette histoire d'un policier à qui on a dérobé son colt et qui se trouve plongé dans les bas-fonds de Tokyo, découvrant ainsi le désarroi de la jeunesse. Mais on songe plutôt à Dostoïevski, dans cette lutte entre le bien et le mal. Avec Toshiro Mifune.

SAMEDI 26 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.15 et 17.15 Le Monde des idées. La politique des droits de l'homme. Invité : Claude Lefort. LCI  
21.00 La raison d'Etat peut-elle tout justifier ? Forum  
22.00 Génocide, comment juger les coupables ? Forum  
23.00 Enfants, les salaires de la honte. Forum

MAGAZINES

14.45 Destination pêche. La Somme, de Fonsommes à la Baie. France 3  
15.15 et 20.15 Science info. LCI  
15.30 Inédits. Trois sculpteurs et le cinéaste. RTBF 1  
16.45 C'est l'été. Les meilleurs moments de la semaine. France 3  
18.00 L'Enjeu olympique. Séoul 1988. La Cinquième  
18.00 et 23.15 Paris modes. Spécial Kenzo, les trente ans de la mode au Zénith. Paris Première  
18.15 Des racines et des aïles. Spéciale vacances. Croisières pour tous. Las Vegas sur Seine. Versailles secret. Une merveille de canal. TV 5  
18.15 Les Rencontres de l'été. LCI  
18.55 Union libre. France 2  
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 août 1950 : Le monde vu de la Baltique. Arte  
19.00 Recto Verso. Avec Claude Nougaro. Paris Première  
19.55 et 23.55 TV 5 l'Invité. Patrick Fiori. TV 5  
20.45 Mode. LCI  
20.50 Fort Boyard. Invités : Laurent Baffie ; Patrice Martin ; François Rollin ; Tiffot ; Christian Taillfer ; Sophie Moniotte. France 2  
21.05 Thalassa. La traque aux crocos. Salade mexicaine. TV 5  
21.40 Métropolis. La Chester Beatty Library. Expo 2000 : Le groupe tzigane Kek Lang, Carlos Fuentes et Laura Diaz. Arte  
21.40 et 23.50 Musiques. LCI  
22.45 Bouvard des succès. Invités : Stéphane Bern ; Dany Brillant ; Miss France ; Philippe Labarde ; Karl Zéro ; Bertrand Piccard ; André Roche ; Amélie Dupont ; Bernard-Henri Lévy ; Calixte Beyala. France 2  
23.30 Mes sketches et moi. On en rit encore. Invité : Pascal Legitimus. TSR  
0.05 Paris dernière. Paris Première  
0.05 Top bab. Ian Dury. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

18.45 Irak, l'autre guerre. Planète  
19.25 100 ans de films d'horreur. Les zombies. Ciné Classics  
20.15 Mon pays, mon amour. [4/6]. Benoitte Groult et la Bretagne. Arte  
20.25 et 23.00 Palettes, Tiziano Vecellio dit Titien. Un souvenir d'Arcadie : « Le Concert champêtre ». Histoire  
20.30 Arman, portrait d'un sculpteur. Planète  
20.30 Les Femmes et la Mafia. Odyssee  
20.45 L'Aventure humaine. De l'amour à la vie. Arte  
21.00 La Conquête de l'espace. [2/2]. Objectif Mars. Histoire  
21.10 L'Age d'or de la RKO. [5/6]. Films noirs et maccarthysme. Ciné Classics  
21.20 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. [6/6]. Sud-Ouest : les Indiens du désert. Odyssee  
22.00 Paris-musette. Histoire  
22.10 Tueurs en série. Enquête sur des erreurs à répétition. Odyssee  
22.50 Shanghai, ville de tous les désirs. France 3  
23.30 Music Planet. Liz McComb. La grande voix du gospel. Arte  
23.35 Têlé notre histoire. Michèle O'Glor. Histoire  
0.55 Les Grandes Expositions. Hier pour demain, arts, traditions et patrimoines. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.30 Formule 3000. Championnat international (10<sup>ème</sup> manche). La course. Eurosport  
16.55 Rugby. Tournoi des Tri-Nations. Afrique du Sud - Australie. Canal +  
19.00 Cyclisme. Tour d'Espagne (1<sup>re</sup> étape) : contre-la-montre individuel (12 km). Eurosport  
20.00 Football. D 1 (5<sup>e</sup> journée) : Bordeaux - Lens. TPS Foot

DANSE

0.30 « La Fleur de pierre ». Ballet. Chorégraphie d'Youri Grigorovitch. Musique de Prokofiev. Par le ballet du Kirov. Avec Anna Polikarpova (Katerina), et l'Orchestre du Théâtre Maryinsky, dir. A. Vilumianis. Mezzo

MUSIQUE

18.30 Katja Kabanova. Mise en scène de Christoph Marthaler. Par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo

DOCUMENTAIRES

19.25 « Dixit Dominus », de Haendel. Avec Helena Rasker, mezzo-soprano ; Eun-Yee You, soprano ; Emiliano Gonzalez, ténor ; Shigeo Ishino, baryton ; Gyslaina Walchi, soprano ; Natacha Ducret, soprano. Par l'Ensemble vocal de Lausanne, dir. Michel Corboz. Muzik  
20.05 Membra Jesu nostri. Avec les Chœurs de la Radiotélévision suisse, l'Académie instrumentale italienne et les Sonneurs de la Gioiosa Marca, dir. Diego Fasolis. Muzik  
21.00 The Rake's Progress. Par la Camerata Academica et le Chœur de l'opéra de Vienne, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo  
22.15 Jazz à Antibes 1990. Muzik  
22.30 Donna Summer. A New-York, en 1999. Paris Première  
0.10 « La Valse » (à deux pianos), de Ravel. Avec Martha Argerich, piano ; Nelson Freire, piano. Mezzo  
0.15 Tribales. Denez Prigent, vision moderne de la tradition, aux Transmusicales [1/2]. Jazz à Antibes : Phil Woods [2/4]. France 3

TÉLÉFILMS

19.00 Asian Connection. Le grand plongeon. Nottage [1 et 2/2]. Ciné Cinémas  
20.50 Shogun. Jerry London [5 et 6/6]. Téva  
20.55 Atomic Train. D. Lowry et D. Jackson [1 et 2/2]. TF 1  
20.55 L'Empire du Taureau. Maurice Frydland. France 3  
22.15 Nouvelle vie, nouvelle donne. Francesco Massaro [1 et 2/2]. Festival  
0.00 Sans aucune pitié. Martin Kunert. TF 1

SÉRIES

18.30 Le Caméléon. Le grand plongeon. RTBF 1  
20.30 H. Une histoire de démission. Canal +  
20.50 Charmed. De l'amour à la haine. M 6  
22.25 New York District. Les escrocs. L'état. 13<sup>ème</sup> RUE  
22.40 L'Hôpital et ses fantômes. Gargantua. Arte  
22.40 Buffy contre les vampires. Trahison. M 6  
22.50 Homicide. Pitié. Série Club  
23.40 Profiler. Patriote pour la paix (v.o.). Série Club  
0.50 Monty Python's Flying Circus. Njord's Saga (v.o.). Canal Jimmy  
1.20 Star Trek Classic. Miri (v.o.). Canal Jimmy  
2.10 Star Trek, Deep Space Nine. Un contrat est un contrat (v.o.). Canal Jimmy

CINÉTOILE

1.00 Les Visiteurs du soir. En 1485, le diable envoie sur terre deux de ses créatures pour « désespérer les humains ». Mais l'un des envoyés de l'enfer s'éprend d'une jeune fille qu'il devait perdre. La mythologie de Jacques Prévert et Marcel Carné adaptée aux circonstances des années 40. Un événement artistique dans la France de l'Occupation, tourné dans les environs de Nice. Avec Arletty, Marie Déa et Alain Cuny.

FILMS

13.25 Duel dans la forêt. Joseph M. Newman (EU, 1952, v.o., 100 min). Ciné Cinémas 2  
13.35 Black Dog. Kevin Hooks (Etats-Unis, 1998, v.o., 90 min). Ciné Cinémas 3  
15.15 Cour martiale. Anthony Asquith (GB, 1955, N., v.o., 105 min). Ciné Classics  
17.00 Héros à vendre. William A. Wellman (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 75 min). Ciné Classics  
20.50 Presidio. Peter Hyams (Etats-Unis, 1988, 95 min). RTBF 1  
23.00 Catch 22. Mike Nichols (Etats-Unis, 1970, v.o., 120 min). Cinétoile



23.00 La Conquête de la planète des singes. Jack Lee Thompson. Avec Roddy McDowall, Don Murray (Etats-Unis, 1972, v.o., 85 min). Ciné Cinémas 3  
23.00 Les Joueurs. John Doherty (Etats-Unis, 1999, 115 min). Canal + Vert  
23.00 Le Grand Inquisiteur. Michael Reeves (Grande-Bretagne, 1968, 85 min). Cinéfaz



23.15 Les Ailes de l'enfer. Simon West. Avec Nicolas Cage, John Cusack (Etats-Unis, 1997, v.o., 115 min). Cinéstar 2  
23.20 Les Aventures de Bill et Ted. Peter Hewitt (Etats-Unis, 1991, 90 min). Cinéstar 1  
0.25 Les Mille et Une Nuits. Pier Paolo Pasolini (Italie - France, 1974, 130 min). Arte  
0.25 Soleil levant. Philip Kaufman (Etats-Unis, 1993, v.o., 125 min). Ciné Cinémas 3  
0.25 The Delinquents. Robert Altman (Etats-Unis, 1957, v.o., 75 min). Cinéfaz  
1.00 Les Visiteurs du soir. Marcel Carné (France, 1942, N., 120 min). Cinétoile  
1.10 Le Journal du séducteur. Danièle Dubroux (France, 1996, 100 min). Cinéstar 2  
1.45 Innocent Victim. Giles Foster (Grande-Bretagne, 1990, v.o., 85 min). Ciné Cinémas 2  
2.50 Hanna K. Costa-Gavras (France, 1983, 105 min). Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
13.55 MacGyver.  
14.55 Alerte à Malibu.  
15.45 Flipper, le dauphin.  
16.40 Will & Grace.  
17.15 Beverly Hills.  
18.05 Sous le soleil.  
19.05 Walker, Texas Ranger.  
20.00 Journal, Tiercé, Météo.  
20.55 Atomic Train. Téléfilm. D. Lowry et D. Jackson [1 et 2/2].  
0.00 Sans aucune pitié. Téléfilm. Martin Kunert.

FRANCE 2

13.55 Euréka, j'ai (encore) tout faux.  
14.50 Dzanga-Sangha, une clairière en forêt vierge.  
15.25 Tiercé. En direct.  
15.45 Mille et une nuits. Téléfilm. Steve Barron [1 et 2/2].  
18.55 Union libre.  
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.  
20.00 Journal, Météo.  
20.50 Fort Boyard.  
22.45 Bouvard des succès.  
0.50 Journal, Météo 2.  
1.10 Secret bancaire. Le fils illégitime.

FRANCE 3

14.20 La Vie tout simplement.  
14.45 Destination pêche.  
15.45 Chroniques d'en haut.  
16.10 Littoral. Le Korrigan de Saint-Cast.  
16.45 C'est l'été.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.48 La Météo des plages.  
18.50 Le 19-20 de l'info, Météo.  
20.05 Tout le sport. En direct.  
20.20 C'est mon choix pour l'été.  
20.55 L'Empire du Taureau. Téléfilm. Maurice Frydland.  
22.25 Météo, Soir 3.  
22.55 Hors série. Shanghai, la ville de tous les désirs.  
0.15 Tribales.  
1.05 Fame. Une grande dame du rock.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00  
13.30 Babylone yé-yé. [10/12].  
14.00 Pétaque.  
14.50 Lexx.  
15.35 Samedi animation.  
16.55 Rugby. Afrique de Sud - Australie.  
► En clair jusqu'à 20.30  
19.00 Flash infos.  
19.10 Rions un peu en attendant la rentrée.  
20.00 Futurama.  
20.30 Samedi comédie. H. Une histoire de démission ; 20.55 Evamag. Un an déjà. ; 21.20 Seinfeld. Le contrevenant. ; 21.40 Dilbert. Tower of Babel. O.  
22.05 Jour de foot.  
23.05 Meurtre parfait. Film. A. Davis. O.  
0.50 La Patinoire. Film. Jean-Philippe Toussaint. O.

ARTE

19.00 Tracks.  
19.45 Météo, Arte info.  
20.15 Reportage. Mort aux rats.  
20.45 Pas d'amour sans mensonge. Téléfilm. Konrad Sabrautzky.  
22.15 Grand format. Vaudou. Les illuminations de madame Nerval.  
23.35 Chien enragé. Film. Akira Kurosawa (v.o.).

M 6

17.35 Tintin. Tintin en Amérique.  
17.55 Code Eternity.  
18.55 Loïs et Clark.  
19.50 I-nuit, Le Six Minutes, Météo.  
20.05 Incroyabl'animaux.  
20.40 Politiquement rock.  
20.50 Le Clown. Vacances d'enfer [1 et 2/2].  
22.40 Au-delà du réel, l'aventure continue. Au royaume des sables [1 et 2/2].  
0.25 Drôle de chance.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.20 Concordanace des temps. Le renouveau du modèle républicain.  
21.00 Concert. La musique de Nietzsche.  
22.00 Pages arrachées au journal de Michel Leiris.  
22.30 Carnets de voyage. Le Vietnam : au pays du dragon étiré [5/5].  
23.30 Mythologies du monde entier... Diarmaid et Grainne : Irlande.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Festival d'été Euroardis. Concert donné en direct du Gewandhaus de Leipzig, par l'Orchestre symphonique de la Radio finlandaise, dir. Jukka-Pekka Saraste : Œuvres de Prokofiev, Grieg, Sibelius.  
23.00 Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Concerto, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Georges Prêtre, de Tacchino et B. Ringelissen, pianos.  
20.40 Haydn et l'Europe.  
22.40 Don Quichotte chez la duchesse. Opéra de Boismortier. Interprété par Le Concert Spirituel, dir. Hervé Niquet, Stephan Van Dyck (Don Quichotte), Richard Biren (Sancho Pança), Meredith Hall (Altidisidore).

Le Monde TELEVISION

FRANCE 3

22.55 Hors série : Shanghai, ville de tous les désirs. Réalisé par Jean-Marie Barrère et Sylvie Levey, ce documentaire fascine par les destins humains qu'il décrit, ceux des habitants d'une ville qui ambitionne d'être la vitrine de la Chine du troisième millénaire, d'une cité théâtre d'une époustouffante « rage de vivre ». On est loin du Shanghai d'André Malraux ou de Vicki Baum, loin des petits vendeurs de rue.

CINÉ CINÉMAS 3

23.00 La Conquête de la planète des singes. Les chiens et les chats ayant été exterminés, les hommes ont transformé les singes en animaux domestiques, et ils les traitent comme des esclaves. La réalisation n'est pas à la hauteur de l'originalité du scénario mais cette fable, assomilant le destin des singes à celui des Noirs du temps de l'esclavage aux Etats-Unis, ne manque pas d'intérêt.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA  
O Tous publics  
O Accord parental souhaitable  
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
O Public adulte  
O Interdit aux moins de 16 ans  
O Interdit aux moins de 18 ans  
Les cotes des films  
■ On peut voir  
■ A ne pas manquer  
■ Chef-d'œuvre ou classique  
Les symboles spéciaux de Canal +  
DD Dernière diffusion  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants



## Le « Journal officiel » définit les types d'emprunts russes remboursables

LE JOURNAL OFFICIEL a publié, jeudi 24 août, le décret détaillant les types de titres donnant droit à une indemnisation dans le cadre de la loi sur le dédommagement des porteurs d'emprunts russes. Cette mesure concerne les 316 000 détenteurs qui se sont fait recenser en 1999. Cette publication intervient alors que la Russie a achevé de verser, début août, les 400 millions de dollars (2,91 milliards de francs) d'indemnisation prévus par l'accord franco-russe de 1997.

Sont concernés les titres d'emprunts émis ou garantis avant le 7 novembre 1917 par le gouvernement de l'Empire de Russie, par des collectivités territoriales et par des sociétés. S'y ajoutent les emprunts des Etats baltes, obligations et actions émises par les entreprises de ces pays entre 1918, date de leur indépendance, et la seconde guerre mondiale, quand ils furent annexés par l'URSS. Les certificats nominatifs représentatifs de ces titres sont aussi concernés, tout comme les billets émis par la Banque impériale de Russie avant novembre 1917.

### PLAFOND À 70 000 FRANCS

Le Journal officiel décrit également les types d'actifs confisqués par la Russie puis l'URSS entre la révolution d'Octobre et la fin de la seconde guerre mondiale pouvant être dédommages : terrains, immeubles à usage d'habitation, meubles et effets personnels, avoirs, fonds, valeurs ou créances commerciales.

Le texte n'évoque pas les modalités des remboursements. Cepen-

dant, au début du mois d'août, le ministère de l'économie a indiqué que « les paiements seront engagés avant la fin de l'année par le Trésor public par virement direct sur les comptes bancaires ou postaux des ayants droit ». En principe, chaque porteur recevra une indemnisation forfaitaire de 800 francs. Il touchera, en plus, une somme proportionnelle au nombre de titres possédés mais qui sera plafonnée à 70 000 francs. Selon Bercy, 99 % des détenteurs recensés sont des personnes physiques et 90 % des portefeuilles ont moins de 50 titres.

### « NOUS SOMMES SCANDALISÉS »

La publication de ce décret a entraîné de vives réactions. « Nous sommes scandalisés par ce texte volontairement flou, alors que nous attendions de savoir combien serait remboursé par titre et à quelle date. Ce texte incompréhensible dissimule la gêne du gouvernement devant les modalités scandaleuses de l'indemnisation et nous allons en appeler au président de la République », affirme le président de l'Association française des porteurs d'emprunts russes (Afer), Pierre de Pontbriand. « Lionel Jospin choisit de payer tous les titres sans exclure, par exemple, ceux présentés par les banques offshore, s'indigne François Bayle, président du Groupe national de défense des porteurs de titres russes (GNDPTR). Il y a fort à parier que les détournements seront supérieurs à l'affaire Urba ou à celle des frégates de Taiwan. »

Dominique Gallois

## Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement devraient s'entretenir en tête à tête samedi ou dimanche

Philippe Séguin souhaite que le ministre de l'intérieur reste à son poste

PARTIRA, partira pas ? Selon François Rebsamen, chargé des fédérations au secrétariat national du Parti socialiste, c'est pratiquement chose faite. « Jean-Pierre Chevènement est, je pense, en état de s'en aller, mais je crois que le MDC souhaite rester dans la gauche plurielle », déclare M. Rebsamen, vendredi 25 août, dans Vert Contact, le journal des Verts qui paraît quotidiennement pendant leurs journées d'été à Lamas (lire page 7). A lire M. Rebsamen, il ne reste plus qu'à trouver un remplaçant au sein du Mouvement des citoyens.

C'est vraisemblablement samedi ou dimanche que Lionel Jospin s'entretiendra avec le ministre de l'intérieur, que, vendredi matin, il n'avait pas encore vu en tête à tête depuis leur entretien du 29 juillet. Jeudi, après la réunion du conseil des ministres, M. Chevènement a indiqué seulement que M. Jospin lui avait fixé rendez-vous « très prochainement ». Vendredi matin, sur RTL,

Claude Bartolone, proche de Laurent Fabius, a apporté son soutien au « processus » de Matignon, avant d'assurer que M. Chevènement « a tout à fait sa place au sein du gouvernement ». « Il fait partie de notre patrimoine culturel, politique », explique M. Bartolone.

La perspective que la Corse puisse adapter les lois n'effraie pas François Colcombet (PS). « Cette peur correspond à l'idée archaïque que le pouvoir législatif est important, alors que la Constitution de 1958 ne lui donne pas un pouvoir central. La Corse reste dans l'Europe : elle ne pourra pas faire de loi spécifique sur la chasse », a déclaré au Monde, le député de l'Allier, ancien magistrat.

Cependant, son voisin sénateur du Puy-de-Dôme, Michel Charasse, socialiste lui aussi, dénonce dans La Montagne, vendredi 25 août, une « atteinte à l'indivisibilité de la République » : « donner à la collectivité corse le droit de faire la loi, c'est porter atteinte à la souveraineté natio-

onale qui serait alors exercée par une section du peuple et non plus par l'ensemble du peuple français », estime M. Charasse sénateur du Puy-de-Dôme, ancien ministre et ancien conseiller de François Mitterrand. Il se dit « très pessimiste » sur le rétablissement de la paix, ajoute-t-il, « car les interlocuteurs nationalistes du premier ministre n'ont aucun pouvoir sur les groupuscules d'assassins et de mafieux qui pullulent à travers l'île ».

### « FREINER ET EMBÊTER »

Dans l'opposition, la question corse provoque autant de débats qu'à gauche. Dans Le Point du 25 août, Jean-Claude Casanova, directeur de la revue Commentaire, justifie l'accord de Matignon sur la Corse. La fin de la violence devait être, selon certains, un préalable à toute négociation ? « Etomante recommandation (...) qui revient à rendre les violents maîtres du jeu », répond l'ancien collaborateur de

Raymond Barre. La capacité de l'Assemblée de Corse d'adapter les normes législatives ? « Vous parlez d'une révolution ! Parce que nous respectons mal l'article 34 de la Constitution, qui répartit les compétences du législateur et les compétences réglementaires, le champ législatif s'est, en France, trop élargi. Nous faisons trop de lois, et trop détaillées. (...) La réforme Jospin propose pour la Corse une expérience réelle de décentralisation », écrit M. Casanova, qui conclut : « Si l'expérience échoue, les Corses seront seuls responsables de cet échec. »

Philippe Séguin (RPR) est d'un avis différent, lui qui serait « plus rassuré » si M. Chevènement restait en place pour « freiner et embêter » le premier ministre. Le député des Vosges tête de liste de la droite aux élections municipales de Paris, souhaite que le ministre de l'intérieur reste « là où il est et qu'il rappelle jusqu'au bout les principes de la République ».

## Jean Tiberi réserve aux Corses son opinion sur le « processus »

À PARIS, la trêve estivale est bien achevée et le jeu de cache-cache entre les deux candidats de la droite aux municipales de mars 2001 a repris toute sa vigueur. Jeudi 24 août, Philippe Séguin était, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, sur les terres du président délégué du MDC, Georges Sarre, député et maire de l'arrondissement, et c'est dans le fief du compagnon de Jean-Pierre Chevènement qu'il s'est, implicitement, rallié à la cause du ministre de l'intérieur sur la Corse (lire ci-dessus).

Au même moment, le maire de Paris, Jean Tiberi, labourait des terres socialistes puisqu'il visitait deux établissements scolaires en chantier, une école primaire dans le 19<sup>e</sup> et un collège dans le 20<sup>e</sup>. M. Tiberi a, lui aussi, un message à délivrer sur l'avenir de l'île, mais comme il juge, simplement, plus « convenable » d'en réserver la primeur à ses « amis corses », il s'exprimera à Corte, ville natale de son épouse, Xavière, où il doit passer trois jours. Certains hasards tombant vraiment à pic, avant de s'envoler pour la Corse, il assiste-

ra, dimanche, au match de Championnat de France entre le PSG et... Bastia. Grand amateur de football, Philippe Séguin devrait d'ailleurs, lui aussi, être présent au Parc des princes.

### PHILOSOPHE ET SEREIN

Le maire de Paris aborde la rentrée bien décidé à ne pas céder un pouce de terrain à son rival. Il n'a plus « aucune relation » avec la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, avoue-t-il. Mais en a-t-il vraiment besoin ? Cela ne l'empêchera pas, en tout cas, d'être présent, fin septembre, aux journées parlementaires du RPR, organisées au Croisic, en Loire-Atlantique.

Sa mise en examen, annoncée, dans l'affaire des faux électeurs ? Il n'écartera plus cette éventualité aussi vigoureusement qu'il y a quelques semaines. Il s'en amuse, même, en soulignant que « la presse » avait « prédit » qu'il serait mis en examen « à la mi-juillet, puis fin juillet et que sais-je encore... » Philosophe, il suggère :

« On verra bien. » Puis il se reprend : « Quoi qu'il advienne, ma détermination restera intacte. »

M. Tiberi cherche à convaincre qu'il a appris à être serein. Il reste « calme », assure-t-il, et attendra, sans s'énervier, que le député des Vosges accepte ses propositions de rencontre et « d'union au second tour » des municipales. « Car en vérité, ce premier tour des élections municipales sera une primaire », feint-il de découvrir, candide, histoire de rappeler que l'idée de primaires à droite a, un temps, été ardemment défendue par le député des Vosges.

Finis les anathèmes, les menaces à peine déguisées de faire « sauter la baraque ». « L'objectif, résume tranquillement M. Tiberi, est de garder la mairie de Paris à la majorité municipale. » « Je veux, affirme-t-il encore, dans le calme et la dignité, faire gagner mon camp. L'important, est qu'on ne se trompe pas d'adversaire. »

Christine Garin

## Les 87 000 grévistes de l'américain Verizon reprennent le travail

### WASHINGTON

de notre correspondant

La grève du personnel de la compagnie téléphonique Verizon – qui dessert la côte atlantique de la Nouvelle-Angleterre au sud de Washington – a cessé mercredi soir 23 août, à l'issue d'un conflit qui aura duré dix-huit jours (Le Monde du 8 août). Le travail avait déjà repris lundi dans le Nord-Est et à New York.

Les négociations ont été longues, mais les 87 000 grévistes ont obtenu une augmentation de salaire de 12 % et de cotisations retraite de 14 %, une réduction du quota

d'heures supplémentaires obligatoires ainsi que l'octroi de 100 stock-options par personne d'ici à la fin de l'année. La direction a pour sa part obtenu une simplification des procédures de travail.

### UNE PREMIÈRE

Par-delà ces revendications traditionnelles, la grève de Verizon est une première pour la nouvelle économie. Une des exigences primordiales des syndicats était d'obtenir le droit d'organiser la main-d'œuvre dans la branche de la téléphonie sans fil et les autres branches de haute technologie dans

lesquelles le taux de syndicalisation était pratiquement nul. Il s'agit d'une victoire pour les trade unions, qui créent ainsi un précédent dans un secteur en pleine expansion et où ils sont peu présents. Ce qui devrait également leur permettre d'étendre leur influence à nouveau après des années de recul. Après s'y être opposée pour des raisons d'efficacité et de concurrence, la direction a finalement accepté un compromis valable pour trois ans.

Mais ce sont paradoxalement des désaccords traditionnels qui auront retardé cet accord alors que l'on avait cru à l'origine que la grève se-

rait de courte durée. La définition des activités des câbleurs – qui avait déjà causé un conflit avec Bell Atlantic, un des deux partenaires de Verizon, en Pennsylvanie en 1988 – et la mauvaise coordination entre les branches Nord et Sud des deux syndicats auront semé la confusion jusqu'au bout. On a même vu des militants de Washington prendre la route de New York pour y organiser des piquets de grève devant les bureaux de Verizon alors même que leurs camarades sur place avaient déjà repris le travail.

Patrice de Beer

## « Vache folle » : M. Glavany prévoit une augmentation du nombre de cas

JEAN GLAVANY, ministre de l'agriculture, a annoncé, jeudi 24 août, que le nombre de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », diagnostiqués en France en 2000 serait notablement plus important que celui de 1999 du fait, notamment, de la mise en œuvre de la campagne de dépistage des animaux en phase d'incubation. Il y aura « beaucoup plus » de cas d'ESB en France en 2000, « parce qu'on les cherche », a déclaré M. Glavany sur Europe 1. « Plus on cherche plus on trouve, mais plus on trouve plus on connaît, et plus on connaît plus on peut assurer la sécurité des consommateurs », a ajouté le ministre.

Le ministre a toutefois précisé que si les progrès concernant la physiopathologie de l'ESB permettent, à l'avenir, « de desserrer cette étreinte » les pouvoirs publics n'hésiteraient pas à mettre en place « un dispositif plus léger ».

La Confédération paysanne a réaffirmé, jeudi, son opposition catégorique à cet abattage systématique, jugeant qu'il s'agissait d'une politique « pensée médiatiquement pour rassurer l'opinion publique ».

### ABATTAGE SYSTÉMATIQUE

Avec le dernier animal malade observé ces derniers jours en Vendée, on a recensé depuis le début de l'année 37 cas d'ESB dont 4 concernaient des animaux en phase d'incubation identifiés grâce au test de dépistage. Le réseau national d'épidémiosurveillance avait, en 1999, recensé 29 cas. Au total,

depuis 1991, 117 cas d'ESB ont été officiellement identifiés en France. Par ailleurs, M. Glavany a confirmé que le gouvernement ne modifierait pas sa politique de prévention, qui consiste à abattre la totalité des troupeaux de bovins dans lesquels des cas d'ESB clinique ou en phase d'incubation sont identifiés.

Le ministre a toutefois précisé que si les progrès concernant la physiopathologie de l'ESB permettent, à l'avenir, « de desserrer cette étreinte » les pouvoirs publics n'hésiteraient pas à mettre en place « un dispositif plus léger ».

La Confédération paysanne a réaffirmé, jeudi, son opposition catégorique à cet abattage systématique, jugeant qu'il s'agissait d'une politique « pensée médiatiquement pour rassurer l'opinion publique ».

Les responsables de ce syndicat agricole reprochent notamment au ministère de ne pas enquêter pour identifier les animaux qui ont été nourris avec les mêmes farines que celles impliquées dans les cas d'ESB actuellement observés.

Jean-Yves Nau

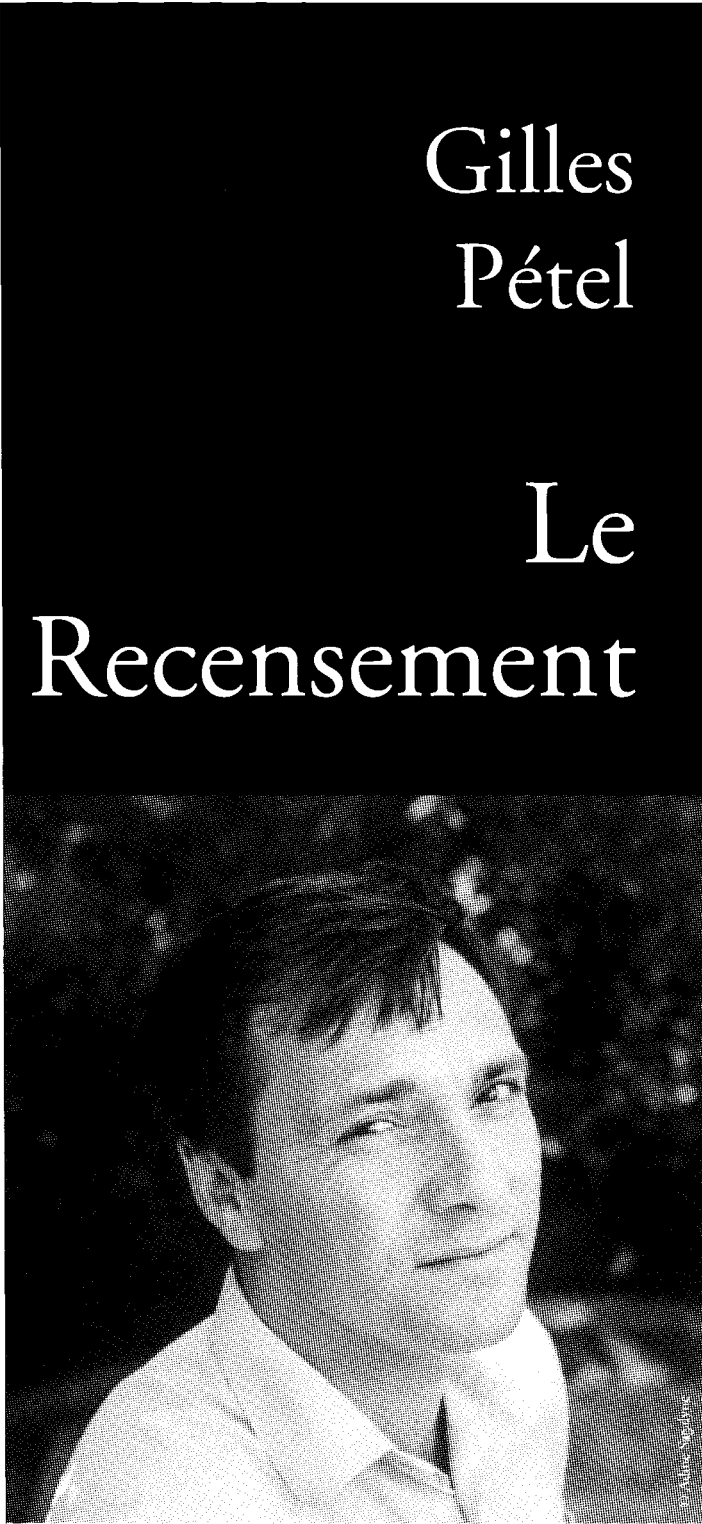
## Le cycliste Emmanuel Magnien pourrait se priver de Jeux olympiques

JEUDI 24 AOÛT, Emmanuel Magnien a été suspendu pour six mois avec sursis et déclassé du dernier Tour de France par la commission de discipline de la Fédération française de cyclisme (FFC). Le coureur de la Française des Jeux avait été contrôlé positif aux corticoïdes lors de la 16<sup>e</sup> étape. Pour sa défense, il a mis en cause le médecin de son équipe, qui lui aurait administré, sous forme d'injection intramusculaire, un médicament à base de cortisone pour enrayer une allergie récurrente au pollen. Or, le règlement de l'Union cycliste internationale (UCI) et la loi française interdisent la prise de médicament sous cette forme. Le coureur a annoncé sa décision de faire appel d'une sanction qu'il considère comme « inacceptable ». La suspension avec sursis n'aurait pu lui interdire une participation aux Jeux olympiques, sauf en cas d'appel de l'UCI ou du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD). Mais le règlement de l'UCI prévoit que toute procédure en cours est réhabilitatoire. En relançant les débats, Magnien se priverait donc lui-même du voyage à Sydney.

### DÉPÊCHES

■ QUINQUENNAT : les dirigeants du RPR participeront à une cinquantaine de réunions afin de prôner le « oui » au référendum du 24 septembre. La campagne du mouvement gaulliste comprendra une série d'affiches, dont une proclamant « Le quinquennat, ça vous requinque une République », 100 forums départementaux, ainsi que deux sites Internet.

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : le premier président de la cour d'appel de Nouméa, Gérard Fey, a qualifié « d'injustifiées » et « d'inacceptables », vendredi 25 août, les accusations portées contre la justice en Nouvelle-Calédonie à l'occasion de la démission de Jacques Lafleur (RPR) de son mandat de député. Annonçant sa démission au lendemain d'un arrêt de la cour d'appel de Nouméa le concernant, M. Lafleur avait mis en cause « un grave dysfonctionnement de la justice » (Le Monde du 24 août).



Gilles Pétel

Le Recensement

Rentrée littéraire  
Stock



MARC VILLARD

# Amer Eldorado

Nouvelle inédite

*Le Monde* – GALLIMARD



## MARC VILLARD

Dans la journée, Marc Villard, cinquante-trois ans, diplômé de l'école Estienne, dirige le studio de création d'un grand parfumeur parisien. A ses moments perdus, il écrit. Des romans (*Corvette de nuit*, *Ballon mort*, *La Dame est une trainée*, *La Porte de derrière*) ou des scénarios. Celui de *Neige* pour Juliet Berto, par exemple. Mais surtout des nouvelles (*Dans les rayons de la mort*, *Rouge est ma couleur*, *Gangsta rap*) d'une noirceur ravageuse. Toujours le même décor. Quartiers de haute insécurité. Barbès. Banlieues en quarantaine. Hantés par des fantômes au regard brillant et aux yeux cernés. Vieillards de quinze ans bouffés par le crack. Mères sous lithium. Familles cassées par le chômage. « *Des histoires de gens qui essaient toutes les combines pour s'évader, mais finissent par être rattrapés par leur destin.* » Epurées à l'extrême, tendues jusqu'à l'explosion. « *Ce qui m'intéresse dans le texte court, c'est cette possibilité d'évacuer la sacro-sainte intrigue pour ne retenir que l'écume de la vie, les copeaux existentiels, les moments majeurs où une situation bascule.* » Tranchés dans le vif, les mots alors vous éclatent à la figure.



JACQUES SASSIER/GALLIMARD



## Amer Eldorado

C'est Doc Jekyll qui manipulait le laser pendant que Tony H. se contentait de tenir la lampe-torche braquée sur le coffre du deuxième étage d'Agroma International.

Doc était Blanc et ressemblait vaguement à Steve McQueen, Tony était Noir. Les jeunes gens venaient de fêter le même mois leurs dix-neuf ans. La sueur coulait lentement sur le visage de Tony H., car la clim était coupée pour la nuit.

- Je le sens pas trop, Doc.
- Laisse-moi cinq minutes.

Comme il prononçait ces mots, toutes les lumières de l'étage étincelèrent, statufiant les garçons, qui clignèrent des paupières en direction d'un homme au crâne rasé accompagné d'un nazi en uniforme retenant d'une main ferme un rottweiler affamé.

- Allez, on lâche le matériel et on met les mains sur la tête bien gentiment !

Mortifiés, ils s'exécutèrent sans un mot, car l'homme au costume noir manipulait négligemment un Sig Sauer impérial.

- Dragan, regardez si la vidéo infrarouge a fonctionné.

Le vigile en uniforme se haussa sur ses rangers en direction d'une caméra miniaturisée et opina du chef.

- Parfait. Montons présenter ces racailles à M. Robertet.

L'homme assis derrière le bureau directorial du septième étage était sanglé dans un Versace verdâtre, pesait quinze kilos de trop et appartenait au club des baby boomers. Keller, le chauve, se pencha vers l'oreille de son patron et lui chuchota une longue diatribe à l'oreille. Les jeunes se tenaient devant lui, qui les jugeait, l'œil gourmand.

- Vol avec effraction, ça va chercher combien, camarades ?

– On a rien volé, s'interposa Doc. On prend trois mois et à la fin du premier ils nous sortent pour bonne conduite.



– Je possède la cassette de votre intervention au deuxième étage et je pourrais m'arranger pour qu'une somme disparaisse.

– Il pourrait même y avoir eu violence, monsieur, proposa Keller.

– Exact. Montrez-leur ce que nous entendons par violence, Keller.

L'homme chauve balaya la pièce du regard, le Sig Sauer pendu au bout du bras puis, brusquement, logea une balle dans la tête du chien qui libéra une gerbe sanglante. L'animal se figea dans un spasme écoeurant sous le regard horrifié des deux casseurs.

– Dragan pourrait être légèrement blessé lui aussi, n'est-ce pas, Dragan ?

– Oui, monsieur.

– Bien. Là, ça va chercher dans les trois ans à Fresnes, vous n'aimeriez pas ça, j'en suis sûr. Asseyez-vous, j'ai une proposition à vous faire.

Doc et Tony, le moral au plus bas, abandonnèrent la moquette épaisse et se laissèrent choir dans des fauteuils aux angles vifs.

– Ma fille, Patricia, a été enlevée par un petit bougnoule de merde... C'est comment son nom, déjà ?

– Farid Laghrib, monsieur.

– Merci, Keller. Il vient lui aussi de la banlieue pourrie inscrite sur vos cartes d'identité. Vous êtes mieux armés que moi pour les retrouver, parmi les cancrelats et les chômeurs professionnels. Si vous me les ramenez tous les deux, je vous donne 100 000 francs en liquide et vous récupérez la cassette. Vous avez une minute pour vous décider.

Les deux garçons, se dévisagèrent en silence. Doc Jekyll lut dans les yeux de Tony H. que celui-ci ne retournerait pour rien au monde en prison : il avait tiré six mois à Fleury l'année précédente et le costard qu'on lui avait imposé convenait mal à son genre de beauté. Doc se tourna vers Robertet.

– C'est d'accord.

– Parfait. Keller, donnez-leur 20 000 francs pour leurs frais. C'est tout ?

– La photo de votre fille pourrait nous être utile, suggéra Tony.

– Effectivement.

Le PDG saisit vivement un cadre métallique et fit glisser sur son bureau le cliché qu'il cernait. Il le tendit aux garçons, qui posèrent sur le visage pâle et troublant de Patricia Robertet un regard abruti par l'enchaînement des événements de la nuit. Puis ils abandonnèrent l'avenue Kléber et empruntèrent le dernier RER pour Lamberville.

Ils attendaient depuis une bonne heure Othmane, dealer de crack des barres Michelet et Malraux. Un moraliste en Tacchini – deux Rolex au poignet – qui prônait les vertus de l'abstinence dans la soirée et fourguait sa came tous les matins à 7 heures, derrière le Codec. Le jeune Maghrébin se présenta enfin, juché sur une Kawasaki et traînant dans son sillage trois épaves anorexiques. Tony s'avança vers lui :

– On a un truc à te demander.



- Dis toujours.
- On cherche Farid Laghrib, un Marocain d'une vingtaine d'années.
- Ça me rapporte quoi ?
- Dis ton prix.
- 500.

Tony consulta Doc du regard, qui approuva d'un léger signe de tête. Puis le Black sortit un billet de 500 francs de sa poche de jeans.

- On t'écoute.
- Il a un frère, Saïd, qu'est animateur au centre de prévention à Colville.
- Quelle cité ?
- Les Bleuets. Passe la thune.

Tony s'exécuta et s'éloigna en compagnie de Doc Jekyll vers Colville, la cité dortoir voisine.

Aux Bleuets, ils décidèrent d'intervertir les rôles. Avec un éducateur de rue, il fallait jouer serré, et les biceps de Tony ne seraient d'aucune utilité pour ce genre d'exercice.

Saïd Laghrib était âgé de vingt-cinq ans et portait des lunettes à fines montures. Quand il eut terminé d'arbitrer un 3 contre 3 sur le terrain de basket, il gagna la sortie de l'aire de jeu, un ballon sous le bras, une serviette-éponge autour du cou.

- Saïd ?
- Oui.

- On m'appelle Doc, je suis de Lamberville. Ton frangin m'a prêté 300 francs, il y a quinze jours, mais j'arrive plus à le trouver pour lui rendre.

Le Marocain jaugea Doc puis jeta un rapide coup d'œil en direction de Tony.

- Tu les as sur toi ?

Doc sortit de sa poche un billet de 200 francs et un de 100.

- Ça va, ça va. En fait, Farid est parti au Maroc.
- Ben, merde, il va avoir droit au livre Guinness des records !

Le Marocain esquissa un bref sourire.

- Il veut retrouver ses racines et il baise une bourgeoise qui le motive. Chacun son truc.

Doc tendit l'argent à Saïd.

- Tiens, tu lui remettras quand il reviendra. De la part de Doc. C'est quoi, vos racines ?

- Tanger. Mais il a oublié un détail : son passeport est marocain et, pour revenir, les Espagnols exigent un visa officiel.

- Ah bon, et la fille, elle pourra rentrer ?
- Oui, mais c'est mon frère qui m'intéresse.

Cela dit, il empocha les 300 francs, tourna le dos à Doc Jekyll et gagna sans se presser son Algeco du Centre, cerné par la rouille et les tags.



Dans l'avion d'Air Maroc, c'est Tony qui parla le premier d'une arme.

– Doc, il nous faut un flingue. Si ce mec veut pas nous suivre, on doit pouvoir lui mettre la pression.

– Je sais. On achètera un Glock dans le petit Socco, te bile pas.

– J'me bile pas. Qu'est-ce que tu lis ?

– Mes cours du soir pour installer des sites Internet.

– Tu crois vraiment à ces conneries ?

– J'y crois, ça marche, et je vais me tirer de cette banlieue de merde.

Puis ils la bouclèrent jusqu'à Tanger.

Au troisième étage du Concordia, situé rue des Siaghines, dans le quartier du petit Socco, les toilettes étaient bouchées, soixante cafards tenaient un séminaire dans le couloir et le papier peint se décollait avec une grâce languissante. Doc et Tony posèrent sur l'ensemble un regard désabusé, puis le Black sortit de la pièce, traversa un nuage de shit et se mit en quête d'un Glock en commençant par se poster au café Tingis.

Doc Jekyll décida quant à lui de traverser la Médina, polissant dans sa poche la photo de Patricia. Quelques gamins des rues lui emboîtèrent le pas, quémendant des pièces, une cigarette, n'importe quoi. Il tourna le dos à la ville, descendit vers le port et, traversé par une angoisse soudaine, entreprit de fouler le sable souillé de la plage, l'œil rivé aux turbulences du détroit. Enfin, il se décida à reprendre le chemin de la Médina et fit l'erreur de jeter quelques pièces de monnaie aux gamins dont le nombre doubla rapidement.

Alors qu'il regagnait le Concordia, un garçon de seize – dix-sept ans, chemise blanche et pantalon noir, lui barra le chemin.

– Vous avez besoin d'un guide ?

– Je ne visite pas.

– Ah oui ?

– Je cherche quelqu'un.

– Je connais beaucoup de monde à Tanger, je peux vous aider si vous voulez.

– Combien ?

– 600 dollars.

Doc hésita.

– Débarrasse-moi de ces gosses.

Le Marocain se tourna vers les enfants aux regards faussement implorants et en deux phrases sèches les renvoya dans leurs foyers. Puis, sourire aux lèvres, il écarta les bras à l'attention du Français.

– Facile, non ?

Doc Jekyll tira la photo de sa poche et la tendit au jeune homme, qui la contempla longuement.

– Elle est seule ?

– Non, elle est accompagnée d'un Marocain de son âge.



– Je ne l’ai jamais vue, mais je peux me renseigner. Vous êtes à quel hôtel ?

– Le Concordia.

– Le gérant est un dealer de cocaïne. Je passe vous voir demain soir.

– Tu veux une avance ?

– Non, vous paierez quand j’aurai trouvé cette fille.

Il tourna la photo, déchiffrant les mots inscrits au verso.

– C’est son nom, Patricia ?

– Oui.

Puis Doc dépassa le jeune guide et gagna l’hôtel, recouvert d’une chaux crasseuse, devant lequel Tony H. patientait en mastiquant des figues.

– J’ai le flingue.

– Parfait. J’ai engagé un guide pour retrouver Patricia, il passe demain soir.

– J’irais bien me tremper le cul.

– Pas pour moi. Les vieux jouent toujours aux dominos dans le jardin ?

– Heu... Oui.

– Je vais me faire une petite partie avec les anciens.

Le lendemain soir, le jeune guide passa en coup de vent pour confirmer que la belle blonde avait été aperçue à Tanger. Il promettait un résultat dans la journée suivante.

– Affole-toi, on est pressés, grommela Tony.

– Demain. Au fait, je m’appelle Hassan !

– C’est original, s’amusa Doc, en reconduisant le guide à la porte de l’hôtel.

Tony passa la nuit à râler contre la bouffe marocaine et Doc attaqua un second magazine consacré aux sites Web. Ils arrivaient à survivre ainsi, chacun dans sa sphère, le cœur en paix.

A 14 heures, le lendemain, ils croisèrent Hassan dans une ruelle fétide de la Médina. Le gamin, excité, plongea sur eux :

– J’ai retrouvé la fille.

– On y va, commanda Doc.

Ils arpentèrent d’un pas rapide des boyaux noyés dans la pénombre et pénétrèrent dans un immeuble en rénovation qui révélait des béances à tous les étages.

Au troisième niveau, Hassan stoppa sa progression et se rapprocha du bord d’une fenêtre sans linteau encombrée par des gravats. Il sortit de sa poche une petite paire de jumelles et la tendit à Doc en indiquant l’immeuble d’en face converti en studios de location.

– Troisième fenêtre en partant de la gauche.

Doc accommoda sur la croisée. Dix secondes plus tard, il tendit les jumelles à Tony.

– On est dans la merde.

Tony contempla lui aussi l’immeuble et se tourna vers son ami, le regard



empli d'incompréhension.

– Putain, Robertet nous a baladés !

– Eh oui, pas d'enlèvement mais une histoire d'amour, comme on dit. Robertet n'a pas envie de se traîner une descendance arabe.

– Merde, on fait quoi, Doc ?

– Heu, Hassan, voilà tes 600 dollars. Merci pour tout. On peut te joindre ?

– Laissez un message au Fuentès.

Doc approuva et entraîna Tony à l'autre bout de l'étage zébré de tiges de 8.

– Le fric, je pourrais m'en passer, mais la vidéo, ça m'ennuie, Tony.

– Va falloir les remonter, c'est dégueulasse mais c'est comme ça.

– Allez, viens, on les tape maintenant.

Ils les traînèrent dans les ruelles, boudeur pour Farid, muette et sauvage pour Patricia. La jeune fille était belle : blonde, les yeux verts, un corps fin au dessin souple. Tony arrosa le dealer de coke, qui l'autorisa à entreposer deux clients supplémentaires dans la chambre. Elle se recroquevilla dans un coin, le regard vissé à Doc Jekill : le cerveau, c'était lui. Farid, jeune homme au sourire pâle, s'enferma rapidement dans un comportement prédépressif, allongé sur le plumard de Tony, une Marlboro au coin des lèvres. Doc se campa devant lui :

– Bon, ça n'amuse personne d'être ici, mais on ne peut pas faire autrement.

On doit vous ramener à Paris. Evidemment, tu n'as pas de visa de sortie ?

– Non.

– On le laisse ici, bordel, et on rend seulement la fille, proposa Tony.

– Robertet a dit les deux. Je reste prudent avec un débile de sa trempe. Descends au Fuentès et laisse un message pour Hassan : on veut lui causer chop-chop.

Tony se bougea en souplesse et gagna l'escalier en sifflotant. Doc appuya sur la touche du lecteur Sony et s'enfonça dans les oreilles des écouteurs miniaturisés. NTM imposa un message métronomique à ses tympans : il ferma les yeux, le Glock braqué en direction du lit.

Hassan réapparut cinq heures plus tard, interrompant une pizza party macho, Patricia n'ayant accepté qu'un Coca light d'un signe de tête.

Doc entraîna Hassan dans la salle de bains, dont il ferma la porte.

– Je dois remonter à Paris les deux jeunes à côté. La fille est mineure et son père s'inquiète. J'ai un problème...

– Le Marocain n'a pas de visa, évidemment.

– Exact. Comment tu ferais ?

– Une patera. Ce sont de grosses barques qui traversent le détroit de nuit et qui déposent les clandestins du côté d'Algésiras.

– C'est cher ?

– Oui, mais il y a moyen de discuter. Je peux m'en occuper et vous trouver un passeur.

– D'accord, je te donnerai 500 dollars pour le contact. Demain soir, ça te pa-



raît possible ?

– Je vais essayer.

Doc ouvrit la porte de la salle de bains et Hassan traversa la chambre pour plonger dans l'escalier.

– Ça s'arrange, Doc ? demanda Tony.

– Je te raconterai. Il veut toujours prendre l'air, le gigolo ?

– Farid, on te cause !

– Oui, oui, s'il vous plaît.

Doc fit signe à Tony d'accompagner le Marocain à l'extérieur et se posa sur son propre lit, l'esprit occupé par une traversée de nuit dans une barque à crevettes.

Il croisa le regard de la jeune fille et la devina en guerre contre la terre entière.

– Tu fais ça pour le fric ?, demanda-t-elle.

Il fut surpris par les intonations rauques de sa voix.

– Non. Pour le fric, j'aurais laissé tomber.

– Il t'a baisé ?

– En beauté. Et il m'a menti.

– Il te tient comment ?

– Il nous tient, c'est tout. J'ai pas envie de parler de ça.

Puis, regardant ailleurs, muscles du cou tendus :

– Je suis désolé pour vous deux.

– Pas grave, c'était juste une histoire comme ça, sur un coup de tête.

– Tu veux sortir ?

– Non, je suis bien. Passe-moi le Walkman.

Le patron de la patera se nommait Hamed Haliwa. Hassan avait pris rendez-vous avec le passeur dans un café du port, le Valencia. Doc Jekyll consulta sa montre – 21 heures – , puis se tourna vers le jeune Marocain.

– Fais-le sortir, je veux lui parler dehors.

La nuit tombait sur la Médina. Le ciel était plombé. Doc tendit l'oreille, et perçut le déferlement du ressac sur le rivage. Puis ça lui revint comme ça : le patron de l'hôtel, répondant à une question de Tony, prétendait qu'il n'y avait jamais de bonne nuit pour traverser le détroit. Un tube de Najat Aâtabou s'échappa du café quand Hassan ouvrit la porte. Hamed Haliwa pesait dans les 100 kilos, se goinfrant de tarte au citron et arborait sur sa chemise blanche un badge vantant les charmes de Madonna.

– Il parle français, prévint Hassan.

– Nous sommes quatre et nous voulons traverser cette nuit. Est-ce possible ?

L'homme avala une dernière bouchée de tarte, l'œil collé aux barques agitées par la houle à 50 mètres.

– Je suis complet pour cette nuit, mais je peux m'arranger.

– Vous nous larguez à quel endroit ?



- Ça dépend du courant. Entre 5 et 10 kilomètres d'Algésiras.
- Combien ?
- Hum, quatre personnes, il faut compter 1 600 dollars chacun.
- 1 000.

L'homme éclata d'un rire gras et insultant.

- Vous êtes pressé et pauvre, c'est amusant !

Doc contempla la nuit : ils étaient seuls.

La première chaîne marocaine passait Nigéria-Maroc, un match éliminatoire pour une coupe africaine, ou Dieu sait quoi. Il agrippa le bras gauche du passeur, le cala sous le sien et, dans le même temps sortit le Glock de sa ceinture. Puis d'un geste vif explosa le pouce du Marocain qui glissa sur les genoux, la main trempée d'un sang vermeil. L'homme avait perdu toute superbe et invoquait Mahomet, Bouddha et le Dieu des chrétiens pour être sûr d'être entendu. Sous le regard affolé de Hassan, Doc se pencha sur lui :

- 1 000 dollars.

Haliwa fit signe que oui avec la tête, enveloppant son pouce dans un mouchoir crasseux et geignant comme un enfant.

- A quel endroit ?

- Au bout de la plage des Forces armées royales, à minuit, fumier français.

- Nique ta vioque, Hamed, t'es rien qu'un convoyeur d'esclaves. Je t'emmerde, toi et toute ta descendance.

Hassan sur ses talons, Doc tourna le dos au passeur et gagna à grandes enjambées le Concordia. Il retrouva sa troupe de migrants baignant dans une odeur de ménagerie et de pizza mêlées.

- On part à minuit, déclara-t-il sobrement.

- Putain, Doc, j'ai parlé avec le gérant de la traversée du détroit, j'te raconte pas.

Doc ne prit pas la peine de répondre à Tony, mais Hassan s'intercala :

- Pourquoi vous dites toujours « J'te raconte pas » ?

- On parle comme Lefty et les mafieux dans *Donnie Brasco*, expliqua Doc en souriant.

Tony se prit au jeu.

- Si on est plus de quinze gus dans la barque, j'te raconte pas.

- Je ne comprends pas bien. C'est quoi, *Donnie Brasco* ?

- C'est rien, coupa Doc. Allez on se repose deux plombs avant le départ. Ciao, Hassan, la force soit avec toi !

Le vent se leva alors qu'ils abandonnaient à pied la Médina pour gagner la plage noyée dans la pénombre. Une lampe-tempête vacillait à cent mètres. Patricia et Farid ne se parlaient plus guère depuis l'intervention des braqueurs. Quelque chose semblait rompu entre eux. Une faille.



Puis Tony découvrit la barque de pêche et une quinzaine de corps tassés sur les planches qui les regardaient arriver, serrés dans des cabans et particulièrement intéressés par la présence de Patricia. Celle-ci, la bouche collée à l'oreille de Doc, murmura :

– Tu crois en Dieu ?

Il se retourna, interloqué.

– Pourquoi ?

– On n'arrivera jamais en face.

Ils se dévisagèrent pendant un siècle, puis Doc haussa les épaules et prit pied dans la barque. Haliwa, le pouce emmailloté, empocha, le regard noir, les 4 000 dollars que lui tendit Tony. Enfin, le « capitaine » de la patera, un hartani au regard tranchant, debout dans la cabine dépourvue de porte, emballa le moteur du bateau, qui pénétra dans l'opaque avec pour seule lumière une ampoule de 300 watts.

Ballotté par les vents contraires, l'esquif embarquait des paquets de flotte dont les passagers se protégeaient tant bien que mal. Farid et deux jeunes Marocains psalmodiaient des prières incompréhensibles, Tony vomissait à l'arrière et Doc, après une heure de traversée, tendit son Perfecto à la jeune fille frigorifiée. Aucun d'eux ne savait la couleur de la mer, celle-ci se confondant avec le ciel cadennassé par des nuages lourds de pluie.

Après deux heures de traversée, le capitaine se tourna vers les passagers et aboya un renseignement lapidaire. Doc se pencha sur Farid.

– Qu'est-ce qu'il a dit ?

– On est repéré par un garde-côte espagnol.

Ils se haussèrent sur leurs bancs et distinguèrent la masse imposante d'une vedette munie d'un projecteur puissant. Celle-ci se dirigeait vers eux par le travers, puis tout se passa très vite. L'embarcation militaire, qui aurait pu passer 20 mètres au large de la patera, vira légèrement et son étrave perfora l'avant de la barque, qui fut soulevée comme une brindille. Tous les occupants hurlèrent dans la nuit, projetés dans une eau à 12 degrés. La vedette espagnole ignore superbement l'accident et poursuit sa route, happant dans son sillage Tony et le capitaine, qui furent noyés instantanément.

Doc Jekyll n'était pas mauvais nageur. Il fit glisser son jean et frappa l'eau de ses jambes nerveuses pour se réchauffer. Autour de lui, il n'entendit que des imprécations marocaines. Il se prit à hurler lui aussi mais le vent emporta ses cris et le courant l'entraîna loin du lieu du naufrage. Doc s'obligea à conserver son calme et, serrant les dents, développa une brasse régulière. De temps à autre, il se retournait sur le dos, cherchant vainement un croissant de lune, une lumière, un repère. La première crampe lui arracha un hurlement, il se sentit glisser sous les flots, se hissa à l'air libre d'un coup de reins et percuta la masse métallique d'un bidon égaré qu'il



étreignit vivement. Accroché au cylindre, il se laissa dériver, puis, dans la grisaille, les lumières d'Algésiras brillèrent comme des diamants. Trente minutes plus tard, il se laissa choir sur une plage isolée mais proche d'une route éclairée furtivement par les phares des rares véhicules circulant à cette heure avancée de la nuit.

Epuisé, il s'endormit. Malgré le froid, malgré tout.

Des cris le réveillèrent. Il se redressa, tendu vers le large. Puis, par-dessus le grondement des flots, il perçut des gémissements lointains. Sans se poser de question, Doc piqua une tête dans l'eau grise. A 200 mètres du rivage, il la trouva, agrippée à une planche de bois. Quand leurs visages furent très proches, Patricia tenta une pauvre grimace et s'abandonna dans les bras du garçon. Les poumons en feu, il la tira sur le sable. Les premières lueurs du jour percèrent la croûte de nuages et Doc Jekill contempla la jeune fille à moitié nue allongée sur le côté. Puis il découvrit sa jambe droite sectionnée au-dessus de la cheville et rouge de sang.

Il fit volte-face et grimpa sur la route, agitant ses bras en tous sens, tel un dément. Deux voitures l'évitèrent, mais le troisième véhicule – une sorte de pick-up truck sans âge – freina et un homme à moustache noire sauta sur la chaussée, amusé par l'apparence du jeune homme. Dix minutes plus tard, Doc et Patricia – toujours inconsciente – reposaient à l'arrière de la camionnette modestement protégés par une couverture exsudant des relents d'essence. L'homme avait proposé trois mots à Doc Jekill : « El Ejido hospital ». Il resserra le garrot sur le mollet de la jeune fille et c'est à ce moment précis que le braqueur commença à prier pour que Patricia puisse atteindre vivante cette ville de merde.

Il fut entendu. Patricia reposait sur un lit d'hôpital, une vague menace de gangrène planant sur son corps - et bourrée d'analgésiques. Quant à El Ejido, dans la catégorie des villes pourries, elle décrochait le pompon. Doc, qui s'était fait prêter un ensemble en jean, contemplait la grand place, debout derrière une baie de couloir du 2<sup>e</sup> étage de l'hosto. Sous ses yeux hallucinés, des ratonnades d'un autre âge opposaient des Marocains terrorisés à des Espagnols aux traits rudes de péquenots qui leur balançaient des cocktails Molotov. A 20 mètres, une vieille Peugeot cramait et trois corps inertes étaient allongés près du véhicule, pilonnés par des pavés projetés avec rage par les Ibériques. Un chien affolé traversa la place et fut abattu par un tireur invisible. Puis cinq jeunes Marocains accroupis derrière un car scolaire se levèrent d'un bond et franchirent la porte de l'hôpital. A 10 mètres, sous la véranda d'un café, deux flics en uniforme contemplaient tout cela en tirant mollement sur de petits cigarillos. Relax, les gars.

– Bon Dieu, c'est la guerre ici, murmura Doc.

Une jeune infirmière, parvenue à ses côtés, lui toucha le bras.



– Français ?

– Oui.

– Les gens pas contents... Marocain a tué Incarnacion Lopez Valenzuela.

Il la contempla, ne sachant pas si elle approuvait ou contestait ces émeutes raciales.

– Vous vouliez me voir pour Patricia ?

– Non. Vos amis... sûrement morts. Seulement deux Marocains retrouvés Algésiras.

Doc rentra la tête dans les épaules. Mortifié et culpabilisé, il versa, en se détournant, des larmes silencieuses sur Tony et même sur cette loque de Farid. Puis il pensa : Patricia, je te dois. Estropiée, la honte, une vie gâchée, la pitié des autres, je suis une merde, un moins que rien, un nul, un lâche. Il en oubliait Robertet, le passeur et le garde-côte espagnol.

Avant de quitter l'établissement, il poussa la porte de chambre de la jeune fille. Elle était reliée à la vie par des tubes de plastique mais c'est son visage crayeux qui l'inquiétait. Il prit sa main dans la sienne et, par réflexe, celle de Patricia serra ses doigts.

Les genoux pliés, Doc traversa la place ravagée par les incendies et percuta un jeune Marocain qui croisait sa route. Ils se retrouvèrent face à face, le cul dans la poussière.

– Heu, excuse-moi, vieux, on voit rien avec cette fumée.

– Vous êtes français ?

– Oui.

– Je m'appelle Akim. J'habite une des *cortijos* près des vignes, mais j'ai peur de rentrer.

Le garçon était âgé d'une vingtaine d'années, ses traits étaient fins et son regard intelligent.

– Mon hôtel est à trois minutes. Viens avec moi, tu sortiras plus tard, ça peut pas durer toute la nuit.

– Merci.

Ils profitèrent de la fumée dégagée par l'incendie d'un 4 × 4 pour se faufiler dans des petites rues abandonnées aux rares pacifistes d'El Ejido.

Quinze *cortijos* de parpaing et de plastique furent incendiées cette nuit-là et trente-cinq Marocains – lynchés par une foule délirante – admis à l'hôpital, qui ne désemplissait plus. Le lendemain matin, la guardia civil prit position aux quatre coins du bourg andalou. Tout avait commencé par le meurtre d'une jeune Espagnole commis par un Marocain déséquilibré, mais rien de bon ne pourrait plus arriver à cette ville, mise à sac durant plusieurs jours de folie raciste.

Patricia reprenait des forces. Après une semaine d'hospitalisation, elle confessa Doc Jekill sur les rapports qu'il entretenait avec son père. Il lui parla du deal, elle préféra le mot chantage. Il s'asseyait parfois près d'elle et la veillait des heures durant. Elle s'amusait à faire semblant de dormir, l'écoutant respirer ou



feuilleter une revue anglaise top niveau destinée aux accros du Web.

Le dixième jour, elle s'éveilla et le trouva planté près de la fenêtre, son regard sombre accroché à la ligne d'horizon.

– Doc ?

– Oui, Pat.

– Arrête de te flageller, de te prendre la tête. Je ne t'en veux pas, nous savons très bien qui est responsable de tout ce gâchis.

– C'est plus qu'un gâchis, Tony est mort et tu ne pourras plus jamais courir, Patricia.

– Okay, mais je peux marcher, j'ai essayé ce matin avec des petites béquilles.

Il détourna la tête, bouleversé et s'en voulant d'être bouleversé.

– Doc !

Il acquiesça silencieusement, sans se retourner.

– Il va falloir rentrer, maintenant.

– Tu penses à quoi ?

– Je t'expliquerai.

L'ascenseur d'Agroma International déposa Doc au 7<sup>e</sup> étage dans un gémissement feutré. Keller, costumé de noir, portait une cravate à rayures aux couleurs de l'OM et barrait le passage à la présidence.

– Vous avez réussi ?

– Évidemment, sinon j'aurais pris le maquis.

– Parfait.

Keller pivota sur ses talons et frappa à la porte en chêne de Félix Robertet. Il s'effaça et Doc Jekyll se retrouva devant Robertet, qui réprimait son impatience en manipulant deux billes de bois.

– Alors, jeune homme, vous les avez retrouvés ?

– Oui. Vous m'avez menti, ce n'était pas un enlèvement.

– Certes, mais quelle importance ?

– Le garçon s'est noyé entre Tanger et Algésiras.

– Mais dites donc, ça m'a l'air passionnant tout cela, vous me raconterez. Et Patricia ?

– Elle vous attend dans le patio.

– Allons-y.

– On se calme. Demandez donc à votre employé de me préparer la cassette et l'argent.

– C'est juste. 100 000, non ?

– Exact.

– Keller, regroupez tout cela et rejoignez-nous dans le patio.

Parvenu dans le jardin – 400 mètres de plantes exotiques cernant un bassin de nénuphars sous perfusion –, Robertet chercha sa fille des yeux. Son regard se fixa sur un fauteuil roulant métallique dont l'occupante lui tournait le dos. Egaré,



Robertet se pencha sur le côté.

– Patricia, c’est toi ?

Le fauteuil pivota et Patricia Robertet apparut aux yeux de son père. Amargrie, le regard fauve. Un plaid couvrait ses genoux.

– Mais, qu’est-ce que...

Robertet s’avança d’un pas puis posa les yeux sur le bas de la robe. Un pied manquait. Son regard affolé passa de Doc à Patricia.

– Qu’est-ce qui t’est arrivé, ma chérie ?

– Le retour a été plus compliqué que prévu. En fait, Doc ne m’a pas ramenée à Paris. C’est moi qui ai décidé de revenir.

– Oui... Bon... Mais pourquoi ?

– Pour te dire adieu, les yeux dans les yeux, papa pourri.

Elle fit voler le plaid qui dissimulait ses mains, leva le Glock vers son père et lui logea deux balles dans le visage. L’homme s’écroula, la tête dans le bassin.

– Merde, Pat, tu avais dit « pour lui parler ». Pourquoi tu ne m’as rien dit ?

Elle lui fit son regard noir et adoptant, une voix aux consonances germaniques, prononça :

– C’est pour que tu aies moins peur.

– Hé, je connais, c’est dans *Taxi*, le salaud d’Allemand qui parle à l’otage.

– J’le fais bien, non ? Allez, prends le Glock et occupe-toi de Keller.

L’homme de confiance de Robertet poussa la porte du patio. Une lourde pierre tenue à bout de bras par Doc lui ravagea le cerveau. Le jeune homme traîna le corps vers le bassin, remit la meulière à sa place et posa la tête de l’homme dessus. Puis, il referma la main droite de Keller sur le Glock et laissa l’arme glisser dans l’herbe. Doc se redressa et consulta la jeune fille du regard.

– Le fric, Doc. Et ta putain de cassette.

Il se pencha sur l’homme en noir, arracha à son veston une enveloppe remplie de billets craquants et récupéra la cassette abandonnée près de la porte qui desservait le patio. Il contourna le fauteuil roulant et posa les mains sur la barre métallique située à l’arrière.

– Où veux-tu aller, Patricia ?

– Au bout du monde.

– Allez, quoi...

– Je sais pas, moi, les Maldives ?

– Fille de riche !

– Pousse et boucle-là, salaud de pauvre !

Puis, en riant, ils remontèrent l’avenue Kléber avec en point de mire un eldorado délaissé par l’autorité, la haine, le racisme et la violence. On croit encore à ce genre de chose, à vingt ans.

FIN



## DÉJÀ PARUES

Vendredi 30 juin daté samedi 1<sup>er</sup> juillet

JEAN VAUTRIN

*Voyage au pied d'un arc-en-ciel*

■

Vendredi 7 daté samedi 8 juillet

CHRIS OFFUTT

*Le Nid de l'année passée*  
*La Bonne Raison*

■

Vendredi 14 daté samedi 15 juillet

JEAN-MARIE LACLAVETINE

*Complicata*

■

Vendredi 21 daté samedi 22 juillet

NICHOLAS BLINCOE

*Ma première expérience de possession démoniaque*

■

Vendredi 28 daté samedi 29 juillet

CHANTAL PELLETIER

*L'Autre Côté de la mer*

■

Vendredi 4 daté samedi 5 août

BARRY HANNAH

*Willifox*

■

Vendredi 11 daté samedi 12 août

JEAN-BERNARD POUY

*L'Art de la fugue*

■

Vendredi 18 daté samedi 19 août

ELIZABETH STROMME

*La Cave*

## À PARAÎTRE

Vendredi 1<sup>er</sup> daté samedi 2 septembre

JEROME CHARYN

*Sous l'œil de Dieu*

Dix nouvelles proposées par MICHEL ABESCAT et LAURENT GREILSAMER